

Jean-Marie Harribey

La démence sénile du capital
Fragments d'économie critique

Editions du Passant, Bègles
2^e édition 2004

1^{er} rabat de couverture

Du même auteur

L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail,
Paris, L'Harmattan, 1997

Le développement soutenable, Paris, Economica, 1998

(co-direction avec Michael Löwy) *Capital contre nature,*
Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2003

(direction) ATTAC,
Le développement a-t-il un avenir ? : Pour une société solidaire et économe,
Paris, Ed. Mille et une nuits, 2004

harribey@u-bordeaux4.fr

<http://harribey.u-bordeaux4.fr>

Jean-Marie Harribey est professeur agrégé de sciences sociales et maître de conférences en économie à l'Université Bordeaux IV. Depuis une trentaine d'années il essaie de mettre en pratique une pédagogie de l'économie auprès de larges publics : jeunes, adultes, militants, etc.

Ses travaux de recherche portent sur la critique de l'économie politique, le travail et le développement. Il a déjà publié *L'économie économe* (L'Harmattan, 1997), *Le développement soutenable* (Economica, 1998). Il a co-dirigé pour Actuel Marx *Capital contre nature* (PUF, 2003). Il a dirigé pour Attac *Le développement a-t-il un avenir ?* (2004).

Il est membre du Conseil scientifique d'Attac, de la Fondation Copernic et de la rédaction du *Passant Ordinaire*. Il est chroniqueur à *Politis*.

2^{ème} rabat de couverture

Ce livre est dédié à tous ceux qui gardent en tête la volonté de refuser que le monde devienne définitivement une marchandise mais qui sont déroutés par l'énorme pression qu'exerce le libéralisme, cette idéologie omni-présente qui justifie la politique violente du capitalisme. A tous ceux-là, ce livre propose de découvrir sans s'ennuyer les concepts nécessaires pour mener la critique de rapports sociaux soumis à la loi du profit. Parmi ces concepts, il en est un qu'il faut sans cesse rappeler et qui sert de fil conducteur à ce livre : seul le travail produit la valeur qui est ensuite répartie, mais mal, puisque le capital s'en approprie la meilleure part.

à Charlie et Noah

Avant-propos

Ce petit livre est le fruit d'une aventure et d'un pari.

Une aventure professionnelle d'abord. J'enseigne l'économie depuis une trentaine d'années. A des jeunes et des moins jeunes, à des élèves, des étudiants et des actifs salariés, à des syndicalistes et des citoyens engagés dans le milieu associatif ou dans la vie politique. Il m'est même arrivé d'être convié par des patrons. Cet enseignement fut toujours conduit avec un objectif : de l'économie, oui, mais de l'économie critique. Comprendre l'économie capitaliste ne présente un intérêt que si l'on a la volonté d'œuvrer à son dépassement.

Une aventure éditoriale aussi. Au début de l'année 1998, Eric Bonneau, qui présidait alors l'association *Le Passant Ordinaire*, editrice de la revue du même nom, et Thomas Lacoste, qui dirige cette revue, me demandèrent d'y créer une chronique régulière pour donner à voir de manière simple mais sérieuse la désolante réalité de l'économie contemporaine. On était en pleine crise financière démarrée dans le Sud-est asiatique et gagnant les pays latino-américains et la Russie. La chronique était lancée et je lui donnai d'emblée le titre générique « La bourse ou la vie » que je signai sous le pseudonyme de Bertrand Larsabal, vieux prénom et nom familiaux ressuscités pour l'occasion. Quatre ans après, la crise est toujours là, et ce livre rassemble toutes les chroniques et articles écrits pour *Le Passant Ordinaire* sous ce pseudonyme (BL) ou sous mon nom (JMH). S'ajoutent quelques autres textes écrits pour d'autres publications. Sauf mention contraire, les textes ont été laissés en l'état pour qu'ils conservent leur tonicité, mis à part les corrections des coquilles et autres scories, quelques statistiques actualisées et l'ajout de certains titres et inter-titres. Ils ont été regroupés et ordonnés par thèmes plutôt que de les présenter par ordre chronologique d'écriture. Ces textes étaient des fragments, ce livre tente de les réunifier.

Deux aventures donc, mais qui n'en font qu'une, tellement la plongée dans la société agissante a vivifié mon travail et lui a donné du sens.

Un pari enfin. Enorme pari dont ce livre témoigne et qui est engagé au début de chacun des petits textes qui le composent. Je fais le pari qu'il est possible d'aborder avec des citoyens non économistes mais conscients la théorie économique à son plus haut niveau et la critique de celle-ci à son plus haut niveau également. Pour paraphraser un mot de Jean Jaurès, un peu de théorie éloigne de la réalité, beaucoup en rapproche. La théorie pour analyser et agir ensuite.

Que tous ceux que j'ai rencontrés au cours de ces aventures soient remerciés, notamment tous mes amis du *Passant Ordinaire* pour leur confiance, et ceux d'ATTAC (Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens) qui ont grandement contribué à réhabiliter la politique. Ce livre s'adresse à eux. Ils me diront si le pari est gagné ou, plus simplement, s'il mérite d'être poursuivi.

Avant-propos à la 2^{ème} édition

En mettant à disposition une somme de chroniques organisées pour en faire un ouvrage d'initiation à la critique de l'économie capitaliste, nous faisons le pari qu'il était possible pour les salariés et les citoyens de s'approprier les outils théoriques de base nécessaires pour lutter contre les politiques libérales et déconstruire leur auto-justification. Cette seconde édition est justifiée par le fait que la première a été épuisée en quelques mois mais surtout par le fait que l'année 2003 a vu le gouvernement français franchir une étape supplémentaire dans l'organisation de la violence exercée contre les conquêtes sociales les plus fondamentales, notamment le droit à une retraite décente et le droit pour les chômeurs à un revenu minimum. Déjà se profile une prochaine remise en cause, celle du droit à la santé. Cette violence est méthodiquement programmée dans le cadre de la négociation de l'Accord général sur le commerce des services au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Dans le même temps, les forces dominantes dans le monde étalent le mépris dans lequel elles tiennent les populations les plus démunies en menant guerres et politiques sécuritaires pour pouvoir faire main basse en toute quiétude sur le pétrole ou tout autre ressource, matérielle ou intellectuelle, et pour installer définitivement leur hégémonie économique, politique et culturelle.

Cette seconde édition réactualise certaines données et intègre trois nouveaux chapitres pour tenir compte des événements récents. Ceux-ci confirment que la démence sénile du capital ne peut que s'approfondir. Ne la laissons pas s'éterniser car la guerre sociale déclarée ne pourrait mener qu'à la guerre totale.¹

¹ . On peut lire une petite pièce de théâtre « De la guerre sociale à la guerre totale » sur <http://harribey.u-bordeaux4.fr/ledire/guerre.pdf>. Tous les articles et chapitres d'ouvrages collectifs que j'ai écrits et qui sont référencés dans ce livre sans y être inclus peuvent être lus sur le site <http://harribey.u-bordeaux4.fr>.

Introduction

« La bourse ou la vie »

« La pédagogie doit, à chaque instant, développer l'activité propre du sujet en utilisant, pour ainsi dire, cette même activité propre. »

Cornelius Castoriadis,
« Psychanalyse et politique »,
Le monde morcelé, Les carrefours du labyrinthe-3, Paris, Seuil, 1990, p. 180.

L'humanité est engagée dans une course folle. Si cette course avait été décidée de manière consciente et démocratique par l'ensemble des êtres humains, elle aurait une certaine légitimité, quoiqu'il faille ne pas mésestimer ses conséquences pour les autres espèces vivantes et pour les équilibres naturels. Si cette course permettait d'intégrer tous les êtres humains, on pourrait espérer une farandole joyeuse de l'humanité en goguette. Hélas, rien de tout cela n'est vrai. C'est exactement le contraire qui se déroule sous nos yeux.

La course folle du capital ou le capitalisme sénile

La course folle est celle de l'accumulation du capital qui n'a d'autre finalité qu'elle-même et qui broie tout sur son passage. Rien n'y résiste. L'emploi est soumis aux pressions des actionnaires pour que les dividendes soient les plus élevés possibles et que les cours boursiers ne connaissent que la hausse. Depuis les années 1980, les salaires au sein des pays développés évoluent presque toujours à un rythme inférieur à celui de la productivité du travail. Malgré un considérable accroissement de la richesse produite dans le monde, la pauvreté ne régresse pas et les inégalités explosent : les rapports annuels du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) nous apprennent qu'en 40 ans l'écart entre les 20% les plus pauvres et les 20% les plus riches est passé de 1 à 30 à près de 1 à 80. Soumis à des programmes d'ajustement structurel imposés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, les pays du tiers-monde ont vu leur dette extérieure multipliée par 50 en l'espace de trois décennies et atteindre aujourd'hui 2500 milliards de dollars. Enfin, la libéralisation de l'économie s'apprête à faire du monde un gigantesque marché où les producteurs utilisant des moyens rudimentaires seront mis en concurrence avec des entreprises hyper productives, où les activités publiques comme l'éducation et la santé que les luttes sociales avaient permis de contrôler collectivement seront concédées au secteur privé si l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) concocté par l'OMC (Organisation mondiale du commerce) est adopté, où, plus grave encore peut-être, des droits de propriété privée seront établis sur toutes les ressources naturelles considérées jusqu'ici comme inaliénables et sur les connaissances scientifiques, notamment sur le génome humain et celui de toutes les espèces vivantes.

Le capitalisme est en passe de réaliser son rêve le plus dément : transformer totalement les rapports de propriété sur la planète, de telle sorte que la moindre activité humaine présente et à venir, la moindre ressource matérielle ou intellectuelle, deviennent des marchandises, c'est-

à-dire des occasions de profit. Avec évidemment la volonté de rendre la chose irréversible. Tel est le sens des projets d'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement) ou d'AGCS qui sont autant de tentatives de verrouillage de l'avenir économique de l'humanité.

Sous des dénominations diverses, « Consensus de Washington », « Traité de Maastricht », « Pacte de stabilité et de croissance », « ouverture à la concurrence », « liberté des échanges », la même idéologie libérale essaie de justifier la nouvelle donne. Ce faisant, elle fait fi des engagements en faveur d'un mode de vie soutenable socialement et écologiquement pris lors de la Conférence de l'ONU à Rio de Janeiro en 1992. Le capitalisme était dément, mais, parce qu'il n'a plus de projet humain pour l'humanité, il est devenu sénile. Et, si nous n'agissons pas, sa sénilité risque d'être *durable*, à la place du développement du même nom que l'on nous promet.

La liste des dégâts sociaux et écologiques provoqués par l'accumulation capitaliste serait interminable et presque décourageante. Le choix est fait dans ce livre d'en proposer un décryptage théorique pour contribuer à retrouver une culture de la radicalité : apprendre à prendre les choses à la racine.

Un fil conducteur théorique : la valeur

Le système économique que l'on appelle capitalisme prit son essor en Europe dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Très rapidement, une branche de la connaissance se développa pour rendre compte du formidable accroissement de la production. L'économie politique était née, sous l'impulsion notamment en Angleterre d'Adam Smith² et de David Ricardo³ qui lui assignèrent la tâche de mettre au jour les lois « naturelles » de l'économie.

Ce fut un bel édifice car il mit le travail au centre de l'activité économique et des rapports que nouent les hommes entre eux à cette occasion, mais il était fondé sur une erreur magistrale. Les lois économiques ne sont pas naturelles, elles sont sociales, c'est-à-dire qu'elles sont construites par la société et qu'elles sont le produit d'une histoire et des rapports de forces entre les classes sociales. Ce fut le mérite de Karl Marx de le montrer au milieu du XIX^e siècle, au moment où le capitalisme engendrait les premières crises économiques, tensions sociales et révoltes ouvrières.

Le fil conducteur que le lecteur trouvera dans ce livre est essentiellement celui que Marx⁴ a légué : la critique de l'économie politique, c'est-à-dire la critique de la vision libérale du capitalisme. Au nom de Marx sera associé assez souvent celui de John Maynard Keynes⁵, tant il est vrai qu'on redécouvre aujourd'hui combien le second a emboîté les pas du premier, du moins dans la partie consacrée à l'analyse de l'économie existante, et combien son enseignement est précieux pour saisir comment le système parvient à s'auto-reproduire.

Le capitalisme est un système fondé sur un rapport social particulier : celui qui unit contradictoirement la classe bourgeoise détentrice des moyens de production et la classe prolétaire qui n'a que sa force de travail à louer. Ce rapport social, naissant à l'époque de Marx, tend à devenir aujourd'hui dominant dans le monde. Il présente la singularité de permettre aux propriétaires du capital d'utiliser la force de travail salariée et de lui faire créer une valeur supérieure à ce qu'elle lui coûte, la différence constituant une plus-value qui vient grossir le capital une fois la marchandise vendue. Autrement dit, dans le temps de travail effectué par le salarié, il y en a une partie non payée que Marx désigne comme surtravail.

² . A. Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, GF-Flammarion, 1991.

³ . D. Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817, Paris, GF-Flammarion, 1992.

⁴ . K. Marx, *Le Capital, Livre I*, 1867, *Livre II*, 1885, *Livre III*, 1894, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1, 1965, et tome 2, 1968 ; *Le Capital, Livre IV (Théories sur la plus-value)*, 1905-1910, Paris, Ed. Sociales, tome 1, 1974, tome 2, 1975, et tome 3, 1976.

⁵ . J.M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot, 1969.

L'analyse de l'extension du règne de la marchandise, que l'on appelle maintenant la « marchandisation du monde », suppose donc une théorie de la valeur que Marx a trouvée chez les auteurs classiques anglais mais à laquelle il a fait subir plusieurs transformations. L'une a consisté à déconstruire, pour la rendre intelligible, la manière biaisée dont s'établit la correspondance entre la valeur provenant du travail et les prix.⁶ La seconde a introduit la monnaie comme condition de la marchandise et de l'accumulation capitaliste. La troisième, sans doute la plus novatrice, a sorti la théorie de la valeur de son cadre purement économique pour en faire une théorie des rapports sociaux capitalistes.

L'importance de cette théorie de la valeur, que l'on appelle communément – mais maladroitement car on risque de la confondre avec son ancêtre ricardien – théorie de la valeur-travail, est telle que l'on va la retrouver souvent dans les pages qui suivent. Presque comme un leitmotiv qui étonnera peut-être le lecteur. Pourquoi tant de répétitions ?

La théorie de la valeur-travail est le point de départ et la colonne vertébrale de la critique du capitalisme. Elle établit que le profit capitaliste provient – et ne peut provenir que – de l'exploitation de la force de travail salariée. La forme monétaire revêtue par les échanges, notamment l'échange de la force de travail contre un salaire, dissimule le rapport d'exploitation. Les rapports sociaux sont « réifiés », c'est-à-dire chosifiés. La vision qui en ressort et qui s'impose à tous fut nommée par Marx « fétichisme » dont le moindre aspect n'est pas celui qui consiste à assimiler les concepts pourtant radicalement distincts de richesse, valeur (au sens économique) et valeurs (au sens éthique). Les biens et services qui satisfont des besoins humains constituent des valeurs d'usage, c'est-à-dire de la richesse qui est pour partie puisée dans la nature (l'air que nous respirons), pour partie produite par le travail. Lorsque ces valeurs d'usage sont produites par le travail dans le cadre du capitalisme afin de procurer un profit aux propriétaires du capital, elles deviennent des marchandises, c'est-à-dire des valeurs d'échange contenant le travail, rendu anonyme et abstrait, à la source de cette fameuse « valeur » économique qui supprime tout autre finalité de l'existence humaine.

Cette théorie montre ensuite que la valeur après laquelle courent les capitalistes rencontre une série de difficultés qui sont autant de contradictions du système. Premièrement, la concurrence à laquelle se livrent les capitalistes entre eux les pousse à mettre au rancart des équipements avant qu'ils soient usés physiquement et avant que leurs propriétaires en aient parfois récupéré la valeur : le capital est ainsi dévalorisé. Deuxièmement, la force de travail, étant seule à produire de la valeur nouvelle, engendre une plus-value à un rythme inférieur à celui de l'accumulation. La rentabilité du capital s'émousse donc, ce qui amène les capitalistes à renforcer l'exploitation, soit par une progression des salaires inférieure à celle de la productivité du travail, soit par une intensification du travail, soit encore par la recherche de nouveaux prolétaires dans l'immense réserve du tiers-monde. Troisièmement, sur les rapports de forces entre travail et capital se greffent d'autres rapports conflictuels entre les diverses branches du capital. Le capital financier disposant d'un pouvoir supérieur est en mesure d'imposer aux branches du capital engagé directement dans la production une répartition à son avantage de la valeur créée. A charge pour le capital subordonné, fait d'entreprises contrôlées, de sous-traitants et de receveurs d'ordre, de se tirer d'affaire en se retournant contre ses salariés par la précarisation des conditions d'emploi ou le viol du droit du travail.

Les contradictions rapidement énumérées ci-dessus débouchent périodiquement sur des crises de suraccumulation de capital par rapport aux profits espérés. Toutes les études confirment une baisse du taux de profit (mesuré par le rapport profit/capital) dans tous les pays capitalistes à partir de 1965 jusqu'à la fin de la décennie 1970, une remontée dès 1980 et

⁶ . Voir plus loin les chapitres : « Hold-up sur la valeur : celui qui ne risque rien a tout » et « L'entreprises sans usines ou la captation de la valeur ».

de nouveau une baisse dans la deuxième moitié de la décennie 1990.⁷ Ces crises récurrentes ne sont temporairement dépassées qu'en modifiant l'organisation de la production et sa répartition, mais au prix de douloureux dommages sociaux. Elles constituent un immense gâchis : la surproduction générale cohabite avec la persistance de besoins non satisfaits parce que non solvables.

Le début de la décennie 1970 marque un tournant décisif dans l'histoire du capitalisme contemporain. Alors que s'achèvent la phase de gains de productivité élevés dans les pays développés et l'ère du colonialisme primitif vis-à-vis du tiers-monde, l'érosion des taux de rentabilité du capital ouvre une période de crise structurelle profonde du capitalisme que celui-ci ne réussit à surmonter qu'en brisant brutalement l'équilibre social tant bien que mal entretenu au sein des pays développés de 1950 à 1970 et en intégrant de force les pays émergents ou non dans une nouvelle division internationale du travail. La libéralisation des marchés financiers, la suppression des barrières douanières, les privatisations, la délégitimation de l'intervention publique par la confiscation des instruments de politiques budgétaire et monétaire, l'indépendance des banques centrales pour garantir une politique anti-inflationniste, l'austérité et les plans d'ajustement structurel sont autant d'éléments qui tous concourent à modifier les rapports de forces dans le monde. La montée brutale des taux d'intérêt à partir de la décision de la banque centrale américaine (*Federal Reserve System*) en 1979 donne le signal d'une inversion du partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits au détriment des premiers et celui d'une montée inexorable de l'endettement du tiers-monde.

L'ensemble de ces phénomènes qui se sont produits au cours du dernier quart du XX^e trouvent leur cohérence et leur intelligibilité au sein de la théorie de la valeur : la recherche du profit suscite l'accumulation de capital pour engendrer des gains de productivité qui économise du travail, pourtant source de profit. Alternativement, le capitalisme se heurte donc à un manque de rentabilité faute de pouvoir produire suffisamment de plus-value, ou à un manque de rentabilité faute de débouchés, c'est-à-dire faute de pouvoir transformer la plus-value potentielle en profit monétaire véritable. C'est dans ce cadre qu'il faut interpréter la marche accélérée vers une globalisation planétaire sous l'égide de la finance devenue prépondérante. La mondialisation actuelle n'est rien d'autre que le nouveau visage de l'impérialisme : une réorganisation planétaire des processus productifs de la valeur et des processus de distribution de celle-ci pour sortir de la crise structurelle, les lieux et les secteurs où est produite la valeur et ceux dans lesquels et par lesquels elle est accaparée étant de plus en plus disjointes.

Voilà expliquées les raisons de la présence de la théorie de la valeur comme fil conducteur de tous les fragments présentés dans ce livre. Les milliers de pages que Marx consacra à analyser le capitalisme dans *Le Capital* ou dans le *Manifeste communiste*⁸ écrit avec Friedrich Engels collent tellement à la réalité contemporaine qu'on serait en droit de penser que l'effort à fournir pour s'approprier le savoir nécessaire à la critique du mode de vie imposé à l'humanité par le capital est mince. Le matériau théorique est là. Mais, d'une part, il n'est pas toujours aisément accessible, et, d'autre part, le système est en mesure de fournir une image de lui-même propre à brouiller les cartes. Les outils ne lui manquent pas : l'enseignement de l'économie et les media sont globalement acquis à la cause du capitalisme. Les mots perdent leur pertinence : on ne parle plus de capitalisme mais d'économie de marché, de mondialisation de « l'économie » sans préciser de laquelle il s'agit ; on laisse entendre qu'il n'y a et qu'il ne peut y avoir qu'une économie ; on se livre à des identifications abusives, mais

⁷ . Voir G. Duménil, D. Lévy, *Crise et sortie de crise, Ordre et désordres néolibéraux* Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2000 ; « Coûts et avantages du néolibéralisme, Une analyse de classe », *Documents pour l'enseignement économique et social*, n° 126, décembre 2001, p. 15-30. La datation des évolutions du taux de profit varie un peu selon les pays, mais le mouvement structurel de fond est confirmé partout.

⁸ . K. Marx, F. Engels, *Le Manifeste communiste*, 1848, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1, 1965.

d'autant plus efficaces qu'elles sont abusives, entre capitalisme, marché et démocratie ; on dit que les ouvriers ont disparu pour laisser la place à des « opérateurs », etc. En bref, on travestit la réalité sociale pour mieux en assurer la reproduction.

L'incapacité de la « science » économique à élaborer une pensée cohérente pour analyser et maîtriser la vie économique n'est plus à démontrer. Mais pourquoi une telle impuissance ? Parce que la « science économique » qui domine dans le monde universitaire et dans les milieux politiques repose sur des hypothèses totalement déconnectées du réel. Celles-ci ont été formulées par l'école libérale néo-classique dont la seule préoccupation est de reconstruire dans le champ théorique un monde qui n'existe pas : un monde où la concurrence parfaite règnerait, un monde où tous les acteurs seraient sur un pied d'égalité, un monde où les prix se fixeraient librement de sorte que l'équilibre entre l'offre et la demande soit réalisé automatiquement sur tous les marchés : celui des biens et services (la surproduction n'existerait jamais) et celui du travail (le chômage serait impossible sauf à cause de la paresse des chômeurs ou de l'opposition des salariés ou de leurs syndicats à toute baisse des salaires). L'économie est donc séparée de l'ensemble de la société : dans ce monde imaginaire, les conflits d'intérêt entre groupes sociaux et les oppositions entre nations sont ignorés.

Dans ce livre, la référence fréquente à Marx ne signifiera pas une adhésion à tous les préceptes portés par le marxisme après Marx. Ainsi, la perspective de transformation des rapports sociaux n'équivaut pas à la croyance qu'il serait possible d'extirper totalement la violence et le conflit des sociétés humaines parce qu'on aurait vaincu la logique du profit. Le conflit est au cœur de la vie, en tant que principe général, et au cœur de chaque vie individuelle. La dialectique n'a rien à voir avec une rhétorique du bien et du mal qui séparerait l'humanité en bons et méchants et qui distinguerait une préhistoire et une histoire humaines. L'homme d'aujourd'hui n'est pas plus humain que celui d'hier et ne l'est pas moins que celui de demain, car ce qui fait l'homme humain, ce n'est pas l'endroit où il est positionné sur l'axe du temps mais son *projet* de devenir toujours plus humain.

Il semble que les moyens techniques existent pour nourrir convenablement tous les habitants de la planète. L'homme peut envisager de ne pas passer uniquement sa vie au travail (ou au chômage), et, après deux siècles de développement profondément inégalitaire et dévastateur, il est possible de concevoir que le partage du travail, du savoir et des richesses puisse fonder un nouveau type de progrès. Ainsi, il devient urgent de se demander si le règne de la marchandise ne doit pas commencer à régresser et si le capitalisme n'a pas fait son temps.

Il faut cesser de croire que l'épanouissement et la liberté des individus passent par une consommation marchande toujours croissante, et ainsi trouver la possibilité d'exercer ses capacités dans des activités créatives autonomes. « Rendez-moi, lui dit-il, mes chansons et mon somme, et reprenez vos cent écus », écrivait Jean de La Fontaine⁹.

Des fragments réunifiés

Ce livre est un peu inhabituel. Par le fond d'abord. Il présente des textes courts, écrits à partir le plus souvent d'un événement de l'actualité ou d'un élément du débat public, non pas tant pour rapporter des faits que pour les ordonner autour de principes analytiques simples mais suffisamment robustes pour ne pas déformer la réalité et lui dégager au contraire du sens. Le livre est inhabituel également par sa forme. Les textes sont souvent vifs et parfois utilisent le langage parlé. A deux reprises, ils prennent une forme que l'on rencontre rarement dans un livre d'économie : parodie de textes littéraires, conte, que l'on trouvera au début et à la fin de la seconde partie. Mais l'objet ne varie pas : la monnaie, la crise, le chômage, la

⁹ . J. de La Fontaine, « Le savetier et le financier », in *Fables*, présentées par R. Radouant, Paris, Hachette, 1929, p. 277. Voir J.M. Harribey, « Vive Jean de la Fontaine », *Le Monde*, 21 mars 1989.

spéculation, la pollution, les retraites, la productivité, la dette des pays pauvres, etc., le cynisme des puissants et la résistance des faibles.

Le lecteur s'apercevra que certains chapitres sont légèrement plus difficiles que d'autres et présentent des passages un peu aériens, comme on le dit d'un parcours d'escalade. Mais si la corde est bien arrimée, les obstacles sont surmontables. En l'occurrence, la corde est le fil conducteur de la valeur présenté ci-dessus. Ne pas craindre d'y revenir. Le lecteur y sera de toute façon souvent invité.

Chacun des textes peut être lu indépendamment car il est conçu comme une unité. D'ailleurs, il vaut peut-être mieux aborder ce livre à doses homéopathiques, dans la mesure où il ne constitue pas un traité d'économie ni un nouveau manuel exhaustif d'initiation. Pour les économistes débutants, il propose une pluralité d'entrées dans le bunker de la pensée économique pour s'approprier pas à pas les bases de la critique de l'économie capitaliste, à partir des problèmes concrets que seule la démocratie devrait être habilitée à résoudre et que pourtant on confie au marché capitaliste. Pour les économistes confirmés, il veut susciter de nombreuses occasions de débats.

Le premier fragment que *Le Passant Ordinaire* publia sous le titre générique « La bourse ou la vie »¹⁰ commençait ainsi : « Début d'une chronique économique. Qui sera délibérément partisane, mais résolument désintéressée puisqu'elle n'aura pas d'autre objectif que d'essayer de comprendre. L'objectivité se réduira à ceci : choisir toujours la vie contre la bourse. » Ce choix accompagnera un grand nombre des textes rassemblés ici par ce fil ténu.

L'ensemble des *fragments d'économie critique* sont regroupés de la manière suivante.

Dans la première partie, intitulée « Questions de méthode », nous commencerons par une petite introduction à l'épistémologie¹¹ de l'économie au travers du décodage du discours qui domine l'enseignement et la diffusion du savoir économique. Elle sera suivie d'une série de textes exposant sous des angles divers les fondements de la théorie de la valeur-travail et les principales discussions qu'elle suscite, notamment de la part de sa rivale, la théorie libérale contemporaine que l'on appelle néo-classique.

La deuxième partie, intitulée « Les cordons de la bourse et le fil de la vie », présentera les mécanismes monétaires et financiers qui président à la mondialisation de l'économie capitaliste. Il apparaîtra que la bourse joue toujours contre la vie, ou, plus exactement, les boursicoteurs grands et petits jouent contre la vie de leurs (dis)semblables et celle de leurs propres enfants. Seront abordées quelques unes des facettes de l'attaque en règle menée par le capitalisme contre les travailleurs salariés, contre les peuples du monde entier, surtout les plus pauvres, et contre les conditions écologiques de la perpétuation de la vie sur la planète terre.

La troisième partie, largement inédite, intitulée « Questions de pratique », tentera de mettre en perspective l'ensemble en explicitant les rapports entre capitalisme et libéralisme et, de façon corollaire, les rapports entre anti-libéralisme et anti-capitalisme. Enfin, il sera question du rapprochement entre la transformation des rapports sociaux et l'insertion de l'activité humaine dans la biosphère.

¹⁰ . Cette chronique fut inaugurée et son titre fut adopté avant que j'eusse connaissance de l'excellent ouvrage que publia presque au même moment E. Toussaint, *La Bourse ou la vie, La finance contre les peuples*, Bruxelles, CADTM, CETIN, Ed. Luc Pire, Ed. Syllepse, 1998, et de celui de P. Labarde, B. Maris, *La Bourse ou la vie, La grande manipulation des petits actionnaires*, Paris, Albin Michel, 1999.

¹¹ . L'épistémologie est l'étude critique des sciences, la science des sciences en quelque sorte.

Première partie

Questions de méthode

« Sur mille aventuriers qui se lancent dans la recherche de l'or, un seul en trouvera. Mais si l'or vaut tant, c'est que, pour le trouver, il y a le travail de celui qui le trouve et aussi celui des neuf cent quatre-vingt-dix neuf qui n'en trouvent pas. »

John Huston,
« Le trésor de la Sierra Madre », Film, 1947.

Le plaisir, la souffrance et l'économiste *Petite introduction à l'épistémologie de l'économie*¹²

La pauvreté augmente malgré la richesse croissante. Les inégalités se creusent en dépit de l'éducation et de la santé presque gratuites. Le lien social se délite d'autant plus que la « communication » triomphe. Et les dégradations de l'environnement s'accumulent bien que la technique bondisse de prouesse en prouesse. Il y a de quoi étonner le citoyen, à qui l'on n'a cessé de répéter que, par le miracle du marché, le capitalisme était porteur de bien-être pour l'humanité.

L'économiste standard, lui, n'est pas surpris par ces paradoxes. D'ailleurs, à ses yeux, ce ne sont pas des paradoxes. Le chômage durable réduit-il à la marginalité ceux qui s'y trouvent plongés ? C'est parce que les chômeurs sont consentants. Par quel raisonnement l'économiste standard aboutit-il à cette conclusion ? Sur la place (du marché), une foule nombreuse, bigarrée, en baskets ou pieds nus, se présente devant quelques personnages, d'identité incertaine, plutôt multinationale, mais tous vêtus de trois-pièces et un téléphone portable collé à l'oreille. Chacun d'eux fait venir devant lui un seul va-nu-pieds à la fois, lui demande de déposer son sac à diplômes sur la bascule, et, invariablement, lui propose un emploi au tarif un cran en dessous du minimum légal. Le « gueux »¹³ hésite et, déjà, le monsieur multinational lui a montré d'un doigt méprisant le reste de la foule, piétaille qui gronde d'impatience, en faisant un signe au suivant d'approcher.

L'économiste standard, qui a observé la scène, explique. Deux individus sont face à face et donc à égalité. L'un offre sa capacité de travail, l'autre la demande. Celui-ci, qui a immédiatement jaugé l'importance de la foule, a proposé un tarif d'embauche très bas. Le demandeur d'emploi (le va-nu-pieds) a procédé dans sa tête à un calcul rationnel, continue l'économiste standard : si je travaille, cela va me fatiguer, me procurer un désagrément (une désutilité, dit l'économiste standard) ; en contrepartie, je vais percevoir une somme avec laquelle je pourrai m'acheter le même téléphone que celui qui n'arrête pas de sonner devant moi, et mon plaisir augmentera. Le désagrément supplémentaire est-il supérieur ou inférieur au plaisir supplémentaire ? S'il est supérieur, je reste au chômage ; s'il est inférieur, j'accepte l'emploi. L'économiste standard conclut : le chômeur a choisi la situation préférable pour lui. Et il ajoute : les salariés de Marks & Spencer auraient dû s'apercevoir à temps que leurs salaires extravagants ne permettaient pas de verser 2 milliards de livres sterling aux actionnaires d'ici mars 2002 et une « prime de performance » d'un million d'euros au PDG, assortie de 15 millions d'euros de stocks-options. Quant aux salariés de Danone, quelle myopie ! Ne pas voir que 4,7 milliards de francs de profits en 2000 étaient encore insuffisants.

¹² . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 34, avril-mai 2001 (JMH).

¹³ . L. Cordonnier, *Pas de pitié pour les gueux*, Paris, Raisons d'agir, 2000.

4 000 licenciements d'un côté et 1 700 de l'autre sont la sentence rendue par le marché mondial.

La pollution submerge nos côtes, envahit nos campagnes et étouffe nos villes ? L'économiste standard a une réponse. La pollution, dit-il, est semblable au chômage qui, d'ailleurs, est une sorte de pollution sociale. Si le pollueur pollue sans retenue, il occasionne une telle souffrance aux pollués que ceux-ci ont intérêt à lui racheter des droits de polluer jusqu'au moment où la souffrance supplémentaire qu'ils réussissent à faire décroître est égale au profit supplémentaire – dont on sait à quel point il fait jouir le propriétaire du capital – que celui-ci obtient en produisant saleté. En ce point, pollueurs et pollués sont heureux puisque ni les uns ni les autres ne pourraient connaître une meilleure situation que celle-là, ayant échangé librement, en partenaires égaux, les droits de polluer.

L'économiste standard, imperturbable, poursuit. Les droits de polluer sont des bons de plaisir pour le pollueur et des bons de torture pour les pollués quand ils ne les possèdent pas. Mais ces derniers, en calculateurs rationnels, ne doivent pas les racheter tous. Il faut que plaisirs et souffrances s'équilibrent : le prix que le marché fixera pour ces droits de polluer sera tel que le plaisir supplémentaire des uns soit exactement compensé par la moindre souffrance des autres. Au curieux qui demande comment l'on compare les plaisirs, le savant, irrité, répond que la variation relative des prix que les uns et les autres acceptent de payer en donne la mesure, après avoir affirmé à l'inverse que la variation relative des satisfactions devait déterminer les prix.¹⁴

Néanmoins satisfait de lui, l'économiste standard a réussi à disserte sur la rationalité économique. Il a construit un monde imaginaire où tous les individus négocient librement sur un pied d'égalité : patrons de grandes firmes et salariés, barons et chômeurs, pollueurs et pollués, bourreaux et victimes. Aucun rapport de forces n'existe, tout baigne dans un univers organisé autour du contrat marchand qui gère toutes les relations humaines. Concevoir un individu coupé de toute racine collective est indispensable pour attribuer au marché sa fonction régulatrice toute-puissante. Mieux, le collectif n'existe même pas : il n'y a que des Robinsons isolés et juxtaposés. L'économiste standard insiste pour que l'Etat soit réduit au minimum, ne puisse troubler cet ensemble aussi naturel et ne vienne perturber cet édifice issu d'une volonté aussi divine que providentielle.

« Naturel » ! Le grand mot de l'économiste standard. Le sésame de son paradis intellectuel ; son fétiche. Il le murmure, l'évoque, l'invoque, le proclame, le chuchote. Extase de l'économiste standard : tout est naturel dans l'économie. Le droit de propriété d'abord. Propriété des biens et surtout du capital. Comment le capital s'est-il concentré ? Naturellement, puisque certains hommes sont fourmis et d'autres cigales. Pourquoi le capital cherche-t-il à s'emparer de ce qui n'appartient à personne et qui était donc jusqu'à présent le bien commun de l'humanité : l'eau, le génome du vivant, le savoir ? Parce que la nature ne

¹⁴ . La théorie néo-classique a tenté de construire une théorie de la valeur opposable à celle de la valeur fondée sur le travail. Elle dit qu'en concurrence pure les individus échangent jusqu'à ce que les rapports entre les prix des marchandises égalisent les rapports entre les utilités marginales de celles-ci, c'est-à-dire les suppléments d'utilité procurés par la consommation d'une unité supplémentaire de chaque bien. Deux failles logiques ruinent cette théorie. Premièrement, il est impossible de mesurer l'utilité et sa variation. Deuxièmement, dire que les prix sont dans les mêmes rapports que les utilités marginales, c'est énoncer un résultat du processus d'échange et non une cause de celui-ci. On ne peut donc à la fois dire qu'en concurrence les prix s'imposent aux agents économiques individuels et que les utilités marginales obtenues par ceux-ci déterminent les prix. Voir plus loin le chapitre « Le vice et la vertu appliqués au marché ». En réalité, l'utilité explique pourquoi on produit mais ne détermine pas la valeur d'échange de ce qui est produit, tout simplement parce que l'utilité ne se mesure pas. Les néo-classiques sont enfermés dans un dilemme inextricable : ou bien ils raisonnent en termes de préférences (utilité ordinale), et alors ils ne peuvent effectuer aucune comparaison interpersonnelle ni additionner les préférences individuelles pour estimer une préférence collective ; ou bien ils raisonnent en termes quantitatifs (utilité cardinale), et alors ils se heurtent à l'impossibilité de mesurer l'utilité.

peut être échangée, avoir un prix, si elle n'est appropriée ; et, comme l'échange marchand est naturel et fonde la société, alors tout doit être marchandisé, même la nature, à laquelle sera ainsi conféré un statut vraiment naturel.

La nature ne connaît qu'une règle, professe l'économiste standard : le fort mange le faible. La concurrence économique est aussi naturelle que la compétition des espèces pour leur survie. Point besoin de règles sociales qui empêcheraient l'eugénisme et la sélection naturelle. Point besoin de droit du travail puisque le contrat individuel suffit. Point besoin de sécurité sociale puisque les assurances assurent ceux que la sélection naturelle a autorisé à vivre. Point besoin de retraites puisque les assurances assurent ceux qui ont les moyens de s'assurer, qui sont ceux que la sélection naturelle etc.

Les solutions qui ont prévalu en occident depuis deux siècles sont éprouvées. Il convient donc de les étendre à tous les peuples de la terre. Si les traditions de ceux-ci freinent l'application des lois naturelles et universelles, quelques plans d'ajustement structurel mettront ces peuples à genoux, qui cesseront toute résistance et comprendront enfin que résistance rime avec souffrance et désir de consommer avec plaisir. Les propriétaires fonciers qui trustent la terre la trustent en vertu d'un droit naturel. Les Sans-Terre le sont naturellement, et, s'ils luttent, un coup de feu providentiel les rendra à leur condition naturelle de mortel. S'ils en réchappent, ils pourront vendre sur le marché mondial leur sac de riz ou de blé au même prix que celui apporté par le céréalier américain ou européen, produit intensivement et aidé par des subventions aussi naturelles que les catastrophes du même nom.

L'économiste standard a ainsi conçu un discours sur l'économie qui fait de celle-ci une entité séparée du réel. Du réel, fait de relations sociales, de rapports sociaux, de conflits, d'intérêts contradictoires, de passions irraisonnées, de recherches désintéressées, de calculs sordides et aussi d'actes gratuits, il ne reste qu'un calcul optimisateur. Non seulement l'économiste standard pense l'économie comme détachée du réel, mais il impose une image du réel, simple décalque de son économie imaginaire parfaitement rationnelle. Moins la société – ensemble d'institutions, de régulations, de lieux de socialisation, de repères d'identification – existe, plus l'individu est atomisé et soumis à la loi, bien entendu naturelle, du marché, qui, une fois créé, se débarrasse de sa matrice, la société, en subordonnant tout à la rationalité de la rentabilité.

Par la violence de son déni de réalité, l'élucubration de l'économiste standard a une portée idéologique puissante. En effet, si l'économie fonctionne selon des lois naturelles, toute action politique pour orienter l'évolution de la société est inutile et, de surcroît, vouée à l'échec. Pis, elle ne pourrait qu'occasionner des souffrances que le marché nous évite spontanément. L'économiste standard a ainsi respecté le cahier des charges imposé par son commanditaire, le capital, qui avait passé commande d'une vision libérale de la société.

L'économiste standard s'est exécuté et il nage dans le bonheur : il est récompensé par quelque gratification symbolique, par une flatterie médiatique, par une promotion de librairie, par une nomination à quelque chaire ou présidence d'office conjoncturel, ou par quelque oscar (nominé n'est qu'un premier grade) réservé aux plus serviles.

Que peut faire l'économiste aux pieds nus face au degré zéro de la pensée de l'économiste standard, face à la sous-philosophie d'une discipline qui n'a plus rien d'une économie politique et qui n'est que la codification des intérêts des possédants ? En paraphrasant une phrase de Marx, disons que les économistes standards n'ont fait que falsifier le monde. Il s'agit maintenant de le donner à voir en adoptant le point de vue des « damnés de la terre »¹⁵, de ceux qui souffrent, de ceux qui subissent le « mépris social »¹⁶, qui auront alors quelque chance de le transformer.

¹⁵ . F. Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, F. Maspero, 1961.

¹⁶ . E. Renault, *Mépris social*, Bègles, Editions du Passant, 2000.

Le chaos et les cahots du PIB¹⁷

Je produis, le PIB¹⁸ augmente ;
 tu produis, le PIB augmente aussi ;
 il détruit, le PIB augmente ; elle répare, le PIB augmente encore ;
 nous polluons, le PIB augmente ;
 vous dépolluez, le PIB augmente ;
 ils et elles (les économistes) calculent de combien le PIB augmente, le PIB augmente toujours.

N'est-ce pas formidable l'économie ? Il n'y a que des plus, jamais de moins. C'est bizarre et pourtant c'est logique. Le capital n'a qu'une raison d'être : croître et s'accumuler. Toute activité qui peut contribuer à l'accumulation a donc vocation à être *investie* par le capital : du plus matériel au plus immatériel, de l'objet au symbole, de l'alimentaire au culturel, du plus intime au collectif, du jouet à la santé, de l'éducation à la procréation, de l'eau à l'air, tout devient marchandise si le profit est au rendez-vous. Au besoin, on détruit pour avoir à reproduire, on pollue pour pouvoir dépolluer.

Mais il y a un hic. Même plusieurs. Le premier est que pour faire de l'argent en marchandisant tout, il faut d'abord produire la marchandise. Et pour ça, il faut salarier la main d'œuvre. Le salariat ne cesse de s'étendre à l'échelle mondiale car le capital a faim du travail qui engendre le profit tant espéré. Mais en même temps il en a horreur : l'horreur du capital, c'est le travail car moins il lui coûte, mieux il se porte. L'horreur du capital, c'est aussi celle qu'il engendre : 186 millions de chômeurs dans le monde, 700 millions de sous-employés, 1,2 milliard de personnes en dessous du seuil de pauvreté, autant qui n'ont pas accès à une eau potable ; les 1% les plus riches disposent d'un revenu cumulé égal à celui des 57% les plus pauvres ; les 225 plus grosses fortunes du monde équivalent au revenu annuel des 2,5 milliards de personnes les plus pauvres ; alors qu'il suffirait de moins de 80 milliards de dollars par an, soit environ 0,25% du produit mondial, pour nourrir, vêtir, loger, éduquer, soigner convenablement tous les pauvres de la planète.¹⁹

Le deuxième hic est qu'en comprimant les coûts salariaux, le capital veut dégager des profits et donc des capacités d'accumulation plus importants. Mais des crises de surproduction reviennent périodiquement : l'écoulement des marchandises ne procure plus assez de profit proportionnellement au capital accumulé. C'est exactement ce qui s'est passé en Asie en 1997. Depuis deux décennies, les vieux pays industriels, surtout européens, connaissent une croissance médiocre et, au contraire, de nouveaux pays voyaient leur production croître de

¹⁷ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 23, février-mars 1999 (BL).

¹⁸ . Le produit intérieur brut est la somme de toutes les valeurs monétaires ajoutées dans un pays en une année.

¹⁹ . PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1998*, Paris, Economica, 1998 ; *Rapport 2001*, Bruxelles, De Boeck & Larcier, 2001 ; et *Rapport 2003*, Paris, Economica, 2003.

plus de 10% par an. Tour à tour, les quatre dragons (Hong Kong, Taiwan, Singapour, Corée du Sud), puis les tigres (Malaisie, Indonésie, Philippines, Thaïlande) suivirent l'exemple du Japon. Les multinationales s'étaient implantées dans ces pays pour utiliser une main d'œuvre mal payée et avaient attiré dans leur sillage banques, investissements productifs, placements spéculatifs, affairistes fréquentables comme aigrefins, sous le couvert d'Etats souvent corrompus. Le tout dans un contexte de circulation effrénée des capitaux et de propagation de l'idéologie libérale : le Sud-est asiatique était le nouvel eldorado, l'exemple à suivre par tous les pays en développement, dont toutes les bourses du monde profitaient à qui mieux mieux.

Cela n'a duré que le temps de l'euphorie : peu à peu, les entreprises situées dans des pays capitalistes encore plus neufs, en Asie ou en Europe centrale, ont montré le bout de leur nez, la surproduction périodique a refait son apparition et les potentialités de croissance se sont réduites. Le Japon, deuxième puissance économique du monde, est en récession depuis 1991 et a laissé se déprécier le yen par rapport au dollar à partir de 1995. Comme les autres monnaies asiatiques étaient arrimées au dollar, elles se sont automatiquement réévaluées par rapport au yen. Patatras pour les dragons, tigres et compagnies : les produits japonais devenaient bon marché par rapport à ceux de ses voisins. Insupportable pour la Thaïlande (d'autant plus que les détenteurs d'avois en monnaies asiatiques anticipèrent la chute de celles-ci) qui dévalua le bath en juillet 1997 et pour les autres dont les monnaies s'effondrèrent comme des dominos ensuite.

On a senti le roussi au milieu de l'année 1997, mais la spéculation à la hausse sur les bourses américaine et européennes s'est quand même poursuivie jusqu'au milieu de 1998. Les financiers seraient-ils aveugles ? Oh non. Ces bourses étaient des positions de repli. Notamment pour les *hedge funds*, ces fonds spéculatifs de « couverture », dans lesquels on n'entre que si on est milliardaire, qui empruntent aux banques pour placer vingt fois plus et faire flamber la bourse (d'où l'odeur de roussi) et qui reviennent quémander quand ça va mal (3,65 milliards de dollars pour renflouer le *Long Term Capital Management*, principal *hedge fund* américain, ruiné à spéculer en Russie et en Indonésie).

Le troisième hic, c'est que derrière la position de repli, il n'y a plus rien. Les spéculateurs ont beau spéculer puisque c'est leur miel, rien ne tombe du ciel : l'accroissement des richesses réelles provenant du système productif ne suit pas au même rythme et la bulle financière éclate, tôt ou tard.²⁰

Mais alors pourquoi les capitalistes ne se contentent-ils pas de faire produire tranquillement des marchandises à des salariés qu'ils payeraient juste assez pour que ceux-ci puissent tout acheter ? Marx expliquait : les capitalistes s'enrichissent sur le dos des salariés et ils se font aussi la guerre entre eux. Ils se disputent l'équivalent monétaire de ce que les salariés ont produit ou produiront par l'intermédiaire de la Bourse-casino en faisant monter les enchères. Ainsi, chacun espère un bénéfice maximum sans avoir à s'embêter avec des travailleurs toujours mécontents. S'il y a une espèce à protéger, entre le capitaliste et le loup, il faut choisir le loup parce que, lui, il a une sorte d'éthique : les loups ne se mangent pas entre eux.

Moralité : quand le PIB augmente beaucoup, la planète crève de pollution et les profits s'envolent ; quand le PIB augmente un peu, les salariés trinquent et les profits planent ; quand le PIB régresse, les pauvres meurent tandis que les hyènes se dévorent, tout ça pour leur bourse. C'est faire bon marché de la vie.

²⁰ . Les soubresauts de 1997-1998 annonçaient la débâcle rampante de 2000-2001.

Tout ce qui vaut n'est pas argent²¹

Lorsque l'été arrive et que l'envie et le besoin de se reposer dominant toute autre (pré)occupation, on se prend à rêver : ah, si l'on pouvait jouir du temps, de ce temps de la vie qui nous est volé par le capital à travers notre travail, de ce temps prélevé sur nos amours par des gadgets qui sonnent, s'illuminent, pétaradent et polluent, de ce temps happé par une recherche dérisoire et le plus souvent vaine sur un réseau électronique auquel sont connectées d'autres victimes d'un vol de temps similaire ! Le temps est tout ce qui nous manque. Le temps est tout ce que l'on nous prend.

La richesse vaut plus que la valeur

Voici un syllogisme qui serait parfait si la première prémisse était vraie : l'argent mesure la richesse, or les dégâts sociaux et écologiques s'évaluent en argent, donc plus il y a de dégâts, plus la richesse augmente. Ce syllogisme montre la manière dont le capitalisme étalonne ce qui a de la valeur et révèle sa conception de la richesse. Le PIB – mesurant ce qui est produit contre monnaie dans une année – additionne pêle-mêle la production d'automobiles (polluantes), d'ordinateurs et de téléphones (voleurs de temps), de porcs (immangeables), de services de soins (plus on est malade, plus le PIB augmente²²), de déchets (même les nucléaires), la construction et la démolition, etc. Quand une entreprise délocalise une partie de sa production, par exemple des pièces détachées, et qu'elle les ramène au point de départ pour l'assemblage final, la quantité produite peut être strictement la même (donc même quantité de valeurs d'usage), et pourtant le PIB va enregistrer une croissance due au service transport rendu indispensable à cause de la délocalisation. En revanche, le PIB ne comptabilise ni les activités bénévoles, ni l'éducation donnée par les parents à leurs enfants, et il diminue si par hasard le nombre d'accidents de la route décroît. Voilà un indicateur partiel, sinon partial.

Son insuffisance tient au fait qu'il mesure uniquement ce qui relève de la sphère monétaire qui comprend elle-même deux compartiments : la sphère monétaire marchande (ce qui est

²¹ . Extrait publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 36, septembre-octobre 2001 (BL).

²² . *Il vaudrait mieux dire : si l'on soigne les gens*. Dans « Point de vue : Valeur », *Alternatives économiques*, n° 196, octobre 2001, D. Clerc fait deux remarques au sujet du rapport de P. Viveret référencé ci-dessous. L'une est justifiée : les comptes nationaux ne sont pas responsables des dégâts qui sont comptabilisés dans le PIB. Dans la seconde, l'auteur dément que lorsque, par exemple, une catastrophe écologique survient, le PIB augmente. Il y a seulement un changement de destination de l'activité économique, dit-il, car les dépenses auraient été effectuées autrement. Ce n'est vrai qu'en partie. Si une catastrophe est évitée, les pompiers restent à la caserne, les ambulances ne sortent pas du garage, les médicaments ne sont pas fabriqués, etc. Bref, l'activité économique n'est pas autant stimulée et il n'est pas certain que, sans cela, le travail correspondant eût été mis en œuvre ailleurs car on ne peut exclure l'hypothèse d'une réduction du temps de travail. Le point de vue de D. Clerc équivaut en fait à reprendre à l'envers l'idée de l'effet d'éviction dont personne n'a jamais pu démontrer la réalité et à abandonner implicitement tout principe d'action keynésien. Nous y reviendrons plus loin dans le chapitre « Qui veut noyer l'impôt l'accuse du naufrage ».

produit pour être vendu sur le marché avec profit) et la sphère monétaire non marchande (les services collectifs à but non lucratif comme l'éducation). Au sein de cette sphère monétaire sont produits des biens et services parce qu'ils sont (à tort ou à raison) considérés comme utiles, c'est-à-dire ayant une valeur d'usage. Mais, déjà, on voit que certains (les services collectifs) ont une valeur d'usage sans avoir de valeur d'échange marchande bien que monétaire. Mieux encore : les services rendus bénévolement dans la société ou les autres formes de richesse collective telles que la paix, la solidarité, le lien social, la création artistique non mercantile, ce texte (qui veut faire la lumière sur l'économie) ou encore le soleil (qui fait la lumière tout court), ont une valeur d'usage sans avoir de valeur monétaire.

La valeur vaut moins que les valeurs

La preuve est donc faite qu'Aristote avait raison et que Smith, Ricardo et Marx ont eu raison de lui donner raison sur ce point : la richesse ne se réduit pas à la valeur et la valeur ne vaut rien à côté des valeurs. C'est un peu compliqué, mais ce le serait moins si certains ne mélangeaient pas tout.

Dominique Méda et Patrick Viveret²³, reprenant des critiques déjà anciennes, partent à l'assaut du PIB en pourfendant les fondateurs de l'économie politique cités plus haut auxquels ils attribuent la responsabilité d'une conception étroite de la richesse. C'est un contresens monumental. Méda et Viveret redisent aujourd'hui que le PIB ne prend en compte que les productions monétaires, laissant de côté les autres richesses et, au contraire, intègre bon nombre de nuisances. Mais cela est connu depuis la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange et leur tort est de s'attaquer aux penseurs qui ont établi cette séparation. Bruno Ventelou commet la même erreur quand il écrit : « Toutes les variations non "marchandes" : qualité et quantité d'air pur, qualité et quantité des relations hors marché entre "individus", sont délaissées ou sous-estimées *faute d'entrer parfaitement dans la théorie.* »²⁴ Si elles ne sont pas *prises en compte*, au sens propre de l'expression, ce n'est pas parce qu'elles n'entrent pas dans la théorie, c'est parce qu'elles n'appartiennent pas – et c'est tant mieux – à la sphère monétaire. Méda joue sur (ou bien est victime de) la polysémie du terme *valeur* quand elle écrit : « J'ai moi-même plaidé pour qu'à côté des activités purement productives (le travail), on reconnaisse de la valeur – et derechef qu'on accorde un espace et un temps suffisants – aux activités politiques, familiales, culturelles et personnelles [...] »²⁵.

Méda, Viveret, Ventelou et bien d'autres mélangent plusieurs plans de raisonnement et commettent une erreur sur chacun d'eux. *Primo*, il ne peut pas y avoir de définition du travail productif en soi ; celui-ci doit être chaque fois relié au rapport social en vigueur : productif de valeur pour le capital ou bien productif de valeur monétaire non marchande ou bien productif de simple valeur d'usage. *Secundo*, la notion de travail productif n'a rien à voir avec la matérialité ou non de son résultat.

Smith et Marx avaient certes raisonné sur la production matérielle parce qu'elle était quasiment le seul exemple sous leurs yeux. Mais la possibilité d'un espace pour la production immatérielle et, plus généralement, pour toute la richesse existait. Marx disait que les deux sources de la richesse étaient la nature et le travail. En donnant une définition du travail productif dans l'économie capitaliste, Marx désignait le travail productif de plus-value pour le capital et non pas le travail productif en général de valeur d'usage. Dans son esprit, cela ne signifiait pas une approbation de cette restriction mais au contraire une dénonciation.

²³ . D. Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto Aubier, 1999 ; P. Viveret, *Reconsidérer la richesse : Rapport final de la mission « nouveaux facteurs de richesse »*, Paris, La Documentation française, 2002.

²⁴ . B. Ventelou, *Au-delà de la rareté, La croissance économique comme construction sociale*, Paris, A. Michel, 2001, p. 119, souligné par moi.

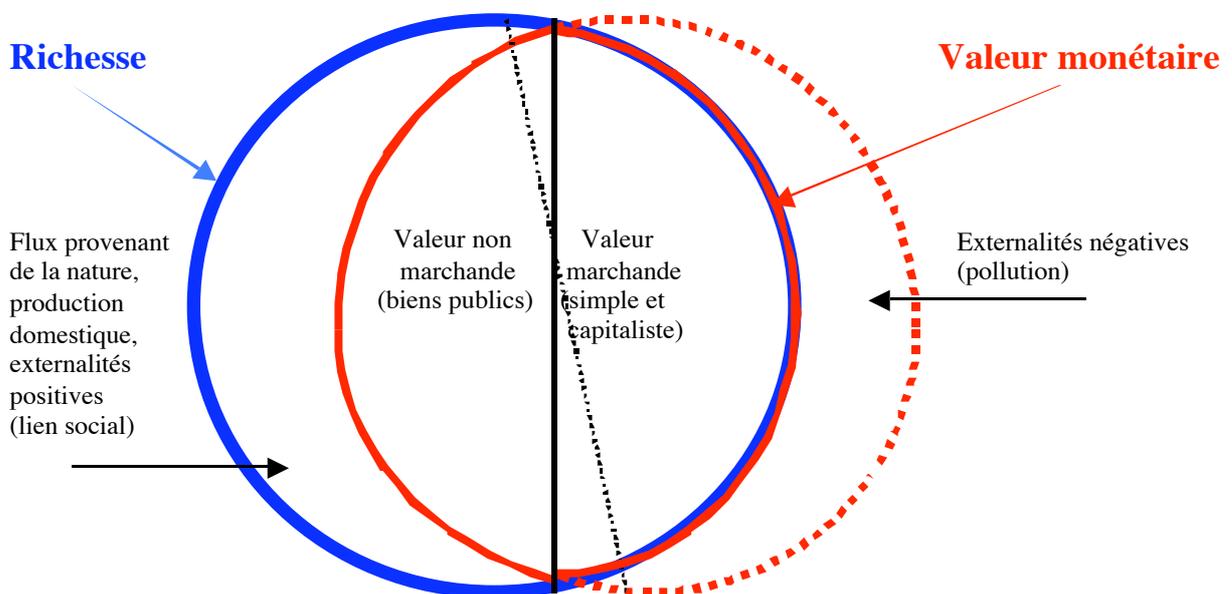
²⁵ . D. Méda, « Quelques notes pour en finir (vraiment) avec la "fin du travail" », *Revue du MAUSS semestrielle*, « Travailler est-il (bien) naturel ? Le travail après la "fin du travail" », n° 18, 2^e semestre 2001, p. 76.

La critique doit être adressée aux libéraux contemporains qui assimilent richesse (la valeur d'usage) et valeur d'échange et qui n'accordent aucune place aux services publics, au point que l'avenir de l'humanité devient la marchandisation infinie, puisqu'à leurs yeux la satisfaction des besoins ne peut provenir que de l'extension de la sphère marchande confondue avec celle des valeurs d'usage.

La richesse ne se réduit pas au PIB, c'est-à-dire aux valeurs monétaires ajoutées par le secteur marchand et le secteur non marchand ; en outre, une partie de la valeur marchande est constituée de nuisances appelées *externalités négatives*²⁶ qui ne sont pas de la richesse. Un autre problème naît avec la partie de la richesse correspondant à la qualité du bien-être ou aux dons de la nature, les externalités cette fois positives. Vouloir leur attribuer une « valeur » sans préciser qu'il s'agit d'une valeur qui ne peut être monétaire, qui se situe sur un autre plan que l'économique, celui du politique, de l'éthique et de l'esthétique, celui des « valeurs », au mieux entretient une redoutable ambiguïté, au pire constitue une grave erreur.

Beaucoup s'acharnent à essayer de compléter le PIB qui ne peut l'être. En somme, l'addition du PIB n'est pas fautive. Elle représente la valeur monétaire, une (petite) partie de la richesse. Le travail est bien le seul facteur susceptible de donner de la valeur monétaire, mais il y a du travail qui aboutit à des valeurs d'usage sans valeur d'échange et, en plus, il y a des richesses (non économiques) qui échappent au champ du travail. Le champ couvert par le PIB est conventionnel : il dépend de l'étendue des activités que la société décide de monétariser ou non. De ce fait, pour une même quantité de valeurs d'usage et donc pour le même bien-être, le PIB peut être plus ou moins important.

Richesse, valeur et valeurs



Le tort des économistes libéraux est de considérer le croissant de lune à droite du schéma comme de la richesse. Le tort des sociaux-libéraux est de vouloir marchandiser et monétiser la richesse non économique symbolisée par le croissant de lune à gauche du schéma.²⁷ Le fait

²⁶ . Un effet externe ou externalité est un effet engendré par une activité ou une organisation qui ne se traduit pas par un prix de marché acquitté par le bénéficiaire si l'externalité est positive ou par le fautif si elle est négative.

²⁷ . La séparation entre valeur marchande et non marchande peut être représentée par un trait oblique (en pointillés) pour faire apparaître sur le schéma le fait que l'activité marchande peut engendrer des externalités

que la sphère monétaire marchande et non marchande fonctionne en s'appuyant largement sur la sphère où ne se produisent que des valeurs d'usage (travail domestique pour contribuer à reproduire la force de travail par exemple) ou bien dans laquelle on puise allègrement (éléments naturels) n'implique pas la nécessité de monétariser et de marchandiser cette dernière. De plus, l'incorporation d'externalités positives non monétaires – et qui ne doivent pas être monétarisées – ne changerait rien à la valeur économique qui est engendrée par l'activité productive dans la sphère monétaire. Sauf à donner une valeur économique à la photosynthèse réalisée par la lumière du soleil, ou bien à verser un salaire maternel, ou encore à verser un revenu à l'individu qui « produit » du lien social dans son association. A ce moment-là, la marchandisation du monde serait en voie d'achèvement parce qu'enfin les capitalistes et les libéraux auraient réussi à faire coïncider exactement valeur d'usage et valeur (monétaire), c'est-à-dire richesse et valeur, niant ainsi les valeurs éthiques. Le dépassement du salariat ne peut provenir de la marchandisation croissante du monde mais au contraire de la préservation et de l'extension de la sphère non monétaire.

Le temps n'est pas nécessairement de l'argent, c'est l'argent qui toujours du temps

L'économiste américain Jeremy Rifkin, quelques années après avoir publié un best-seller établissant un pronostic erroné sur la fin du travail²⁸, récidive en annonçant « une transformation radicale du capitalisme »²⁹ : « Dans les marchés, les marchandises sont des biens et c'est ce qui définit l'échelle des ressources et des valeurs. Dans les réseaux, la marchandise est le temps humain, qui devient la valeur primordiale. » Rifkin enfourche le cheval de la « nouvelle économie »³⁰ et il enfonce une porte ouverte. Depuis sa naissance, le capitalisme vole le temps de l'homme. Marx en faisait le pivot de sa critique de l'aliénation, Max Weber³¹ aussi le disait et André Gorz³² le répète depuis cinquante ans. Mais, de plus, Rifkin se trompe en faisant implicitement sien l'aphorisme de Benjamin Franklin « le temps, c'est de l'argent ». Le temps n'est de l'argent grossissant le capital que si c'est du temps de travail validé par une vente. Rifkin est victime comme tous les économistes libéraux de l'illusion qui consiste à assimiler l'accaparement de la valeur – par le biais de marchés monopolistiques ou de réseaux dont les coûts de fonctionnement sont nuls – à de la création de valeur. Il croit à l'utopie capitaliste intégrale – le capital peut se passer du travail – qu'a rappelée cyniquement le PDG d'Alcatel³³.

Enfin, la presse a fait grand cas du classement des pays européens en terme de PIB par habitant publié par l'agence statistique Eurostat : la France n'arrive qu'en douzième position, ne devant que l'Espagne, le Portugal et la Grèce, alors qu'elle était au troisième rang en 1992³⁴. Ce recul s'explique par le moindre taux d'activité effective et, selon les grincheux, par la baisse du temps de travail. Il ne suffit pas de faire la critique des méthodes statistiques souvent approximatives³⁵. Il faut dire et répéter que la mesure de la richesse et du bonheur par

positives (donc de la richesse, ici non monétaire) et que l'activité non marchande peut parfois engendrer des externalités négatives.

²⁸ . J. Rifkin, *La fin du travail*, Paris, La Découverte, 1996.

²⁹ . J. Rifkin, « Quand les marchés s'effacent devant les réseaux », *Le Monde diplomatique*, juillet 2001.

³⁰ . Voir plus loin le chapitre « Nouvelle économie ou nouvelle idéologie ? ».

³¹ . M. Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 1905, Paris, Plon-Agora, 1964.

³² . A. Gorz, *Métamorphoses du travail, Quête du sens, Critique de la raison économique*, Paris, Galilée, 1988.

³³ . Voir plus loin le chapitre « L'entreprise sans usines ou la captation de la valeur ».

³⁴ . Voir A. Leparmentier, « Un palmarès de la richesse met la France en queue de peloton », *Le Monde*, 15 janvier 2002.

³⁵ . Voir J. Gadrey, « A bas la dictature du PIB ! », *Le Monde*, 23 janvier 2002 ; J. Gadrey, F. Jany-Catrice, *Les indicateurs de richesse et de développement, Un bilan international en vue d'une initiative française*, Rapport de recherche pour la DARES, mars 2003 ; et F. Magnien, J.L. Tavernier, D. Thesmar, « Les statistiques internationales de PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat : une analyse des résultats », INSEE, Série des documents de travail de la Direction des études et synthèses économiques, G 2002/01, février 2002.

le PIB par habitant est réductrice. D'abord parce que la productivité par heure de travail est meilleure en France que partout ailleurs. Ensuite parce que, à condition que le travail soit réparti entre tous, une faible position en terme de PIB par habitant accompagnant une bonne position en terme de productivité horaire peut signifier qu'on prend le temps de vivre.

Quand on aime la vie, ne compte pas ce qui d'ordinaire se compte, et compte ce qui ne se compte pas.

La valeur(-)travail³⁶

Goût de la provocation ? Affirmer que le capital ne fait pas de petits tout seul, qu'il ne s'engendre pas de lui-même, qu'il n'y a pas de génération spontanée du capital et donc que seul le travail est toujours à l'origine de la valeur ajoutée ! Alors qu'on entend dire partout que la valeur(-)travail disparaît, et que les riches n'ont plus besoin des pauvres pour s'enrichir !

C'est Louis Pasteur qui démontra au milieu du XIX^e siècle qu'en biologie la génération spontanée n'existe pas. Ce fut une belle panique au royaume des idéologies et des croyances véhiculées par les religions de tout acabit. D'autant plus que, simultanément, Charles Darwin révolutionnait la théorie de l'origine des espèces. Est-ce un hasard si encore au même moment Marx montrait en économie que la génération spontanée du capital était une tromperie destinée à masquer l'exploitation du travail ?

Passes encore pour la valeur(-)travail autrefois. Mais aujourd'hui ? Puisqu'on produit avec de moins en moins de travail et que peu de personnes misent toute leur vie sur le travail, à tel point que, paraît-il, la « valeur » travail décline, est-ce qu'on peut dire la même chose ?

Il y a deux manières d'aborder la valeur(-)travail, soit en considérant qu'entre les deux mots il y a un trait d'union, soit qu'il n'y en a pas. Dans le premier cas, on se situe sur le terrain de l'économie, dans le second, on se situe sur un terrain plus global qui touche à l'organisation de la société, à la place des individus dans celle-ci et aux valeurs fondamentales.

La valeur-travail ?

La thèse exprimée par Smith, Ricardo et Marx selon laquelle la valeur d'échange des marchandises qui trouvent acquéreurs est déterminée par la quantité de travail nécessaire à leur production est-elle encore pertinente à notre époque où le travail diminue ? Elle ne l'a jamais autant été. Tous les prix des biens industriels ou des services dont la vocation est d'être produits dans des conditions similaires à celles de l'industrie ont tendance à long terme à diminuer. Il n'y a aucune exception : produits alimentaires, habillement, appareils ménagers, électronique, ordinateurs, logiciels, moyens de transport, services de transports, etc. Pourquoi cette tendance irréversible ? Parce que la productivité du travail augmente grâce à un meilleur savoir-faire, des équipements plus performants et une organisation du travail rationalisée. Dire que la productivité du travail augmente est synonyme de la baisse de la valeur des marchandises sur le moyen et le long terme. Il ne faut donc pas se laisser tromper par les apparences. La diminution des besoins en travail pour produire une même quantité de biens et services n'est en aucune manière une infirmation de la valeur-travail (avec un trait d'union) ;

³⁶ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 21, septembre-octobre 1998 (BL).

c'est le premier grand paradoxe de l'économie contemporaine : moins elle a besoin de travail pour produire, plus elle apporte une confirmation de la loi de la valeur-travail.

Pourquoi la théorie de la valeur-travail est-elle alors bannie de l'analyse économique officielle ? Parce que son principal intérêt n'est pas d'expliquer l'évolution des prix mais de livrer une clé pour comprendre les rapports d'exploitation, et ça, c'est tabou. Si la capitalisation boursière et les profits galopent pendant que les salaires stagnent ou reculent, c'est que la répartition de la richesse produite s'est modifiée à l'avantage du capital. C'est le second paradoxe de l'économie contemporaine : l'accumulation du capital ne peut pas se passer du travail et pourtant concourt à le réduire.

La valeur travail ?

Attention : voici comment s'opère le tour de passe-passe de l'idéologie économique capitaliste. Valse à trois temps.

1^{er} temps : en économie, ce n'est pas le travail qui crée la valeur ajoutée se répartissant en salaires et profits, donc ce n'est pas le travail qui est à l'origine du profit capitaliste.

2^e temps : le travail est fini puisqu'on produit sans lui.

3^e temps : chômeurs, le plein emploi, c'est terminé, socialisez-vous par le bénévolat associatif, soyez persuadés que la valeur travail disparaît.

Décryptage du tour de passe-passe.

1^{er} temps : mettez une machine ou un liasse de billets de banque dans une pièce, fermez à double tour, revenez un an après et cherchez quelle valeur a été créée : zéro ; pire, machines et billets sont dévalorisés. Ou bien imaginez l'aboutissement ultime de l'automatisation où les robots sont fabriqués par des robots qui eux-mêmes, etc. Combien valent les produits qui ne nécessitent plus aucun travail ? Zéro, ce qui confirme la loi de la valeur rappelée ci-dessus.

2^e temps : contrairement à ce que racontent beaucoup de libéraux et beaucoup d'économistes « de gauche », surtout ceux qui sont partisans d'une économie capitaliste « solidaire » comme si rentabilité maximale et solidarité étaient compatibles, le travail salarié s'étend partout dans le monde, parce que le capitalisme s'empare progressivement de toutes les activités humaines. Tout est marchandisé : la nourriture, l'habillement, la santé, les loisirs, la culture, bientôt l'éducation, la procréation et les organes humains. Les industries polluantes suscitent des industries dépolluantes qui polluent à leur tour, et ainsi de suite. Si, paradoxalement, le chômage augmente, c'est que les progrès de la productivité du travail ne sont pas utilisés pour suffisamment diminuer le temps de travail de tous de telle sorte que toute la population désirant travailler trouve un emploi. Les gains de productivité sont principalement utilisés pour faire grimper les profits en comprimant les coûts salariaux.

3^e temps : plus personne aujourd'hui n'entend se réaliser par son seul travail, mais cela n'empêche pas le travail d'être l'un des moyens essentiels pour s'insérer dans la société. Or, beaucoup d'experts prennent aujourd'hui le parti de tirer un trait sur la possibilité de procurer un emploi à chacun en insistant sur le fait que l'épanouissement des individus et leur identité passent par autre chose que le travail et qu'il suffit de leur donner la possibilité de se livrer à des activités associatives plus ou moins bénévoles compensées par un revenu d'assistance minimum. Mais, allons dans une manifestation de chômeurs : « un emploi, c'est un droit, un revenu, c'est un dû », y entend-on. Le demandeur d'emploi n'est pas seulement en quête d'un revenu monétaire, il est aussi en quête de sa reconnaissance à part entière comme être humain, producteur et citoyen.

Ce chapitre commençait par une mention à l'histoire des sciences parce que la pratique scientifique a apporté un outil extraordinaire pour exercer notre raisonnement : c'est la notion de condition nécessaire et/ou suffisante. L'idéologie des discoureurs sur la fin du travail et le commencement de l'« activité » consiste à faire croire que puisque le travail (et surtout le

travail salarié synonyme d'aliénation) n'est pas une condition suffisante pour s'insérer dans la société, il n'en est pas une condition nécessaire. En confondant condition nécessaire et condition suffisante, ils oublient que le travail reste l'un des moyens de l'intégration sociale.

L'idéologie ne s'arrête pas là : en annonçant la (fausse) fin du travail comme une fatalité, on évite de se poser la question du recul du salariat en tant que système social aliénant, c'est-à-dire de la disparition du capital en tant que maître du monde.

Il y a 150 ans, Marx disait que la véritable économie consistait à économiser du temps de travail. Pour que l'être humain puisse redevenir maître de son temps de vie. Autrement dit, moins ce que nous produisons a de valeur parce qu'il faut moins de travail pour l'obtenir, plus notre temps libéré prend de la « valeur », valeur dans un tout autre sens : dans le premier cas, il s'agit de la valeur économique, la valeur-travail avec un trait d'union, dans le second, il s'agit d'une valeur au sens éthique. Si l'on voulait rassembler tous les paradoxes en un seul, on dirait : la valeur-travail (avec un trait d'union) diminue, la valeur travail (sans trait d'union) se maintient mais n'est plus exclusive puisque la valeur attachée à d'autres finalités, comme la vie, le temps libéré, est en plein essor.³⁷

³⁷ . Pour un approfondissement, voir J.M. Harribey, « Travail, emploi, activité : éléments de clarification de quelques concepts », *Economies et Sociétés*, Série « Economie du travail », A.B. n° 20, 3, 1998, p. 5-59 ; « La valeur-travail et l'avenir du travail en débat » in L. Abdelmalki, A. Peeters (coord.), Groupe d'Analyse et de Théorie Economique, CNRS, *Alternatives économiques et sociales, Pour entrer dans le XXI^e siècle*, Limonest, L'Interdisciplinaire, 2000. p. 87-98.

Qui veut noyer l'impôt l'accuse du naufrage³⁸

Haro sur l'impôt. Ce n'est pas nouveau, l'impôt est sur la sellette au moins depuis que la République existe. Cela ne surprendra personne puisque l'impôt est l'instrument économique de l'action publique, et c'est à ce titre qu'il faut comprendre les attaques dont il est l'objet.

Depuis vingt ans s'est progressivement imposée l'idée selon laquelle l'implication de l'Etat et des collectivités publiques dans l'économie aurait atteint un niveau trop élevé, au point de faire franchir aux « prélèvements obligatoires » un seuil insupportable. Insupportable pour les individus et les entreprises qui s'en acquittent. Et insupportable pour l'ensemble de l'économie qui serait pénalisée par le « détournement » de ressources vers le secteur public qui auraient été mieux employées par les agents privés s'ils avaient pu en conserver l'usage. Ces deux considérations ont été abondamment diffusées par le biais, d'une part, d'un adage érigé en loi économique, « trop d'impôt tue l'impôt », qui n'est que la traduction populaire – ou populiste – d'une courbe plus savante connue sous le nom de son inventeur Laffer, et, d'autre part, de l'effet d'éviction de l'investissement privé par l'investissement public.

A la base de ces arguments, on trouve l'idée que l'activité menée sous la responsabilité de l'Etat ou des collectivités locales serait gaspilleuse, inutile, contre-productive et responsable de marasme économique. Et tout le (beau) monde d'applaudir à la proposition de baisser les impôts.

Dans ce contexte idéologique, les décisions de plusieurs gouvernements européens de réduire les impôts étaient attendues impatiemment par tous les lobbies anti-impôt : une baisse de 44 milliards d'euros en Allemagne de 1998 à 2005, et de 30 milliards en France de 2000 à 2003.

Pour contester le bien-fondé de ces décisions, on peut invoquer le fait qu'il n'y a pas de prélèvements nets puisque les services publics et la protection sociale sont la contrepartie positive des impôts et cotisations sociales. On peut aussi insister sur l'aspect redistributif des prélèvements qui, quoique modeste, n'en est pas moins réel. On peut enfin faire remarquer qu'il est impossible de déterminer à l'avance si les contribuables travailleront plus pour compenser une hausse éventuelle de l'impôt ou moins pour en atténuer la charge. Mais cela ne suffit pas. Il faut porter l'argumentation contre la pensée libérale au niveau théorique,

³⁸ . Assemblage de trois textes, l'un publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 31, octobre-novembre 2000, et les deux autres dans *Le Monde*, 25 mars 1997, sous le titre « Ne tirez pas sur les "suppléments obligatoires" », et 20 mars 2001, sous le titre « La légitimité économique de la dépense publique » (BL-JMH). Pour un approfondissement, voir J.M. Harribey, « Le développement implique l'anticipation des services collectifs : les prélèvements obligatoires sont des suppléments obligatoires », *Revue Africaine des Sciences Economiques et de Gestion*, janvier-juin 2001, vol. III, n° 1, p. 3-38 ; et « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », Séminaire MATISSE-Hétérodoxies de l'Université Paris I-Sorbonne, 24 octobre 2003.

c'est-à-dire lui opposer une réfutation *logique*. A cette seule condition, la légitimité de l'intervention publique aura quelque chance d'être retrouvée.

Le principe de la demande implicite anticipée

Presque tous les économistes présentent les choses ainsi : 45% du PIB sont *prélevés* sous formes d'impôts et de cotisations sociales ; ce sont les fameux prélèvements obligatoires. Et ils concluent : c'est trop et, de toute façon, c'est spoliateur. Quitte à ramer à contre-courant, ces deux conclusions sont idiotes.

Si l'on en croit la vulgate libérale et sa cousine social-libérale, les prélèvements seraient effectués sur l'activité marchande privée, la seule productive et donc utile à la société. Faux, pour deux raisons.

Premièrement, par les dépenses publiques d'éducation, de santé, d'infrastructures, la collectivité crée des richesses utiles pour le présent et l'avenir, et elle engendre des effets positifs sur l'activité privée elle-même. Mais la dose de redistribution des revenus engendrée par l'action publique est insupportable pour les libéraux et les groupes sociaux les plus favorisés. Ils font fi du classement établi par l'Organisation mondiale de la santé d'où il ressort que la France a le premier service de santé au monde.

Deuxièmement, il est possible de donner une autre interprétation des dépenses publiques équilibrées par les impôts et cotisations sociales. Elle part du concept keynésien d'anticipation et elle suggère d'en étendre le champ d'application à toutes les activités. Il y a dans notre système économique deux catégories d'agents producteurs : les entreprises privées et la collectivité publique. Comme l'expliqua Keynes, les premières décident de produire quand elles anticipent des débouchés (la demande dite effective) pour leurs marchandises qui répondent à des besoins solvables. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Quant aux administrations publiques, anticipant l'existence de besoins collectifs, elles réalisent des investissements publics et embauchent aussi. Dans ce second cas, la validation est effectuée *ex ante* par une décision collective et se confond avec l'anticipation. Dans les deux cas, l'injection de monnaie sous forme de salaires et investissements privés et publics lance la machine économique et elle engendre la production de biens privés marchands et de biens publics non marchands. De la même façon que les salaires versés vont *ensuite* être dépensés pour acheter les biens marchands, le paiement de l'impôt vient, *après* que les services collectifs sont produits, exprimer l'accord de la population pour que soient assurées l'éducation, la protection sociale, la sécurité et la justice. L'anticipation de services publics et leur production par les administrations publiques précèdent donc logiquement leur « paiement » de type collectif par les usagers.

On pourrait objecter que les impôts d'une année servent à payer les dépenses publiques de l'année suivante et ainsi de suite. Mais cet argument déplace la discussion du plan logique au plan historique et la recherche d'une chronologie débouche sur une impasse du type de la poule et l'œuf. Il convient donc d'apporter une réponse logique à un problème d'ordre logique : l'économie capitaliste étant une économie monétaire, pourrait-on effectuer des prélèvements sur une base qui n'aurait pas encore été produite et, pis, qui devrait résulter de ces prélèvements ? Puisque c'est logiquement impossible, le retournement s'impose : la production non marchande et les revenus monétaires qui y correspondent précèdent les prélèvements.

Contrairement à l'opinion dominante, les services publics ne sont donc pas fournis à partir d'un prélèvement sur quelque chose de pré-existant. Leur valeur monétaire, mais non marchande, n'est pas ponctionnée et détournée ; elle est *produite*. Dès lors, dire que l'investissement public évince l'investissement privé n'a pas plus de sens que dire que l'investissement de Renault évince celui de Peugeot-S.A. ou d'Aventis. Enfonçons le clou :

dire que les salaires des fonctionnaires sont payés grâce à une ponction sur les revenus tirés de la seule activité privée n'a pas plus de portée que si l'on affirmait que les salaires du secteur privé sont payés grâce à une ponction sur les consommateurs, car ce serait ignorer que l'économie capitaliste est un circuit dont les deux actes fondateurs sont la décision privée d'investir pour produire des biens et services marchands et la décision publique d'investir pour produire des services non marchands.

En d'autres termes, les prélèvements obligatoires sont des *suppléments obligatoires consentis socialement* et leur paiement permet qu'ils soient renouvelés de période en période. Mais la pérennité de la production de services collectifs se heurte à une contradiction que seul le débat démocratique peut aider à dépasser : la demande de services collectifs par la société n'est qu'*implicite* car il existe un écart entre le consentement *collectif* à leur existence et les réticences *individuelles* au paiement de l'impôt qui sont nourries à la fois par les profondes inégalités devant celui-ci et par la croyance, entretenue par l'idéologie libérale, que le paiement de l'impôt est contre-productif et spoliateur.

En rendant explicite la demande implicite de services collectifs et de protection sociale, l'Etat en fait un principe d'action dont la logique avait été posée par Keynes. Pour en asseoir la théorie, il suffit d'élargir son concept d'anticipation aux décisions de dépenses publiques : celles-ci sont prises au nom du principe que j'appelle *principe de la demande implicite anticipée*.

Les griefs contre les prélèvements obligatoires

Les griefs à l'encontre des prélèvements obligatoires pourraient s'aggraver si le taux de ces derniers était mesuré en les rapportant au produit intérieur net et non pas au produit brut³⁹. S'il est vrai que la variation du produit net est un meilleur indicateur de l'enrichissement national que celle du produit brut et que c'est le premier qui devrait figurer au dénominateur du taux de prélèvements obligatoires, il faut bien voir que dans ce produit net figure très logiquement le résultat de l'activité des salariés du secteur non marchand. Lorsqu'il est affirmé, pour le déplorer, que près de la moitié du PIB ou l'équivalent des deux tiers du PIB marchand sont prélevés pour être redistribués, il est sous-entendu que si ce prélèvement n'existait pas ou était moindre, le PIB serait en quelque sorte intact ou grandi, sans comprendre qu'il serait en fait d'un niveau inférieur et que la proportion *prélèvements/PIB* est calculée *a posteriori* avec un PIB déjà augmenté du fait de l'intervention publique. Certes, les services dont la collectivité a la responsabilité ne sont pas de la richesse produite dans un but lucratif, mais ils sont de la richesse et de la valeur – qui plus est, monétaire – mais non marchande, et c'est toute la différence.

Les libéraux font l'hypothèse que, par nature, l'activité privée est plus productive que l'activité publique en sous-entendant que les ressources confisquées pourraient être employées avec une meilleure efficacité et que le travail des actifs du privé est plus performant que celui des salariés des administrations. Le public *évincerait* donc le privé. D'une part, cette éviction ne pourrait être invoquée que si l'on réussissait à prouver que le système productif marchand a une offre rigide, soit parce qu'on est proche du plein emploi (ce qui est faux), soit parce que le chômage est volontaire (ce qui est absurde), soit parce que la rentabilité du capital est insuffisante (ce qui est démenti par les taux d'autofinancement des entreprises ayant dépassé au cours des décennies 1980 et 1990 les 100%). D'autre part, l'idée d'éviction appartient à l'univers conceptuel ricardo-malthusien qui transpose la rareté de la terre et les rendements décroissants à l'ensemble des activités économiques et qui ne peut donc concevoir les investissements et les dépenses publiques que comme un prélèvement sur de l'épargne *préalable*. Dans ce cadre, la monnaie est absente et le crédit ne peut jamais

³⁹. Le produit brut inclut les amortissements des équipements productifs.

impulser l'activité et anticiper les résultats de celle-ci. Alors, le taux d'intérêt traduit la rareté de l'épargne disponible devant des choix alternatifs d'investissements, notamment privés ou publics. Contre cette vision, au moins trois grands penseurs se sont élevés : Marx, Joseph Schumpeter⁴⁰ et Keynes. Tous trois ont montré que la dynamique économique n'est possible que si la création monétaire anticipe l'activité productive future, et le dernier a expliqué que le taux d'intérêt n'arbitre pas entre la consommation et l'investissement mais entre la thésaurisation et le placement, c'est-à-dire la liquidité présente ou le rendement futur.⁴¹

Les prélèvements obligatoires sont des suppléments obligatoires

Il est vraisemblable que la réduction de l'intervention publique ne se traduirait pas par une augmentation du produit national mais par une régression. Imaginons que la Sécurité sociale soit privatisée, c'est-à-dire supprimée, comme l'avait suggéré Claude Bébéar, ex-PDG d'AXA, ou comme le réclame le MEDEF⁴². Elle serait aussitôt remplacée par des formes d'assurances privées. Ou bien celles-ci assureraient les individus exactement de la même manière que le faisait la Sécurité sociale, c'est-à-dire pour le même coût et les mêmes prestations, et on ne voit pas pourquoi le produit national varierait d'un iota. Ou bien, ce qui est plus probable, le mécanisme de marché de l'assurance privée effectuera la sélection parmi les « consommateurs » de sécurité privée en fonction de leurs revenus. Or, on sait que la propension marginale à consommer⁴³ de ceux qui seraient ainsi évincés (véritable éviction pour le coup, par le coût) est plus forte que celle de ceux qui de toute façon continueront à consommer malgré un renchérissement. Globalement, les dépenses seraient alors moindres, entraînant une baisse de l'activité dans un processus en cascade.

Ce mécanisme ne repose que sur deux hypothèses posées par Keynes il y a plus de soixante ans. La première est que les ménages ne consomment qu'une fraction de leur revenu et non pas la totalité. Il y a donc toujours une fuite en épargne qui explique que l'accroissement de dépenses de consommation privées initial qui résulte d'un moindre prélèvement fiscal est inférieur à l'accroissement de dépenses initial résultant d'une décision publique. La seconde hypothèse porte sur l'investissement privé, censé ne pas dépendre du revenu national courant mais être fonction des anticipations par les entreprises des dépenses futures des ménages, des autres entreprises et de... l'Etat. Autrement dit, la *décision* d'investir ne dépend pas de l'existence d'une épargne préalable. L'objection possible est que l'influence pourrait être indirecte par le biais de taux d'intérêt rendus élevés par l'insuffisance d'épargne. Mais s'il avait fallu une éclatante confirmation de l'idée selon laquelle le taux d'intérêt ne détermine pas le montant de l'épargne mais la façon dont elle est utilisée, comme Keynes l'enseignait, on l'aurait trouvée dans la réaction immédiate qui a suivi la décision d'abaisser d'un point le taux de rémunération des livrets A de caisses d'épargne : dès le lendemain, les épargnants ont cherché d'autres types de placement sans modifier leurs comportements de consommation.

Le résultat plus que proportionnel de la production de richesses par la collectivité et de sa redistribution à elle-même est-il un effet de la magie de l'économie keynésienne ? Non, simple résultat d'un fait d'observation, la propension à consommer est inférieure à 100%. Magie de l'Etat alors ? Non, simple conséquence, aujourd'hui redécouverte comme la lune par les économistes néo-classiques les moins accrochés à leurs dogmes, du fait que la prise en charge par la collectivité de services non marchands engendre des *effets externes* positifs qui rejaillissent sur l'activité privée et sur toute la société. Que l'on ne s'y trompe pas. L'offensive contre les prélèvements obligatoires est dirigée contre les suppléments

⁴⁰ . J.A. Schumpeter, *Théorie de l'évolution économique*, 1912, Paris, Dalloz, 1934.

⁴¹ . Voir J.M. Harribey, « La monnaie », Université d'ATTAC, Arles, 24 au 28 août 2001.

⁴² . Voir I. Mandraud, « Le Medef dévoile son projet de Sécurité sociale privatisée », *Le Monde*, 21 novembre 2001.

⁴³ . Part de l'accroissement du revenu consacrée à l'augmentation de la consommation.

obligatoires. Que l'on sache, un emploi créé dans les hôpitaux ou l'industrie pharmaceutique n'est pas moins bon qu'un emploi dans l'industrie automobile ou les arsenaux. Alors pourquoi les commentateurs économiques se pâmeraient-ils d'aise s'ils apprenaient que les Français avaient augmenté leur consommation d'automobile de 4 ou 5% par an et se lamentent-ils en apprenant un tel chiffre à propos de la santé ? Pour une simple raison : non pas parce que nous ne sommes pas collectivement assez riches pour nous « offrir » des jeunes sans mortalité infantile et des vieux de plus en plus vieux, mais parce que la progression des dépenses de santé qui sont socialisées entraîne automatiquement une modification de la répartition des revenus dans un sens légèrement favorable aux couches sociales défavorisées : sans Sécurité sociale, elles auraient moins accès aux soins et, sans école publique, leurs enfants ne recevraient que très peu d'instruction. Telle est la raison fondamentale qui pousse les élites à remettre en cause l'Etat-Providence : depuis deux décennies, elles n'ont eu de cesse que de briser les résistances salariales au niveau de la répartition primaire des revenus, puis, une fois presque parvenues à leurs fins sur ce terrain-là, elles s'attaquent à la répartition secondaire, les transferts sociaux. Bref, c'est la lutte des classes. Et, en s'élevant contre les prélèvements obligatoires, la classe dominante refuse en fait les suppléments obligatoires et veut organiser les restrictions obligatoires.

Augmenter les impôts

Le programme de baisse des impôts des gouvernements allemand et français concerne l'impôt sur les bénéfices des sociétés et les taux du barème progressif de l'impôt sur le revenu. Pour que cette dernière annonce soit bien comprise par la Bourse, il a été précisé que la baisse portera même sur les taux les plus élevés du barème.

C'est le contraire de réformes fiscales justes dans leur principe et dans leurs modalités. Derrière la démagogie de la baisse des impôts, il y a la volonté de réduire les dépenses et donc les services publics. Et au lieu d'élargir les tranches de l'impôt sur le revenu dans le bas du barème pour en moduler la progressivité, Fabius puis Mer ont diminué tous les taux, alors que la seule baisse des taux bas et moyens aurait quand même profité aux riches : ainsi, c'est coup double pour eux. Au lieu de renforcer le poids des impôts directs par rapport aux impôts indirects – aujourd'hui, un tiers/deux tiers –, ils maintiennent l'importance de la TVA qui représente 45% des impôts, soit 2,5 fois l'impôt sur le revenu. Au lieu d'engager une transformation écologique de notre système de transports, le gouvernement Jospin a cédé devant le chantage des patrons routiers.⁴⁴ Pour une fois que la logique économique a du bon – le prix des carburants doit augmenter au fur et à mesure que nous épuisons les réserves de pétrole –, où sont passés les libéraux ?

L'impôt est critiquable parce que les riches et les très riches ont mille moyens pour y échapper et non pas parce qu'il aurait atteint un seuil insupportable. Si la société considère comme une bonne chose l'allongement de l'espérance de vie, il faudra bien qu'elle consacre une part croissante du PIB à la vieillesse ; si l'éducation est véritablement une priorité, il faut que sa place dans le PIB augmente. Sauf si l'on veut plaire au capital en privatisant ces domaines, il faudra donc des impôts mieux répartis et... croissants au fur et à mesure de la montée des besoins collectifs d'ordre qualitatif, relativement aux besoins privés que l'augmentation de la productivité permet de satisfaire à un coût de plus en plus faible. Il en va de la qualité de la vie, contre l'avis de la Bourse.

⁴⁴ . Tous les coûts sont répercutés dans les prix. Si certains patrons s'en tirent moins bien que d'autres, c'est parce qu'ils sont victimes des conditions que leur imposent leurs donneurs d'ordre (d'autres patrons plus importants). Ce n'est pas la faute des taxes mais la conséquence de la concurrence capitaliste dans un secteur en surcapacité de production. Les patrons les plus libéraux, victimes du marché qu'ils vénèrent, appellent alors au secours l'Etat qu'ils haïssent.

Il y a un déficit ? Cherchez l'excédent !⁴⁵

Jean-Pierre Raffarin a le cœur sur la main et parle la main sur le cœur⁴⁶. A défaut de faire le bonheur des Français, il veut leur éviter le malheur de l'économie qui est le déficit. Justement, nous souffrons de multiples déficits. La solution est donc simple, et Raffarin qui est un homme simple de la France d'en haut mais tout près de la France d'en bas le répète : chassons le déficit comme autrefois on chassait le gaspi.

Les retraites, l'assurance maladie de la Sécurité sociale, l'assurance chômage des intermittents du spectacle, le budget de l'Etat, voilà quelques uns des déficits qui soi-disant nous accablent et qui empêchent de dormir Raffarin, Seillière, Mer et quelques autres. Il ne manque que le déficit du commerce extérieur pour que le tableau soit complètement noir. C'est l'exception : la France exporte plus qu'elle n'importe de marchandises et donc sa balance commerciale est excédentaire depuis plusieurs années. Cette exception peut aider à comprendre que tout ce qui est raconté sur les déficits est du boniment.

Derrière le déficit, un excédent

Il n'y a pas de déficit sans excédent. L'un est la contrepartie obligatoire de l'autre. Ainsi, quand un pays a un déficit commercial extérieur, cela signifie que le reste du monde est excédentaire par rapport à lui. Et quand il connaît un excédent comme la France, cela implique qu'un autre pays ou plusieurs autres enregistrent un déficit par rapport lui. Peut-on en conclure quelque chose quant à la vitalité des différents pays ? Non, car tout dépend de la nature du déficit ou de l'excédent. Le commerce extérieur français est excédentaire depuis longtemps parce que les entreprises françaises investissent peu et importent peu : 8,7 milliards d'euros d'excédent commercial en 2002 et 13,2 milliards prévus en 2003. Donc, dans ce cas précis, l'excédent cache une faiblesse chronique, dangereuse pour l'avenir. A l'inverse, une reprise des importations pourrait signifier une reprise de l'activité, quitte à ce que la balance commerciale soit temporairement déficitaire. De plus, vouloir à tout prix en permanence un excédent commercial trahit une conception impériale digne des mercantilistes du XVII^e siècle qui croyaient que l'amélioration absolue du sort des uns ne pouvait venir que de la détérioration de celui des autres.

Le budget de l'Etat français est en déficit quasi permanent d'au moins une bonne quarantaine de milliards d'euros par an. La prévision est de 50 milliards pour l'année 2003. Mais, chaque année, le déficit est comblé. Comment ? Depuis qu'il est interdit à la Banque

⁴⁵ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 47, octobre-novembre 2003 (BL).

⁴⁶ . Ecoutons-le : « La France des festivals a été, cet été, *blessée au cœur*. La déception des artistes, du public et de ceux qui vivent de l'activité économique générée par ces festivals, je la partage, profondément. La culture est faite pour rassembler, pour *tendre la main à l'autre*, non pour diviser, non pour voir les uns et les autres se déchirer, mais pour choisir la création plutôt que la "décréation", dont parlait Jean-Marie Domenach. » [J.P. Raffarin, « Un nouveau souffle pour le spectacle vivant », *Le Monde*, 6 août 2003, souligné par moi].

centrale de créer de la monnaie pour le Trésor public, le déficit du budget de l'Etat est comblé par le recours à l'emprunt. Auprès de qui ? Auprès des agents économiques, particuliers ou organismes financiers, qui ont une capacité d'épargne... excédentaire. On retrouve la même règle que précédemment : le déficit des uns est l'excédent des autres. C'est ici que cela devient cocasse, sinon cynique : Chirac et Raffarin baissent les impôts des riches, donc creusent les déficits publics qu'ils comblent en empruntant l'argent de ces mêmes riches, trop heureux de payer moins d'impôts et de pouvoir placer l'argent ainsi épargné en bons du Trésor rapportant intérêts. Au lieu de payer à l'Etat des impôts supplémentaires qui éviteraient les déficits, les riches reçoivent de l'argent de l'Etat en récompense de leurs prêts. Et le rapprochement vaut son pesant d'or : chaque année, les intérêts versés par l'Etat à ses créanciers équivalent approximativement au déficit. Prenons le problème à l'envers : si demain on décidait de ne plus payer des intérêts aux créanciers de l'Etat, le déficit disparaîtrait immédiatement, à dépenses publiques d'investissement et de fonctionnement constantes.

Ce bon Raffarin a annoncé pour la rentrée de l'automne 2003 la mise en chantier de la réforme de la Sécurité sociale. Parce que la branche maladie de celle-ci est en déficit : 30 milliards d'euros de déficits seront cumulés à la fin 2004, dont 3,4 pour 2002 et environ 10 pour 2003. Les Français, que l'on exhorte de consommer et même de surconsommer pour que la sacro-sainte croissance économique reparte, se sont mis dans la tête de se soigner tant et plus, même quand ils ne sont pas malades, ou pas trop. Peut-être pensaient-ils être décorés de l'Ordre national du mérite. Eh bien non : augmenter la consommation de médicaments et de journées d'hospitalisation de 5 ou 6% par an est une faute grave, surtout quand la consommation de bagnoles patine à 1 ou 2% de plus par an seulement. Les dépenses de santé se sont élevées à 157,9 milliards d'euros en 2002 (environ 10,4% du produit intérieur brut) soit en moyenne 2579 euros par Français, c'est-à-dire 77,5% de plus qu'en 1990. Si la consommation de soins augmente plus vite que la richesse totale produite, sa part dans le PIB augmente. Que la collectivité décide aujourd'hui de consacrer un dixième de sa richesse à la santé (et un peu plus d'un dixième aux retraites, un cinquième en 2040), c'est insupportable par Chirac, Raffarin et Seillière parce que ces dépenses sont socialisées. Mais si la Sécu est en déficit, c'est que les remboursements sont supérieurs aux cotisations sociales. Et qui a bénéficié depuis plus de dix ans d'allègements de cotisations sociales ? Les entreprises qui ont ainsi arrondi leurs... excédents d'exploitation. Au bas mot, de 15 à 20 milliards d'euros par an. Et si la Sécu rembourse trop, qui fixe les prix des médicaments ? Les multinationales pharmaceutiques dont les profits – leurs excédents d'exploitation – sont à la mesure des déficits des comptes sociaux.

Derrière la dette, une créance

Raffarin n'est-il pas un bon bougre dans le fond ? S'il veut diminuer le déficit du budget de l'Etat et celui de la Sécurité sociale, c'est parce que les déficits cumulés année après année grossissent la dette publique qui atteint en France près de 1000 milliards d'euros. C'est beaucoup et notre bon Raffarin ne veut pas que nous transmettions cette dette à nos descendants. Mais qui dit dette dit créance. Le problème n'est donc pas l'existence d'une dette intergénérationnelle puisqu'il y a simultanément une créance du même ordre. Le problème est de savoir qui détient cette créance et qui paiera le service de la dette (intérêts et remboursement). Or si les riches paient moins d'impôts parce que l'impôt sur le revenu est rabaisé par Raffarin (5% en 2002, 1% en 2003 et 3% pour 2004), ce seront les pauvres qui paieront le service de la dette par leurs impôts indirects. Des déficits et une dette ne sont pas dangereux en soi s'ils servent à investir pour préparer l'avenir. En revanche, ils le deviennent si l'Etat se désengage et si une part importante du budget est mangée par les intérêts versés

aux nantis. La France est dans ce cas : la fiscalité est injuste et Raffarin va aggraver son injustice.

Seillière a obtenu de son gouvernement aux ordres et de son complice Chérèque que l'assurance chômage des intermittents du spectacle soit complètement démantelée, sans que les causes profondes de la crise soient visées, à savoir le travail au noir, voire gratuit, imposé aux intermittents pris en charge alors financièrement par l'UNEDIC. Au nom de l'argument suivant : le déficit est énorme (800 millions d'euros) si l'on compare les allocations chômage attribuées aux travailleurs du spectacle et leurs propres cotisations⁴⁷. Evidemment ! Cet argument est aussi stupide que de dire que les remboursements de frais médicaux aux malades sont supérieurs aux cotisations que ceux-ci versent. C'est le principe même de la Sécurité sociale : les biens portants paient pour les malades et tous les travailleurs paient pour les chômeurs. Il faut être aussi idéologue qu'un Premier ministre et aussi cynique qu'un Président du MEDEF pour vouloir faire payer la santé aux seuls malades et le chômage aux chômeurs⁴⁸.

Le miracle des loups : le déficit collectif est changé en excédent privé

Mais on y vient tout doucement. La réforme des retraites a été conçue sur ce modèle-là. Détricotier les retraites collectives au nom d'un soi-disant déficit des caisses de retraites. Ce déficit est créé de toutes pièces par le tarissement des cotisations sociales (voir plus haut) et par le renflouement des profits – excédents d'exploitation – qui captent tout le surplus de richesse créé tandis que la masse salariale stagne. Quand le déficit atteindra un degré tel qu'il faudra y remédier, les bons Samaritains du patronat de l'assurance accourront pour proposer leurs services. Ils procéderont à un tour de magie : ce qui était du déficit collectif deviendra de l'excédent privé. Et si ça ne marche pas ? Alors, ils sortiront de leur sac la dernière malice : 300 millions d'euros publics pour renflouer l'entreprise privée Alstom et la nationaliser *temporairement*, le temps qu'elle se refasse une santé, c'est-à-dire qu'elle renoue avec les excédents !

Il faut donc se méfier de ceux qui crient « au loup ! » car ce sont eux les loups. Et les loups de la nature et du monde des fables sont des agneaux à côté des loups du monde de la finance et de leurs acolytes.

⁴⁷ . « Depuis des années, le régime des intermittents est au bord du gouffre » annonce Raffarin dans le même article, *op. cit.*

⁴⁸ . Le MEDEF a encore obtenu du gouvernement la publication au *Journal Officiel* du 27 juillet 2003 d'un décret diminuant les indemnités de licenciement des salariés des entreprises en faillite : le plafond jusqu'ici fixé à 126 464 euros tombe à 58 368 euros et à 48 640 euros pour les salariés embauchés depuis moins de deux ans.

Hold-up sur la valeur : celui qui ne risque rien a tout⁴⁹

La partie de cannibalisme qui s'est jouée au cours de l'année 1999 entre la BNP et la Société Générale, entre Total-Fina et Elf, entre Vodafone et Mannesmann, etc., est instructive pour qui s'intéresse à la théorie économique. Pendant plusieurs mois, les protagonistes se sont affrontés pour attirer le maximum d'actionnaires avec comme argument-massue : « c'est moi qui crée le plus de valeur pour l'actionnaire ». Outre le cynisme du propos qui considère le seul intérêt de l'actionnaire sans aucun égard pour le salarié ou l'utilisateur, il faut démasquer l'idée selon laquelle les concentrations capitalistes « créeraient de la valeur ».

La création d'une fiction

Lorsqu'une entreprise voit ses profits s'accroître, soit parce qu'elle a produit et vendu davantage de marchandises, soit parce qu'elle en a produit et vendu autant mais avec moins de salariés, l'incorporation d'une partie de ses profits dans son capital et la distribution de l'autre sous forme de dividendes à ses actionnaires induisent une montée du cours de ses actions. Si cette montée suit la tendance de la production vendue et des profits, l'entreprise et ses actionnaires s'enrichissent réellement.

Or, la totale liberté de circulation des capitaux et les gigantesques restructurations qui s'ensuivent provoquent régulièrement la fièvre sur les marchés boursiers : les cours des actions grimpent bien plus vite que la production et les bénéfices des entreprises. La BNP qui voulait dévorer la SG et Paribas, et Total-Fina qui se régalaient à l'avance d'Elf, affichaient donc leur formidable capitalisation boursière calculée en multipliant le cours en Bourse par le nombre d'actions en circulation. Quand France Telecom voulait attirer de nouveaux actionnaires, elle exhibait 518 milliards de francs de capitalisation boursière en 1999 et même 1 400 milliards en 2000, alors que son capital propre (la valeur des bâtiments, machines, logiciels, stocks possédés par l'entreprise) ne s'élevait qu'à 94 milliards.

Cette capitalisation, dépassant largement le capital propre, représente-t-elle véritablement du capital ? Non, c'est du capital fictif, et la publicité qui est faite autour est du baratin. La preuve : si tous les actionnaires voulaient vendre leurs actions en même temps, le cours s'effondrerait.

La valeur captée

Pourquoi tout ce bruit alors ? Parce que celui qui gagne la partie de montée des enchères sur les actions a ensuite davantage de moyens pour s'accaparer la véritable valeur créée. S'emparer d'un groupe financier ou industriel performant signifie mettre la main sur les résultats de son activité économique. L'enrichissement d'une multinationale peut ainsi avoir

⁴⁹ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 27, janvier-février 2000 (BL).

trois origines : les profits réalisés en son sein grâce au travail productif de ses salariés, ceux réalisés grâce au travail des salariés dans les sociétés filiales, ceux réalisés en achetant et en revendant plus cher des actions, à condition qu'elles trouvent repreneurs. Dans le premier cas, il y a une extorsion de la valeur créée par le travail, dans le second également mais avec en prime une captation de valeur par les actionnaires de la multinationale suzeraine sur le dos de la vassale, et dans le troisième, il y a une captation par anticipation d'une part des profits qui résulteront du travail effectué dans la société dont les actions font l'objet de spéculation.

Ce n'est pas tout. Plus une entreprise possède des moyens techniques à la pointe du progrès⁵⁰ et un empire vaste en monopolisant un secteur, plus elle peut imposer un prix supérieur à l'équivalent monétaire du travail qui est contenu dans chaque unité de ses produits. C'est le contraire pour une entreprise en moins bonne position ou à la traîne du progrès. La valeur ajoutée qui apparaît alors comme naissant dans un secteur dit à « haute valeur ajoutée » est le plus souvent un mélange inextricable de *valeur ajoutée* dans ce secteur et de *valeur captée* dans d'autres secteurs par le biais des prix.⁵¹ Donc, point de valeur et de profit tombant du ciel, mais du travail effectué à l'œil !

Enfin, l'annonce par Michelin et bien d'autres d'une compression de la masse salariale et, simultanément, d'un gain en productivité, est une promesse d'un dividende accru pour chaque action possédée. Mais si les bénéfices augmentent de 15 ou 20% par an alors que la production ne croît que de 2 ou 3%, c'est que, forcément, les salaires auront diminué relativement. Qui plus est, les actionnaires qui ont revendu leurs titres 12% plus cher juste après l'annonce n'ont évidemment rien créé, pas plus qu'Edouard Michelin lui-même. Simplement, la montée du cours a anticipé l'accaparement des gains de productivité du travail futurs, accaparement réussi grâce aux licenciements.

La richesse, la valeur et les valeurs

On s'indigne des 200 milliards de francs engloutis par le Crédit Lyonnais, des 20 milliards de dollars détournés par la mafia russe avec la complicité du FMI ou des centaines de millions de francs (excusez du peu) gaspillés en publicité par les banques françaises. On a raison. Mais plus grave est le hold-up permanent de l'économie capitaliste qui porte sur la totalité de la production monétarisée mondiale provenant exclusivement du travail humain : environ 40 000 milliards de dollars par an dont une part considérable est appropriée par une minorité, tandis que la maigre part qui va aux travailleurs est payée d'un lourd tribut : travail précaire, conditions aggravées, chômage ou menace de celui-ci.

Un hold-up général ? Voyons, je m'égare, les patrons ont beaucoup de frais ! Osons le dire une fois pour toutes, au risque de choquer : les capitalistes ne paient rien, ni équipements, ni salaires, ni charges. Ils avancent, un point c'est tout, et ils récupèrent, avec une plus-value en sus. Qui paie alors ? Le travail et lui seul. C'est le travail qui produit la valeur ajoutée et c'est

⁵⁰ . On définit une telle entreprise comme ayant une forte intensité capitaliste qui mesure le degré de mécanisation par rapport à la force de travail employée. La notion est voisine de la composition organique du capital définie par Marx comme le rapport entre le capital investi en équipements (capital dit constant) et celui utilisé pour payer la force de travail (capital dit variable).

⁵¹ . Sur cette difficile question connue des économistes sous le nom de *transformation des valeurs en prix de production*, les deux ouvrages fondamentaux en langue française sont : G. Duménil, *De la valeur aux prix de production, Une réinterprétation de la transformation*, Paris, Economica, 1980 ; A. Lipietz, *Le monde enchanté, De la valeur à l'envol inflationniste*, Paris, La Découverte/Maspéro, 1983. Pour une synthèse et un commentaire, voir : J.M. Harribey, « Marx : des prix de production au circuit monétaire », in C. Bidard, A. Hendaoui, F. Poulon (dir.), *Keynes et Sraffa, recherche de passerelles*, Paris, Cujas, 1998, p. 157-176 ; « Retour sur la "source" du profit », *Documents pour l'Enseignement Economique et Social*, n° 119, mars 2000, p. 39-54 ; « Valeur, prix de (re)production et développement économique », Centre d'Economie du Développement de l'Université Bordeaux IV, *Document de travail*, n° 58, 2001.

donc le travail qui se paie à lui-même – mais sans en avoir la maîtrise – salaires et cotisations et qui paie les pensions aux retraités et les investissements aux capitalistes.

Oui mais, dira-t-on, lorsque de la valeur est créée, même si elle est extorquée et captée ensuite pour être réinvestie, le PIB augmente et cela fait de la richesse supplémentaire à distribuer. Ce n'est pas si simple : la valeur économique vient du travail productif, mais la richesse ne s'y réduit pas. D'un côté, tout ce qui est valeur économique n'est pas forcément richesse pour la collectivité : eau polluée, bouffe McDo, plages bétonnées, autoroutes bouchonnées, déchets radio-actifs. De l'autre, certaines richesses ne peuvent être traduites économiquement : la lumière du soleil, l'air pur, les océans régulateurs climatiques, la qualité des relations humaines, les valeurs de solidarité, de justice et de démocratie.

La valeur est confisquée, la vraie richesse est trop souvent ignorée et les valeurs bafouées. On ne le répètera jamais assez : ne pas confondre la bourse et la vie.

L'entreprise sans usines ou la captation de la valeur⁵²

L'annonce faite le 26 juin 2001 par le PDG d'Alcatel, M. Serge Tchuruk, de son intention de créer « une entreprise sans usines » doit être prise comme l'expression la plus exacte de l'utopie capitaliste. Il n'a pas dit « une entreprise sans salariés », mais sans doute le pensait-il, comme l'y invitent toutes les revues de management qui théorisent la « création de valeur pour l'actionnaire ». Cette stratégie pose à la collectivité des questions pratiques, c'est-à-dire politiques, et théoriques. Arrêtons-nous un instant sur ces dernières car elles peuvent éclairer les choix portant sur les premières.

Enrichissez-vous : captez la valeur !

Que serait une économie dans laquelle les grandes firmes évoluant à l'échelle mondiale n'auraient aucune usine, aucun atelier de fabrication ni, à la limite, aucun salarié ? Ces firmes sous-traiteraient toutes les opérations de production, externaliseraient celles-ci de façon à ne conserver que des activités financières ou, dans le meilleur des cas, des activités de recherche et de conception. Leur bilan comptable ferait apparaître essentiellement des actifs financiers traduisant le contrôle qu'elles exercent sur des pans entiers de l'économie, voire reflétant leur propriété intégrale sur ceux-ci. Dans le cas limite d'une pure activité financière, ces firmes ne produiraient rien et aucune valeur ajoutée ne sortirait des bureaux et salons du siège social. Et pourtant nul ne doute que, lors du bilan de l'exercice, les dirigeants se glorifieraient devant leurs actionnaires de l'immense « valeur » créée que ces derniers convoitent. Or, ce qui, dans le langage de la finance moderne, est appelé « création de valeur pour l'actionnaire » ne représente que de la *valeur captée* par les entreprises à caractère financier sur le reste de l'économie.

Cette captation de valeur prend en réalité deux formes. La première correspond à une modification des conditions d'emploi de la force de travail permettant d'accroître sa production et – à effectifs réduits – sa productivité, de telle sorte que cet accroissement vienne grossir les profits. Tel est le sens de la revendication permanente du patronat d'améliorer la flexibilité du travail dont l'objectif final est de modifier la répartition de la valeur ajoutée entre travail et capital. La seconde forme de captation de la valeur, cachée derrière le mot d'ordre de « création », correspond à une modification de la répartition de la fraction de la valeur ajoutée allant aux profits entre les détenteurs de capitaux. Dans les deux cas il s'agit de répartition, entre travailleurs et capitalistes d'une part, et entre capitalistes eux-mêmes d'autre part. Ces deux phénomènes ne sont pas nouveaux et ils sont même caractéristiques du capitalisme. Déjà, au XIX^e siècle, Marx les avaient justement analysés. Le premier relève directement des mécanismes de l'augmentation absolue et relative de la plus-value prélevée sur les salariés. Le second découle de la liberté totale de circulation pour les capitaux : par le

⁵² . Extraits de ce texte publiés dans *Le Monde*, 3 juillet 2001 (JMH).

biais de prix formés en intégrant l'exigence moyenne de rémunération du capital exprimée sur les marchés financiers, les secteurs très capitalistiques – jouissant souvent d'une position dominante – captent au détriment des secteurs moins capitalistiques – souvent en position dominée – une part de la valeur produite ailleurs qu'en leur sein. La concentration à un pôle de la planète du travail très qualifié, surpayé par rapport au travail moins qualifié à l'autre bout, ne signifie pas une polarisation identique de la *création* de la valeur mais une polarisation de son *appropriation*.

L'utopie du capital

La seule nouveauté de la période actuelle est sa transparence de plus en plus grande. Que l'on ne nous dise plus que le travail ne crée plus la valeur ou qu'il n'est pas le seul facteur à la créer, ou encore que c'est le marché qui en est le lieu de création, voire le créateur lui-même. Le raisonnement à la limite que nous avons proposé ci-dessus et l'aveu cynique du PDG d'Alcatel établissent sans contestation possible que la fécondité du capital est le mythe fondateur de l'idéologie capitaliste en même temps que son utopie irréaliste parce qu'irréalisable.

Un mythe fondateur d'abord, dans la mesure où sa régénération permanente est nécessaire à la légitimation du système. Toute la « science économique » néo-classique est bâtie sur la négation d'une grande partie de l'économie politique. Le capital pourrait se valoriser sans intervention du travail. Le capital aurait la faculté de s'auto-engendrer par l'intermédiaire de marchés financiers auto-référentiels. Les fonds de pension auraient en eux-mêmes la capacité d'accroître la quantité de richesses disponibles pour payer de meilleures retraites. La « nouvelle économie » serait celle du virtuel sans production. Tout le monde pourrait s'enrichir à la Bourse à un rythme supérieur à celui de la croissance de la production. Cette suite de balivernes est à l'économie politique ce que *Loft Story* est à la culture. La déclaration du philosophe Yves Michaud s'applique parfaitement à l'idéologie économique capitaliste : « La grande bataille dans la société où nous vivons n'oppose pas le bien et le mal, mais l'intelligence et la connerie. Les forces de la connerie sont démentielles. »⁵³

Une utopie irréaliste ensuite. Le rêve du capital est de se passer du travail qui est sa source. Rêve impossible, même aux yeux des thuriféraires du capital. L'ambition du capital financier est donc de reporter sur une fraction du capital – celle en position dominée – le coût principal de la gestion de la force de travail. Alcatel et Philips veulent vendre leurs usines à des entreprises capitalistes chinoises ou singapouriennes dont au besoin elles rachèteront plus tard en Bourse une partie des actifs financiers. Directement, si elles possèdent des actions, ou indirectement si elles imposent à leurs sous-traitants des prix avantageux pour elles, Alcatel et Philips, comme toute firme à caractère financier, capteront la valeur produite par des salariés dont elles auront réussi à se débarrasser. Il en résultera inexorablement un renforcement de l'exploitation subie par ces derniers car les entreprises qui les emploieront reporteront sur eux le risque qu'elles ont elles-mêmes endossé à la suite de la défausse des firmes imposant leur logique financière.

A l'aube du XXI^e siècle, le capitalisme a devant lui un espace très grand car il y a encore plusieurs milliards d'êtres humains non prolétarisés qu'il garde en attente dans les immenses campagnes asiatiques ou africaines et qu'il ne plonge dans le régime du salariat – dans un premier temps, un régime sans aucune protection sociale – que lentement mais sûrement à coups de plans d'ajustement structurel ou d'intégration dans le marché mondial libéralisé. Mais le rêve du capital sans travail est absurde car la poursuite de la marchandisation du monde tend à raréfier les territoires humains sur lesquels puisse reposer le risque en dernier ressort. La lutte pour l'appropriation de la valeur sur les places financières est d'autant plus

⁵³ . *Le Monde*, 28 juin 2001.

vive que la création de valeur voit sa progression se ralentir, et la contradiction réside dans le fait que plus le capital se meut pour seulement disputer la valeur déjà créée, plus il contribue à rétrécir la base dont il voudrait et pourrait s'accaparer.

Comment un rêve aussi absurde peut-il autant fasciner certaines couches de la population des pays riches auxquelles on fait miroiter « l'enrichissement sans cause » parce que leur rémunération proviendrait de plus en plus de dividendes, capitalisés en plans d'épargne salariale ou en plans de retraite ? Le discours économique officiel n'a jamais eu qu'une seule fonction : légitimer l'ordre social présenté comme naturel, en dissimulant l'origine de la richesse produite, en masquant la captation de la valeur derrière une fausse création, en accréditant la thèse d'un capital n'ayant, tel un dieu, d'autre source qu'en lui-même.

La propriété, c'est le viol

La propriété n'est pas simplement un vol, comme le disait Proudhon. Elle est aussi un viol. Le capital s'accumule par prélèvement sur le fruit du travail qui emprunte aujourd'hui des réseaux globalisés contrôlés par la finance internationale. Le capital est donc cannibale puisqu'il se nourrit de la substance humaine. Mais pour assurer sa propre pérennité, il doit violer la conscience du monde de ceux qu'il exploite. La loi du profit ? Naturelle ! La propriété du capital ? Naturelle ! L'appropriation du vivant ? Inscrite dans l'ordre des choses ! L'appropriation du savoir ? Affublée du faux nez de « capital humain » ! La régulation collective de l'économie ? Anti-naturel ! Fermez le ban. Cette violation de la conscience prolétaire est ce que Marx désignait par réification ou fétichisme. La particularité contemporaine est qu'elle s'exprime crûment dans l'exigence de « création de valeur *pour* l'actionnaire » dont il n'est pas dit qu'elle ne peut provenir que du travail. Ce non-dit était sous-jacent aux thèses, en vogue il n'y a guère, de la fin du travail et du travail salarié, popularisées par des prétendues critiques de « l'horreur économique », euphémisme pour désigner l'horreur du capital.

Une entreprise sans usines ne peut être qu'un objectif minoritaire. Transposé à l'échelle de la planète, cela signifierait une humanité sans production. Autant dire la disparition de l'humanité. Ou bien une fracture mondiale irrémédiable entre quelques privilégiés et des foules en quasi esclavage : une économie inhumaine. Dans un film documentaire de Pierre Carles, Pierre Bourdieu disait que « la sociologie est un sport de combat ». En le paraphrasant, on peut dire que l'économie est un sport de coups bas.

Peut-on mettre fin à une controverse scientifique quand elle est un enjeu social ?⁵⁴

En publiant au début de l'été 2001 deux tribunes libres aux antipodes l'une de l'autre sur le même sujet, le journal *Le Monde* a donné une nouvelle illustration de la plus importante controverse qui traverse l'économie politique depuis trois siècles et dont découlent toutes les autres.⁵⁵

L'enjeu de la controverse

L'occasion du rebondissement de la controverse fut l'annonce faite par le PDG d'Alcatel de son intention de créer « une entreprise sans usines » en revendant toutes ses unités de fabrication pour ne conserver que des activités financières ou des activités de recherche et de conception. J'entrepris alors d'expliquer que l'évolution du capitalisme vers un régime d'accumulation financière signifiait l'extension à l'échelle planétaire du processus de captation de la valeur par les groupes financiers qui transféraient ainsi sur le capital investi dans la production le coût de la gestion de la main d'œuvre. Ce qui se traduisait en fin de compte par une exploitation accrue de la force de travail – celle-ci étant seule créatrice de valeur et le capital étant stérile – par le biais d'une précarisation des conditions d'emploi au sein des entreprises assujetties à la finance. Mon contradicteur rétorqua que cela n'était que « sophismes » et « vieilles lunes » car le travail fondait « le coût » mais pas « la valeur » résultant de « la confrontation des offres et des demandes ».

Avant d'examiner le fond de cette controverse, il faut en situer l'enjeu social. Si toute valeur produite est le fruit du travail et de lui seul comme l'ont enseigné Smith et Ricardo, le profit est un prélèvement sur cette valeur et le capitalisme n'a pas de justification théorique, en avait conclu Marx. Dès lors, le capital n'est que l'accumulation entre les mains de ses propriétaires de la plus-value extorquée aux travailleurs salariés. Si, au contraire, il était possible de montrer que la valeur provenait d'une autre source que le travail, le capital serait fécond et l'on ne pourrait plus accuser la finance de détourner à son avantage une part des richesses créées ni même le capital investi dans la sphère productive d'exploiter la force de travail.

La difficulté réside dans le fait que la controverse porte sur une question d'ordre scientifique à laquelle sont mêlées des considérations ayant trait aux représentations des classes sociales de leurs propres pratiques. Dans les sciences de la société, science et idéologie forment donc un couple explosif. Il est vain de croire que l'on peut trancher entre deux représentations idéologiques. Mais il est possible d'avancer sur le terrain proprement scientifique si l'on utilise le raisonnement logique.

⁵⁴ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 36, septembre-octobre 2001 (JMH).

⁵⁵ . Voir le chapitre précédent et P.J. Bernard, « Captation de la valeur ? », *Le Monde*, 10 juillet 2001.

Une valeur peut en cacher une autre

Aristote eut le premier cette intuition : les marchandises ont une valeur d'usage par l'utilité qu'elles procurent à leurs utilisateurs et elles ont une valeur d'échange par leur capacité à entrer en rapport quantifiable entre elles. Reprenant cette distinction, Smith, Ricardo et Marx en firent le point de départ de toute l'économie politique classique pour les deux premiers et le pivot de sa critique pour le troisième. La valeur d'usage est la raison pour laquelle une marchandise est produite et ensuite achetée, mais n'est pas susceptible de mesure. La valeur d'échange est le rapport dans lequel deux marchandises vont s'échanger et qui dépend de trois séries de facteurs s'emboîtant les uns dans les autres pour expliquer les prix : à la base, la quantité de travail nécessaire à la production ; ensuite, l'application d'un taux moyen de rémunération exigé par les apporteurs de capitaux, compte tenu du rapport de forces qu'ils imposent dans la société ; enfin, les fluctuations de l'offre et de la demande sur le marché. Dans la problématique de l'économie politique, en aucun cas la valeur d'usage n'est réductible à la valeur d'échange. Au contraire, dans la problématique de la théorie néo-classique construite ultérieurement en réaction à l'hypothèse classique, la valeur d'échange et la valeur d'usage ne font qu'un, ce qui permet d'exclure du champ de l'analyse économique les conditions sociales de la production, c'est-à-dire les rapports sociaux ; il ne reste plus que des individus rationnels, autonomes car coupés de tout environnement social et, évidemment, ni exploités ni exploités.

Pour juger de la validité de l'hypothèse de l'irréductibilité de la valeur d'usage à la valeur d'échange ou, au contraire, de celle de leur identité, il suffit de procéder méthodiquement : tant qu'on n'a pas trouvé de contre-exemple, une hypothèse est tenue pour valide. Le lait bu par le nourrisson au sein de sa mère a-t-il une valeur d'échange ? Non. A-t-il une valeur d'usage ? Oui. La preuve est donc faite que l'hypothèse réduisant l'une à l'autre est irrémédiablement fautive. Par la même occasion, la preuve est faite que l'hypothèse de la distinction entre les deux types de « valeur » est fondée.⁵⁶

Cette distinction a une portée immense, grandiose même. Elle établit que la somme des valeurs marchandes produites ne recouvre pas toute la richesse disponible car cette dernière la dépasse par tous les biens et services non marchands et non monétaires que l'activité humaine engendre et par toutes les ressources de la nature, qui sont de véritables valeurs d'usage. Cette distinction constitue le socle théorique du refus de la marchandisation capitaliste. La satisfaction des besoins humains ne passe pas nécessairement par une consommation marchande. Pis encore, le marché sélectionne parmi ces besoins ceux pour lesquels il existe une demande solvable. Les autres n'ont pas la chance d'entrer dans le panier définissant « l'optimum social », au sens où l'entendait Vilfredo Pareto : une situation est dite optimale si l'on ne peut améliorer la situation de quelqu'un sans diminuer celle d'un autre⁵⁷.

⁵⁶ . On ne peut que rester abasourdi devant l'ignorance, feinte ou réelle, de cette distinction de la part des économistes libéraux ou des responsables économiques. Ainsi P. Germond, PDG de Cegetel, déclarait-il à propos du prix demandé par le gouvernement français pour les licences de téléphonie mobile UMTS : « Etant donné les événements de ces derniers mois, le prix de la licence est disproportionné par rapport à sa vraie valeur d'usage », [« Un dialogue constructif et amical avec le gouvernement », *Le Figaro*, 1^{er} octobre 2001, propos recueillis par Y. Le Galès]. Cette déclaration est une suite d'inepties. Non seulement elle fonde la valeur sur la valeur d'usage, mais, de plus, à supposer que ce fondement fût possible, elle fait dépendre la valeur d'usage des événements, et pas n'importe lesquels, les événements boursiers.

⁵⁷ . Cette définition retenue par les économistes libéraux néo-classiques est géniale car prendre un seul dollar à celui qui en possède des centaines de milliards pour le redistribuer détériore sa position et la situation devient sous-optimale !

Le mythe de la fécondité du capital

La *séparation* entre richesse (ensemble des valeurs d'usage d'origine naturelle ou humaine) et valeur (sous-entendu monétaire) est cruciale – d'où l'intérêt d'en avoir apporté la démonstration logique auparavant – pour aborder le point suivant de la discussion. Le travail inséré dans le rapport salarial qui l'aliène au capital est-il le seul facteur créateur de valeur, et, par conséquent, le capital est-il stérile ?

La valeur des marchandises diminue au fur et à mesure que les équipements deviennent de plus en plus importants et performants. Il n'y a pas d'exception : tous les prix des marchandises baissent à moyen et long terme parallèlement au progrès de la productivité du travail, et, en tendance, la valeur d'échange d'une marchandise s'aligne sur son coût en travail⁵⁸. Valeur et productivité sont d'ailleurs l'inverse l'une de l'autre. L'évolution vers un travail de plus en plus qualifié et vers une production immatérielle ne change rien à cette règle⁵⁹. Autrement dit, le capital (dans son sens technique) permet au travail de produire de plus en plus de richesses, c'est-à-dire de valeurs d'usage, qui ont une valeur d'échange unitaire en constante diminution. Raisonons en passant à la limite : plus la production s'automatise – donc moins il y a de travail vivant qui tend peu à peu vers zéro – plus la valeur tend vers zéro.

Affirmer que le capital technique ne produit aucune valeur ajoutée n'équivaut pas à dire qu'il est inutile. On crée plus de richesses dans le même temps de travail avec un bon outil qu'avec un mauvais, mais l'amélioration de la productivité est l'exact synonyme de la baisse de la valeur.

Si le capital technique n'ajoute aucune valeur, *a fortiori* le capital financier, qui désigne l'équivalent du capital technique sous forme de titres financiers, c'est-à-dire en termes de propriété, n'a en lui-même aucune fécondité. Il ne peut s'accroître que s'il est valorisé par la force de travail. Et sa concentration dans un nombre de mains de plus en plus restreint accroît sa capacité à capter une plus grande part de la valeur que la force de travail exploitée ajoute dans le monde. CQFD. D'ailleurs, les bulles financières s'effondreraient-elles si le capital était fécond ?

Une théorie qui ne vaut rien

Les économistes qui tiennent le haut du pavé seraient-ils réfractaires à la logique ? Pourquoi la théorie libérale néo-classique, qui repose sur des hypothèses fausses et qui fourmille de contradictions internes, est-elle dominante au point que ce sont les démonstrations hétérodoxes qui sont stigmatisées et jugées irrecevables ? Ce mystère n'est levé que si l'on se souvient que les idées dominantes sont toujours celles de la classe dominante.

L'idéologie économique capitaliste est un ensemble très complet mais incohérent. Aux rapports sociaux et aux rapports de forces qui en sont issus, elle oppose des individus autonomes et égaux. Quid alors des inégalités ? Elles sont naturelles, répond l'idéologie. Première incohérence puisque les hommes sont, paraît-il, naturellement égaux.

Aux conditions matérielles de production dont découle la valeur, l'idéologie oppose la subjectivité individuelle. Dans ce cas, pourquoi le prix des ordinateurs baisse-t-il constamment et cela pour tout le monde ? Parce que l'utilité supplémentaire que l'on en retire diminue, répond l'idéologie. Deuxième incohérence : l'utilité ne se mesure pas. Les élucubrations de la théorie subjective de la valeur fondée sur une utilité impossible à mesurer servent à éliminer du champ de l'analyse les rapports sociaux de production. Sa vacuité trouve son aboutissement ultime dans la croyance que les marchés financiers créent de la valeur.

⁵⁸ . Attention : le coût *en* travail comprend les salaires et la plus-value ; ne pas confondre avec le coût *du* travail constitué par les seuls salaires.

⁵⁹ . Voir plus loin le chapitre « Nouvelle économie ou nouvelle idéologie ? ».

Aux dégâts sociaux, l'idéologie oppose le dynamisme du capitalisme qui satisfait les aspirations humaines. Pourquoi donc tant de sous-alimentés sur la planète ? Parce qu'ils n'ont pas de revenus pour acheter les produits agricoles des pays riches, répond l'idéologie. Troisième incohérence : pourquoi devraient-ils acheter ces aliments au lieu de les produire eux-mêmes ? Parce qu'ils coûtent moins cher au Nord qu'au Sud, répond l'idéologie. Quatrième incohérence : elle se garde bien de comparer la différence de prix avec le coût humain engendré par la bidonvillisation du tiers-monde consécutive à l'abandon des cultures vivrières.

Pourquoi y a-t-il du chômage ? Parce que les salaires sont trop élevés, répond l'idéologie. Cinquième incohérence : les salaires achètent les marchandises que les capitalistes veulent vendre.

Pourquoi y a-t-il des pollutions ? Parce qu'on n'a pas privatisé l'air et ainsi pas pu lui donner un prix, répond l'idéologie. Sixième incohérence : l'air n'est pas produit et son prix ne pourrait être que fictif.

Pourquoi le capitalisme connaît-il des surproductions chroniques ? L'idéologie ne répond pas, elle bafouille : la surproduction est impossible en économie de marché ! Et pourtant, elle surproduit, aurait pu dire Galilée. C'était la septième incohérence : la négation de la réalité.

Une valeur peut en cacher plusieurs autres

En toute logique, la controverse scientifique abordée dans ces pages peut être résolue. Elle ne pose pas de problème insurmontable. Mais comme elle traduit finalement un rapport de forces entre les classes sociales – entre ceux qui produisent et ceux qui vivent du travail des autres – le verdict que l'on pourrait prononcer *en raison* ne le sera pas *en pratique* tant que le rapport de forces ne sera pas devenu favorable aux défavorisés, à tous ceux dont le capital a besoin de détruire leur conscience du monde pour perpétuer sa domination. C'est pourquoi la question économique de la valeur nous conduit à celle des valeurs qui est d'ordre éthique, philosophique et politique. Ce n'est pas simplement parce que le capitalisme prélève pour son compte une part de la valeur produite qu'il est à combattre. C'est aussi et peut-être surtout parce qu'en voulant s'emparer de toutes les activités pour en faire des marchandises, il met en cause la dignité humaine, il réduit tout à un acte vénal, il met en danger les équilibres sociaux et naturels, il compromet les conditions de la vie future, au nom de l'argent érigé en finalité ultime, en « valeur » surpassant toutes les autres, au point de prétendre gouverner le monde pour l'éternité. Dieu est mort, vive le capital ? Ni dieu, ni capital.

Le bon bougre et le pauvre bougre : le report du risque⁶⁰

L'actionnaire court le risque de gagner un peu moins que prévu. Si cela se produit, il licencie. Si, au contraire, il est heureux en affaires, il licencie quand même, pour se prémunir car on ne sait jamais. La prévoyance est la seconde nature de l'actionnaire. Voyance et prévoyance sont les deux mamelles de l'actionnaire. Donc, le salarié se substitue à lui pour assumer le risque.

Mais l'actionnaire n'est pas mauvais bougre. Certains vont jusqu'à dire qu'en recherchant son propre intérêt il prépare le bien-être de tous. Compatissant, il propose alors au salarié licencié ou menacé de licenciement un fonds de pension ou d'épargne salariale pour compenser, en lui promettant : avec ton épargne, on pourra investir dans les pays lointains et cela te comblera pour tes vieux jours.

Le salarié hésite car il a entendu parler du casino boursier et il a lu quelque part qu'au sud de la planète les Indiens et les Bengalis étaient payés au lance-pierre et que les enfants thaïlandais cousaient les ballons de football pour une misère. Le salarié hésite car il ne voudrait pas que son capital grossisse grâce au travail d'autres salariés réduits en quasi esclavage.

Sur ces entrefaites, les chaînes de télé rivalisent à coups de téléthons, collectes contre le sida, caisses d'urgences pour les victimes de tremblements de terre et autres typhons frappant, au hasard, les esclaves ci-dessus. Notre salarié verse son obole et, le cœur plus léger, la conscience apaisée, il signe au fonds de pension.

Donc, le salarié du sud du nord a endossé le risque, ou du moins une partie du risque de celui du nord. L'actionnaire a ainsi mis au point une technique efficace : le report en cascade du risque. Lui-même n'en prend aucun parce qu'il reporte tout sur les étages inférieurs en demandant à chacun d'entre eux de se défausser en partie sur l'étage en dessous.

Le capitalisme est un système *nécessairement* inégal : sa prospérité et son extension exigent qu'il y ait des chômeurs au nord, que le nord ait un sud et qu'il y ait toujours un sud au sud pour servir de réserve. Le capitalisme, ce n'est pas la conquête de l'ouest, c'est la conquête du sud : plus sud que sud et le capitaliste actionnaire est tranquille. Le bon bougre a ainsi toujours un pauvre bougre sous la main. Quand le profit sert de boussole, on finit par perdre le nord.

⁶⁰ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 27, janvier-février 2000 (JMH)

Sans foi ni loi : le MEDEF⁶¹

La partie s'est jouée en trois temps. Il y avait eu dans les années 1970 un grand coup de balai sur les vieux secteurs industriels tels que le textile, la sidérurgie et les chantiers navals. Les dégraissages, l'élimination des « canards boiteux » et les premières délocalisations avaient supprimé les emplois devenus trop coûteux et restauré une rentabilité qui s'était émoussée au fil des ans car même les meilleures choses comme le taylorisme ont leurs limites, sinon leur fin. Ce fut le premier temps de la libéralisation du capitalisme. Il préparait le second dans les années 1980 : briser durablement toute résistance salariale dans les entreprises restructurées. L'équation « chômage élevé + capitaux libres d'aller et venir » se résolvait en profits mirobolants et valorisation boursière euphorique. Restait à accomplir le troisième temps. Le plus difficile et le plus long, parce que l'économie capitaliste triomphante se heurtait à une difficulté majeure : comment faire adhérer des populations meurtries par le chômage et malmenées par la précarisation à un système aussi dévastateur, c'est-à-dire sur quelles bases reconstruire une cohésion sociale minimale alors que toutes les régulations anciennes assurées par les Etats-providence étaient progressivement laminées ?

Au bout de vingt ans, le patronat franchit le pas. Le projet de « refondation sociale » du MEDEF se fixe pour but de supprimer la loi et de la remplacer par le contrat. Du génie à l'état pur, dans le genre Méphisto. La loi émane de la société et, en retour, s'impose à elle, garantie par l'Etat. Elle dresse le cadre dans lequel ensuite les individus vont établir des rapports économiques, certes souvent inégalitaires, mais qui ne se réduisent pas à un pur esclavage. Ainsi, la loi a institué un droit du travail, résultat des luttes sociales et reflet à un moment donné d'un rapport de forces et d'un compromis. Nouveau champion de la négociation au plus près de l'entreprise, le MEDEF juge le droit du travail suranné. Place au contrat entre le salarié et son employeur, postulés égaux. Exit le contrat à durée indéterminée, et vive le « contrat de mission » qui durera le temps de réaliser le projet commandé, ou bien le « contrat à durée maximum » qui n'excédera pas cinq ans. La potion est amère, mais quelques actions souscrites auprès d'un fonds de pension ou un fonds d'épargne salariale essaieront de l'adoucir.

L'UNEDIC a eu en excédent de 6 milliards de francs en 2000 et de 1,6 milliard en 2001. Qu'en faire ? Atténuer la dégressivité des allocations-chômage ? Elargir le nombre de chômeurs indemnisés puisqu'ils ne sont que 40% à percevoir des allocations ? Non, l'Etat ne doit pas encourager la « paresse ». En revanche, M. Seillière, qui gagne en un an ce qu'un Rmiste mettrait 2000 ans à obtenir, veut soumettre le chômeur à un « contrat d'aide au retour à l'emploi » qui conditionnera le versement des allocations à son ardeur à accepter n'importe quelle proposition d'emploi, aussi précaire soit-il.

⁶¹ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 29, juin-juillet 2000 (JMH).

Les accidents du travail et les maladies professionnelles sont en recrudescence. Aux yeux du MEDEF, la médecine du travail, quoique le plus souvent mieux disposée envers les employeurs qu'envers les salariés, n'est plus adaptée car l'entreprise court toujours le risque de voir sa responsabilité engagée. Il faut lui substituer un contrat qui liera un médecin libéral à une entreprise. C'est simple, il suffisait d'y penser.

Le projet de « refondation sociale » du MEDEF rappelle étrangement celui de l'AMI de l'OCDE. Dans les deux cas, il s'agit de ligoter les Etats, d'empêcher toute velléité de régulation et de délégitimer toute intervention collective sur la vie sociale. Sous couvert de liberté, on libère la capacité de nuisance du puissant et on musèle l'éventuelle résistance du faible. A la place d'une société régie par le droit, coupable de permettre l'émergence de projets collectifs, on prépare le retour à des rapports personnels de suzerain à vassal, c'est-à-dire, selon l'expression du juriste Alain Supiot, la reféodalisation de la société⁶². La « refondation sociale », c'est l'achèvement de la contre-révolution libérale.

⁶² . A. Supiot, « Il faut se défaire des illusions du "tout contractuel" », Université de tous les savoirs 2000, *Le Monde*, 7 mars 2000.

Le plombier et le médecin : sur l'inégalité des revenus⁶³

La grève des médecins lors de l'hiver 2001-2002 fut l'occasion d'entendre une idée qui, à force d'être répétée, finit par s'imposer comme une évidence sans plus étonner personne : il serait scandaleux que les médecins ne soient pas payés davantage que les plombiers, voire soient payés moins. En effet, les médecins ont fait entre sept et dix ans d'études, ils ont d'énormes responsabilités et leurs services sont tellement utiles.

Cette idée très répandue peut être l'occasion de faire un tour du côté des théories des inégalités⁶⁴.

Combien je vaudrais ?

Commençons par la théorie économique libérale néo-classique. Elle affirme que dans une économie concurrentielle les rémunérations des individus correspondent à leur productivité qui décroît au fur et à mesure que l'emploi augmente. Plus précisément, la rémunération d'un salarié quelconque est égale, nous dit-on, à la productivité du dernier travailleur de sa catégorie embauché (productivité appelée marginale), parce qu'en deçà l'employeur aurait intérêt à continuer d'embaucher, et qu'au-delà il n'y aurait plus intérêt.

Le raisonnement est généralisé à tout travailleur, même non salarié, et au détenteur de capital qui perçoit un dividende ou un intérêt égal à la « productivité » marginale du capital.

Cette théorie est pain bénit pour ceux qui perçoivent des revenus faramineux puisque d'après elle chacun reçoit son dû, en fonction de son apport à la production. L'embêtant, c'est qu'il est bien difficile de prouver que les écarts de 1 à 100 ou 1 000 ou plus entre les salaires de base et les rémunérations des grands dirigeants d'entreprise correspondent à des écarts de productivité équivalents. D'ailleurs, aucun économiste libéral n'adhère vraiment à cette fable.

Voici une variante de la fable précédente qui n'est pas plus crédible. Les services rendus par les individus qui sont bien rémunérés seraient plus utiles que ceux rendus par les individus au bas de l'échelle. L'ingénieur serait plus utile que le technicien, le technicien plus que l'ouvrier, l'ouvrier plus que le manœuvre. Le médecin étant plus utile que l'infirmière, il ne peut l'être que davantage que le plombier ! A quelle aune peut-on mesurer l'utilité d'un médecin, d'un ingénieur, d'un enseignant, d'un ouvrier, d'un éboueur ou d'un plombier ? La question n'a aucun sens. Dans une société où il faut absolument ramasser les ordures et soigner la population, l'éboueur et le médecin sont aussi utiles l'un que l'autre. Et, de plus, sans éboueur, le médecin ne servirait à rien car toute la population mourrait de la peste ou du choléra. Sans la femme de ménage qui aseptise le bloc opératoire, le chirurgien ne pourrait

⁶³ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 39, avril-juin 2002 (BL).

⁶⁴ . Pour un approfondissement, voir J.M. Harribey, « Eléments pour une théorie marxienne de l'égalité économique : théorie de la valeur-travail et répartition des revenus », Colloque de l'Université Paris-X, CAESAR-FORUM, URA-CNRS 1700, « Marx aujourd'hui : fondements et critique de l'économie politique », Actuel Marx, ERS-CNRS 196, 27 et 28 novembre 1997.

opérer. Dire cela ne signifie pas mésestimer le travail expert, c'est réhabiliter le travail d'exécution.

Une conclusion peut déjà être tirée : aucune productivité particulière n'est imputable à tel ou tel travailleur. Chacun est membre d'un collectif dont la résultante de l'activité est une œuvre collective. Enlevez un élément de ce « travailleur collectif »⁶⁵, et c'est l'ensemble de la production qui en pâtit.

Combien ai-je coûté ?

Une fable chasse l'autre. La théorie dominante devient subtile : les individus perçoivent des revenus au prorata de l'investissement en formation qu'ils ont réalisé quand ils étaient jeunes, après s'être livrés à une comparaison entre le coût d'une année d'études supplémentaire et le gain additionnel que celle-ci leur rapportera, une fois dans la vie active. Plusieurs économistes contemporains, notamment Jacob Mincer, Gary Becker et Theodore Schultz ont été honorés académiquement pour avoir forgé cette théorie dite du « capital humain ». Encore une fois, les écarts de revenus sont renvoyés à la responsabilité de chaque individu, maître de ses décisions et rationnel en diable quand il procède au calcul savant ci-dessus. L'éducation est considérée comme un choix privé, dégagé de toute détermination sociale, et comme un instrument, jamais comme une finalité. Si c'est un capital, il ne peut être accumulé que dans une perspective de rentabilité, comme tout capital. Si les travailleurs sont définis comme les détenteurs de ce type de capital instrumentalisé, ce sont des sortes de capitalistes qui attendent comme les autres leur « retour sur investissement ». Et le tour est joué : le travail a disparu pour laisser la place à du « capital humain ».

Pas un instant, les économistes libéraux ne considèrent que les dépenses d'éducation sont en très grande majorité prises en charge par la société et que ceux qui en bénéficient n'ont rien à récupérer⁶⁶.

Combien je crée ?

La fable du « capital humain » a également sa variante. Curieusement, on la trouve dans une tradition marxiste dont on peut se demander si elle est conforme à la pensée de Marx. Les salaires inégaux correspondraient aux différences de coût de reproduction de la force de travail. Plus la force de travail a emmagasiné de formation, plus sa valeur serait grande. Les inégalités de salaires, voire celles de tous les revenus, seraient alors justifiées. D'autant plus que des travailleurs bien formés produiraient plus de valeur que des travailleurs non formés.

Personne ne conteste l'idée qu'un travailleur qualifié est plus efficace que quelqu'un qui ne l'est pas. De la même façon, il vaut mieux qu'un travailleur ait entre les mains un bon outil qu'un mauvais. Mais justement, il faut appliquer le même raisonnement dans les deux cas. Lorsqu'un équipement dernier cri est mis en œuvre, on produit davantage d'unités de marchandises (c'est-à-dire de valeurs d'usage ou encore de richesses). La valeur (d'échange) de l'équipement est alors amortie sur un plus grand nombre d'unités et le coût de production unitaire diminue. Par suite, la valeur (d'échange) de chaque marchandise produite diminue aussi. De la même façon, lorsqu'un travailleur mobilise ses connaissances accumulées, il devient plus productif de valeurs d'usage. Mais l'augmentation de sa productivité se traduit par la diminution de la valeur unitaire créée !

C'est toujours ce refus de distinguer production de valeurs d'usage et production de valeur d'échange qui crée la confusion dans les esprits. Une heure de travail qualifié produit davantage de richesse qu'une heure de travail non qualifié mais pas davantage de valeur.

⁶⁵ . L'expression est de Marx.

⁶⁶ . La faible part – au regard des dépenses collectives lourdes – qui reste à la charge des individus et qui oblige certains étudiants à contracter des emprunts est un signe que l'égalité devant l'éducation doit être encore approfondie et non pas une raison d'aggraver ensuite les inégalités de rémunération.

Rendons hommage à Ricardo qui écrit : « Le travail d'un million d'hommes dans les manufactures produira toujours la même valeur, mais pas la même richesse. »⁶⁷ Cette confusion secrète une illusion : une rémunération élevée semble refléter la valeur créée par celui qui la perçoit alors qu'elle signifie celle qu'il capte du fait de la position sociale qu'il occupe. « Selon que vous serez puissant ou misérable »⁶⁸ écrivait La Fontaine, vous disposerez du capital symbolique pour légitimer ou non la domination que vous exercez, disait Bourdieu⁶⁹.

Combien je négocie ?

Si les revenus du travail (et *a fortiori* les revenus du capital) ne s'expliquent ni par la valeur créée ni par l'utilité rendue, ni par le coût de formation en amont, que reste-t-il pour l'analyse ? On est obligé de se résoudre à abandonner l'idée que le salaire est un prix économique. Il est certes conditionné à long terme par l'évolution économique : plus le développement s'accomplit, plus la somme de biens et services considérés *socialement* comme nécessaires grandit. Mais la fixation quotidienne des salaires obéit à d'autres paramètres dont le principal est celui de la confrontation sociale. Dès lors, le salaire est une sorte de *prix social*, et les écarts reflètent d'une part les rapports de forces entre travail et capital, et d'autre part les positions sociales occupées par telle ou telle catégorie. L'ingénieur gagne davantage que l'ouvrier non parce qu'il est plus productif de valeur mais parce qu'il est en meilleure position pour négocier son salaire. Le chirurgien gagne plus que son infirmière pour la même raison. Et il se trouve que le plombier, aujourd'hui travailleur beaucoup plus indépendant que le médecin, est souvent en meilleure posture que ce dernier pour exprimer ses exigences. De plus, il est un peu curieux que, dans l'opinion publique, le travail du plombier soit à ce point déconsidéré : il y a parfois autant d'urgence pour parer une fuite d'une canalisation que pour soigner une grippe.

On objecte souvent que le travail non qualifié peut être accompli par des personnes interchangeables alors que ce n'est pas le cas pour le travail qualifié. C'est en grande partie vrai, mais n'est-ce pas l'indice d'une position sociale plus ou moins favorable plutôt que celui d'une différence de valeur créée ?

L'interprétation suivante serait donc sans doute plus judicieuse. La hiérarchie des revenus est un résultat de la lutte des classes et des compromis négociés à un moment donné dans la société. Elle correspond à l'ampleur de la propriété détenue par telle ou telle catégorie : propriété du capital d'abord, et aussi propriété du savoir. Elle est enfin le reflet des normes en vigueur mais que l'on ne peut considérer ni comme naturelles ni comme économiquement nécessaires. Ainsi, à qualification égale, les femmes sont moins rémunérées que les hommes : cela traduit-il une différence de productivité ? A qualification égale, un ouvrier du Sud est moins payé qu'un du Nord : les rapports de forces ne prennent-ils pas le dessus sur les prétendues « lois » économiques ? Bref, comme il n'existe aucune justification économique sérieuse des inégalités de revenus, le temps est venu de s'engager sur la voie de leur réduction, d'autant que l'Observatoire nationale de la pauvreté estime qu'en France 4,2 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté (538 euros par mois pour une personne seule en 1997)⁷⁰ et que l'on apprend par ailleurs que le PDG d'Alcatel gagne 2000 fois le SMIC et qu'en moyenne les PDG des grandes sociétés françaises gagnent 498 fois le SMIC.

⁶⁷ . D. Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, op. cit., p. 289.

⁶⁸ . J. de La Fontaine, « Les animaux malades de la peste », in *Fables*, op. cit., p. 228.

⁶⁹ . P. Bourdieu, *La distinction, Critique sociale du jugement*, Paris, Ed. de Minuit, 1979.

⁷⁰ . Rapport 2001-2002 cité par B. Bissuel, « En France, plus de 4 millions de personnes demeurent sous le seuil de pauvreté », *Le Monde*, 8 février 2002.

Si l'on met en balance la réparation de la fuite de la baignoire par le plombier et la guérison d'une maladie mortelle foudroyante par le médecin, on sort encore du raisonnement économique puisque la vie n'a pas de prix.

Deuxième partie

Les cordons de la bourse et le fil de la vie

« La fortune conduit nos affaires mieux que nous n'eussions su désirer, car voilà, ami Sancho Pança, où se découvrent trente ou quelque peu plus de démesurés géants, avec lesquels je pense avoir combat et leur ôter la vie à tous, et de leur dépouilles nous commencerons à nous enrichir : car c'est ici une bonne guerre, et c'est faire grand service à Dieu d'ôter une si mauvaise semence de dessus la face de la terre. »

Miguel de Cervantès,
Don Quichotte, Paris, Gallimard, Folio, 1988, tome 1, p. 113.

Don Quiattaque

*Don Quiattaque de la Gauche, le contestataire à la triste figure*⁷¹

Nous partîmes cinq cents ; mais par un prompt renfort
 Nous fûmes vingt mille pour inverser le sort
 Qui nous était promis par les dieux du malheur :
 Mille morts. Et percés jusques au fond du cœur
 D'une atteinte imprévue aussi bien que mortelle,
 Que l'on nous fît croire comme étant naturelle :
 La vocation du monde est d'être marchandise,
 La soumission des hommes est tenue pour acquise.

Il y a trop de vieux qui s'attardent et encombrant,
 Beaucoup trop de jeunes, sauvageons en surnombre,
 Mais on manque de vieux, contents du minimum,
 Y'a pas assez de jeunes, accrocs de cet opium,
 Travail précarisé, petits boulots flexibles,
 Amortisseurs de crise et servant de fusibles.
 Dans vingt ans, soi-disant, on ne pourra payer
 Les pensions promises, les retraites et loyers,
 À tous les amoureux de l'art d'être grand-père
 Qui s'obstineront à devenir centenaires.
 Combien de grands-mères qui sont parties joyeuses
 Tisser des layettes finiront les joues creuses !

La seule solution : capitalisation !
 Un unique sauveur : c'est le fonds de pension !
 Miroir aux alouettes, enchanté, fascinant,
 Un mythe apparaît, enfle et devient tout-puissant :
 L'enrichissement sans nulle cause et sans fin.
 Le capital, n'ayant de source qu'en son sein,
 Accède au rang de dieu, gage d'éternité
 Pour ceux qui arrivent au bout de leur été.
 L'obscène capital entretient l'illusion
 D'un double miracle, misérable potion,
 Celui de la bourse et celui de notre vie :
 Accumulez et vous vivrez à l'infini.

⁷¹ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 31, octobre-novembre 2000 (JMH). Une première version en fut présentée lors de la soirée du *Passant Ordinaire* « Y a un risque ? » le 29 janvier 2000. Une seconde version augmentée fut mise en scène sous les traits de Don Quichotte lors de la fête d'ATTAC Gironde à Uzeste le 18 juin 2000 dans le cadre d'un débat sur « Culture et mondialisation ».

Amassez tout, c'est le fonds qui manque le plus
Pour maintenir vivant le grand âge en surplus.

Je suis banquier sans foi ou assureur sans loi !
Et toi, oui toi, et vous, laissez venir à moi
Les tout petits magots, les tout petits pécules,
Je vais de place en place, et ainsi j'accumule
L'argent, toujours l'argent, cette merde du monde,
Sans odeur, sans honneur, dans ma bourse bien ronde.
Cassette, rendez-moi ma cassette remplie
Du sang et des larmes des enfants bengalis.
Capital, seul objet de mon ressentiment,
Capital, dont le bras immole les enfants,
Capital, que l'on voit se repaître dans l'or,
Capital, que je hais car il nous déshonore.

Ne vous y trompez pas : capital sans travail
Est la fable idiote qui sert d'épouvantail.
Ami, entends-tu le vol noir de ces corbeaux :
« Je vous aime chômeurs, je vous pousse au tombeau. »
De Wall Street à Paris, où ils tournent manège,
Une pause à Davos, où ils forment cortège,
Avant de repartir pour Zurich et Tokyo,
Frankfort ou Mexico, dans tous leurs casinos.
Si tu vas à Rio, n'oublie ma paire d'yeux,
Tout se vend, tout s'achète en ce temps délicieux.

Entendez-vous la triste et sournoise campagne
Des nouveaux chiens de garde autour d'ignobles bagnes
Où de petites mains confectionnent et assemblent
Pour le bien de marchés qui s'affolent et tremblent
À l'idée qu'elles puissent vouloir à leur tour
Un tout petit peu plus qu'un seul dollar par jour,
Un tout petit peu mieux qu'une eau nauséabonde,
Quand la richesse est là, qui ruisselle et abonde.

Affairistes véreux, politiciens bornés,
Faux économistes, vendus, disciplinés,
Ils ont trouvé l'astuce afin d'entretenir
La guerre entre peuples, condamner l'avenir,
Et imposer silence aux nouveaux moyens pauvres :
Partir à la curée des plus pauvres des pauvres,
Arracher en bourse le fruit de leur effort,
Sachant qu'il y règne le seul droit du plus fort,
Celui de prélever la substance d'autrui,
Comme un cannibale qui se repaît sans bruit,
Sans le moindre risque pour le boursicotier
Qui jouit et qui se goinfre en apprenant sur l'heure
Que le CAC 40 s'est envoyé en l'air
Et qui, béat, sourit, prônant le laisser-faire.
Qui veut noyer l'impôt l'accuse du naufrage

Des services publics en brouillant leur image
Pour préparer le lit des privatisations
De l'eau, de la santé et de l'éducation.

Dans ce far-west contre les damnés de la terre,
Chacun est un Indien mourant comme son père,
Victime sacrifiée sur l'autel du profit,
À la gloire du fric. Que vouliez-vous qu'il fît ?
Qu'il vécût ! Dès demain, on tue la concurrence.
Prolétaires d'ici, on crée l'effervescence,
Prolétaires d'ailleurs, prenez la liberté
De construire avec nous la solidarité.
Et quand nous referons le beau temps des cerises,
Ecrivons notre page et peindrons notre frise :
La productivité servira les humains,
Au lieu de l'inhumain qui nourrit les requins.

Les sanglots longs fuyant du noyau de l'atome
Irradiant la rosée pour des siècles sans hommes,
Irrigent la bourse de si gros bénéfices
Que les actionnaires s'y noient avec délices,
Et que trois ou quatre ogres ventrus et voraces
Condamnent paysans et leurs plantes vivaces
À éteindre à jamais le souffle renaissant
Chaque saison du bel aubépin verdissant,
Parce qu'un projet fou de breveter la mort
Fut conçu et si bien nommé Terminator
Qui tuera la planète, et la chose en est sûre ;
C'est l'unique raison de ma triste figure.

Ô rage, ô désespoir, ô vieillesse ennemie,
N'ai-je donc tant pensé que pour cette infamie ?
Et ne suis-je blanchi dans les contestations
Que pour voir en un jour flétrir tant de passions ?

Nous partons à l'attaque et nous rompons des lances
Pour garder les moulins égrenant nos romances.
Entre celui qui pense et celui qui dépense,
Le plus riche des deux n'est pas celui qu'on pense.
Pour les âmes mal nées, la vraie valeur s'inscrit
En lettres décorées qui n'ont jamais de prix
Et qui viennent s'unir dans le mot utopie,
Un pays où le plus beau trésor d'Olympie
Est formé de ce choix auquel on vous convie :
Les cordons de la bourse ou le fil de la vie !

Pour cet hommage à la culture face à la mondialisation capitaliste, il faut remercier par ordre d'entrée en scène : Pierre Corneille, Victor Hugo, Jean de la Fontaine, Karl Marx, Jean-Baptiste Poquelin-Molière, Paul Nizan, Eugène Pottier, Jean-Baptiste Clément, Paul Verlaine, Pierre de Ronsard, Miguel de Cervantès et quelques autres...

Dans la corbeille des nantis⁷²

La Bourse, parlons-en. Non pour en révéler les détails les plus techniques, mais afin, par ce biais, d'aborder l'argent, le capital et, en fin de compte, le rapport de celui-ci avec le travail. Pourquoi la liberté de circulation du capital est-elle si importante pour les maîtres du monde ? Est-ce parce qu'ils font de l'argent à partir de rien, comme on l'entend partout ? N'est-ce pas plutôt parce que cette liberté équivaut pour eux à la capacité de s'accaparer sur les marchés financiers la valeur ajoutée qui reste et restera toujours produite par le travail humain ?

J'achète sans argent

Un marché financier est un marché particulier où l'on peut acheter sans avoir d'argent et où l'on peut vendre ce que l'on ne possède pas. C'est possible parce qu'il s'agit le plus souvent d'un marché *à terme* :

- j'achète aujourd'hui 1000 euros d'actions en m'engageant à payer dans dix jours car je parie à la hausse des cours ;
- le dixième jour, je revends mes actions 1100 euros ayant fait un bon pronostic : j'ai fait un bénéfice de 100 euros sans jamais avoir eu un sou en poche.

Mais pourquoi mon acheteur n'a-t-il pas fait comme moi, me promettre de me payer dans dix jours ? Si, justement, il a fait comme ça.

Résultat : la somme correspondant aux actions, et qui s'enfle au fur et à mesure que les jours passent, ne sort pas du circuit spéculatif. Sauf si l'un des participants décide de réclamer sa liquidité, de « prendre ses bénéfices ». La spéculation à la hausse s'arrête alors. Si tous souhaitent leur liquidité en même temps, le mouvement inverse se déclenche. S'il n'y avait pas de marchés à terme sur lesquels on échange des produits réels, des titres financiers ou des produits dérivés, il y aurait immédiatement un gagnant et un perdant. Avec les marchés à terme, tout financier peut espérer raisonnablement être gagnant, et ce d'autant plus que les titres changent souvent de mains. Sur de tels marchés, tous les opérateurs promettent de payer plus tard et chaque fois qu'ils vendent des titres, ils n'encaissent pas le montant et remettent en jeu leur argent en quelque sorte virtuel.

Lorsqu'on entend dire que plusieurs centaines de milliards de dollars se sont évaporés, sont partis en fumée, ou ont été perdus lors d'un krach boursier, c'est une imbécillité. Car, pour leur plus grande part, ces opérations de spéculation n'ont pas besoin de monnaie ou se déroulent dans une monnaie virtuelle qui n'a été émise par aucune banque, même si la spéculation se nourrit également du crédit bancaire, certains opérateurs empruntant pour réaliser leurs achats. D'ailleurs, le peu de création de monnaie qui existe encore part davantage en placements sur des titres déjà émis qu'en nouveaux investissements productifs.

Dans un krach, l'essentiel de ce qui se dégonfle, c'est le grossissement fictif précédent : pas plus que celui-ci ne représentait un accroissement réel des richesses matérielles, le

⁷². Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 20, juin-juillet-août 1998 (BL).

dégonflement ne représente un appauvrissement réel. Sauf si le mouvement de dégonflement, entraîné par la spirale, descend au-dessous de la valeur représentative des richesses réelles et provoque l'appauvrissement de trop de capitalistes qui décident alors de fermer leurs industries et leurs commerces et de licencier en masse.

Cependant, il y a donc bien, pendant tout le temps de la spéculation ascensionnelle, cohabitation d'une monnaie réelle garantie par les Etats et d'une monnaie virtuelle, ce qui nous mène à une autre question : la finance est-elle autonome ?

Le jackpot

Comment se fait-il que de 1983 à 1998 l'indice boursier DOW JONES ait augmenté de 700% alors que la production américaine n'a augmenté que de 60% ? Comment le CAC 40 a-t-il pu augmenter de 29% en 1997 et de 30% dans le premier semestre 1998, alors que la production française n'augmente au maximum que de 2 à 3% par an ?

Si j'achète des actions aujourd'hui et que je les revends demain plus cher après avoir parié à la hausse, c'est que quelqu'un m'a vendu ce même jour, soit parce qu'il a parié à la baisse d'ici demain, soit parce qu'il avait parié hier à la hausse et qu'il a bien parié. Dans le premier cas, l'un va gagner ce que l'autre va perdre, dans le deuxième cas, mon vendeur a gagné entre hier et aujourd'hui, et moi je gagnerai entre aujourd'hui et demain si la hausse se poursuit.

Comment est-il possible que tous les capitalistes gagnent et que leur enrichissement grandisse plus vite que la production, en plus de l'agrandissement fictif qui se dégonfle à l'éclatement de la bulle spéculative, comment se fait-il donc qu'ils puissent s'enrichir réellement tous à la fois à certaines périodes plus rapidement que n'augmente la richesse produite réellement ? Y aurait-il un miracle du capital qui engendrerait de lui-même à l'échelle du monde un capital encore plus grand ?

La seule réponse est que la répartition de la valeur ajoutée dans le monde, dont les titres boursiers sont le reflet à long terme indépendamment des soubresauts quotidiens, s'est modifiée à l'avantage du capital et au détriment du travail. Quand Renault ferme Vilvorde, les coûts salariaux sont comprimés ; donc, pour une même production, la part qui va aux profits augmente et l'action monte en Bourse. Ce n'est pas la preuve comme le croit Viviane Forrester⁷³ que le capital fait du profit sans travail, c'est la preuve qu'il partage encore plus à son avantage le gâteau créé par le travail de plus en plus productif. Quand une entreprise rachète ses propres actions, elle augmente mécaniquement le taux de rendement des fonds propres puisque, pour un même bénéfice, le nombre d'actions à rémunérer par un dividende est moindre⁷⁴.

Conclusion : le capital est libre de ses mouvements, mais il n'est en aucune manière autonome vis-à-vis du travail qui seul crée de la valeur ajoutée nouvelle.

Voilà pourquoi les multinationales se proposaient par l'AMI de ligoter les Etats pour court-circuiter toute remise en cause du rapport de forces capital/travail, rapport de forces qui est à l'avantage du capital grâce au chômage.

Voilà pourquoi l'idéologie tend à nous faire croire que le travail a disparu en tant que créateur de richesses : alors, on peut mieux justifier un partage inégal des richesses à l'avantage des rentiers. La « productivité du capital » n'existe que dans l'imaginaire capitaliste. C'est le travail qui devient de plus en plus productif, sous l'effet du savoir de plus en plus grand et des outils de plus en plus performants. Et c'est bien de la réappropriation collective de cette productivité dont il s'agit lorsqu'on réclame une forte réduction du temps de travail.

⁷³ . V. Forrester, *L'horreur économique*, Paris, Fayard, 1996.

⁷⁴ . Simultanément, en rachetant ses actions, l'entreprise les raréfie sur le marché et ainsi contribue à en faire monter le cours.

Le miroir aux alouettes⁷⁵

Au cours des nombreux débats sur la mondialisation capitaliste qui ont lieu ces temps-ci, deux questions reviennent fréquemment : y a-t-il une bonne spéculation face à une mauvaise et y a-t-il une finance propre par opposition à une finance sale ?

Spéculer, c'est anticiper l'état à venir d'une variable, état dont on ne sait rien et au sujet duquel il faut se contenter des connaissances présentes que l'on va se risquer à extrapoler.

L'incertitude...

Il est évident que toute la vie est une suite d'anticipations, c'est-à-dire de paris sur l'avenir. Si je sors sans mon parapluie et sans avoir écouté les prévisions de la météo, c'est que je spécule sur le beau temps. Si je me marie, je spécule sur ma capacité à aimer pendant longtemps, sinon toujours, la personne choisie et à être aimé d'elle. Si un entrepreneur investit dans des équipements nouveaux, il parie, il spécule donc, sur l'existence de débouchés pour ses produits. Si un financier achète des actions, il spécule sur deux choses : sur les dividendes qu'il percevra et sur l'augmentation du cours des actions. Si un industriel torréfacteur achète aujourd'hui des grains de café livrables dans trois mois, il se met à l'abri d'une rupture de stock mais il court le risque de voir le prix baisser. Pour se prémunir contre ce risque, il vend à la valeur d'aujourd'hui le contrat à échéance de trois mois qui devient un *produit dérivé*. Au moment de prendre livraison du café, et donc de perdre si le prix a baissé, il rachète des contrats au cours du moment et rattrape sur le café-papier ce qu'il a perdu sur le café en grains. Mais il faut que l'industriel ait d'abord trouvé quelqu'un à qui vendre le café-papier. Ce dernier, spéculateur de profession, pariait à la hausse du prix. Ensuite, il faudra que le torréfacteur, le jour où il aura besoin des grains de café, cherche un vendeur de café-papier qui, lui, spécule à la baisse. Le premier de ces spéculateurs a perdu, mais, pour se prémunir contre ce risque, il avait entre-temps vendu, racheté, revendu ces café-papiers à d'autres spéculateurs. Le produit dérivé change mille fois de mains car les spéculateurs réduisent ainsi leurs risques individuels. Plus la patate est chaude, plus il faut la faire tourner vite pour ne pas se brûler.

Conclusion des économistes libéraux : la spéculation est inhérente à la vie et il n'y a rien à redire. Mieux, dans le domaine économique, le métier de spéculateur serait indispensable. Sans lui, il n'y aurait pas d'innovation et personne ne prendrait le risque de passer commande sans savoir ce que sera le prix demain ou quel sera le taux de change dans le cas où la commande devra être payée dans une monnaie étrangère.

⁷⁵ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 32, décembre 2000-janvier 2001 (BL). Il a servi de support à une communication au colloque régional d'Espaces Marx, « Mondialisation et émancipation humaine », Bordeaux, 16 au 21 octobre 2001.

L'avenir est inconnu. A son sujet règne l'incertitude radicale, comme disait Keynes. Le spéculateur prend sur lui la gestion du risque. Grâce lui soient rendues et foin de taxe Tobin.

... au cœur d'une certitude

Le problème est qu'il y a plusieurs problèmes.

Le premier est que cette régulation par la spéculation n'a pas d'autre rationalité que celle qui consiste à imiter la majorité, tels les moutons de Panurge. J'achète des actions cotées dans le CAC 40 ou le NASDAQ car mon voisin le fait, et il le fait car son voisin le fait aussi qui lui-même le fait parce que je le fais. Si la majorité des moutons sautent dans le ravin, je saute avec eux. Comme la seule rationalité est celle du mimétisme, si tout le monde agit dans le même sens, par exemple acheter, il n'y a plus personne pour vendre. Le mécanisme s'auto-détruirait si chacun ne devenait pas tour à tour acheteur et vendeur parce que tous croient à la poursuite éternelle du mouvement ascendant. Ainsi naissent et s'enflent les bulles spéculatives qui ne représentent qu'une fiction mais qui dégénèrent en crises financières avec des conséquences sociales désastreuses après qu'elles éclatent.

Le deuxième problème est que si tous les capitalistes qui spéculent s'enrichissent simultanément par la seule vertu d'une spéculation pourtant totalement improductive de quelque richesse ou de quelque valeur réelles que ce soit, alors c'est qu'il y a un truc. Le truc consiste à garantir la pérennité de la hausse boursière par une augmentation de l'exploitation des travailleurs : chômage + précarité + flexibilité + intensification du travail + progression des salaires inférieure à celle de la productivité = plus de profits, donc assurance que les cours boursiers vont continuer de monter. Jusqu'au jour où les perspectives de modification du partage de la valeur ajoutée en faveur du capital se feront plus difficiles car presser le citron a une limite, et où la bulle éclatera. Alors, les riches récupéreront non pas tant leurs pertes – puisqu'il s'agit de capital fictif – que leurs manques à gagner sur le dos de certains pauvres en les mettant au chômage pour baisser les salaires des autres.

La spéculation n'est donc pas un mécanisme naturel bienfaisant, c'est un mécanisme qui ne peut durer dans le temps que parce qu'existe parallèlement l'exploitation du travail. Marx n'a pas pris une ride.

Certains rétorquent que l'on pourrait développer les placements éthiques ou bien qu'il suffirait de favoriser l'accès de tous ou du plus grand nombre au miracle boursier et au paradis de la spéculation.

La notion de placement éthique est absurde. Si le placement rapporte, si peu que ce soit, le profit vient du travail de quelqu'un d'autre dans le monde. Si le placement ne rapporte pas, ce n'est plus un placement.⁷⁶ Le capitalisme n'est pas seulement condamnable parce qu'il fait travailler des enfants pour une misère ; cet acte-là est condamnable au nom de valeurs qui n'ont rien à voir avec un raisonnement économique. Le capitalisme est critiquable parce que, quel que soit le secteur où le capital est investi, secteur légal ou secteur mafieux, il fait travailler des êtres humains pour une valeur inférieure à celle qu'ils créent, sans que ceux-ci aient une quelconque maîtrise du surplus.

Quant à la frénésie qui semble s'emparer de boursicoteurs de plus en plus nombreux, elle appelle deux commentaires.

Premièrement, tout le monde ne peut pas vivre de la Bourse puisqu'il ne s'y produit que du vent ; il faut bien que certains produisent réellement pendant que d'autres s'enrichissent en dormant.

⁷⁶ . L'incohérence de la notion de placement éthique éclate dans toute son énormité dans le supplément *Argent* du *Monde*, 9 et 10 décembre 2001. Sous le titre « La gestion éthique l'est-elle vraiment ? », Joël Morio écrit : « Cette vogue suscite cependant des réserves. Ces produits éthiques n'ont pas encore fait la preuve de leur rentabilité par rapport à ceux gérés classiquement. » Le commentaire est un renversement complet de la problématique du titre, ce qui est bien la preuve que « placement éthique » est un oxymoron.

Deuxièmement, si la Bourse exerce une telle fascination, si ce qui s'y passe paraît relever de la magie ou du miracle toujours renouvelé, si le capital y apparaît comme n'ayant d'autre source qu'en lui-même, donc comme l'égal d'un dieu, si le mythe de l'enrichissement sans fin y prend naissance, c'est parce que la promesse de cet enrichissement sans fin représente un ersatz d'éternité pour des êtres voués à une mort certaine. L'éternité promise aux vieux par le truchement de leurs avoirs capitalisés.

L'incertitude radicale de la vie est donc au cœur d'une certitude terrible : la finitude de toute vie individuelle. A long terme nous serons tous morts, disait Keynes. Si l'on se souvient que spéculation vient du latin *speculum* qui signifie *miroir*, on peut dire que ce miroir nous renvoie cette image terrifiante. Le délire de la spéculation financière est donc un cri d'épouvante maquillé en apologie de l'optimalité des marchés.

Dès lors, l'angoisse de la mort trouve un exutoire dans une activité supplétive : s'enrichir en exploitant la force de travail. Le capitalisme est un système cannibale, qui substitue aux rites sacrificiels le prélèvement de la substance d'autrui.

Dans un monde où il n'y a pas de pape, d'ayatollah ou de dalaï-lama capables aujourd'hui de le réenchanter, le veau d'or est la nouvelle religion – l'opium, disait Marx – qui prend le relais. La spéculation fait battre le cœur de ceux qui trouvent plus facile de se projeter dans leurs avoirs que d'essayer d'être. Car la vie, c'est autre chose que l'attrait de la Bourse.

La boursoflure annonce la crise⁷⁷

Le XX^e siècle s'était achevé par la victoire du capitalisme paré de superlatifs grandiloquents : nouvelle technologie, nouvelle économie, nouvelle croissance. Tout était nouveau, tout serait beau. Le XXI^e siècle commence au Nord par la récession, le dégonflement de la bulle financière, la ruine des *start up*, et au Sud par l'appauvrissement des plus pauvres, leur écrasement sous le poids de la dette, toiles de fond du creusement des inégalités, des conflits ouverts ou larvés et du terrorisme⁷⁸.

La crise est systémique

Entre 2000 et 2002, les Etats-Unis connaissent un ralentissement spectaculaire de leur croissance économique qui a contribué à stopper net le renouveau de celle de l'Europe, avant d'entraîner dans la chute la plupart des Bourses. Pendant toute la période précédente de la décennie 1990 qui a correspondu au triomphe des politiques libérales, les hérauts du système nous avaient expliqué que les capitaux libres comme le vent s'investiraient là où ils seraient le plus efficace pour le plus grand bien de tous. Ils nous rassuraient en disant que l'écart grandissant entre, d'un côté, les flux financiers et les valeurs boursières, et, de l'autre, la production et les flux commerciaux, était le signe positif de la déconnexion entre le monde de la finance et celui du travail : nous entrions dans l'ère où les richesses naîtraient du virtuel et ne dépendraient plus de contingences basement matérielles.

Il y avait certes de temps à autre quelques soubresauts : la crise du Sud-est asiatique, de la Russie et du Brésil en 1997-98, et celle récurrente depuis 1982 des pays latino-américains comme le Mexique ou l'Argentine. Mais cela n'était, nous disait-on, que l'indice d'une obéissance insuffisante des pays émergents aux principes d'austérité du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, ou bien la conséquence d'un léger défaut de régulation du crédit à l'échelle internationale ou celle d'une mauvaise gestion par des Etats peu rigoureux, ou encore le résultat des pratiques mimétiques normales des spéculateurs. Quatre explications qui n'en sont pas car elles laissent sans réponse les quatre questions suivantes. Pourquoi les pays élèves modèles du FMI sont-ils le plus durement touchés ? Pourquoi faut-il réguler un marché soi-disant auto-régulateur ? Pourquoi les Etats-Unis dégageant des excédents budgétaires ont-ils été les premiers à entrer en récession ? Et pourquoi la loi de l'offre et de la demande ne calme-t-elle pas la spéculation ?

La crise financière s'enracine dans les contradictions que le capitalisme ne peut jamais résoudre définitivement car elles sont constitutives de sa dynamique. La crise est toujours l'expression de contradictions qui se situent dans la sphère productive et, plus précisément

⁷⁷ . Extrait publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 37, novembre-décembre 2001 (BL).

⁷⁸ . Si les pauvres et les victimes de multiples injustices ne sont pas les terroristes, pauvreté et injustices créent les conditions du terrorisme.

dans les rapports de production. Cela signifie trois choses qu'il faut prendre en compte simultanément.

Primo, le capitalisme est une économie monétaire de production. D'un point de vue macroéconomique, sans création monétaire par le crédit, l'accumulation serait impossible car, au cours d'une période, les capitalistes ne pourraient récupérer en vendant les marchandises produites que les avances faites sous forme de salaires et d'outils de production. A l'échelle globale, pour qu'un profit puisse être réalisé, il faut que soit mise en circulation une quantité de monnaie supérieure à celle correspondant aux avances précédentes. Sinon, les capitalistes ne pourraient transformer en profit la plus-value produite par le travail et donc accroître leur capital. Par le crédit, le système bancaire anticipe le profit monétaire représentant le « travail vivant » approprié par le capital. Il prévalide le travail qui sera reconnu socialement utile par le marché. Le capitalisme ne peut donc se passer de financement pour accumuler.

Secundo, la concurrence oblige les entreprises à investir et accumuler le capital plus rapidement que ne croît l'emploi. Le développement qui s'ensuit voit, à long terme, la production, la productivité du travail et donc les profits, progresser moins vite que l'accumulation du capital parce que seule la force de travail crée de la valeur nouvelle.

Tertio, le crédit permet alors de faire tourner le capital plus vite et de s'emparer des secteurs les plus prospères. Les licenciements attisant la flambée boursière, un apport permanent de liquidité monétaire nouvelle est nécessaire pour pouvoir entrer dans la bulle, participer aux concentrations ou racheter ses propres actions dans le but d'augmenter le taux de rendement.

La monnaie reflète donc la contradiction du rapport social opposant le capital au travail dont il cherche à se débarrasser le plus possible, mais dont il a pourtant besoin pour l'exploiter et en tirer profit : la privatisation progressive de la monnaie et des institutions telles que la Banque centrale européenne qui assurent la régulation de sa création pour le compte des groupes financiers et de leurs actionnaires durcit le conflit pour le partage de la valeur et en même temps lamine la possibilité d'un consensus social minimum nécessaire à la bonne marche des affaires. Ainsi, l'euphorie boursière cesse dès que le système productif rencontre des problèmes d'écoulement des marchandises et que les salariés relèvent la tête.

Le moment de la crise est imprévisible mais sa venue est certaine

Aux Etats-Unis, le taux d'investissement par rapport au PIB est passé de 12,1% en 1991 à 19,5% en 2000, faisant monter le taux d'accumulation du capital (rapport de l'investissement au stock de capital) de 3% en 1991 à 8% par an en 2000. A la fin de cette période, la croissance du PIB atteignait son taux maximal de 4,4% par an, et celle de la productivité du travail le taux de 3,1%.⁷⁹ Le décalage entre le taux d'accumulation et l'augmentation de la productivité crée une tension qui finit par déboucher sur une baisse de la rentabilité, pour peu que les salaires se mettent à croître quand, en fin de période, le chômage faible donne un rapport de forces favorable aux travailleurs. C'est ainsi que, dès 1997, le taux de profit chute aux Etats-Unis (après paiement des impôts, il passe de près de 13,5% en 1997 à 9% en 2001 ; et après impôts et intérêts, d'environ 10% à 5%⁸⁰). Par voie de conséquence, le taux d'accumulation amorce sa chute en 2000, entraînant le pays dans la récession.

Pourquoi l'accumulation du capital n'a-t-elle pas engendré une hausse de la productivité du travail proportionnelle dans toute l'économie ? Parce que la hausse de la productivité concerne avant tout l'industrie et cela se traduit par une baisse de tous les prix industriels.

⁷⁹ . Chiffres cités par M. Husson, « 2001, ou le grand retournement conjoncturel », *Imprecor*, n° 463-464, octobre-novembre 2001.

⁸⁰ . P. Artus, « Karl Marx is back », *Flash*, n° 2002-04, Caisse des Dépôts et Consignations-IXIS, 4 janvier 2002. « Marx est de retour » proclame cet éminent économiste. Etait-il vraiment parti ?

Celle-ci induit une demande sociale de plus en plus tournée vers les services dans lesquels les gains de productivité potentiels et donc de profit sont plus faibles.

Résultat : Marx appelait cela la suraccumulation de capital par rapport aux possibilités de profit qui dégénère en surproduction générale périodique. Cette dernière touche aujourd'hui tous les grands secteurs industriels, les anciens comme l'automobile, ou les nouveaux comme l'électronique. D'où l'effondrement des cours des actions des firmes produisant les téléphones portables ou de celles des télécommunications, et, en même temps, l'évanouissement de la « nouvelle économie ». De septembre 2000 à septembre 2001, l'action Alcatel a baissé de 85%. De mars 2000 à septembre 2001, l'action France Telecom a perdu 85% et l'indice NASDAQ des valeurs des nouvelles techniques a baissé des deux tiers. Les indices globaux ont également chuté depuis le milieu de l'année 2000 : DOWN JONES : - 14% ; CAC 40 : - 36% ; NIKKEI : - 50%.⁸¹

L'évolution récente prouve, s'il en était besoin, que le prix des actions est une anticipation sur le profit à venir, c'est-à-dire sur la plus-value future qui sera extorquée aux travailleurs. Si cette anticipation s'avère tout d'un coup infondée ou démesurée, la bourse craque. Voilà, une fois de plus, notre bonne vieille loi de la valeur de Marx confirmée. Dès que les ménages américains riches qui vivaient à crédit en pensant disposer d'une richesse potentielle énorme s'aperçurent qu'il n'en était rien, leur consommation chuta, précipitant la récession. Le déficit de la balance extérieure des opérations courantes atteignant 450 milliards de dollars (soit 4,5% du PIB) était le signe que le reste du monde finançait l'expansion américaine. La fin de celle-ci risque de ralentir les flux de capitaux vers les Etats-Unis. Les occasions d'investir avec profit se raréfiant, la récession ne connaîtra pas de frontières : après le Japon et les Etats-Unis, l'Europe trébuche, tandis que les pays émergents fragilisés par l'ajustement structurel sombrent. Le capital mondialise sa crise.

Les domaines qui pourraient servir de ballon d'oxygène au profit capitaliste sont les services pour lesquels existe une demande immense, déjà structurée et garantie par une couverture publique : la santé, l'éducation et les retraites. On comprend l'acharnement de l'OCDE, de l'Union européenne et des gouvernements libéraux et sociaux-libéraux, pressés par les lobbies financiers, à libéraliser le commerce des services dans le cadre de l'AGCS préparé au sein de l'OMC, et à légaliser la brevetabilité des découvertes génétiques.

Le capitalisme est un cancer et ses métastases ont une propension à se répandre partout. Sa vitrine boursière est, au sens propre du terme, une excroissance, une boursouflure qui n'enfle que par la ponction opérée sur le travail humain, c'est-à-dire sur la vie, et qui s'éventre lorsque celle-ci est tellement pressurée que le capital doit lâcher du lest, c'est-à-dire du cours boursier.

⁸¹ . Tous ces chiffres ont été pris à la veille des attentats du 11 septembre 2001 sur le sol américain.

Une monnaie pour les cannibales⁸²

Désormais, on compte en euros. La bourse en euros, est-ce que ça change la vie ? Pas vraiment. Surtout la vie de ceux qui, en guise d'euros, n'auront que des zéros. Car l'argent ne sert qu'à ceux qui en ont, et d'autant plus qu'ils en ont.

La monnaie-pouvoir

Tout le monde croit que la monnaie sert à échanger les marchandises. Sans doute, le troc a de gros inconvénients que la monnaie permet d'éviter. Mais cette vision est simpliste. Si la monnaie ne servait qu'à faciliter les échanges, il n'y aurait aucune raison que la quantité de monnaie qui circule ne coïncide pas avec la valeur de la production : on produirait 1000 euros de marchandises et 1000 euros de monnaie circuleraient. Dans ce cas, ni surproduction ni chômage n'existeraient puisque le marché serait automatiquement en équilibre. Si, malgré cela, une crise momentanée se produisait, un peu de flexibilité des salaires ramènerait le plein emploi à condition que la banque centrale stabilise la quantité de monnaie et ne finance pas les dépenses de l'Etat, surtout les dépenses sociales. Vive l'austérité, clament les libéraux. Pourquoi ont-ils tout faux ?

La monnaie sert aussi de réserve de valeur, et de ce fait elle est désirée pour elle-même, comme disait Keynes, en dehors de sa fonction d'échange. La monnaie, qui est un *pouvoir* d'achat, peut être thésaurisée ; elle n'est donc pas automatiquement un *vouloir* d'achat : d'où la possibilité des crises de surproduction et de sous-emploi dénoncées par Marx et Keynes. En pareil cas, pourquoi les autorités monétaires n'émettent-elles pas une quantité de monnaie supplémentaire pour faciliter l'emploi ? La pression des capitalistes s'y oppose : il vaut mieux à leurs yeux un fort taux de chômage qui contraint les salaires à la baisse et maintient le travail en laisse, plutôt qu'une inflation qui rognerait la rente financière. La monnaie stable est un gage de pouvoir. Quel pouvoir ?

La monnaie n'a pas la même signification quand elle est utilisée pour acheter du pain ou de la force de travail. Dans le premier cas, elle est un droit de consommation et elle s'échange contre des biens de valeur équivalente : j'ai 100 euros que j'échange contre un bien qui vaut justement 100 euros. Dans le second, elle est un droit d'appropriation sur la capacité de créer une valeur supérieure à elle-même ; c'est le jackpot : j'ai 100 euros que je verse en salaire à un travailleur qui créera une valeur supérieure. La monnaie a fonctionné comme capital qui grossit mon portefeuille chaque fois que je me livre à cette opération miraculeuse. En cela, elle dissimule le rapport social d'exploitation et d'aliénation du travail, d'une part car elle représente du travail mais dont le fruit a été approprié, d'autre part car, en matérialisant la valeur créée par le travail, elle réduit celui-ci à un acte vénal, le vidant de son caractère créatif. Comme les 100 euros que j'ai versés au salarié lui suffisent à peine pour vivre, il est

⁸² . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 24, avril-mai 1999 (BL).

obligé le lendemain de revenir travailler pour moi et donc m'enrichir. Ainsi, la détention de plus ou moins de monnaie maintient la distance sociale : elle *distingue*, comme disait Bourdieu⁸³, le pauvre bougre de celui qui a des avoirs.

La monnaie-trompe-la-mort

Mais pourquoi suis-je atteint par cette boulimie d'avoir(s) ? Pourquoi cette soif inextinguible d'accumulation de capital qui agite l'humanité, surtout ceux qui ont déjà le plus accumulé ? La volonté de pouvoir ? Mais pourquoi ? L'hypothèse freudienne : l'angoisse de la mort. Posséder, jusqu'à satiété, biens matériels et symboles qui y sont associés rassure en procurant un ersatz d'éternité. Mais le leurre ne trompe pas longtemps les assoiffés. Aussi ne peut-il fonctionner que si la possession de capital est réservée à une frange minoritaire maintenant à distance la plèbe majoritaire. Si j'ai et que tu n'as pas, je suis (ou, du moins, je crois que je suis) plus que toi. Cette soif de capital exprime la tentative désespérée de l'homme de fuir sa condition ou de lui trouver un exutoire. Le spectre de la mort est éloigné et exorcisé par la passion de la richesse assouvie grâce à l'argent. Comme ils sont tous promis au même sort, les angoissés se détendent en prenant la substance de l'autre.

La monnaie est le reflet des antagonismes sociaux et en même temps le moyen de canaliser la violence présente dans les sociétés humaines à l'intérieur de rails à peu près supportables, c'est-à-dire vers cette soif de richesse, exutoire à l'angoisse morbide le plus accessible, et susceptible de dégénérer de façon un peu moins violente que le fanatisme religieux ou la conquête du pouvoir : la monnaie comme substitut aux rites sacrificiels, l'exploitation de l'homme par l'homme comme vestige de l'anthropophagie.

A partir de là, cette conception anthropologique de la monnaie connaît deux variantes contemporaines. L'une, qui est bien représentée par une partie de l'école des conventions (André Orléan) rejointe par une partie de l'ex-école de la régulation (Michel Aglietta), considère que la monnaie est l'acte fondateur de la société⁸⁴. Elle se démarque donc de la théorie classique qui situait cet acte fondateur dans le seul échange entre individus autonomes, hors de tout environnement social, et dans le contrat qu'ils nouent. Elle avance l'idée que la monnaie est une institution sociale qui, de gré ou de force, unifie autour d'elle une communauté dans laquelle s'effectuent les échanges tant économiques que sociaux. Comme cette institution est le fait d'une puissance publique, elle s'impose aux individus, d'où l'idée de la « violence de la monnaie » : la monnaie homogénéise les travaux et les dettes et elle s'impose à tous dans un espace donné. Cette première variante bannit toute théorie objective de la valeur.

L'autre variante, que l'on peut rattacher à la problématique marxienne⁸⁵, continue d'adosser la théorie de la monnaie à la théorie de la valeur parce que le travail est l'acte par lequel les hommes vont nouer des rapports sociaux dans lesquels la monnaie joue son rôle.

Le point commun entre ces deux variantes est que la monnaie est à la fois un bien privé et un bien public, c'est-à-dire qu'elle n'existe que par la société qui édicte règles et conventions réglementant son usage. Usage ambivalent : instrument de lien social et instrument d'exploitation et d'aliénation ; instrument canalisant la violence et l'instituant. La différence entre ces deux conceptions est que, dans la première, la monnaie figure comme une institution sociale traduisant la violence qui s'exerce sur les individus appartenant à une même communauté, mais sans que cette violence soit rattachée aux rapports sociaux d'exploitation et d'aliénation comme le fait la seconde.

⁸³ . P. Bourdieu, *La distinction, Critique sociale du jugement*, op. cit.

⁸⁴ . M. Aglietta, A. Orléan, *La violence de la monnaie*, Paris, PUF, 1982 ; *La monnaie souveraine*, Paris, O. Jacob, 1998 ; *La monnaie entre violence et confiance*, Paris, O. Jacob, 2002.

⁸⁵ . Voir A. Lipietz, *Le monde enchanté*, op. cit.

Les conceptions keynésienne, marxienne et anthropologique de la monnaie sont ignorées par la pensée libérale dominante parce qu'elles mettent en relief sa nature sociale faite de contradictions et non pas d'harmonie universelle. Il n'y a pas de biens privés échangés non médiatisés par le bien public qu'est la monnaie et les individus ne sont pas des Robinsons mais ils sont insérés dans des relations sociales. Pour l'orthodoxie économique, la monnaie est neutre : elle n'affecte pas le niveau de la production, elle a seulement un effet sur les prix si elle est trop abondante, et, surtout, tous les individus sont égaux devant la monnaie. Mais comme l'évidence s'impose même aux libéraux les plus obstinés – la monnaie ne peut être coupée de la société –, alors il faut la neutraliser politiquement, ou plus exactement neutraliser la politique monétaire. Le projet libéral est d'enlever à la puissance publique le pouvoir d'émettre de la monnaie et de confier ce soin à une banque centrale qui n'est soumise à aucun contrôle, qui n'a de comptes à rendre qu'aux détenteurs de capitaux soucieux de ne pas voir leur rente érodée par l'inflation.

L'euro-capital

Quels rapports tout cela a-t-il avec l'euro ? La circulation des capitaux est totale dans le monde ; leurs détenteurs ont ainsi toute liberté pour faire produire et s'accaparer les richesses. Pour pérenniser cette situation, il leur faut contrôler parfaitement les institutions chargées de veiller à l'émission de la monnaie, véhicule de la valeur. Dans un premier temps, les banques centrales avaient été rendues indépendantes des gouvernements démocratiquement élus et placées directement sous la loi des marchés financiers ; dans un second temps, leurs attributions sont concentrées en une seule banque centrale européenne plus facile à manipuler qu'une multitude de banques centrales nationales. Le tour est joué : alors qu'on a amusé la galerie avec la couleur des billets euros et avec les arrondis des conversions, dont tout le monde se fichait, ce qui s'est joué en fait, c'est la mise à mort de la dualité de la monnaie. La monnaie étant à la fois un bien privé et une institution sociale, il s'agit de la privatiser en délégitimant toute intervention politique sur elle. La création de l'euro et de la banque centrale européenne dépolitisée achève le processus de libéralisation de l'économie capitaliste en fixant pour priorité la garantie de la valeur des actifs financiers privés. L'ordre financier règne. Une Europe sociale, pilotée par un gouvernement maîtrisant la monnaie, serait au contraire un danger pour l'accumulation car elle modifierait le partage du gâteau entre travailleurs et capitalistes. Le Traité d'Amsterdam prévoit des sanctions financières pour tout pays qui ne continuerait pas à respecter le principal critère de Maastricht : réduire les déficits publics, donc les dépenses collectives. Alors qu'une monnaie à l'échelle d'un continent aurait pu être un pas vers un peu plus d'unité, l'euro est corseté pour n'être qu'un instrument d'enrichissement privé.

La monnaie confisquée

La monnaie éteint la dette, disent la plupart des économistes. Quelle dette ? La dette privée, répondent-ils. Faux. La dette privée *et* la dette sociale. La monnaie traduit l'insertion de chaque individu dans l'espace économique puisque sa possession permet l'achat de biens et services et sa remise entre les mains du créancier annule la dette à son égard, mais elle reflète en outre deux faits de société. Premièrement, chaque agent économique est un citoyen détenteur de droits (à l'éducation, la santé, la retraite) chèrement conquis : la société rembourse la dette contractée vis-à-vis de tout producteur en le soignant et éduquant ses enfants gratuitement et lui versant une retraite quand il est vieux. Deuxièmement, la monnaie exprime les rapports de forces entre les classes. En niant les droits sociaux, on fige ces rapports, en faveur des forts bien sûr. Et pour nier les droits sociaux, quel moyen plus efficace que de renverser le dernier rempart de la puissance collective – le pouvoir de battre monnaie –

et de remettre ce pouvoir aux mains exclusives de ceux qui ont la bourse pleine d'euros, et la vie vide de sens autre que celui de remplir toujours davantage cette bourse ?⁸⁶

⁸⁶ . Pour un approfondissement, voir J.M. Harribey, « L'ivresse du capital : le virtuel brouille le réel », *Barca ! Poésie, politique et psychanalyse*, « L'utopie du virtuel », n° 15, novembre 2000, p. 7-21.

Robin des Bourses⁸⁷

Puisqu'on ne peut plus frapper monnaie comme l'on veut, frappons le capital. Deux manières : taxer le capital et annuler toutes les dettes publiques. « Ah ! Percé jusques-au fond du cœur d'une atteinte imprévue... ».

C'était promis, juré, la libéralisation du mouvement des capitaux devait apporter le bonheur à l'humanité. Après deux décennies de dérégulation, le fiasco est complet : effondrement des pays en développement, explosion du chômage, de la pauvreté et des inégalités, précarisation du salariat au nord comme au sud de la planète qui, celle-ci, se dégrade sous le coup de pollutions multiples. Désastre social et déflation économique sont frère et sœur, enfants de l'inflation financière, c'est-à-dire de la flambée de la bourse : le prix des actifs financiers monte parce que les salaires sont contraints à l'austérité. « Pour satisfaire ses actionnaires, Sony annonce 17 000 suppressions d'emplois. »⁸⁸ Au secours, Robin des Bourses !

La taxe Tobin

Le principe en fut posé lorsque le système monétaire international fut démantelé après 1971 : le contrôle des changes laissa alors la place au flottement des monnaies. L'économiste James Tobin suggéra de taxer d'un taux faible (0,1 à 0,5%) les transactions de change entre les monnaies de façon à décourager la circulation financière purement spéculative.

Engloutie par la vague libérale des années 1980 et 90, cette proposition revient aujourd'hui, popularisée par l'association ATTAC⁸⁹. Des citoyens se mobilisent pour affirmer leur droit de se réapproprier leur avenir et l'enlever aux financiers. Comment réagissent les autorités ? Le gouvernement français (de gauche) mandate ses experts (de droite) pour soulever mille objections tout aussi factices les unes que les autres.

Olivier Davanne (un expert qui justifie par ailleurs les fonds de pension privés) objecte que « le volume des transactions chuterait considérablement »⁹⁰ avec une taxe de 0,1%. C'est justement ce que l'on cherche. Ce qu'il ne dit pas, c'est que la plupart des économistes acceptent l'idée que la spéculation serait un indicateur de tendance du marché. Mais alors, pourquoi renfloue-t-on les spéculateurs malheureux, tels les arnaqueurs du Crédit Lyonnais ou ceux du LTCM (*Long Term Capital Management*), l'un des plus importants fonds spéculatif

⁸⁷ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 25, juin-juillet-août 1999 (BL).

⁸⁸ . *Le Monde*, 10 mars 1999.

⁸⁹ . Après l'appel lancé par I. Ramonet, « Désarmer les marchés », *Le Monde diplomatique*, décembre 1997.

⁹⁰ . Conseil d'analyse économique, *Instabilité du système financier international*, Rapport d'O. Davanne, n° 14, Paris, La Documentation française, 1998, p. 42. Voir aussi Ministère de l'économie et des finances, *Rapport sur la taxation des transactions de change, la régulation des mouvements de capitaux et sur les conséquences de la concurrence fiscale entre Etats*, Rapport présenté au Parlement en application de l'article 89 de la loi de finances initiale pour 2000, 22 août 2000.

américain ? Si la spéculation est si bonne, pourquoi les spéculateurs n'en supportent-ils pas les risques et les reportent-ils sur les salariés ou les contribuables ? En fait, tous les faux experts expriment le point de vue des capitalistes craignant que leur liberté de faire tourner leur argent à la recherche de gains faciles soit écornée.

Certains esprits chagrins font valoir que la taxe Tobin ne remettrait pas en cause le capitalisme et le principe même de la spéculation. C'est sûr. Mais elle pourrait très bien être intégrée dans un ensemble de mesures visant à taxer tous les revenus du capital, et pas simplement le mouvement de celui-ci, et surtout visant à retrouver la maîtrise sur les banques centrales aujourd'hui inféodées aux puissances financières. Mais pour cela, il faut frapper ces dernières au cœur.

L'annulation de toutes les dettes publiques

« Annuler la dette publique ? Passe encore pour la dette des pays du tiers-monde, mais toutes les dettes, vous n'y pensez pas ! » Si, j'y pense !

Qu'est-ce qu'une dette publique ? C'est la somme de tous les déficits cumulés du budget d'un Etat qui les a financés par emprunts. Auprès de qui ? De ceux qui ont de l'argent à placer en bons du Trésor. Les mêmes qui glapissent après les dépenses de l'Etat, toujours trop élevées quand elles vont vers des services sociaux, sont ceux qui perçoivent des intérêts garantis. Combien ? En France, près de 50 milliards d'euros par an de charge de la dette publique. Autrement dit, plus que le déficit annuel et aussi plus que la totalité de l'impôt sur le revenu. Ceux qui hurlent contre l'impôt progressif l'empochent en totalité. Oui, mais il y a d'autres impôts, comme celui sur les bénéficiaires des sociétés : un peu plus de 20 milliards par an. Et combien les entreprises reçoivent-elles de subventions et d'exonérations de toutes sortes ? Je vous le donne en... 20 milliards !

Parmi les arguments fréquemment invoqués pour critiquer l'accroissement des dépenses publiques qu'il serait de plus en plus difficile de couvrir par de nouvelles hausses des prélèvements obligatoires, on trouve en bonne place l'idée que l'accumulation de déficits publics financés par emprunts dégénère en dette publique croissante qui constitue un fardeau transmis aux générations futures sur lesquelles pèseront les futurs impôts levés pour la rembourser. A vrai dire, s'il y a une dette, il y a simultanément une créance qui est transmise. Dira-t-on qu'il s'agit d'un cadeau de la génération présente aux générations futures ? Ce serait tout aussi simpliste que l'affirmation inverse. En réalité, la dette publique transmise dans le temps n'est dommageable que si son remboursement ultérieur donne lieu à ce moment-là à un transfert des pauvres vers les riches. Si, au contraire, la fiscalité est telle que ce sont les classes riches de la population qui remboursent la dette aux héritiers des... classes riches qui avaient prêté antérieurement à l'Etat, on ne voit pas où est le danger. Celui-ci n'existe que si la fiscalité est redistributive à l'envers, mais on voit bien que le problème ne vient pas alors de l'existence d'une dette mais d'une fiscalité injuste. La détermination avec laquelle les représentants des classes dirigeantes condamnent le recours à l'emprunt public venant grossir la dette ne peut donc s'expliquer que par le fait que les prélèvements obligatoires sont malgré tout redistributifs dans le sens des riches vers les pauvres, même si cet effet est relativement faible dans la plupart des pays.

Par ailleurs, il faut rappeler que la montée importante des déficits publics est postérieure au relèvement des taux d'intérêt qui eut lieu à partir de 1979. La grande classe bourgeoise maîtrisant la finance a voulu cette hausse des taux d'intérêt dans une période de faible rentabilité du capital. Les taux d'intérêt élevés ont alors mis les Etats à genoux. Il ne restait plus à la finance qu'à stigmatiser les dépenses sociales d'Etats... des mains desquels elle percevait une rente !

On insiste donc : il faut annuler toutes les dettes publiques du monde entier parce qu'elles sont l'alibi pour imposer l'austérité aux salariés pendant que les gestionnaires de fonds

s'amuse avec l'avenir de la planète. Quand la crise financière a touché l'Asie en 1997, qu'ont fait ces derniers ? Ils se sont repliés en occident pour acheter des bons publics, des bons de ces Etats si souvent honnis.

Mais comment annuler les dettes publiques ? En théorie, c'est simple comme bonjour : un gouvernement mondial de gauche – pas pluriel, seulement de gauche – annonce qu'aucun intérêt sur la dette ne sera plus jamais versé. Aussitôt, les bons des Trésors publics ne rapportant plus rien, tous leurs détenteurs veulent s'en défaire en même temps et leurs prix s'effondrent. Le gouvernement mondial les rachète pour rien. C'est fini. Les compteurs publics sont remis à zéro et les capitalistes, petits et grands, en sont pour leurs frais. N'ayez pas peur, la terre ne changera pas de sens de rotation. En pratique, c'est plus difficile, mais cette opération a déjà eu lieu partiellement il y a plus de dix ans quand les banques occidentales ont fini par dévaloriser une fraction de leurs actifs détenus sur le tiers-monde.

Oui, mais, rétorquerait un expert, si les Etats faisaient cela une fois, ils ne pourraient plus jamais le faire et surtout ils ne pourraient plus emprunter. Or ils empruntent précisément pour payer des intérêts aux créanciers. L'économie capitaliste, c'est simple, mais c'est complètement absurde. Si l'on annulait la dette, les petits épargnants n'en souffriraient-ils pas ? Tant mieux, il ne resterait plus qu'à augmenter les salaires et réduire les inégalités pour compenser. L'augmentation des bas salaires, c'est encore la meilleure taxe sur le capital. Devenons tous des Robin des Bourses ! Tuer la Bourse, c'est respirer et vivre.

Les sept péchés capitaux des opposants à la taxe Tobin⁹¹

La taxe Tobin est en train de devenir un sujet de débat majeur dans la vie politique française ainsi que dans le monde entier. Ce n'est pas la moindre victoire d'ATTAC et du mouvement contre la mondialisation capitaliste que de l'avoir imposé grâce à une mobilisation partie d'en bas et à un argumentaire de plus en plus serré et cohérent. Et cela, au nez et à la barbe des lobbies financiers, de leurs porte-parole médiatiques ou académiques et de leurs bons et loyaux serviteurs politiques.

Néanmoins, comme la discussion ne peut plus être escamotée, des tirs de barrage de plus en plus nourris sont maintenant dressés pour endiguer une vague citoyenne que les surfeurs sur la vague libérale n'avaient pas prévue. Il nous faut donc relever le défi et répondre point par point aux critiques.

Au début de la décennie 1970, les dirigeants du monde occidental décidèrent de rendre les changes flottants, d'accorder une totale liberté de circulation aux capitaux, et quelques années après, à partir de 1979, ils firent le choix de rétablir la rentabilité du capital en élevant les taux d'intérêt, laissant filer le chômage de façon à inverser le rapport des forces social en faveur du capital. Tobin n'avait pas prévu la deuxième phase de l'opération mais, sitôt la première, avait alerté ses confrères sur le risque accru de spéculation et d'instabilité financière. Il pensait nécessaire de limiter la spéculation et de redonner de l'autonomie aux politiques monétaires. Sa proposition de taxer les transactions de change, tombée aux oubliettes, a resurgi à l'initiative des mouvements populaires comme une forme de résistance aux dégâts de la libéralisation financière.

Le bric-à-brac idéologique

Les travailleurs salariés dont l'emploi a été sacrifié pour que montent les cours boursiers et les citoyens du monde entier à qui l'on a expliqué pendant des décennies que l'on devait se soumettre aux lois du marché peuvent reprendre espoir : la liste des arguments présentés par les opposants à la taxe Tobin forme un bric-à-brac hétéroclite et incohérent. Sept arguments, autant d'erreurs.

Première erreur. Parmi les objections avancées, l'une des premières fut le risque de spoliation. On nous dit⁹² que lorsqu'un dollar est changé mille fois en vue de transactions commerciales et que 0,1% est prélevé à chaque fois, à la fin, un dollar de taxe a été prélevé sur un dollar qui circule. Or il y a eu 1 000 dollars de marchandises réelles produites et

⁹¹ . Texte inédit.

⁹² . D. Cohen, « Les mirages de la "Tobin Tax" », *Libération*, 29 juin 1998.

échangées avec un seul dollar, et parler d'expropriation complète est parler pour dire une sottise.

Deuxième erreur. Les experts du Ministère de l'économie et des finances et du Conseil d'analyse économique⁹³ craignent que la taxe sur les transactions de change ralentissent trop la circulation des capitaux. Dans la bouche des experts, c'est un double aveu : que la taxe serait très efficace et qu'ils ont fait le choix de ne pas toucher à la sacro-sainte liberté de circuler des capitaux : « il paraît impossible de revenir en arrière dans le mouvement de libéralisation financière »⁹⁴. Si la circulation des capitaux ralentissait, la liquidité serait-elle moins grande sur les marchés financiers ? Peut-être, et alors, où est le drame puisqu'on sait que la liquidité et la spéculation vont de pair ? Si la liquidité diminuait, les taux de change seraient-ils plus volatils ? Jusqu'ici, on a surtout vu la volatilité suivre l'envolée de la liquidité. Les experts libéraux redoutent aussi qu'en diminuant les transactions, les opérateurs financiers ne puissent plus aussi bien se couvrir des risques encourus. Or la multiplication des couvertures en chaîne serait diminuée mais pas supprimée, sauf, encore une fois, à croire que l'efficacité de la taxe serait miraculeuse. En revanche, les risques seraient davantage supportés par les spéculateurs eux-mêmes qui auraient moins la possibilité de les reporter sur la communauté internationale.

Troisième erreur. La taxe est accusée de pénaliser l'investissement productif en frappant indifféremment les transactions de très court terme et celles ayant pour objectif un placement à long terme. C'est toute l'astuce de l'idée de Tobin : on n'a pas besoin de les distinguer *a priori*. C'est le spéculateur lui-même qui, par les allers-retours continuels auxquels il procède, signale à l'attention générale sa spéculation que la taxe vient sanctionner. Près de 80% des transactions de change correspondent à des allers-retours effectués en moins d'une semaine, ce qui veut dire au moins 104 transactions en une année. Au taux de 0,1%, la pénalité serait donc de 10,4% par an, de quoi exercer un effet dissuasif car, en temps normal, les gains que l'on peut espérer tirer des variations de change n'ont pas cette ampleur dans un tel laps de temps. Par ailleurs, le Chili libéral de la période post-Pinochet a obligé au cours de la décennie 1990 tous les investisseurs étrangers à déposer sans intérêt pendant un an 30% du placement à la banque centrale. Le contrôle des mouvements de capitaux est donc parfaitement possible comme l'ont encore montré la Malaisie qui est le pays qui s'est relevé le plus vite de la crise de 1997-98, la Chine et l'Inde qui ont mieux résisté que les autres à cette crise. Enfin, les investissements étrangers sont suscités par bien d'autres motifs que l'ampleur des taxes, notamment le niveau d'éducation de la main d'œuvre, la qualité des infrastructures et du tissu économique environnant.

Quatrième erreur. La taxe serait impraticable car elle supposerait l'accord de tous les pays au monde. On admire ce plaidoyer démocratique. Le problème est que 80% des transactions de change concernent les huit premiers pays industrialisés et que 88% se déroulent entre cinq monnaies : le dollar, la livre sterling, l'euro, le yen et le franc suisse. Et, sans doute est-ce un hasard, la plupart des paradis fiscaux entourent ces mêmes pays !

Cinquième erreur. Les techniques de communication modernes gêneraient le repérage des transactions et leur contrôle : la spéculation échapperait ainsi facilement à la taxe. C'est le contraire qui est vrai. Toutes les transactions de change laissent aujourd'hui une trace au sein

⁹³ . Voir chapitre précédent.

⁹⁴ . A. Gauron, « En créant un impôt, il faut savoir ce que l'on veut : générer des recettes ou atteindre un objectif éthique », *Le Monde*, 2 octobre 2001.

des réseaux informatiques que les banques privées ont d'elles-mêmes mis en place⁹⁵ pour pouvoir effectuer les compensations. Aurait-on la possibilité de soumettre à la taxe les multiples opérations sur devises qui se déroulent sur le marché à terme et qui n'apparaissent qu'une fois, à l'échéance ? Une taxe à taux plus élevé spécifique pour les transactions à terme pallierait cet inconvénient. Comment contrôlerait-on les multinationales qui iraient changer leurs dollars contre des euros aux Etats-Unis où ne s'appliquerait pas la taxe et reviendraient ensuite en Europe où elle serait appliquée ? Rien n'interdit d'élargir l'assiette de la taxe à tout mouvement de fonds international, même celui ne se traduisant pas par du change. Et comment empêcherait-on les entreprises et les banques d'instituer des moyens de paiement électroniques privés ? Il existe déjà des accords internationaux⁹⁶ permettant aux banques centrales de refuser l'accès au système de paiement officiel à tout opérateur refusant de se plier à la réglementation. Quand on sait qu'une monnaie privée ne peut exister sans couverture publique, le danger de contournement peut être circonscrit. Mais cela suppose bien sûr que l'autorité publique, nationale et internationale, recouvre la maîtrise des banques centrales que la libéralisation du capitalisme a rendues indépendantes.

Sixième erreur. Il s'agit d'un mouvement coordonné de diversion, organisé par quelques ministres des finances de l'Union européenne. Plutôt que la taxe sur les transactions de change, le ministre français proposa de taxer le commerce des armes⁹⁷. Voilà une bonne idée, que n'y a-t-il pensé plus tôt ! Il y pensa juste avant que son Premier ministre ne parte en Grèce vendre des armes françaises, au grand jour ; que faire alors face au commerce clandestin ? Le ministre belge, après s'être engagé à faire étudier la faisabilité de la taxe Tobin déclara qu'il vaudrait mieux créer une monnaie mondiale unique qui supprimerait de fait toute transaction de change et donc toute spéculation⁹⁸. Chacun sait évidemment qu'il serait beaucoup plus facile de créer une telle monnaie aujourd'hui que d'instaurer une taxe d'un millième sur les transactions ! De qui se moque-t-on ? La palme revint au ministre italien qui suggéra – ne rions pas – une « anti-taxe », sorte de cotisation volontaire des entreprises à des œuvres caritatives ou éthiques⁹⁹. Effectivement, s'il n'y avait plus d'entreprises capitalistes mais seulement des entreprises philanthropiques, le problème serait résolu. Les dits ministres prennent vraiment les citoyens pour des imbéciles.

Septième erreur. Elle confine à la manipulation pure et simple. Les partisans de la taxe Tobin sont accusés de vouloir courir deux lièvres à la fois : lutter contre la spéculation et utiliser le produit de la taxe pour l'aide au développement. Sous réserve qu'elle soit appliquée sérieusement, ou bien la taxe est efficace contre la spéculation et elle ne rapporte rien, ou bien elle rapporte beaucoup parce qu'elle est inefficace et on peut consacrer des sommes importantes à l'aide aux pays pauvres. ATTAC est désignée du doigt et traitée d'irresponsable. Et tous les experts de se gausser de cette contradiction. Or c'est précisément ce que dit l'association depuis le début : l'objectif est de retrouver le plus vite possible une maîtrise sur les flux financiers. Mais comme nous ne sommes pas assez naïfs au point de

⁹⁵ . Le réseau SWIFT (Society for Worldwide Financial Telecommunications) recueille 1000 milliards de dollars de transactions en devises par jour. Et le réseau CHIPS (Clearing House Interbank Payments System) voit passer 95% des transactions interbancaires en dollars. En Europe, le Système européen de transfert express automatisé à règlement brut en temps réel (TARGET, Trans European Automated Real-time Gross Settlement) permet le transfert intra-communautaire des gros paiements. Voir B. Jetin, *La taxe Tobin et la solidarité entre les nations*, Paris, Descartes & Cie, 2002.

⁹⁶ . Les « standards minimums Lamfalussy » du nom du président de la Banque des règlements internationaux.

⁹⁷ . L. Fabius, « Je ne suis pas un "père-la-rigueur" », *Le Nouvel observateur*, 23 au 29 août 2001.

⁹⁸ . D. Reynders, « De bonnes questions sont posées, mais la taxe Tobin n'est pas forcément la meilleure réplique », *Le Monde*, 9 et 10 septembre 2001.

⁹⁹ . G. Tremonti, « Pour une anti-taxe Tobin », *Le Monde*, 12 septembre 2001.

croire que miraculeusement, la spéculation s'arrêterait net, il y aura un produit de la taxe et autant l'utiliser intelligemment, ce que nos adversaires font semblant d'ignorer¹⁰⁰. L'un d'eux va même jusqu'à citer l'écotaxe comme contre-exemple¹⁰¹. Or toute taxe, quel que soit son objet, est frappée de cette difficulté que personne n'a jamais cachée. Un débat s'instaure ensuite pour savoir quel montant de la taxe serait récolté. Les estimations sont très larges car tout dépend du taux de la taxe et donc de l'ampleur des transactions qui subsisteraient. Si la spéculation était par exemple réduite de 20% par une taxe de 0,1%, les transactions diminueraient de 360 000 milliards de dollars à 288 000 milliards par an, et le produit serait de 288 milliards.¹⁰² Et l'on entend dire que les estimations d'ATTAC sont trop élevées¹⁰³. Mais le paradoxe est que l'irréalisme et l'incohérence sont du côté des opposants. Si la taxe est appliquée et qu'elle rapporte peu, c'est que la spéculation a été fortement ralentie. Objectif atteint. C'est nous qui sommes réalistes de penser qu'elle est nécessaire mais qu'elle ne suffira pas, et que donc, hélas, son rendement risque d'être élevé. Bref, on reproche à ATTAC de dire ce qu'elle ne dit pas et de ne pas dire ce qu'elle dit.

Pour une taxe de type Tobin

On en vient au fond du problème. La taxe sur les transactions de change est un début et non une fin. Un début de rerégulation politique pour aller plus loin ensuite : construire un autre monde où la justice primerait sur la finance et la solidarité sur le profit. La fameuse taxe, objet de tant de ressentiments, ne prend du sens que si elle est insérée dans un dispositif plus large qui va de la transformation profonde de la fiscalité pesant sur le capital, à la suppression des paradis fiscaux et du secret bancaire, au contrôle des banques centrales et à l'annulation de la dette du tiers-monde.

La taxe sur les transactions de change peut servir de modèle à une taxe qui porterait sur toutes les transactions financières, et notamment sur les actions, obligations et tous les produits dérivés¹⁰⁴. Alors, une taxe *de type* Tobin applicable en toute circonstance gagnerait en efficacité du fait de sa généralité.

¹⁰⁰ . Jusqu'à J. Tobin lui-même, « Je n'ai rien de commun avec les praticiens de cette révolution contre la mondialisation », *Le Monde*, 11 septembre 2001.

¹⁰¹ . A. Gauron, *op. cit.*

¹⁰² . Sur la base d'une taxe dix fois plus faible (0,01%), H. Bourguinat calcule un produit de la taxe de 28,8 milliards de dollars. L'incohérence est là : la réduction de la spéculation serait indifférente au taux de la taxe [H. Bourguinat, *Finance internationale*, Paris, PUF, 1999, tableau p. 736]. H. Bourguinat se trouve dans la position inconfortable de reconnaître que la libéralisation financière est au service des intérêts des actionnaires tout en croyant que « le capitalisme (y) trouve une compensation » [*op. cit.*, p. 761]. Or, d'une part, macroéconomiquement, la finance n'apporte rien, seules les firmes les plus puissantes captent la valeur créée ; et d'autre part, la libéralisation financière est la forme contemporaine de la crise du capitalisme et de la restructuration qu'il tente. Un certain Marx avait dit des choses à ce sujet que l'on ne trouve pas aujourd'hui dans les manuels de finance.

¹⁰³ . H. Bourguinat, « Taxe Tobin : "Des grains de sable" », *Sud-Ouest*, 26 septembre 2001.

¹⁰⁴ . Voir S. de Brunhoff, B. Jetin, « Taxe Tobin : une mesure indispensable contre l'instabilité financière », in Appel des économistes contre la pensée unique, *Les pièges de la finance mondiale*, Paris, Syros, 2000, p. 183-206. Les auteurs font l'inventaire des produits financiers supports de la spéculation :

Contrat à terme sur devises (*forward*) : les opérateurs s'engagent à acheter ou vendre une certaine quantité de devises à une date et un cours fixés à l'avance.

Contrat de *futures* sur devises : les opérateurs s'engagent à acheter ou vendre une certaine quantité de devises à une date et un cours fixés à l'avance, sur un marché localisé en un lieu précis.

Option sur devises : titre donnant le droit (mais ne l'obligeant pas) à son porteur (l'acheteur d'option) d'acheter (option d'achat) ou de vendre (option de vente) une quantité déterminée de devises à une date et un prix (prix d'exercice) convenus à l'avance, moyennant une prime.

Produit dérivé : actif financier dérivé d'un autre actif (le sous-jacent), actions, obligations, matières premières, taux d'intérêt, taux de change, et qui sert à se prémunir contre les risques liés l'incertitude concernant la valeur future du sous-jacent.

Il n'y a aucune raison de ne pas faire preuve d'inventivité face à l'imagination fertile des financiers. Paul Bernd Spahn a proposé que soit instauré un double taux¹⁰⁵. L'un, très faible lorsque la spéculation est modérée. L'autre, très élevé lorsque des attaques spéculatives brutales se produisent comme celles qui ébranlèrent le système monétaire européen en 1992 et 1993. Sa proposition est intéressante parce qu'elle instaurerait une sorte de tunnel de variation des taux de change autorisée, au-delà duquel le taux de la taxe serait relevé aussi haut que nécessaire pour faire cesser la spéculation. La libéralisation financière a rendu impossible la stabilité et l'autonomie des politiques monétaires nationales ou coopératives dans un cadre multi-national. Sans revenir à un change totalement fixe, la proposition Spahn permet de retrouver une certaine stabilité. De plus, une taxe de type Tobin redonne une marge d'autonomie aux politiques monétaires. Ainsi, avec une taxe de 0,1% appliquée aux transactions de change dont l'horizon est inférieur à une semaine, si le taux d'intérêt national est de 4% par an, la banque centrale peut compenser un écart de taux d'intérêt jusqu'à 11,4 points de pour cent avec l'étranger.

L'idée de double taux et de taux variable peut même être reprise dans le cas où une taxe ne serait appliquée que par un groupe de pays dans le monde. Ainsi, autour de la zone euro pourrait être créée une zone d'expérimentation de type Tobin, avec un taux faible pour les monnaies dont les pays non membres de l'Union européenne adhèrent quand même à la zone de type Tobin, et un taux plus élevé pour les autres.

Les arguments techniques sont une chose. La finalité politique en est une autre. Les adversaires de toute taxe ne s'y sont pas trompés. Ils ont tôt fait de repérer que, derrière la reprise de l'idée de Tobin, contre l'avis même de ce dernier, se profilait la remise en cause d'un système économique dont la finalité était le profit, d'une mondialisation qui menaçait de marchandiser la moindre activité humaine ainsi que toutes les connaissances et les ressources naturelles, et qui, pour y parvenir, avait réussi à imposer depuis vingt ans la liberté totale pour le capital et l'abolition de toutes les barrières au libre-échange qui livre les peuples les plus pauvres à la concurrence sauvage menée par des firmes sur-puissantes.

Ils ont raison. C'est d'ailleurs le seul point sur lequel ils ne se trompent pas. La taxe Tobin n'a d'intérêt que si elle est un outil nous donnant le temps de penser l'après-capitalisme.¹⁰⁶

Swap de change : troc de devises temporaire entre banques qui veulent modifier la structure de leur trésorerie en devises pour se couvrir contre un risque de change.

¹⁰⁵ . P.B. Spahn, « The Tobin tax and exchange rate stability », *Finance and development*, n° 33, juin 1996, p. 24-27.

¹⁰⁶ . Pour un complément sur la taxe Tobin, voir F. Chesnais, *Tobin or not Tobin ? Une taxe internationale sur le capital*, Paris, L'esprit frappeur, 3^e éd., 2000 ; J.M. Harribey, « La taxe Tobin contre le capitalisme financier ? », *Economie et politique*, n° 267-268 (540-541), juillet-août 1999, p. 39-42.

Répartition ou capitalisation : on ne finance jamais sa propre retraite¹⁰⁷

Il y a quelque chose de religieux et de magique dans la fascination exercée par le gain boursier qui apparaît comme le fruit d'un miracle. C'est la multiplication des petits pains d'argent, non plus dans le désert, mais dans la corbeille. A côté de l'appât du gain qui constitue le mobile immédiat, un mythe se forme et devient « tout-puissant » : le mythe de l'enrichissement sans fin, gage d'éternité. Le capital devient un dieu, infini et n'ayant d'autre source qu'en lui-même.

L'éternité promise aux vieux, aux retraités, par le truchement de leur pension. Qui peut résister à cette promesse dont personne n'est dupe mais à laquelle on adhère parce qu'elle rassure et éloigne le spectre de la mort ?

Des savants ignorants

Le Conseil d'analyse économique qui entoure le Premier ministre et le Commissariat Général au Plan ont publié des rapports sur le problème du financement des retraites¹⁰⁸ auxquels la presse a fait écho en y consacrant de volumineux dossiers. Le refrain est connu : le vieillissement démographique posera rapidement un redoutable problème de financement. Osons l'affirmer sans ménagement : ce diagnostic est tronqué et donc totalement faux.

Le point de départ du raisonnement est toujours le même : dans un régime de retraite par répartition les actifs payent pour les inactifs et, compte tenu du raccourcissement de la vie active et de l'allongement de l'espérance de vie, la charge pesant sur les actifs sera toujours plus lourde dans un tel système. Sous-entendu : dans un système par capitalisation, les actifs ne payent plus pour les inactifs. Or, quel que soit le système, les retraites représenteront toujours une partie du produit national de la période où elles seront versées. Les actifs du moment font toujours vivre par leur activité productive les inactifs du moment et l'épargne utilisée aujourd'hui à des fins productives sera récupérée par les épargnants sur le compte de la production de demain réalisée par les actifs de demain. Contrairement à ce qui est suggéré, l'épargne placée dans des fonds de pension n'est pas mise en réserve. Il n'y a pas de congélateur de revenus¹⁰⁹ car le revenu national n'est pas un stock, c'est un flux qui est engendré à chaque période. On ne finance donc jamais sa propre retraite. Un capital placé aujourd'hui ne grossira demain que si un actif travaille demain. Où se situe alors la différence

¹⁰⁷ . Assemblage de quatre textes, le premier publié sous ce titre dans *Le Monde*, 3 novembre 1998, le second dans *Le Passant Ordinaire*, n° 22, novembre-décembre 1998 (JMH-BL), le troisième dans *Politis*, n° 851, 15 mai 2003 (JMH) et le quatrième cosigné avec Pierre Khalfa dans *Politis*, n° 758, 3 juillet 2003.

¹⁰⁸ . Conseil d'analyse économique, *Retraites et épargne*, Rapports de O. Davanne, J.H. Lorenzi, F. Morin, Paris, La Documentation française, n° 7, 1998 ; Commissariat général au Plan, *L'avenir des retraites*, Rapport de J.M. Charpin, Paris, La Documentation française, 1999.

¹⁰⁹ . J. Cassandre, « Retraites : le mirage de la capitalisation », *Droit social*, n° 6, juin 1991, p. 518-521, disait qu'il n'y avait pas de « frigo macroéconomique ».

entre le système par répartition et celui par capitalisation ? Le second système institue des droits de prélèvement sur le revenu national futur différents et donc plus inégaux selon les individus que le premier, l'accès à ces droits se faisant par le biais de capacités d'épargne différentes, les inégalités actuelles préparant ou aggravant les futures. Les auteurs du Conseil d'analyse économique objectent que le rendement du système de répartition est en tendance égal au taux de croissance de l'économie, tandis que celui du système par capitalisation lui est supérieur. Evidemment, cela traduit une évolution du rapport de forces en faveur des rentiers et non l'existence d'une source miraculeusement plus abondante sur le plan macroéconomique.

Cela dit, il reste deux questions : souffrira-t-on dans l'avenir d'insuffisance de richesses ? sinon, que signifient les incantations en faveur des fonds de pension ?

En France, il y avait en 2000 environ 1 actif pour 1,6 inactif. En 2040 il y aura 1 actif pour 2 inactifs. Pour que la charge des inactifs sur les actifs ne s'alourdisse pas économiquement, il faudra donc que la productivité des actifs progresse en 40 ans davantage que ne se détériore le rapport actifs/inactifs, c'est-à-dire $2/1,6 = 1,25$. Cela donne un taux de croissance annuel moyen de 0,56%. Il suffit donc que la productivité individuelle moyenne progresse au moins de ce taux pour que la charge économique sur les actifs *s'allège*.

Si l'on met en rapport les actifs et les seuls retraités, la détérioration est d'un actif pour 0,55 retraité à un pour 0,975, soit 77% en 40 ans ou 1,44% par an. Là encore, il est fort probable que la charge pesant sur les actifs ne s'aggravera pas.

Des savants cyniques

Se rappelle-t-on qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale un agriculteur français nourrissait environ trois ou quatre de ses compatriotes ? Personne ne s'émeut aujourd'hui qu'il en nourrisse quarante ou cinquante, alors que l'agriculture productiviste fait des ravages. Pourquoi alors tant d'inquiétudes au sujet du financement des retraites ? Parce que le moindre changement dans la structure démographique ou dans la manière d'utiliser le temps de vie oblige à repenser régulièrement la répartition des revenus, et cela d'autant plus que la croissance économique serait modérée, car en cas de forte croissance les nécessaires redistributions peuvent être assurées par le surplus de croissance. De plus, il oblige à repenser simultanément les formes de prélèvements (assiette, taux) pour financer les prestations.

La libéralisation des esprits fait son chemin : le projet de société que l'on s'apprête à faire accepter à une population inquiète de son avenir, principalement à cause du chômage, est de partir à la conquête du monde. Telle est la philosophie qui sous-tend les propositions de capitalisation ou de capitalisation rampante : s'accaparer une part plus grande de la valeur ajoutée mondiale par le biais de fonds de pension qui seront alimentés par les actifs du tiers-monde plus jeunes, moins rémunérés et dégageant donc *par leur activité* des revenus supérieurs pour les rentiers, petits et grands, du vieux monde développé. Hier, l'impérialisme consistait à importer des produits primaires ou des matières premières à vil prix. Demain, il consistera à rapatrier des revenus tirés du travail des exploités du monde entier.¹¹⁰ En effet, les *hedge funds* ne produisent rien. Mais les experts du Conseil d'analyse économique et du Commissariat Général au Plan l'ont-ils compris ?

On promet aux personnes âgées la bourse et la vie. Alors qu'il faut choisir entre les deux : la première signifie appropriation privée, la seconde solidarité.¹¹¹

¹¹⁰ . Une semaine après la publication de mon article dans *Le Monde*, un député socialiste confirmait cyniquement mon diagnostic en disant qu'il fallait faire payer nos retraites par les Chinois : J.C. Boulard, « Réflexion faite, oui aux fonds de pension », *Le Monde*, 13 novembre 1998.

¹¹¹ . Pour un approfondissement, voir Fondation Copernic (P. Khalfa, P.Y. Chanu, coord.), *Les retraites au péril du libéralisme*, Paris, Ed. Syllepse, 1999, 3^e éd., 2002 ; J.M. Harribey, « Les retraites face à la capitalisation ouverte ou rampante », *Economie et politique*, n° 550-551, mai-juin 2000, p. 43-48.

Le mauvais choix

Une étape du mouvement social en lutte contre le projet de réforme des retraites s'est achevée. La loi portant réforme des retraites a été votée par le Parlement sans que le gouvernement ait entendu la moindre revendication. Au contraire, l'orientation libérale sort renforcée puisqu'au moins trois dispositions socialement dévastatrices sont entérinées. Premièrement, le principe d'un allongement permanent de la durée de cotisations parallèle à celui de l'espérance de vie est inscrit dans le marbre de la loi. Il va à l'encontre d'une évolution de deux siècles consistant à réduire progressivement la durée du travail pour convertir en temps libre une partie des gains de productivité. Cette décision est d'autant plus absurde qu'elle ne peut avoir aucun effet sur le taux d'activité de la population si l'emploi n'est pas stimulé. Elle ne peut donc se comprendre qu'en relation avec le deuxième objectif du projet Fillon : baisser drastiquement le niveau des retraites. La réforme Fillon aggravera la baisse déjà programmée pour les salariés du privé et la généralisera aux fonctionnaires. Cette baisse est inéluctable puisqu'il sera de plus en plus difficile de répondre aux exigences toujours plus grandes de durée de cotisations (40, 41, 42 ans,...). Le troisième volet du projet complète bien le tableau peint par le MEDEF : développer la capitalisation comme un ver dans le fruit des retraites par répartition puisque celles-ci deviendront insuffisantes. Ainsi, les couches du salariat les mieux rémunérées n'auront plus que l'embarras du choix entre les compagnies d'assurances privées et fonds de pension qui n'attendent que le feu vert pour dévorer avec gourmandise le fromage de la protection sociale.

Le gouvernement et le patronat remportent la première manche. Pourtant rien n'est réglé. Non seulement parce que leur réforme ne résout même pas le problème de leur point de vue : elle ne couvre qu'environ 35% des besoins de financement des régimes de retraites en 2020. Mais surtout parce que le mouvement social du printemps 2003 a remporté une victoire non négligeable pour la suite. Il a imposé un début de vrai débat sur la question que gouvernement et patronat voulaient à tout prix laisser dans l'ombre : le financement des retraites est une question de répartition de la richesse produite et, plus précisément pour l'avenir, c'est une question de répartition des futurs gains de productivité.

On a remporté le débat, on a perdu le combat

Trois sujets de controverse principaux sont nés dans les dernières semaines du conflit social. Le premier porte sur le principe de la retraite par répartition. La retraite est-elle un salaire différé comme l'ont dit Elie Cohen, Jean-Paul Fitoussi et Jean Pisani-Ferry¹¹² ? Si oui, elle s'apparente à une forme d'épargne. Or on ne met pas aujourd'hui de côté les cotisations sociales pour les ressortir demain quand le cotisant arrivera à l'âge de la retraite. Les cotisations sont socialisées et utilisées immédiatement pour payer les retraites actuelles. Le fait que l'on projette dans le calcul des retraites les inégalités de salaires ne suffit pas à faire de la retraite un salaire différé car le prélèvement sera fait sur la production du moment de la retraite et non sur celle du moment de la cotisation. L'erreur commise par les trois auteurs a un corollaire : croire que les travailleurs actifs font vivre les inactifs uniquement dans le cas du système de retraites par répartition ; or le travail – et lui seul – crée la valeur qui est ensuite distribuée en salaires ou prestations et profits, ce qui place d'ailleurs les fonds de pension devant la même évolution démographique que le système par répartition. Dès lors, deux autres facteurs interviennent pour fixer le niveau des retraites : le niveau de la richesse globale et la répartition de celle-ci entre travail et capital. Le problème des retraites ne se résume donc pas à un dilemme intergénérationnel, car celui-ci est conditionné par la manière dont se résout en

¹¹² . *Libération*, « L'illusoire taxation du capital », 12 juin 2003, et « La retraite doit rester un salaire différé », 20 juin 2003.

amont un conflit pour le partage de la valeur ajoutée : celui qui oppose la masse salariale (cotisations sociales incluses) aux profits. Si la part de la masse salariale diminue ou stagne au niveau très bas actuel de 60% de la valeur ajoutée, le conflit de générations n'est que l'avatar d'un conflit qui s'est résolu auparavant au détriment du travail.

Le présupposé du gouvernement Raffarin théorisé par les trois auteurs ci-dessus ainsi que par Charles Wyplosz¹¹³ et Thomas Piketty¹¹⁴ est qu'on ne peut remettre en question le partage entre la masse salariale et les profits que les pouvoirs publics ne peuvent infléchir. Lionel Jospin avait déjà dit quelque chose de semblable sur « l'Etat qui ne peut tout faire ». Or c'est admettre qu'il existe une loi d'airain économique universelle et permanente dont nul rapport de forces ne permet de s'affranchir. Au lieu d'être sociale et politique, l'économie redevient naturelle !

De là vient la seconde controverse. Fondamentalement, augmenter les cotisations sociales « patronales » soit en augmentant leur taux, soit en élargissant leur assiette aux profits, serait contre-productif parce que rapidement « la charge retomberait sur les salariés ». On peut s'étonner que les mêmes auteurs ajoutent aussitôt : « c'est seulement en mettant à contribution les salaires ou les retraites que l'on peut dégager des ressources à la hauteur du problème [des retraites] ». Ce que redécouvrent ces économistes, c'est que tout est toujours à la charge des salariés puisque ce sont eux qui « paient » tout par leur travail. Ce qu'ils veulent continuer à ignorer, c'est que se pose la question de savoir si les salariés peuvent prétendre à maîtriser un peu plus que ce que leur concèdent aujourd'hui les actionnaires et leurs mandataires. Faire contribuer davantage les profits au financement des retraites romprait-il le lien entre masse salariale et retraites et ainsi le pacte intergénérationnel ? On voit bien que si un prélèvement supplémentaire est effectué sur les profits pour financer les retraites, il devient aussitôt partie intégrante de la masse salariale. Donc, un morceau de valeur ajoutée qui n'est plus du profit devient du salaire, en l'occurrence socialisé.

Une fois ce problème politique clarifié, restent les questions techniques. Taxer le capital serait-il « illusoire » comme l'affirment les sociaux-libéraux ? E. Cohen¹¹⁵ fustige cette proposition parce que sa base serait trop étroite pour assurer un financement suffisant : à peine 1% du PIB. En fait, il ne s'en tient qu'aux revenus distribués et refuse de regarder ce qui ce passe en amont, c'est-à-dire lors de la formation de la valeur ajoutée des entreprises. Or, en 2000, l'excédent brut d'exploitation des sociétés non financières représentait 32,6% de leur valeur ajoutée, la formation brute de capital 19,3% dont 14,7% de consommation de capital fixe¹¹⁶. La marge d'action possible sur les profits distribués aux propriétaires du capital et aux créanciers ou bien non affectés à l'investissement productif est d'environ 13% de la valeur ajoutée au sein des sociétés privées. De la valeur réelle et non pas de la bulle financière purement fictive sur laquelle il ne faut compter ni pour payer les retraites ni pour servir d'assiette à une taxe. François Chérèque se trompe quand il récuse toute contribution du capital au motif qu'il n'y aurait pas de « recettes pérennes, susceptibles de garantir les régimes par répartition »¹¹⁷ car il confond la valeur ajoutée et la fiction boursière sur laquelle personne ne mise sauf les chantres de la capitalisation. Quels que soient les aléas de la conjoncture durant les vingt dernières années, la part des profits dans la valeur ajoutée n'a cessé de progresser pour gagner 8 à 10 points de PIB, représentant entre 120 et 150 milliards

¹¹³ . *Libération*, « Retraites : un arbitrage démocratique », 2 juin 2003.

¹¹⁴ . *Le Monde*, « Les riches peuvent-ils payer les retraites ? », 11 juin 2003, et *Libération*, « Le débat confisqué », 16 juin 2003.

¹¹⁵ . *Libération*, « Pour une retraite "durable" », 26 mai 2003.

¹¹⁶ . J.P. Piriou, *La comptabilité nationale*, Paris, La Découverte, 2001.

¹¹⁷ . *Libération*, « Les acquis du texte ne sont pas contestés », 2 juin 2003.

d'euros annuels. Le Conseil d'orientation des retraites¹¹⁸ a donné le coût d'un retour de tous les salariés à 37,5 ans de cotisations : 0,3 point de PIB, soit environ 30 fois moins que le détournement de valeur ajoutée. Le COR a aussi estimé la hausse nécessaire des cotisations à 0,375 point par an, soit 15 points au cours des quatre prochaines décennies, pour éviter l'augmentation de la durée de cotisations et la baisse des pensions, ce qui est largement faisable, même dans le cas d'une croissance économique modérée. De toute façon, pour avoir un même niveau de protection sociale, les prélèvements via les caisses des fonds de pension seraient au moins aussi élevés que ceux passant par la Sécurité sociale.

Les salariés seraient-ils pénalisés au niveau de l'emploi par une hausse des prélèvements qui handicaperait les investissements ? Au cours des deux dernières décennies, les courbes des profits et du chômage ont monté parallèlement pendant que celle de l'investissement stagnait, démentant la croyance en la liaison automatique entre profit et dynamique de l'économie. Ce n'est pas le coût du travail qui élève le seuil de rentabilité au-delà duquel les entreprises décident d'investir, c'est bien plutôt le coût du capital, c'est-à-dire l'exigence de rentabilité sans cesse croissante, qui d'une part élimine des projets d'investissement à long terme et qui d'autre part incite à licencier.

Le troisième grand sujet de controverse porte sur la croissance. Il se décline de deux manières. Tous les économistes bien-pensants ont répandu l'idée selon laquelle les gains de productivité ne pouvaient servir à financer les futures retraites parce que la modification de la composition par âges de la population obligeait, quelle que soit la croissance, à abaisser la part des salaires directs dans la masse salariale et à élever celle des retraites. Ce point est exact, mais la baisse relative des salaires directs n'implique nullement leur baisse absolue. Ainsi, même sous les deux hypothèses défavorables d'une croissance faible de 1% pendant 40 ans (soit une progression totale d'environ 50%) et d'un maintien de la part salariale au niveau faible actuel de 60% de la valeur ajoutée, salaires et retraites individuels pourraient progresser de 31%, soit près de 0,7% par an, c'est-à-dire davantage que pendant chacune des 20 dernières années.

Sous les retraites, la dette sociale et le don

Aussi le raisonnement basé sur le partage équitable des gains de productivité n'équivaut pas à faire un pari déraisonnable sur une croissance économique forte et certainement dévastatrice de notre environnement. De ce point de vue, la défense présentée par Jean-Christophe Le Digou, Nasser Mansouri-Guilani et Pierre-Yves Chanu¹¹⁹ au nom de la CGT face aux économistes sociaux-libéraux est fondée sur une hypothèse de croissance de 3% par an pendant 40 ans qui est aléatoire et surtout dangereuse pour la planète si la croissance n'est pas redéfinie qualitativement. Derrière les retraites se cachent les finalités du travail, la place de celui-ci dans la vie et la qualité de l'emploi pour tous si l'on sait réduire suffisamment le temps de travail. Il n'est donc pas étonnant d'y trouver la manière d'utiliser les gains de productivité : pour les profits ? pour les salaires ? pour le temps libre ?

Le débat sur les retraites fut l'occasion d'une belle leçon d'économie politique, avec en filigrane pas mal de philosophie de la vie. Les retraites par répartition présentent une grande similitude avec le principe du don : « donner, recevoir, rendre ». Celui qui donne n'attend pas de retour équivalent. Ainsi, les cotisations sociales servent à payer les retraites dans l'instant et ne sont pas égales à ce que percevront plus tard les cotisants actuels qui dépendra de la production future. Celui qui reçoit accepte le bienfait sans comparer avec ce qu'il a donné ou bien il rendra sans compter, c'est-à-dire sans comparer avec ce qu'il a reçu.

¹¹⁸ . Conseil d'orientation des retraites, *Retraites : renouveler le contrat social entre les générations, Orientations et débats*, Paris, La Documentation française, 2002.

¹¹⁹ . *Libération*, « Pourquoi réformer la contribution patronale », 20 juin 2003.

En inventant la Sécurité sociale et les retraites par répartition, on a donné une place à une sphère non marchande assumée collectivement et on a réintroduit le paradigme du don exclu par le capitalisme tout en se démarquant radicalement d'une conception charitable de l'aumône faite entre des individus.

Pourquoi les retraites ne se laissent-elles pas voir ainsi ? Parce qu'elles sont victimes d'un paradoxe. La dette transmise de génération en génération par une chaîne ininterrompue de dons prend la forme monétaire puisque les cotisations sociales sont prélevées sur la valeur monétaire ajoutée par le travail et que les pensions sont ensuite, très logiquement, des revenus monétaires. L'outil privilégié de la relation marchande, la monnaie, sert aussi à assurer des rapports non marchands. Il y a de quoi s'y perdre et sans doute faudrait-il réviser les conceptions habituelles de la monnaie en même temps que l'on transformerait les rapports sociaux. Le don – inadmissible au sein du capitalisme – qui transparait dans les retraites doit être considéré comme essentiel à la vie. Il n'est pas sûr en revanche que le capitalisme soit aussi vital.

Quelle (anti-)mondialisation ?¹²⁰

Millau, 30 juin et 1^{er} juillet 2000. Tout y était. Le soleil, l'orage nocturne, la fête, la bêtise d'un réquisitoire et 100 000 personnes. Des paysans, des vrais, prenant le relais de leurs aînés qui, depuis quarante ans, creusaient un sillon, en récoltent aujourd'hui les fruits : une autre agriculture est possible pour bien nourrir les hommes, tout en sauvegardant les ressources rares et les paysages. Le sentiment de contribuer à la reconstruction de la démocratie. Des forums pleins à craquer. Des débats avec un leitmotiv qui est en train d'unifier les luttes planétaires : le monde n'est pas (ne doit pas être) une marchandise. Tout peut donc commencer. Et d'abord, la clarification des enjeux du combat contre la dite mondialisation.

Un processus qui vient de loin pour aller plus loin encore

Si l'on ne précise pas de quelle mondialisation il s'agit, cette notion n'a aucun sens ou, pire, elle est trompeuse. La mondialisation qui est à l'œuvre est celle du capitalisme qui s'est étendu à toute la planète et qui cherche maintenant à s'emparer de toutes les activités humaines qui lui échappent encore comme la santé et l'éducation, ainsi que du patrimoine universel, tel que le génome des espèces vivantes, dont le génome humain. Cette marchandisation du monde est ancienne puisque déjà Marx et Engels l'analysaient et la dénonçaient dans leur *Manifeste communiste* de 1848, mais elle connaît aujourd'hui une accélération sous l'égide de la puissance financière. Parler de mondialisation, sans autre précision, et de lutte contre celle-ci à propos des mobilisations populaires de Seattle, Millau, Gênes et Porto Alegre est donc ambigu, car ce n'est pas un processus d'unification du monde autour de valeurs humaines fondamentales qui serait condamnable, au contraire. Ce qui est rejeté par la Confédération paysanne, ATTAC et beaucoup d'autres associations et syndicats, c'est que ce processus soit réalisé par et pour une seule finalité, le profit maximum, et qu'il se solde par des dégâts sociaux et écologiques considérables et la disparition de tout ce qui fait la qualité de la vie.

Les projets de marchandisation des services publics vont bon train. Les objectifs de l'Union européenne sont sans équivoque : « L'éducation et la santé sont mûres pour la libéralisation. »¹²¹ « Parmi les premiers candidats [à la libéralisation] nous avons identifié le tourisme et les services aux entreprises et les services professionnels ainsi que la distribution. D'autres secteurs, sur lesquels il nous faudrait davantage d'informations, sont la construction, l'éducation, la santé et les services sociaux et les services audiovisuels. »¹²² Les buts de

¹²⁰ . Assemblage de deux textes publiés dans *Le Passant Ordinaire*, n° 30, août-septembre 2000 et *Le Passant Ordinaire*, n° 37, novembre-décembre 2001 (JMH-BL).

¹²¹ . M. Servoz cité par ATTAC (S. George), *Remettre l'OMC à sa place*, Paris, Ed. Mille et une nuits, 2001, p. 67.

¹²² . R. Madelin cité par ATTAC (S. George), *Remettre l'OMC à sa place*, *op. cit.*, p. 68.

l'OMC, qui prépare l'Accord général sur le commerce des services, ne sont pas en reste : « Les avantages les plus significatifs du commerce ne viendront pas de la construction et de la gestion des hôpitaux, mais de la possibilité d'y employer un personnel plus qualifié, plus efficace et/ou moins coûteux que celui qui pourrait être employé sur le marché du travail local. »¹²³ Ou encore : « Dans les services de l'environnement, tel l'enlèvement des ordures, il existe des limites au mouvement des personnes [...] et des exigences de nationalité en ce qui concerne le personnel, qui empêchent les firmes de minimiser les coûts du travail au moyen d'un recrutement international. »¹²⁴ Les lobbies privés poussent à la roue : pour la Coalition des industries de services américains, il s'agit « d'atteindre la libéralisation maximale dans tous les modes de fourniture sur l'étendue maximale de services dans le délai le plus court » et notamment « les services qui n'ont pas encore reçu l'attention qu'ils méritent comme l'éducation et la santé »¹²⁵.

Quelle liberté ?

La controverse sur les bienfaits ou les méfaits des échanges internationaux est vaine si elle reste figée dans l'absolu. Les partisans du libre-échange s'appuient sur une démonstration de l'économiste anglais Ricardo en 1817 : chaque pays a intérêt à se spécialiser dans les productions où il est, relativement aux autres pays, plus productif, et ensuite à procéder à un échange. La collectivité internationale entière y trouve avantage puisque, dans l'ensemble, du travail et des ressources sont économisés. La démonstration est imparable. Mais elle repose sur une hypothèse qui était assez juste à l'époque : le travail et le capital étaient immobiles. C'est toujours largement vrai pour le travail, mais le capital a maintenant toute liberté pour se déplacer et il ne s'en prive pas. Il peut donc aller tirer parti de conditions salariales là où elles sont les plus avantageuses et empêcher que les bénéfices de l'échange se répartissent entre tous les participants comme le concluait Ricardo. Cette répartition équitable est impossible pour au moins trois raisons. La première est que la spéculation sur la variation des taux de change, que la libre circulation des capitaux et le régime des changes flottants facilitent, provoque la fixation de taux qui font s'écarter les prix des marchandises du niveau représentatif de leurs conditions de production. En second lieu, les coûts de transports étant largement sous-estimés par le marché qui ne prend pas en compte les nuisances du transport ni l'épuisement des ressources énergétiques fossiles, les coûts sociaux méconnus sont reportés sur les populations les plus faibles. La troisième raison de l'impossibilité d'une répartition équitable des gains dus à la spécialisation tient à l'échange inégal. Le paysan péruvien qui produit 1 000 kg de blé par an est en concurrence avec l'agriculteur du Middle West qui a une productivité nette 100 fois supérieure. Le prix international du blé se fait sur la base de la productivité américaine et le paysan péruvien a son heure de travail payée 100 fois moins que celle de l'agriculteur américain subventionné puisque son sac de blé contient 100 fois plus de travail que celui de son concurrent.¹²⁶

Comme le mécanisme de flexibilité des prix ne peut jouer son rôle équilibrant, le modèle libre-échangiste de Ricardo, qui repose sur les avantages relatifs, sous-estime grandement les effets des avantages absolus. Si un pays a des avantages absolus dans tous les domaines par rapport à un autre, ce dernier ne bénéficiant que d'avantages relatifs pour telle ou telle

¹²³ . Cité par ATTAC (S. George), *Remettre l'OMC à sa place*, op. cit., p. 61.

¹²⁴ . Cité par S. George, E. Gould, « Libéraliser, sans avoir l'air d'y toucher », *Le Monde diplomatique*, juillet 2000.

¹²⁵ . Cité par ATTAC (S. George), *Remettre l'OMC à sa place*, op. cit., p. 69.

¹²⁶ . Ces chiffres sont donnés par M. Dufumier, « Les agricultures paysannes dans le monde », Actes du Colloque « L'agriculture paysanne en marche » de la FADEAR-Confédération paysanne, 7 et 8 décembre 1998, p. 21-29. L'analyse de l'échange inégal est due à A. Emmanuel, *L'échange inégal, Essai sur l'antagonisme dans les rapports internationaux*, Paris, F. Maspero, 1969.

production sans aucun avantage absolu, le risque est de voir le second pays accumuler les déficits commerciaux et être obligé d'augmenter ses taux d'intérêt, de réduire ses investissements et son activité, tandis que le premier a au contraire les capacités d'accroître ses investissements. Non seulement l'équilibrage automatique des balances commerciales ne se fait pas, mais l'écart de productivité entre les deux pays ne peut que grandir, renforçant ainsi les positions absolues au lieu de les réduire.

Le libre-échange soi-disant porteur d'amélioration du bien-être pour l'humanité n'a donc plus de fondement théorique valable. Les libéraux invoquent alors l'histoire pour montrer que l'extension des échanges dans le monde engendre un supplément de croissance économique et qu'au contraire le protectionnisme est porteur de régression. Or, aucun lien de cause à effet ne peut être établi. Depuis la seconde guerre mondiale, extension des échanges et croissance sont allées de pair, mais sans qu'on puisse dire quel était, de ces deux phénomènes, celui qui était la cause de l'autre. Les pays européens ont démarré leur industrialisation au XIX^e siècle en étant très protectionnistes et en imposant l'ouverture aux autres. Et, à l'inverse, le protectionnisme des années 1930 est une réaction à la crise de 1929 et non une cause de celle-ci ; de même, la récession de 2001 a provoqué la stagnation du commerce.

La théorie du libre-échange est devenue tellement obsolète que les partisans de celui-ci sont devenus en quelques années les chevaliers blancs de l'humanisme en versant des larmes de crocodiles sur les conditions de travail et de salaires imposées aux travailleurs des pays pauvres. Si on les écoutait, il faudrait interdire le dumping social de ces pays, comme si ce n'étaient pas les multinationales originaires de pays riches qui pratiquaient les bas salaires et embauchaient les enfants pour coudre les ballons de football. Mais alors, si une pénalité était imposée aux pays pauvres exportant des marchandises vers les pays riches, les premiers ne pourraient pas utiliser les seuls avantages comparatifs qui sont les leurs : des coûts salariaux plus faibles ou bien un écosystème où poussent facilement coca et pavot. La théorie du libre-échange, non seulement ne correspond pas au monde dans lequel nous sommes, mais est disqualifiée par les maîtres de la mondialisation capitaliste eux-mêmes qui ne veulent ni de la libre circulation des personnes – sauf de celles qu'ils peuvent exploiter – ni de leurs produits. Lors de la réunion de l'OMC à Doha du 9 au 13 novembre 2001, les Etats-Unis, l'Europe et les représentants français des industriels du textile se sont opposés à l'ouverture de leurs frontières aux produits textiles provenant du tiers-monde.

Puisque le libre-échange absolu n'a pas de légitimité fondamentale, peut-on en déduire que l'autarcie en a une ? Il faudrait voir s'il y en a beaucoup parmi nous qui ne prennent jamais ni café, ni thé, ni chocolat, qui ne mangent jamais une orange, et qui n'allument jamais leur téléviseur ou leur ordinateur fabriqués en Asie. Le protectionnisme n'a donc lui non plus aucune légitimité absolue. Cela signifie que le libre-échange ne doit progresser qu'en proportion de la capacité que nous avons à faire en sorte qu'il ne détruise pas les sociétés, les cultures et les savoir-faire humains. A cet égard, la capacité pour chaque peuple de conserver une large autonomie alimentaire est essentielle. En retour, le protectionnisme n'est qu'un palliatif temporaire au manque de coopération et aux inégalités de puissance. Si le monde doit évoluer vers plus de liberté de circuler pour les marchandises et les capitaux, ce ne peut être qu'en subordonnant celle-ci à la liberté humaine et à la mise en place de règles de coopération et non pas de règles organisant la victoire des plus forts sur les plus faibles.

La coexistence dans le monde de paradis fiscaux et d'enfers sociaux n'est pas fortuite. En maintenant des immenses réservoirs de main d'œuvre dans les pays pauvres et en organisant la démolition sociale en guise de refondation dans les pays riches, les grandes firmes capitalistes, agissant dans un espace mondial, tentent de se donner des garanties pour pérenniser une exploitation fructueuse de la force de travail qui est, depuis belle lurette, une marchandise. De ce point de vue, il n'y a pas de « nouvelle économie ». Il revient aux damnés de la terre et aux citoyens du monde de l'inventer.

Sur la mondialisation : les faux débats¹²⁷

Un énorme contresens s'est installé dans le débat public dont la responsabilité incombe en partie aux faiseurs d'opinion qui propagent l'idéologie favorable au système économique capitaliste, mais également aux contestataires les plus radicaux qui se sont enfermés eux-mêmes dans une suite de faux débats. L'évolution économique contemporaine est appelée « mondialisation libérale » tant par ses apologistes que par ses critiques. Ce consensus est un piège redoutable pour ceux qui luttent contre les méfaits de la dite « mondialisation libérale » et qui affirment qu'« un autre monde est possible ». Il repose sur un contresens aussi absurde que pervers : un glissement sémantique a rendu obscure la différence entre capitalisme et libéralisme, la critique du second se substituant à celle du premier, mais au prix d'une contradiction théorique et d'une paralysie politique.

La mondialisation n'est pas d'abord libérale

Qualifier le processus de mondialisation des activités économiques de « libéral » est une erreur. Parce que le libéralisme n'est pas un *système* entendu comme une organisation économique et sociale *concrète*, mais relève du domaine des *idées*. L'erreur est d'autant plus regrettable que le libéralisme présente deux facettes distinctes quoique liées entre elles. Le libéralisme est une philosophie politique qui met l'individu libre au centre de sa problématique. C'est aussi une doctrine économique qui elle-même contient deux volets. Le premier est une justification du capitalisme fondée sur le fait que la propriété privée serait un droit naturel – et non pas circonstanciel et lié à une société particulière, datée historiquement – et qu'ainsi la recherche de l'intérêt individuel conduirait au bien-être général. Il en découle un discours normatif sur ce capitalisme qui constitue le second volet du libéralisme économique : la régulation de la société doit se faire par le libre jeu des mécanismes de marché, hors de toute intervention publique.

Nous avons vu certes à la fin du XX^e siècle se répandre dans le monde entier certains des préceptes libéraux : le libéralisme politique a d'une part été réduit au libéralisme économique, et d'autre part celui-ci a été défini par la seule liberté de circuler pour les capitaux. Le libéralisme économique a pour l'instant incontestablement gagné la bataille des idées dans le monde. Mais cette victoire n'est que la partie visible d'une autre bien plus profonde qui s'enracine dans une réalité matérielle. En dépit de – ou peut-être grâce à – ses crises, le capitalisme, dont l'unique but est la recherche de profit, connaît aujourd'hui une mutation de grande ampleur. Sous l'égide de la finance devenue mondiale, il porte l'exploitation du travail salarié à un point jamais atteint dans la mesure où toutes les activités humaines sont soumises à l'impératif de rentabilité, où la concurrence finit de ruiner toutes les petites productions

¹²⁷ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 36, septembre-octobre 2001 (JMH).

individuelles surtout dans les pays pauvres, et où la privatisation des services publics et des ressources naturelles est programmée par les élites économiques et politiques.

Ce n'est donc pas la régulation de plus en plus libérale du capitalisme qui est la cause des dégradations sociales et écologiques. C'est le système lui-même dont la survie exige pour ses privilégiés que soit portée atteinte aux équilibres sociaux et écologiques fondamentaux. La hausse des cours boursiers suppose des plans de licenciement à répétition et la hausse des dividendes versés aux actionnaires impose que les salaires augmentent moins vite que la productivité du travail. Et les grandes puissances s'approprient à faire de la protection de la nature un nouveau gisement de profit : polluer pour pouvoir dépolluer ensuite et en confier la maîtrise à un marché des droits de polluer.

Elle est capitaliste

Le piège se referme donc. Au lieu de remettre en cause le système capitaliste et, *par voie de conséquence*, sa justification et le projet de ses idéologues libéraux, le combat est dévié et dévoyé vers la seule contestation de la forme libérale de sa régulation. Or, suffirait-il de limiter la spéculation permise par l'ouverture des frontières financières ? Ce serait oublier que derrière la spéculation il y a toujours un renforcement de l'exploitation capitaliste. Si l'on en veut une preuve, on peut la trouver chez les partisans de la régulation du capitalisme. On se souvient qu'un député « de gauche » affirmait qu'il fallait faire payer nos retraites par les Chinois. Une équipe d'économistes bien en vue persiste en signant : « La population à forte épargne des pays développés et vieillissants subirait une baisse de rentabilité de sa richesse financière si elle devait investir exclusivement dans des droits de propriété sur le capital interne. Cependant, l'intégration mondiale des marchés de capitaux lui permet d'investir dans les droits de propriété sur le capital productif des zones où la population active est en forte croissance. [...] Les épargnants des zones riches seront donc mieux rémunérés qu'ils ne le seraient en autarcie. »¹²⁸

Le contresens qui aboutit à substituer le qualificatif de libéral à celui de capitaliste affaiblit le mouvement social car il débouche sur une contradiction : alors que l'on lutte contre le libéralisme, l'exigence du profit capitaliste le fait renaître sans cesse par nécessité d'un discours de légitimation du système et d'une pratique politique pour le mettre en œuvre. La lutte contre le capitalisme englobe celle contre le libéralisme économique mais l'inverse n'est pas vrai. La difficulté politique vient du fait qu'il faut modifier les règles de régulation pour préparer les conditions de la fin du capitalisme et non pour en assurer la pérennité.

Parler de mondialisation et d'anti-mondialisation sans qualification ou sans autre qualification que libérale à la place de capitaliste est un non-sens. L'éloge du mondialisme est bâti sur une hypothèse douteuse qui renoue avec le naturalisme libéral : il existerait des droits humains indépendamment de l'organisation sociale. Mais, à l'inverse, la négation dans l'absolu de l'universalisme de certaines valeurs se fait au nom d'une valeur jugée... universelle : le respect de toutes les cultures. Pour ou contre la mondialisation est le genre de faux débat qui évite le vrai : pour ou contre la marchandisation capitaliste.¹²⁹

¹²⁸ . M. Aglietta, J. Château, J. Fayolle, J. Le Cacheux, V. Touze, M. Julliard, « L'avenir de nos retraites face à la globalisation financière : une exploration du modèle INGENUE », *La Lettre du CPII*, n° 200, avril 2001, in *Problèmes économiques*, n° 2722, 18 juillet 2001.

¹²⁹ . Pour un approfondissement, voir plus loin le chapitre « De l'anti-libéralisme à l'anti-capitalisme ».

Nouvelle économie ou nouvelle idéologie ?¹³⁰

La « nouvelle économie » est née. Elle s'appelle l'économie.net. Elle tombe à pic. Les dégâts sociaux et écologiques du capitalisme de plus en plus libéralisé sont tels qu'il était temps d'accréditer l'idée d'un avenir vraiment radieux. Et voici, pêle-mêle : une révolution informationnelle est en marche, bouleversant les processus productifs au point de promouvoir une production ne nécessitant plus d'avoir recours à la transformation de la matière, la productivité va faire un bond, les richesses vont foisonner grâce à des secteurs nouveaux où les start-up créeront de la valeur à partir de rien, surtout sans travail devenu inutile. Et, bouquet final : le capital a devant lui un espace infini d'accroissement dans lequel tout le monde est invité à prendre sa part via la Bourse ; la lutte des classes est bel et bien morte et enterrée.

« Nouvelle économie », où es-tu ?

Que faut-il penser de cette suite d'énoncés sans preuves, dont le succès est patent mais dont la vacuité peut être aisément démontrée ? *Primo*, la production ne se détache que partiellement de la matière car, pour échanger des informations et faire de la « communication », il faut des ordinateurs, des réseaux électriques et téléphoniques, des câbles sous-marins, des satellites, des fusées, des usines, des bureaux, de l'énergie, etc., et des cerveaux et des bras pour faire fonctionner le tout. *Secundo*, les gains de productivité s'accroissent au-delà de la moyenne uniquement dans le secteur produisant les supports matériels de l'information : ordinateurs et logiciels. Les autres secteurs, utilisateurs de ces supports, notamment dans le tertiaire, n'enregistrent encore que des gains de productivité modestes. Globalement, la productivité augmente moins vite que dans la période d'après-guerre. *Tertio*, faire du commerce via Internet plutôt que par minitel ou par correspondance ou dans un supermarché n'accroît pas la quantité de richesses disponibles et cela ne supprime en rien la matérialité du transport des marchandises jusqu'au consommateur, avec le cortège de camions sur les routes et les naufrages de pétroliers-épaves en prime. *Quarto*, les nouveaux services d'échange d'information ne coûtent pratiquement rien et ils ont donc une valeur nulle ou qui tendra vers zéro ; les capitalistes l'ont tellement compris que la bagarre a éclaté entre eux pour concentrer encore davantage toutes les activités de manière à être en situation de capter la valeur qui continuera d'être créée par le seul travail vivant. Le cours boursier des start-up est du vent, de la fiction totale qui d'ailleurs s'est effritée de jour en jour.

Quant à la croyance que chacun peut s'enrichir à la Bourse, elle fait partie de ces fables qui enthousiasment et anesthésient le peuple. Si le monde entier est devenu capitaliste, tout le

¹³⁰ . Texte en partie publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 33, février-mars 2001 (JMH), en partie à paraître « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/cognitivisme.pdf>.

monde ne peut pas être un capitaliste. Parce qu'une valeur doit être produite par certains avant d'être appropriée par d'autres, et parce que tous ne peuvent simultanément voir leur revenu individuel augmenter d'un taux supérieur au taux d'accroissement du revenu global.

Le discours sur la « nouvelle économie » recouvre donc deux choses à la fois. D'abord, une réalité incontestable : l'évolution des techniques entraîne une transformation des manières de produire à travers le renouvellement complet des équipements, une mutation des objets et des services produits, et un changement dans la manière d'intégrer le savoir et l'information qui deviennent des éléments de plus en plus centraux de la production. Le bouleversement des rapports de forces dans la société n'est pas moindre, mais il est soumis à des éléments contradictoires : d'un côté, se manifeste une tentative d'assujettissement sous de nouvelles formes de la force de travail, de l'autre « le capitalisme cognitif est condamné à devoir vivre avec les acteurs sociaux des réseaux comme le capitalisme de grande fabrique dut s'accommoder des ouvriers »¹³¹.

Le discours sur la « nouvelle économie » recouvre aussi un mythe, voire une mystification : le monde entrerait dans l'au-delà de la nécessité et de la rareté grâce aux vertus d'un capitalisme désormais promis à l'éternité. Ce mythe est largement diffusé par la théorie libérale néo-classique qui domine l'enseignement de l'économie. Mais il trouve également un écho dans un courant qui se revendique de l'hétérodoxie et qui prétend justifier l'abandon simultané des fondements de l'économie politique et des fondements de la critique de celle-ci, telle que l'avait formulée Marx. Regardons-y de plus près.

Quelle critique de l'économie politique ?

L'économie politique naquit à la fin du XVIII^e siècle au moment où la révolution des rapports sociaux permit à la bourgeoisie montante de prolétarianiser une fraction croissante des populations rurales en déshérence pour impulser la dynamique de l'accumulation du capital par le biais du développement industriel. Les fondateurs de l'économie politique que l'on appelle classique, au premier rang desquels figure Adam Smith, crurent découvrir alors des lois universelles et intemporelles gouvernant la production et l'échange de richesses : la propriété privée est un droit naturel, les hommes ont une propension à l'échange, leurs intérêts individuels coïncident avec l'intérêt général et le contrat marchand fonde la société. Ils se trompaient car les lois qu'ils mettaient au jour n'étaient pas naturelles mais sociales et historiques ; en fait, ce ne sont que les lois de l'économie capitaliste : par exemple, la tendance à accumuler le capital qui dégénère périodiquement en crise de surproduction, et la lutte pour la répartition du produit du travail qui oriente le sens de l'évolution de la société.

Cependant, en dépit de leur erreur épistémologique, les classiques eurent le mérite de mettre au centre de l'économie politique le problème de la richesse et de la valeur. En partant d'une idée jadis exprimée par Aristote : les marchandises possèdent une valeur d'usage, par l'utilité qu'elles procurent à leurs utilisateurs, et une valeur d'échange dont le fondement est la quantité de travail nécessaire à leur production. Grâce à cette distinction, ils établissaient l'irréductibilité de la richesse à la valeur : la lumière du soleil, l'air, les services publics et les services rendus dans un cadre domestique ou associatif, constituent des richesses, des valeurs d'usage, sans pour autant avoir de valeur marchande. Certes, ils voyaient cette dernière, que l'on n'allait pas tarder à identifier à « la valeur », comme une propriété immanente du travail concret effectué par le menuisier faisant un meuble ou par le tisserand filant du drap. Marx leur rétorquera justement que la valeur d'échange d'une marchandise ne dépend pas du travail de celui qui l'a produite mais des conditions techniques moyennes de production dans la société et de la rémunération moyenne du capital qu'exigent les capitalistes. Sur le marché capitaliste ne s'échangent donc pas directement des travaux particuliers mais du travail rendu

¹³¹ . Y. Moulner Boutang, « L'âme et la loi », *L'Humanité*, 29 juin 2000, supplément.

abstrait, c'est-à-dire débarrassé de ses caractéristiques concrètes, pour ne se présenter que sous forme de valeur venant grossir le capital. Ainsi, la *possibilité* de la critique de l'économie politique était contenue en elle ; c'est ce qui fait toute sa force et cela suffit à justifier que l'on continue de l'étudier aujourd'hui. La théorie de l'exploitation du travail et donc sa critique radicale et définitive grâce au concept de plus-value de Marx est issue de l'économie politique, tout en constituant le noyau de la critique de cette dernière et, au-delà, de celle du capitalisme. En faisant des rapports sociaux le pivot de l'analyse du capitalisme, Marx sortit l'économie politique de son économisme et de son naturalisme.

Or, aujourd'hui, certains esprits¹³² développent une « critique » qui prétend à la fois dépasser l'économie politique et... sa critique. Quelle est leur thèse ? Les nouvelles techniques introduiraient un nouveau paradigme, c'est-à-dire une révolution conceptuelle qui obligerait à abandonner toutes les catégories que nous utilisons pour analyser le capitalisme. Ainsi, le travail cesserait d'être le centre où se nouent les rapports sociaux capitalistes. Les plus osés allaient jusqu'à dire encore récemment que le travail était en voie de disparition et tous affirment qu'il ne peut plus constituer la substance de la valeur, que la valeur ne peut donc être la forme du travail abstrait, et par conséquent que la quantité de travail ne peut plus en être la mesure. Cela résulterait du passage d'une économie produisant de la matière à partir de la matière et du travail à une économie produisant de l'information à partir de l'information et des connaissances. Dans une telle économie, compteraient les multiples externalités positives qui naîtraient de la mise en réseau et qui constitueraient le nouveau cœur de la création de valeur. Enfin, les classes sociales disparaîtraient puisque la financiarisation de l'économie permettrait à tous d'accéder au bien-être.

La thèse de la fin du travail et du salariat comme réalité objective actuelle a été réfutée ailleurs¹³³. Bornons-nous ici à rappeler que l'augmentation de la productivité du travail qui résulte conjointement de l'amélioration des connaissances et du savoir-faire, du perfectionnement des techniques et de la mise en réseau des systèmes productifs et d'échange, n'infirme pas la théorie de la valeur-travail mais la confirme : au fur et à mesure que la productivité augmente, la valeur des marchandises diminue. Quand bien même le travail requis serait entièrement intellectuel, il n'en serait pas moins du travail, et quand bien même le travail nécessaire à la production diminuerait inexorablement jusqu'à disparition complète, cette théorie serait confirmée puisque la valeur d'échange tendrait vers zéro. Ce que ne comprennent ni les économistes libéraux actuels ni leurs faux critiques, c'est que plus la richesse produite augmente en termes physiques, c'est-à-dire en termes de *valeurs d'usage*, plus la *valeur d'échange* diminue. Pourquoi entrevoit-on la possibilité d'accéder aux logiciels gratuitement ? Parce qu'ils ne valent rien ou presque, ne nécessitant que peu ou pas de travail, ou plus exactement parce que leur conception – véritable travail immense – est amortie sur un très grand nombre de duplications qui, elles, ne coûtent qu'un travail infime.

Mais, comme l'ensemble de la production ne relève pas – on en est sans doute très éloigné – de l'automatisation complète et donc de l'abondance et de la gratuité, la lutte continue pour l'appropriation de la valeur créée par le travail, celui-ci étant loin d'avoir

¹³² . Sans être exhaustif et sans que ces auteurs se rejoignent en tout point, citons : J. Robin, *Quand le travail quitte la société post-industrielle*, GRIT éditeur, 2 vol., 1993 et 1994 ; D. Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*, op. cit. ; R. Passet, *L'illusion néo-libérale*, Paris, Fayard, 2000 ; J. Rifkin, *L'âge de l'accès, La révolution de la nouvelle économie*, Paris, La Découverte, 2000 ; Y. Moulier Boutang, « Refuser la pensée unique de la "valeur-travail" », *Vert Europe*, n° 1, février 1999 ; « Marx en Californie : le troisième capitalisme et la vieille économie politique », Congrès Marx International III, « Le capital et l'humanité », Université Paris X, Nanterre, 26 au 29 septembre 2001.

¹³³ . Voir J.M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; « De la fin du travail à l'économie plurielle : quelques fausses pistes », in Appel des économistes contre la pensée unique, *Le bel avenir du contrat de travail, Alternatives au social-libéralisme*, Paris, Syros, 2000, p. 19-40.

disparu dans le monde. D'abord, la guerre que mènent les détenteurs de capitaux contre l'emploi, les salaires et les conditions de travail bat son plein. En France, de 1988 à 1999, c'est-à-dire pendant la décennie qui a précédé la phase de mise en place des 35 heures, la productivité du travail a augmenté de 28% et le pouvoir d'achat des salaires nets de 2,6%¹³⁴ ; où est passée la différence sinon en profits¹³⁵ ? Ensuite, les concentrations d'entreprises par fusions ou absorptions se multiplient : leurs instigateurs entendent se positionner à la meilleure place pour capter le plus de valeur possible par le biais de prix de monopole bien au-dessus de la valeur des produits¹³⁶ ou tout simplement par le biais de la spéculation sur les plus-values futures.

L'apparence est donc trompeuse : on croit voir poindre de nouveaux secteurs économiques à l'origine d'une source miraculeuse de valeur ajoutée potentiellement infinie. Il n'en est rien : avant même de jaillir, cette source est tarie si elle ne contient en elle aucun travail. Elle ne produira de la valeur que pour autant qu'elle nécessitera du travail. En revanche, si cette production, dont on suppose qu'elle correspond à des besoins, ne requiert que peu de travail, la richesse produite sera proportionnelle à la productivité élevée, tout en n'ayant qu'une valeur faible mais pouvant être vendue à un prix démesuré. Tel est le paradoxe : faible valeur et prix élevé par captation de valeur pour les produits des secteurs dominants, paradoxe dont la levée démystifie la « nouvelle économie ».

« Nouvelle économie », trompe-l'oeil

La « nouvelle économie » représente une modification de l'organisation des rapports de forces entre capitalistes pour permettre à ceux qui sont implantés dans des secteurs très capitalistiques de s'approprier la meilleure part de la valeur ajoutée dans le monde. La financiarisation de l'économie joue un rôle majeur dans le dénouement de ces rapports de forces. Quand l'action Michelin monte de 12% dès l'annonce de 7 500 suppressions d'emplois, les actionnaires anticipent une amélioration du rapport de forces en leur faveur face aux salariés et donc une exploitation du travail supérieure. Quand les financiers se précipitent sur des start-up qui n'ont encore rien créé, qui ne produiront peut-être jamais ni valeur ni richesse, ils parient sur leur capacité à capter ultérieurement la valeur créée ailleurs. S'ils ont le moindre doute à ce sujet, ils désertent, et la vacuité de l'idéologie de la « nouvelle économie » apparaît au grand jour.

Cette idéologie laisse entendre que le marché financier serait devenu le lieu où se créerait la valeur que les actionnaires revendiquent. Mieux, par une sorte de réification, il serait le créateur même de la valeur par la seule vertu de mécanismes auto-référentiels¹³⁷ : la bulle s'enfle parce que tous les spéculateurs croient qu'elle va enfler¹³⁸. Or la bulle n'est rien, sinon le signe de l'accentuation générale de l'exploitation de la force de travail que le système bancaire cautionne par la couverture du risque qu'il assure aux spéculateurs : ainsi, une inflation portant sur les titres financiers s'est substituée à celle portant sur les biens, démontrant que le taux de chômage que les libéraux considèrent comme naturel est celui qui laisse le rapport de forces inchangé entre le capital et le travail. Penser que la création de la valeur aurait une source aussi invisible que miraculeuse, située quelque part dans l'informationnel en tant que tel, indépendamment du travail des « informateurs » et de celui des producteurs de leurs outils, ou bien dans le virtuel boursier, ne pourrait que nous conduire

¹³⁴ . INSEE, *TEF*, 1990 à 2001. Il s'agit des salaires nets à structure constante.

¹³⁵ . Les prélèvements sociaux sur les salaires ont certes progressé mais pas au point de couvrir cette différence.

¹³⁶ . Voir plus haut le chapitre « Hold-up sur la valeur : celui qui ne risque rien a tout ».

¹³⁷ . Voir A. Orléan, *Le pouvoir de la finance*, Paris, O. Jacob, 1999 ; et, pour une critique, J.M. Harribey, « La financiarisation du capitalisme et la captation de valeur », in J.C. Delaunay (coord.), *Le capitalisme contemporain : questions de fond*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 67-111.

¹³⁸ . Voir plus haut le chapitre « Le miroir aux alouettes ».

à nous échouer sur la vacuité de la thèse du capital source de la valeur et de la richesse. On sait combien cette thèse produit de ravages dans les esprits avec la propagande pour les fonds de pension.

Cette idéologie enfin est le masque de la « refondation sociale », véritable entreprise de démolition sociale faite de précarité et de flexibilité dont on peut se demander pourquoi elle semble aussi importante pour un patronat entrant dans l'ère de la si prometteuse « nouvelle économie » : que vaut un discours ne cessant de clamer d'un côté que le travail n'est plus ce qu'il était, c'est-à-dire productif de valeur, et de l'autre qu'il ne faut à aucun prix accorder aux travailleurs une réduction de la durée de leur travail au fur et à mesure que leur productivité progresse, au prétexte qu'on manquerait de... main d'œuvre ? Il n'y a pas, comme certains affectent de le croire, de nouveau mode de production de la valeur et du profit, deux phénomènes qui sont les impensés de la théorie néo-classique et de ses fausses critiques. La seule nouveauté consiste en un approfondissement de la coupure entre travailleurs hyper qualifiés et travailleurs jetables, qui signifie non pas une disparition du prolétariat mais une reproductivité dont l'un des symptômes est que l'ordinateur et le téléphone portable permettent de happer le temps de tous jusque dans la sphère la plus intime.

La fiction de la création de valeur et de la richesse par le biais d'une finance conquérante est une nouvelle figure de ce que Marx appelait le fétichisme du capital qui tente de faire passer le fictif ou le virtuel pour le réel. Or, derrière la façade du virtuel se cache toujours la réalité de l'exploitation. Pendant plus d'un siècle, la question sociale fut posée en termes de propriété des moyens de production que la nation devait récupérer. Aujourd'hui, si la « nationalisation » apparaît comme une solution désuète parce que restreinte au cadre de la nation, cela ne vaut pas quitus pour l'extension des privatisations, et surtout pas pour la privatisation des services publics, du savoir et du vivant. Au contraire des moyens de production traditionnels, le savoir s'approfondit quand il est partagé et il s'étiolé quand il est monopolisé. Tout plaide donc pour repenser les questions de la répartition collective des gains de productivité et de la propriété des biens communs de l'humanité, c'est-à-dire, *in fine*, des rapports sociaux. A ce moment-là, on pourra véritablement parler de nouvelle économie, sans guillemets.

Le capitalisme et le savoir

La thèse de la nouvelle économie fait long feu mais certains théoriciens proches des mouvements sociaux ou même participant à ceux-ci croient déceler une nouvelle forme de capitalisme qu'ils appellent « cognitif ». André Gorz explique dans son dernier livre *L'immatériel* que la connaissance devient « principale force productive »¹³⁹. Et, dans *Empire*, Michael Hardt et Antonio Negri proposent une théorisation des transformations du travail entraînées par le passage à une « économie informationnelle » où prédomine le « travail immatériel », défini comme « un travail qui produit un bien non matériel tel que service, produit culturel, connaissance ou communication »¹⁴⁰. Ces auteurs montrent bien l'élargissement progressif du travail productif à des catégories de plus en plus larges d'activités soumises à l'emprise du capital. Celui-ci poursuit le processus de socialisation du processus de production et donne son plein sens au concept de « travailleur collectif » de Marx. Et le bouleversement apporté par les nouvelles techniques permet au capitalisme de happer le temps de vie du travailleur, non seulement durant son temps de travail, mais aussi hors de ce dernier. Autrement dit, la subordination du travail au capital franchit une étape supplémentaire puisque la reproduction du capital exige la domination de toute la société.

¹³⁹ . A. Gorz, *L'immatériel, Connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée, 2003, p. 13.

¹⁴⁰ . M. Hardt, A. Negri, *Empire*, Paris, Exils Ed., 2000, p. 354-355.

Cependant, la conclusion que tirent Gorz, Hardt et Negri est dénuée de fondement : comme le travail deviendrait de plus en plus immatériel, il ne serait plus la source de la valeur et donc du profit que s'approprie le capital. Valeur et profit naîtraient hors de la production, en amont de celle-ci dans le processus d'accumulation de connaissances. Cette thèse est contestable pour plusieurs raisons qui tiennent au glissement opéré au sujet du travail. *Primo*, la notion de travail immatériel désigne alternativement l'activité et résultat de celle-ci : ce n'est guère cohérent. *Secundo*, concrètement, tout travail est un geste, un acte, qui est toujours matériel et le fait qu'il soit à prédominance manuelle, intellectuelle ou relationnelle n'y change rien. *Tertio*, la définition donnée du travail immatériel est d'un piètre secours pour caractériser par exemple le service de coiffure où le produit est immatériel mais le travail est essentiellement manuel, ou bien encore les services aux personnes où le travail est à la fois manuel et relationnel, et surtout le travail des nombreux techniciens de l'informatique dont la dépense d'énergie et le stress sont tout ce qu'il y a de plus matériel en étant pourtant occasionnés par une tâche essentiellement intellectuelle. On pourrait croire que l'expression de « travail immatériel » est un raccourci commode pour désigner le travail dont le produit est immatériel. Il n'en est rien car les différents auteurs sont là-dessus clairs : le travail immatériel se situe selon eux en amont du travail de fabrication proprement dit, lui-même « envoyé à la périphérie du procès de production ou [...] carrément externalisé »¹⁴¹.

Cette notion de travail immatériel est d'autant plus surprenante chez Hardt et Negri qu'elle revient à nier la catégorie marxienne d'abstraction du travail à laquelle les deux auteurs se réfèrent pourtant, abstraction renforcée selon eux par l'automatisation et l'informatisation¹⁴². Or Marx avait montré que le marché capitaliste valide par la vente d'une marchandise la fraction du travail social qui y est contenue et fait ainsi abstraction des caractères particuliers des travaux singuliers effectués par les producteurs. Le travail des ouvriers produisant des automobiles n'est donc pas moins rendu abstrait que le travail « informationnel » des techniciens de l'informatique lors de la vente des produits sur le marché. Le travail est donc abstrait non par le caractère technique de la production ou par son degré croissant d'immatérialité mais par son caractère social.

Il y a au moins une continuité sinon une cohérence dans les thèses du capitalisme cognitif et de l'« Empire » : au départ est l'évanescence de la loi de la valeur dont découlent la dilution des rapports sociaux et donc celle des classes ; il ne reste plus qu'à théoriser la « multitude », faite d'un ensemble de singularités, appelée à remplacer la classe ouvrière, qui n'aurait eu de réalité que pendant la phase du capitalisme industriel : « La classe ouvrière industrielle n'a représenté qu'un moment *partiel* dans l'histoire du prolétariat et de ses révolutions, au cours de la période où le capital était en mesure de réduire la valeur à la mesure. »¹⁴³ Curieusement, Hardt et Negri font comme s'il y avait encore un théoricien marxiste ou sociologue critique qui identifiait aujourd'hui le prolétariat à la seule catégorie des ouvriers : la définition qu'ils donnent du prolétariat est juste mais n'a plus rien d'original¹⁴⁴. Ils font comme si quelque chose d'autre que la mesure intéressait le capital pour s'accumuler ! Comme si la valeur avait un autre sens pour le capital que celle qui peut se mesurer et l'agrandir ! Hardt et Negri sont victimes de l'ambivalence du terme « valeur » appartenant au registre de l'économie – et donc ici du capital – et aussi à celui de la philosophie, de la politique et de l'éthique quand on parle *des* « valeurs ». Nous voilà donc au cœur de la théorie du cognitivisme : le temps de travail ne mesure plus la valeur ; mieux, la loi de la valeur s'évanouit. Et nous sommes au cœur de la contradiction de cette théorie : parce que les logiciels ont une valeur qui tend vers zéro, ce qui est l'application stricte de l'esprit et la lettre de la loi de la valeur, la loi de la valeur ne

¹⁴¹ . A. Gorz, *L'immatériel*, *op. cit.*, p. 17.

¹⁴² . M. Hardt, A. Negri, *Empire*, *op. cit.*, p. 357.

¹⁴³ . M. Hardt, A. Negri, *Empire*, *op. cit.*, p. 83, 315, 483.

¹⁴⁴ . Voir ce point plus loin dans le chapitre « De l'anti-libéralisme à l'anti-capitalisme ».

fonctionnerait plus ! Bien au contraire, la logique du capitalisme, en poussant le fonctionnement de la loi de la valeur jusqu'à son point ultime, bute sur une difficulté insurmontable : il n'y a plus de valeur appropriable. A ce point, la valeur disparaît mais point la loi de la valeur, sauf à l'infini quand, alors, elle sera devenue totalement sans objet.

Toute apparence de cohérence se dissipe donc quand les théoriciens du cognitivisme mettent bout à bout la disparition de la loi de la valeur et l'omniprésence du travail.¹⁴⁵ La loi de la valeur disparaîtrait mais tout deviendrait travail et donc création de valeur. Le capitalisme serait en crise mais il aurait devant lui un potentiel de valorisation infini. La valeur ne serait plus mais elle serait partout : « toutes les formes de pauvreté sont devenues productives »¹⁴⁶, écrivent Hardt et Negri. Mais de quoi s'agit-il, de quelle valeur parlent-ils ? Veulent-ils entendre que les chômeurs produisent de la valeur pour le capital ? Ce serait difficile à expliquer dans une file d'attente de l'ANPE. Suggèrent-ils que tout acte de vie valorise le capital ? Notre respiration, nos émotions, nos amours, méditations, réflexions, créatrices de valeur ?¹⁴⁷ On est en présence d'une confusion entre création de valeur et conditions de celle-ci ou bien, dans les termes de Marx, d'une mauvaise appréhension de la relation entre forces productives et rapports sociaux à l'intérieur desquels elles agissent. Là réside sans doute une nouvelle forme de fétichisme.

La part grandissante prise par l'accumulation de connaissances dans la constitution et la mise en œuvre des forces productives et notamment dans la formation et l'emploi de la force de travail est un fait indéniable. Mais doit-on en tirer la conclusion qu'un détachement se produit entre l'ensemble des connaissances et l'être humain qui les reçoit, les porte, les enrichit et, ce faisant, « s'enrichit » lui-même ? De deux choses l'une : ou bien Gorz, Hardt et Negri élaborent une nouvelle conception du travail social abstrait qui prend en compte l'importance du savoir dans le processus productif capitaliste, et à ce moment-là il n'y a aucune objection de principe à leur opposer ; ou bien ils récuse le concept de travail social abstrait pour le remplacer par le « cognitif », mais il leur faut, pour le récuser, le déformer complètement en le réduisant à du pur travail manuel, aux antipodes de la conception de Marx. Il semble bien que la deuxième option soit celle choisie par eux¹⁴⁸. Elle a pour inconvénient de fétichiser le savoir en le coupant de la force de travail en dehors de laquelle il ne peut en réalité exister. Qu'est-ce qu'une marchandise qui serait de « la connaissance cristallisée » sans être du travail de haute qualification cristallisé ? Il y a là un mystère ou une contradiction que les théoriciens du cognitivisme ne dépassent pas et ce n'est pas un mince paradoxe de les voir affirmer, et cela à juste titre, que le travailleur « se produit » lui-même.

Les théoriciens du cognitivisme croient peut-être résoudre ce paradoxe en affirmant que le capital cherche à s'approprier les connaissances portées par les travailleurs pour se valoriser. Et Gorz pointe bien la difficulté inhérente à l'appropriation d'un « capital » de connaissances. Il a raison de souligner « la difficulté intrinsèque à faire fonctionner le capital intangible comme un capital, à faire fonctionner le capitalisme dit cognitif comme un capitalisme » ; et d'ajouter : « le capitalisme dit cognitif *est* la crise du capitalisme »¹⁴⁹. La socialisation de la production et de la transmission de connaissances entre en contradiction ouverte avec leur

¹⁴⁵ . A lire attentivement, deux options se dessinent. Pour Gorz, la loi de la valeur disparaît. Pour Hardt et Negri, il ne s'agit que d'un problème de mesure : la valeur est partout mais n'est plus mesurable. D'où la divergence sur l'état du capitalisme (crise pour Gorz, dynamique pour Hardt et Negri).

¹⁴⁶ . M. Hardt, A. Negri, *Empire*, *op. cit.*, p. 204.

¹⁴⁷ . On peut comprendre alors que beaucoup de théoriciens du capitalisme cognitif soient en même temps des partisans d'un revenu d'existence (à la place du plein emploi) qu'ils justifient par ces « nouvelles sources de la valeur ». Si chaque individu a droit de vivre décemment grâce à un revenu garanti, quels que soient les aléas de son existence, ce n'est pas au nom de cette justification économique peu convaincante mais au nom d'une exigence de philosophie politique.

¹⁴⁸ . Voir par exemple A. Gorz, *L'immatériel*, *op. cit.*, p. 33.

¹⁴⁹ . A. Gorz, *L'immatériel*, *op. cit.*, p. 55 et 47.

appropriation privée. Hardt et Negri tirent une conclusion différente : « Pourtant, alors que nous écrivons ce livre et que le XX^e siècle touche à sa fin, le capitalisme est miraculeusement bien portant et son accumulation plus vigoureuse que jamais. »¹⁵⁰ Or, rien n'est moins sûr. Certes, le capital a rétabli les taux de rentabilité devenus défallants à la fin des années 1960, mais par le biais d'un renforcement du taux d'exploitation de la force de travail sans qu'il soit en mesure de relancer une vague d'accumulation importante : l'évolution du taux de profit et celle du taux d'accumulation divergent nettement dans la phase du capitalisme financiarisé.¹⁵¹

Yann Moulier Boutang donne un raccourci saisissant des soi-disant « nouvelles sources de la valeur » : « L'indépendance de la sphère financière a été largement analysée comme un "régime d'accumulation à dominante financière ou patrimoniale". Ainsi, la valeur émerge de la sphère de la circulation monétaire tandis que la sphère de la production industrielle et l'entreprise perdent le monopole de la création de valeur et donc du travail supposé directement productif. »¹⁵² On est bien en présence d'une nouvelle figure de l'illusion de la fécondité du capital. Posons une nouvelle fois la question crûment : si « la valeur émerge de la circulation monétaire », pourquoi les bulles financières finissent-elles toujours par éclater ?

¹⁵⁰ . M. Hardt, A. Negri, *Empire*, *op. cit.*, p. 330.

¹⁵¹ , Voir G. Duménil, D. Lévy, *Economie marxiste du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2003.

¹⁵² . Y. Moulier Boutang, « Capitalisme cognitif et nouvelles formes de codification du rapport salarial », in C. Vercellone (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, 2003, p. 308 ; voir aussi du même auteur : « L'inconditionnalité du revenu comme mutation décisive du salariat dans le troisième capitalisme émergent », *Ecorev'*, *Revue critique d'écologie politique*, n° 7, décembre 2001, p. 23.

Le malade imaginaire ?¹⁵³

« Pourquoi le capitalisme est malade » titrait *Le Monde* du 19 juillet 2002.¹⁵⁴ Après nous avoir, pendant vingt-cinq ans, vanté les mérites du libéralisme économique ou après avoir applaudi à tous les renoncements du social-libéralisme, après être tombée en pâmoison devant la dite nouvelle économie et ses promesses de prospérité éternelle, après avoir frissonné de plaisir devant la montée boursière, la presse bien-pensante s'est retrouvée bien perplexe. Hier, elle soufflait le chaud, aujourd'hui le froid.

Le chaud et le froid

Et, compatissante devant les malheurs de la nouvelle économie, affolée par l'effondrement de la bulle spéculative, un brin moralisatrice face aux scandales et malversations comptables d'Enron, WorlCom, Vivendi Universal et compagnies¹⁵⁵, elle convoque au chevet du malade les meilleurs médecins. Qui sont les bons docteurs pour soigner le capitalisme ? Des capitalistes. Evidemment, il suffisait d'y penser. On n'est jamais si bien soigné que par soi-même. Inutile de fournir la liste des noms des douze patrons¹⁵⁶ consultés par *Le Monde*, un seul suffira : Denis Kessler, Président de la Fédération française des sociétés d'assurances, l'intellectuel du MEDEF. Voici son docte diagnostic : « Le discrédit jeté sur l'ensemble des entreprises est totalement infondé. Tout marché repose sur la confiance et la loyauté. A la marge, il y aura malheureusement toujours des entreprises qui commettront des errements. » On se demande bien pourquoi on fait cas de petites égratignures sur la peau du pachyderme. N'est-ce pas un signe de performance et de vitalité que de voir les PDG des grandes sociétés gagner 200, 500, 1000, 10 000 fois le salaire de base et le gouvernement français décider d'une hausse de 70% du salaire des ministres tandis que le SMIC stagne ? Le reste n'est qu'un ensemble de dommages collatéraux : salariés licenciés, retraités ruinés, Argentins transformés en miséreux par la finance mondiale et Africains affamés par l'austérité doublée de la sécheresse.

Pour faire bonne mesure, un treizième docteur fut appelé : Emilio Gabaglio, Secrétaire de la Confédération européenne des syndicats. « Nous ne sommes pas contre les fonds de pension pour obtenir des retraites complémentaires. Mais il faut prendre garde à trouver un bon équilibre entre la performance et la sécurité des placements. » C'était le treizième homme...

Bref, à les en croire, le capitalisme n'est malade que des escrocs qui entachent sa bonne réputation. Il suffit donc d'éliminer les brebis galeuses ou celles qui sont incontrôlables,

¹⁵³ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 42, novembre-décembre 2002 (BL).

¹⁵⁴ . « Pourquoi le capitalisme doit changer » titrait à son tour *Alternatives économiques*, n° 206, septembre 2002.

¹⁵⁵ . On peut y ajouter maintenant Parmelat, Adecco et Morgan Stanley.

¹⁵⁶ . Pour les curieux, voir *Le Monde*, 19 juillet 2002.

comme Kenneth Lay, Jean-Marie Messier ou Calisto Tanzi. Et ensuite, il faut réformer le capitalisme pour mieux le réguler.

Le capitalisme responsable, mais pas coupable

C'est alors, devant l'incurie des médecins de l'ordre (libéral), qu'entrent en scène les docteurs humanitaires de l'économie pour stigmatiser « la crise du capitalisme patrimonial ». Le capitalisme patrimonial, pas le capitalisme lui-même. Car « les avantages en termes de liquidité et de dispersion des risques qui résultent du développement des marchés financiers, pour tous les acteurs, financiers ou non, sont trop importants. »¹⁵⁷ Donc, « l'heure de la réforme »¹⁵⁸ est venue : il faut renforcer le contrôle des actionnaires, des salariés, des fournisseurs, des collectivités locales sur le big business¹⁵⁹. Mais attention, « il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain »¹⁶⁰ nous assure un professeur de libéralisme. Nous voilà rassurés, l'Europe financière sera préservée : « L'approfondissement du marché unique dans ses différentes dimensions est nécessaire – mais pas suffisant – pour faire émerger ce capitalisme plus équilibré et plus responsable. »¹⁶¹

A la racine de toutes ces fadaïses, il y a la croyance que les marchés financiers sont utiles dans l'absolu, alors qu'ils ne sont utiles qu'au capital. « Les Bourses brident la croissance »¹⁶² se lamente un autre bon docteur. Rien que dans ce titre, il y a deux affirmations contestables. La première est d'inverser la causalité : ce n'est pas parce que la Bourse a chuté que la croissance s'est cassée, c'est parce que les capitalistes ne vendent pas leurs marchandises aussi bien qu'ils l'espéraient que la bulle boursière a fini par éclater. La deuxième est de s'apitoyer une nouvelle fois sur la croissance économique sans s'interroger sur son contenu.

Ou bien on considère que le capitalisme est atteint d'une maladie passagère et somme toute bénigne car ne touchant pas au ressort de son dynamisme bienfaisant pour l'humanité, et alors il faut se pencher sur son cas et le surveiller par une meilleure régulation, comme on le ferait d'un enfant turbulent qui a grandi trop vite. Ou bien on juge qu'il n'est absolument pas malade mais que son comportement exploiteur, prédateur, spéculatif, chaotique est intrinsèquement lié à la recherche du profit, et alors il faut construire patiemment autre chose.

Les remèdes des Diafoirus de l'économie sont dérisoires. A la mesure de leur cécité. Que n'a-t-on pas entendu à propos de la dégringolade de France Telecom consécutive à la faillite d'une stratégie financière basée sur la mythique nouvelle économie ? Introduite en Bourse en octobre 1997 au prix de 27,50 euros, l'action France Telecom a caracolé jusqu'à 219 euros au début de l'an 2000, puis s'est effilochée jusqu'à 10 euros à peine en 2002. Et l'on nous a ressorti le sempiternel refrain sur la richesse « partie en fumée »¹⁶³. Le nouveau St Paul de l'économie, Jean-Marc Sylvestre, converti aux bienfaits de la Sécurité sociale, s'est plaint de « la valeur détruite chez Vivendi ou de celle qui s'est évaporée chez France Telecom »¹⁶⁴. Alors qu'aucune richesse ne s'est évanouie puisque la capitalisation boursière n'est globalement qu'une fiction. Certains ont-ils perdu leur chemise ? Tant mieux ! D'autres (ou les mêmes) n'avaient gagné pendant la longue période d'euphorie que parce que, simultanément, la précarité du travail avait progressé.

La crise financière est le produit logique de la déréglementation, de la liberté de circuler pour les capitaux désormais sans entraves, en un mot de la libéralisation tous azimuts du

¹⁵⁷ . G. Duval, *Alternatives économiques*, n° 206, septembre 2002.

¹⁵⁸ . G. Duval, *op. cit.*

¹⁵⁹ . G. Duval, *op. cit.*

¹⁶⁰ . C. de Boissieu, *Alternatives économiques*, n° 206, septembre 2002, chroniqueur régulier de cette revue avant d'être nommé par Raffarin président du Conseil d'analyse économique.

¹⁶¹ . C. de Boissieu, *op. cit.*

¹⁶² . C. Chavagneux, *Alternatives économiques*, n° 206, septembre 2002.

¹⁶³ . Par exemple, J. Morio, « Après Eurotunnel, France Telecom ? », *Le Monde*, 15 et 16 septembre 2002.

¹⁶⁴ . J.M. Sylvestre, « Le prix d'un été à l'hôpital », *Les Echos*, 25 septembre 2002.

capitalisme actuel. Alors ? Un peu d'éthique et de vertu au royaume du profit ? Cela ne ferait sans doute pas de mal mais cela ne résoudrait rien. France Telecom a un endettement colossal parce qu'elle s'est laissée prendre aux mirages de la « nouvelle économie » en achetant au prix fort Orange et en payant en vraie monnaie et non avec ses propres actions. En voulant jouer sur l'effet d'endettement pour grossir le taux de rentabilité financière sur fonds propres, elle s'est comportée comme une vulgaire entreprise capitaliste.¹⁶⁵ Le capitalisme n'est pas malade, il n'a pas perdu non plus la tête¹⁶⁶, il va jusqu'au bout de sa logique : tout marchandiser sans autre projet pour l'humanité.

¹⁶⁵ . Voir F. Lordon, *Et la vertu sauvera le monde... Après la débâcle financière, le salut par l'« éthique » ?*, Paris, Raisons d'agir, 2003.

¹⁶⁶ . J.E. Stiglitz, *Quand le capitalisme perd la tête*, Paris, Fayard, 2003.

L'économie atypique¹⁶⁷

Connaissez-vous le SRAS ? C'est le Syndrome du Recul Aigu Social. Le virus est parti en 1979 des Etats-Unis qui allaient peu après devenir reaganiens et de la Grande-Bretagne thatchérienne. A l'époque, on n'y prit pas assez garde. Actuellement, les victimes se comptent par milliards.

Les armes de destruction sociale massive

Ce virus s'est rapidement propagé dans toute l'Europe occidentale, notamment par le biais d'agents porteurs que l'on croyait sains et qui se sont révélés positifs : les gouvernements de gauche ou prétendus tels. Au même moment, des économistes plus fous que savants élevaient dans les laboratoires du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale des quantités astronomiques de germes pathogènes qu'ils placèrent ensuite entre deux chèques-cadeaux dans les pays pauvres à la recherche de crédits. Les savants fous nommèrent ces armes de destruction sociale massive « plans d'ajustement structurel ». Les ravages furent nombreux mais ils étaient attendus. Effets directs de la baisse imposée des dépenses sociales et des dépenses publiques, on enregistra une hausse de la mortalité infantile et un recul de la scolarisation, surtout des filles, en Afrique. Et le chef d'œuvre du FMI fut l'Argentine qui avait appliqué à la lettre ses directives : privatisations, suppression du système de retraites par répartition, parité fixe du peso contre le dollar. Le résultat fut une crise sociale d'une ampleur inégalée et qui fit reculer l'Argentine de quasiment trois quarts de siècle.

Satisfaits de leur bilan, les experts en démolition exportèrent en Russie et dans les pays libérés du joug stalinien leurs découvertes où elles firent merveille : auparavant, les habitants de ces pays avaient des droits sociaux mais pas de droits politiques ; aujourd'hui, ils n'ont plus de droits sociaux mais ils ont le droit d'élire un Eltsine ou un Poutine.

Cependant, la dissémination des virus détruisant les tissus sociaux comportait aux yeux des savants terroristes un gros défaut : elle était parcellaire, elle manquait de cohérence d'ensemble et elle se heurtait ici et là à des résistances sporadiques mais toujours sources d'inefficacité. Aussi fut imaginée une gouvernance mondiale pour accomplir le saut décisif qui rendrait impossible tout retour en arrière vers des systèmes sociaux plus hospitaliers dans les pays où les conquêtes sociales avaient été nombreuses au cours du XX^e siècle et qui interdirait à jamais tout bond en avant dans les pays où ces conquêtes n'avaient pu encore être obtenues. L'Organisation mondiale du commerce est donc née en 1994 pour marchandiser ce qui ne l'était pas et pour libéraliser ce qui était maîtrisé par la collectivité. Mission lui fut donnée d'introduire le virus de destruction sociale dans deux secteurs épargnés jusqu'alors par cette maladie : les services publics et la protection sociale.

¹⁶⁷ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 45-46, juin-septembre 2003 (BL).

Le virus est prescrit par ordonnance : l'Accord Général sur le Commerce des Services

En 1998, grâce à une mobilisation citoyenne, l'Accord multilatéral sur l'investissement qui était secrètement négocié au sein de l'Organisation de coopération et de développement économique fut rejeté. L'OMC prit alors le relais et ouvrit un cycle de négociations entre les pays membres pour abolir définitivement toute entrave au commerce international, non seulement au commerce des produits de l'industrie et de l'agriculture, mais aussi des services, largement dispensés encore sur une base nationale.

L'AGCS est un accord-cadre, c'est-à-dire qu'il ne comporte pas de limite, ni dans sa durée, ni dans son champ d'application. Son principe est de propager indéfiniment le virus, sans marche arrière possible, tel un cliquet. L'article 1 de ce traité stipule que les services « comprennent tous les services de tous les secteurs à l'exception des services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental ». On pourrait croire ainsi l'éducation et la santé publiques à l'abri du virus libéral. Non, car le traité précise aussitôt qu'« un service fourni dans l'exercice du pouvoir gouvernemental s'entend de tout service qui n'est ni fourni sur une base commerciale ni en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs de services ». Comme il existe déjà des écoles et des cliniques privées, les secteurs publics de l'éducation et de la santé sont menacés et à terme condamnés.

Les négociations au sein de l'OMC sur l'AGCS se déroulent en plusieurs étapes : l'incubation, la contagion et la destruction. Pour l'instant, ça incube. De février 2000 à juin 2002, chaque pays a exprimé à ses partenaires ses demandes d'ouverture de services à ses propres entreprises. Les Etats-Unis réclament que leurs multinationales aient accès partout dans le monde et surtout en Europe aux services financiers, à la communication et à l'éducation, notamment à l'Université et dans la formation continue. L'Europe demande aux Etats-Unis de lui ouvrir les services postaux, la distribution de l'eau et l'accès aux nappes phréatiques, la gestion des déchets, le transport et l'énergie. Les pays avaient ensuite jusqu'au 31 mars 2003 pour indiquer les secteurs dans lesquels ils étaient prêts à offrir leurs services à la concurrence étrangère. Le négociateur européen Pascal Lamy a juré ses grands dieux avoir exclu de ses offres l'audiovisuel, l'eau, la santé et l'éducation. Mais il a fait silence sur la recherche qui sera le cheval de Troie du virus libéral à l'intérieur de l'Université, en raison de la réduction des crédits publics à la recherche.

Le virus s'attaque à la protection sociale car elle crée trop de sécurité

La santé et les retraites coûtent cher. Surtout dans les pays où elles sont prises en charge par la collectivité : en France, environ un quart de toute la valeur ajoutée produite annuellement. Les apprentis sorciers de l'économie ont donc décidé d'inoculer le virus de destruction au sein de la protection sociale. Est-ce pour que les gens se soignent moins et meurent plus tôt ? Non, les Frankenstein ont quelque chose d'humain. Ils veulent simplement réduire la part de la protection qui est socialisée et augmenter celle que pourra récupérer le capital. Alors, quand la santé et les retraites seront privatisées, on n'entendra plus dire qu'elles coûtent trop cher ; au contraire, elles seront devenues par enchantement des bienfaits d'autant plus grands que l'on consommera beaucoup de médicaments et de journées d'hospitalisation. Pour l'instant, elles sont vouées aux gémonies : la sécurité sociale porte trop bien son nom, déplore le FMI.

Mais comment justifier devant la population la destruction de la santé publique et des retraites par répartition ? C'est tellement simple que ça peut même germer dans la tête d'un Premier ministre grand communicateur : *on appelle remède le poison et poison le remède*. Et, pour ne pas laisser le temps de réfléchir, on procède par slogans.

« Si l'on ne les réforme pas, les retraites sont condamnées ». Condamnées par cette réforme à voir s'envoler la richesse produite croissante.

« Il faut faire un effort partagé ». Partager la pénurie de la masse salariale tandis que les capitalistes ont le droit de s'approprier tous les surplus de croissance.

« C'est la seule manière de préserver le montant des retraites ». Elles diminueront de 20% en 2008, 30% en 2012, etc. Car elles seront amputées deux fois : par la diminution de la valeur de chaque annuité (par exemple, pour les fonctionnaires : 1,875% du salaire au lieu de 2% dans le cadre des 40 ans de cotisations) et par la décote pour chaque année manquante (3%, puis bientôt 6%). C'est la double peine, disent les responsables socialistes tout en approuvant le passage à 40 ans. Et ça, c'est le baiser de Judas.

« L'égalité des retraites du privé et du public est une mesure d'équité ». Les Français sont déclarés tous égaux en 2003 après avoir été discriminés en 1993.

« Il faut allonger la durée de cotisations pour augmenter le taux d'activité de la population. » Sans qu'il y ait un emploi de plus, ce sera les jeunes au chômage et les vieux au boulot.

« Il faut augmenter la durée du travail », disaient les maîtres des forges et des mines au XIX^e siècle, les chefs des 200 familles en 1936 et leur digne héritier en 2003, le Baron Seillière qui prêche « la France au travail » pour nourrir le capital.

« Les Français seront libres de compléter leur retraite avec leur épargne capitalisée ». Pour ceux qui ont zéro, zéro rapportera zéro. Pour ceux qui ont beaucoup de zéros précédés d'un chiffre non nul, ça rapportera beaucoup de zéros précédés... Et d'où viendront les zéros précédés... ? Du travail de ceux qui ont zéro.

« On ne peut pas augmenter les cotisations sociales versées aux caisses de la Sécurité sociale car les prélèvements obligatoires sont déjà trop élevés. » Mais on peut augmenter les primes versées aux compagnies d'assurance et aux fonds de pension en souscrivant à des plans de retraites par capitalisation. Comprenez qui pourra.

Nous sommes dans une économie atypique. Le capitalisme a besoin de détruire pour s'étendre. Il a besoin de s'étendre pour durer. Il n'y a qu'un seul antidote à la contagion par le SRAS, Syndrome du Recul Aigu Social : la grève générale. Au printemps ou plus tard, mais n'attendons pas trop. Plus la contagion se répand, plus la destruction risque d'être massive. « Ce n'est pas la rue qui gouverne » a tonitrué Raffarin : en plus d'être le contaminateur principal du virus libéral dans notre pays, il ignore tout de l'Histoire de France.

Depuis le début, le fil rouge est : il faut choisir entre notre vie ou l'accumulation de capital. Avec le SRAS, c'est plus vrai que jamais.

Le vice et la vertu appliqués au marché¹⁶⁸

L'Erika a fait naufrage parce que sa coque était rouillée¹⁶⁹. Malgré cela, son propriétaire avait armé ce bâtiment car il lui rapportait un profit. Totalfina l'avait affrété parce qu'il lui coûtait moins cher. Les organismes de contrôle avaient déclaré conforme cette épave pour ne pas troubler les relations commerciales entre l'armateur et le pétrolier. On ne trouble pas des relations commerciales parce que le commerce apporte des mœurs douces, comme disait Montesquieu. Ce que ne disait pas celui-ci, qui avait pourtant de l'esprit, c'est que la loi du capitalisme était dictée par le marché et non par la démocratie.

La loi du capitalisme signifie simultanément plus de profits et plus de chômage, plus de gadgets et moins de soins de santé, plus d'automobiles et moins d'air pur, plus de nourriture industrielle infecte et plus d'affamés sur terre, plus de porcs invendables et moins d'eau potable, bref, plus de croissance économique mais pas plus de bien-être.

La croissance économique n'apporte pas nécessairement un mieux-être parce qu'elle mesure surtout ce qui est produit pour être vendu, c'est-à-dire les marchandises, utiles ou pas, propres ou polluantes, peu importe, tout fait argent. Mais le gouvernement français est très soucieux de réparer les dégâts de plus en plus nombreux de la marchandisation du monde. Aussi, s'est-il réuni en séminaire pendant l'hiver 2000 pour débattre d'une grave question : peut-on confier au marché le soin de protéger l'environnement et de lutter contre l'effet de serre ? Le capitalisme polluant parce qu'il juge la nature non rentable, le marché peut-il alors imposer au capitalisme le respect de la nature ? Le chat aimant les souris, peut-on demander au chat de protéger cette espèce ?

Oui, a répondu le gouvernement français : la France accepte que soient mis sur le marché des droits (ou des permis) de polluer dans le but de... réduire la pollution. On regarde à gauche, à droite (surtout), on veut comprendre.

J'externalise, tu internalises...

La détérioration de l'environnement ne peut plus être ignorée même par ceux qui s'endorment en remerciant le capitalisme de tous ses bienfaits. Mais comment expliquer que ce système aussi parfait, qui devait conduire l'humanité à l'optimum social, engendre des « dommages collatéraux » ? Réponse officielle : les prix qui se forment sur le marché ne tiennent pas compte des effets négatifs (externalités) parce que la pollution ne figure pas dans les coûts de production des industriels : le prix du porc ne contient aucune contrepartie de la pollution des nappes phréatiques. Que faire ? Réintroduire (internaliser, disent les

¹⁶⁸ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 28, mars-avril 2000 (BL) et dont des passages figurent également dans un autre texte : J.M. Harribey, « Economie et écologie », in ATTAC, *Une économie au service de l'homme*, Paris, Ed. Mille et une nuits, 2001, p. 221-248.

¹⁶⁹ . Depuis lors, nous avons eu droit au naufrage du Prestige.

économistes) le coût de la réparation du dommage dans les coûts de production et les prix. Comment ? Deux moyens. Le premier est d'imposer une taxe en vertu du principe du pollueur-payeur. Enfer et damnation, qu'avez-vous dit : un impôt de plus ? Le deuxième moyen est de créer un nouveau marché (une bourse !) sur lequel les entreprises échangeraient des droits de polluer émis par les autorités nationales ou internationales : les entreprises qui n'atteindraient pas le quota d'émission de gaz à effet de serre autorisé revendraient une partie de leurs droits à celles qui dépasseraient le quota. Le marché coupable d'avoir négligé la nature retrouverait sa vertu en répartissant au mieux sur la planète les droits de polluer.

... et il retrouve son air pur ?

Faisons confiance aux experts, ils ont dans leur sac à malices des raisons à avancer pour justifier le marché des droits de polluer. Une raison « théorique » et une raison « éthique ». Que dit la théorie économique orthodoxe ? Dans un système de concurrence fonctionnant sans entrave, les agents économiques échangent biens, services et permis de polluer jusqu'à ce que plus aucun n'y trouve avantage sans nuire à un autre. Donc tous sont satisfaits et, miracle du marché, la collectivité aussi puisque celle-ci est définie par hypothèse des experts comme la simple addition des individus. Mais comment diable le marché n'avait-il pas produit spontanément la pollution zéro ? Ça ne s'invente pas : à cause de l'absence de propriété privée sur les biens naturels. En instaurant des droits de propriété sur l'atmosphère, les océans, le climat (sic), leurs propriétaires sauront les préserver. Mais comment privatiser l'air ? La trouvaille consiste à créer des droits d'utilisation au travers de droits de polluer qui équivalent à des droits temporaires de propriété. On frémit à l'idée que Vivendi pourrait s'emparer de l'air après l'eau. On cherche la faille dans ce raisonnement pour pouvoir... respirer. La voici.

Il faudra que ces droits de polluer aient un prix. Ce prix, comme tout prix, est relatif à d'autres prix. Prenons deux biens : un livre qui vaut 20 euros et une bouteille de bordeaux qui vaut 10 euros. La théorie économique orthodoxe affirme que si ce prix relatif se fixe à deux contre un, c'est parce que la satisfaction retirée de la lecture d'un livre supplémentaire est deux fois plus grande que celle retirée de l'absorption d'un frontignan supplémentaire. Ce qui implique de pouvoir *mesurer* l'utilité respective de la lecture et de la boisson. Or c'est impossible. Comment, *a fortiori*, mesurer l'utilité de l'air, celle du climat, etc. ? L'utilité des ressources indispensables à la vie étant incommensurable, elles ne sont pas du ressort de l'économie, et la seule chose qu'on pourrait dire de leur « valeur » est qu'elle est infinie. Toute justification économique de leur appropriation est donc une imposture intellectuelle. Les ressources naturelles indispensables à la vie ressortissent à des valeurs qui se situent dans l'ordre de l'éthique, du politique ou de l'esthétique.

Oui, mais, rétorquent les mêmes experts, l'absence de droits de propriété est pire que leur présence puisque tout le monde peut polluer sans restriction. Exact. Que répondre à ce dilemme ? Premièrement, ils confondent absence de propriété et propriété collective et en prônant la privatisation des biens collectifs, ils ouvrent un nouveau champ à l'accumulation du capital par la dépollution de ce qui aura été pollué auparavant. Deuxièmement, quand il n'y a pas de solution du côté de l'économie, il faut en chercher du côté de la politique, c'est-à-dire de la démocratie. Seul le débat démocratique peut faire reculer le tout nucléaire, le tout camion, le tout McDo, le tout pour les uns et rien pour les autres. Le marché ne peut pas conduire à une solution collective optimale et la préservation des conditions de la vie sur la terre sera le fruit d'une construction sociale consciente et non laissée au hasard ou aux caprices de la Bourse.¹⁷⁰

¹⁷⁰ . Pour un approfondissement, voir J.M. Harribey, *L'économie économe, op. cit.* ; *Le développement soutenable*, Paris, Economica, 1998 ; « La soutenabilité : une question de valeur(s) », Habilitation à diriger des recherches en sciences économiques, Centre d'Economie du Développement de l'Université Bordeaux IV,

Documents de travail, n° 34, 1999 ; « Temps de travail et travail du temps : comment passer d'une mesure de la valeur économique à la prise en compte des valeurs non économiques ? », in Barrué-Pastor M., Bertrand G. (éd.), *Les temps de l'environnement*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2000, p. 237-255 ; « Marxisme écologique ou écologie politique marxienne », in J. Bidet, E. Kouvelakis (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, 2001, p. 183-200.

La guerre du climat aura lieu¹⁷¹

Les Etats-Unis ont déclaré la guerre au monde. Le Canada, le Japon et l'Australie ont passé alliance avec eux pour la faire. L'Europe a crié qu'elle voulait la paix, mais simplement parce que d'autres avaient déclaré la guerre pour elle. Comme elle avait laissé s'installer les conditions de la guerre, elle n'a rien pu faire pour l'empêcher et elle s'est contentée de s'acheter une bonne conscience à peu de frais. La déclaration de guerre eut lieu à La Haye du 13 au 25 novembre 2000. Ce fut le Munich de la fin du siècle. Les hostilités ont été ouvertes à Marrakech un an plus tard.

La Haye 2000, c'est Munich 1936

Les activités humaines, et principalement l'utilisation des combustibles fossiles tels que le pétrole, le gaz et le charbon, provoquent des émissions de gaz à effet de serre qui sont en train de réchauffer la terre à une vitesse que la planète n'avait pas connue depuis des millions d'années. Les scientifiques du Groupe international pour l'étude du climat estiment qu'à la fin du XXI^e siècle la température se sera élevée de 1,5° à 6°, provoquant un recul des zones tempérées, une élévation du niveau des océans d'au moins 50 centimètres au cours de ce siècle et d'un mètre au suivant.

Devant ce danger, l'ONU a ouvert en 1992 à Rio de Janeiro une négociation internationale pour que les pays membres adoptent des résolutions et mettent en œuvre des mesures pour lutter contre la pollution et le renforcement de l'effet de serre. Lors de la Conférence de Kyoto en 1997, 38 pays industrialisés s'étaient engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre en moyenne de 5,2% en 2012 par rapport à la situation de 1990. Parmi eux, l'Union européenne devait les réduire de 8%, les Etats-Unis de 7%, le Canada et le Japon de 6%. Or, ces objectifs sont déjà compromis puisque les Etats-Unis avaient dépassé en 1998 de 11% leur niveau de 1990, le Japon de 7%, tandis que l'Europe parvenait tout juste à le stabiliser ; quant à la France dont on nous avait dit qu'elle avait un comportement modèle grâce à son parc de centrales nucléaires, elle a accru ses émissions de 4 à 8,4% selon les modes de calcul.

La situation se dégrade et pourtant la Conférence de La Haye a lamentablement échoué à enfanter d'un accord. Parce que les Etats-Unis avaient décidé explicitement qu'elle échouerait et que l'Europe avait décidé implicitement qu'elle ne réussirait pas.

Bush, le fusil à deux coups

A Rio, en 1992, le Président des Etats-Unis, George Bush Senior, avait déclaré : « Notre niveau de vie n'est pas négociable ». Parole tenue. Un Américain moyen envoie dans l'atmosphère 20 tonnes de CO₂ par an, un Australien 17, un Canadien 16, un Japonais 9, un

¹⁷¹ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 33, février-mars 2001 (BL).

Français 6 et un Indien 0,9. Rien ne doit changer : George Bush Junior est opposé à l'application de l'accord de Kyoto. Plutôt le dérèglement climatique planétaire qu'une révision, même minimale, du mode de vie gaspilleur et dévastateur.

Pour échapper aux contraintes qui naîtraient d'un accord international, les Etats-Unis ont tenté d'imposer la prise en compte des forêts (dénommées « puits de carbone ») dans le calcul du bilan des émissions et des absorptions de CO₂ alors que les scientifiques ne savent pas évaluer si les forêts absorbent davantage de CO₂ qu'elles n'en rejettent : la balance des absorptions de carbone par les jeunes forêts et les rejets par les anciennes, la fermentation des sous-bois ou les incendies est sans doute équilibrée. A l'inconscience s'ajoute l'arrogance de la première puissance impérialiste qui rejette la responsabilité de la pollution dans le monde sur le méthane émis par les rizières des pays pauvres.

L'Europe a été incapable de faire progresser la discussion internationale parce qu'elle s'était elle-même ligoté les mains auparavant. Depuis déjà plusieurs mois, elle avait accepté, la France comprise, l'idée que l'on pouvait confier au marché le soin de réguler écologiquement la planète en créant une bourse de droits de polluer. Ainsi, les entreprises et les pays riches et gros pollueurs pourraient racheter aux entreprises et pays moins pollueurs ou moins riches ces permis. Voilà une source d'injustice supplémentaire dans le monde, d'autant plus si l'attribution initiale des permis se faisait sur la base des émissions actuelles, comme l'exigent les Etats-Unis, plutôt que sur celle de la population, comme le demandent les pays pauvres. En outre, ce système ne pourrait fonctionner sans que des normes internationales définissent le seuil de pollution acceptable et par conséquent le quota d'émissions autorisées, et sans que des contrôles soient effectués et des sanctions prononcées, dont les Etats-Unis ne veulent pas.

En revanche, ils réclament le droit pour les pays riches de s'abstenir de prendre des mesures de prévention de la pollution chez eux à condition d'aider les pays pauvres à financer des projets de « développement propre ». Payer (un peu) chez les autres au lieu de changer radicalement les modes de transport chez eux. Faire l'aumône aux pauvres de quelques miettes au lieu d'annuler leur dette énorme accumulée à cause des plans d'austérité et des taux d'intérêt usuriers qui leur furent imposés au cours des deux dernières décennies.

Profession : pollueur, dépollueur, spéculateur sur la (dé)pollution

Une fois accepté le menu principal de La Haye, de quelle marge de manœuvre disposait l'Europe lorsque les Etats-Unis proposaient de discuter de la couleur du plat ? D'aucune. La Conférence de La Haye a donné l'occasion aux capitalistes planétaires, par la voix de leurs fondés de pouvoir, de poser un jalon de plus dans la construction d'un monde réduit à l'état de marchandise. Bilan de ce sommet d'hypocrisie : ou bien aucun accord international n'est trouvé et tous les pollueurs qui s'enrichissent en polluant continuent de plus belle ; ou bien un accord est trouvé qui permet aux capitalistes de se transformer en capitalistes pollueurs la nuit et capitalistes dépollueurs le jour et, au crépuscule, dans la pénombre, en capitalistes spéculateurs sur les droits de polluer.¹⁷²

Ce marché des droits à polluer n'est pas encore en place, puisqu'il ne devrait entrer en vigueur qu'en 2008, mais déjà la spéculation bat son plein car un marché à terme fonctionne pratiquement, sur lequel les cours de ces futurs permis de polluer font l'objet d'évaluation : globalement, 50 milliards de dollars en 1999. La CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) a participé à la création de l'Association internationale du marché des émissions (*International Emissions Trading Association*) qui réunit quelques grandes multinationales du pétrole, de l'énergie et de la finance ainsi que la

¹⁷² . Voir H. Morin, « L'océan n'est pas une poubelle idéale pour le gaz carbonique », « Les forêts, un "puits" temporaire de stockage », et « L'option géologique des pétroliers », *Le Monde*, 7 novembre 2001.

Bourse d'Australie, et dont le but est de créer un marché de droits de polluer même en dehors du protocole de Tokyo s'il n'était pas appliqué, pour à terme « faire converger marchés de capitaux et marchés environnementaux »¹⁷³. Un lobby de gros agriculteurs américains (l'*American Farm Bureau Federation*) milite pour la prise en compte des puits de carbone. En l'occurrence, il s'agirait des plantations de forêts et les plantations agricoles, dont les plantations d'OGM. Monsanto se félicite de pouvoir ainsi faire la promotion de ses semences transgéniques et de ses herbicides. Pour que les choses soient claires, l'AFBF a créé un groupement de fermiers contre le traité sur le climat (*Farmers Against the Climate Treaty*) parce que l'application du protocole de Kyoto entraînerait une chute des profits.

Du 7 au 9 novembre 2001 s'est tenue à Marrakech la 7^e conférence internationale sur les changements climatiques pour tenter d'effacer La Haye. Un accord a été conclu en dépit du refus réitéré des Etats-Unis. Mais cet accord entérine la création d'un marché des droits de polluer et la possibilité d'inclure les plantations de forêts dans les efforts accomplis en matière de réduction des gaz à effet de serre, sans que les pays qui ne respecteraient pas leurs engagements n'encourent de sanctions. Les pays riches ont obtenu l'autorisation de déduire de leurs engagements l'équivalent de 169 mégatonnes de carbone, soit 3,4 points des 5,2% de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre, c'est-à-dire près des deux tiers de ces engagements. Déjà, certains milieux d'affaires spéculent sur la possibilité d'arracher et de replanter des forêts et sur celle de stocker le carbone dans le sous-sol ou bien de fertiliser les océans avec du fer pour stimuler l'activité planctonique qui absorbe le carbone.¹⁷⁴

La conférence de Marrakech précédait de quelques jours celle de l'OMC à Doha. La déclaration finale de Doha stipule que les pays non signataires à Marrakech du protocole de Kyoto ne seront pas tenus de respecter les mesures environnementales que l'OMC pourrait à l'avenir décider. Bien joué de la part des Etats-Unis, tant pis pour le monde. La guerre du climat qui vient d'être déclarée sera sans merci : à la vie, à la mort, c'est-à-dire, comme toujours, pour la vie ou pour la bourse. Et, cette fois, ça va chauffer...

¹⁷³ . *The Wall Street Journal Europe*, 17 octobre 2000, et *Financial Times*, 4 novembre 1999, cités par A. Sinäi, « Le climat, otage des lobbies industriels » et « Engagements non tenus », *Le Monde diplomatique*, février 2001.

¹⁷⁴ . Voir A. Sinäi, *op. cit.*

Chômage et inflation : une alternative ?¹⁷⁵

Du début des années 1980 à la fin des années 1990, au fur et à mesure que le chômage a augmenté, la hausse des prix s'est ralentie, pour pratiquement disparaître dans les pays capitalistes développés. Chômage et inflation seraient-ils deux maux entre lesquels il faudrait obligatoirement choisir, un dilemme cornélien auquel seraient confrontées les politiques économiques ? L'histoire montre que ce n'est pas aussi simple car tous les cas de figure ont existé : chômage sans inflation, inflation sans chômage, chômage et inflation, et ni chômage ni inflation. Les économistes se partagent entre trois façons d'aborder cette question.

Le risque keynésien

Le point faible de Keynes est qu'il postulait comme les libéraux que le salaire réel (salaire monétaire nominal divisé par le niveau des prix) était d'autant plus faible que l'emploi augmentait, à cause de la productivité marginale du travail décroissante (un travailleur supplémentaire produit moins que le précédent). Comme les salaires nominaux ne baissent pas facilement parce que les salariés voient ça d'un mauvais œil et qu'il y a des conventions qui entourent les règles de fixation des salaires, la seule manière de conserver les salaires nominaux tout en réduisant les salaires réels pour que l'emploi reparte est de laisser filer l'inflation. Keynes pensait que la nécessaire baisse des salaires réels serait plus que compensée par la hausse de la masse salariale globale provenant de l'embauche des chômeurs, et qu'ainsi la demande serait relancée, puis l'emploi de nouveau, etc., tant qu'il y aurait des capacités de production inemployées, c'est-à-dire tant qu'on serait capable de réaliser des économies d'échelle. Il prenait un gros risque car là réside la grande force de sa théorie et là est aussi sa faiblesse. Sa force parce qu'il justifiait l'intervention de l'Etat. Sa faiblesse parce que, s'il y a des économies d'échelle, cela fragilise le postulat de la décroissance de la productivité marginale.¹⁷⁶ Toutes les controverses au sujet de la courbe de Phillips établissant une liaison inverse entre chômage et inflation proviennent de ce postulat chancelant keynésien.

Le non-dit libéral

Lorsque l'ouverture des frontières a rendu les politiques keynésiennes nationales moins efficaces dans les années 1970, les libéraux se sont engouffrés dans la brèche. Milton Friedman guerroyait déjà depuis longtemps en affirmant que la relance de l'emploi se soldait

¹⁷⁵ . Texte inédit. Pour un complément, voir J.M. Harribey, « Les dessous de la politique économique européenne », *Le Passant Ordinaire*, n° 43, février-mars 2003.

¹⁷⁶ . Les analyses néo-classiques ultérieures chercheront à sortir de cette contradiction (productivité marginale décroissante et rendements d'échelle croissants) en renouant avec le concept d'externalités pour expliquer ce qu'elles appellent la croissance endogène.

par davantage d'inflation et à la fin du compte par davantage de chômage. Il fallait donc dessaisir l'Etat de sa politique monétaire et de sa politique budgétaire que les agents économiques déjouaient car ils étaient parfaitement informés et rationnels. A sa suite, les économistes libéraux mirent au point un concept qui fit fureur jusque chez les sociaux-libéraux : le NAIRU, comme *non accelerating inflation rate of unemployment*, c'est-à-dire le taux de chômage qui n'accélère pas l'inflation, taux considéré comme taux de chômage naturel ou d'équilibre parce que c'est celui vers lequel reviendrait inexorablement le niveau du chômage après une tentative de relance qui ne peut qu'avorter. Ainsi, selon Friedman, lorsque les pouvoirs publics décident de relancer l'activité par une politique de crédit à bon marché, les entreprises investissent et embauchent tant que les prix augmentent plus vite que les salaires. Mais dès que les salariés s'aperçoivent de la baisse de leurs salaires réels, ils revendiquent un rattrapage de leur pouvoir d'achat et l'emploi recule. Moralité : surtout ne rien faire contre « l'équilibre naturel ».

La théorie libérale dévoile ici sa vacuité : par hypothèse, elle considère que le marché assure l'équilibre de plein emploi et que la production tourne à son maximum, et elle affirme qu'une politique économique est inefficace pour rétablir le plein emploi... déjà réalisé par hypothèse.

Dans cette théorie, implicitement, les hausses de salaires consécutives au regain d'emploi sont responsables de l'inflation, tout comme les chômeurs sont responsables de leur situation, n'acceptant pas les offres d'emploi au rabais. Ce qui est passé sous silence, c'est que les prix sont la résultante de deux forces antagonistes : les salaires et les profits.

La dialectique marxienne

Supposons un gain de productivité du travail. Si les salaires et les profits augmentent du même taux que celui de la productivité, la répartition de la valeur ajoutée n'est pas modifiée et, en l'absence d'autres facteurs de hausse comme le coût des matières premières, les prix ne bougent pas. Dans le cas où les salaires augmentent plus vite que la productivité, il y a inflation si les profits veulent retrouver leur part dans la valeur ajoutée. Dans le cas inverse où les profits croissent plus vite que la productivité, l'inflation n'est ralentie que si les salaires sont contraints d'évoluer à un rythme inférieur à celui de la productivité et de donc de voir leur part dans la valeur ajoutée diminuer.

Lorsque le chômage est élevé, les salariés sont en position de faiblesse pour revendiquer et leurs salaires évoluent moins vite que leur productivité. Tel fut le cas en France, et aussi en Europe, de 1980 à 1997. Les politiques de rigueur salariale menées par les directions d'entreprises et encouragées par les pouvoirs publics avaient pour objectif de rétablir les profits. Elles ont réussi et le chômage les y a aidées. Autrement dit, la cause principale du chômage au cours des vingt-cinq dernières années fut, dans un contexte de croissance économique faible, l'appropriation de la quasi totalité des gains de productivité par les profits. Ces gains n'ont servi ni à augmenter les salaires individuels, ni à payer de nouveaux salaires puisque l'emploi stagnait, ni à baisser suffisamment la durée du travail. Alors que les néo-classiques affirment que le chômage est dû au coût du travail, il serait plus vrai de dire que c'est l'exigence de rémunération du capital qui en est responsable, c'est-à-dire, au sens propre, le coût du capital. Il faut également comprendre le coût du capital dans un autre sens qui s'ajoute au précédent : la somme de capital à mobiliser par tête de salarié sous formes d'équipements est devenue telle qu'elle est hors de portée des entreprises dont la position est fragilisée non pas tant par les charges sociales que par l'impossibilité pour elles de se maintenir à l'avant de la concurrence et du progrès technique.

Le taux de chômage dit d'équilibre n'est pas un taux de chômage naturel que ne pourrait abaisser une politique de l'emploi, c'est le taux de chômage qui, pour un gain de productivité donné, laisse inchangé le rapport de forces entre travailleurs et capitalistes. En deçà de ce

taux, le rapport de forces s'améliore pour les salariés, et au-delà, il tourne encore plus à l'avantage des capitalistes qui ont moins besoin d'augmenter les prix pour satisfaire leur appétit.

Chômage et inflation sont deux conséquences de la lutte des classes pour le partage de la valeur ajoutée qui peuvent coexister ou s'exclure selon l'état des forces en présence. Cela n'a pas grand chose à voir avec un « équilibre », surtout « naturel ».

Si Keynes avait accepté de remettre en cause le seul point qu'il a concédé aux libéraux néo-classiques et s'il avait considéré que le salaire n'est pas un prix économique mais le résultat d'une confrontation sociale, il eût été un frère jumeau de Marx.

Les 35 heures confisquées¹⁷⁷

En 1998, le gouvernement Jospin avait fait adopter une première loi sur les 35 heures. Elle prévoyait deux étapes pour l'application : 1^{er} janvier 2000 pour les entreprises de plus de 20 salariés et 1^{er} janvier 2002 pour les autres. Avec la deuxième loi Aubry, le patronat obtint un an de sursis pour l'application de la majoration des heures supplémentaires entre 35 et 39 limitée à 10% au lieu de 25%. Et surtout, en donnant aux employeurs la possibilité de modifier le mode de calcul du temps de travail (intégration des pauses, de certains congés), cette loi a eu des effets sur l'emploi bien inférieurs à ceux escomptés : 350 000 emplois nouveaux au lieu du double parce qu'en gagnant en flexibilité, le patronat a compensé la baisse du temps de travail par une plus grande productivité.¹⁷⁸

La réduction du temps de travail ne serait-elle pas bonne pour l'emploi et la qualité de la vie ? Si, mais peut-être pas la façon dont ont été appliquées les 35 heures qui aggrave les conditions de travail des salariés sans créer suffisamment d'emplois pour les chômeurs. Alors ?¹⁷⁹

La clé de cette énigme peut être donnée par l'équation de la répartition des gains de productivité entre profits allant aux rentiers, profits allant aux investissements, salaires, temps de travail et emploi : *pour un taux de croissance de la productivité et une part de la rente financière dans le produit global donnés, le taux de croissance de la rente financière est d'autant plus élevé que le temps de travail augmente, que l'emploi augmente et que la croissance des salaires et des investissements pondérés par leur part respective est faible.* C'est dire l'incompatibilité entre un régime d'accumulation financière et le bien-être social.¹⁸⁰

¹⁷⁷ . Ce chapitre remplace celui de la première édition intitulé « La farce des 35 heures : tragi-comédie en trois actes », non pas que le tragique se soit estompé, mais parce que le gouvernement Raffarin a mis à mal le peu qui restait de la loi des 35 heures. Il est constitué de deux textes publiés dans *Le Passant Ordinaire*, n° 47, octobre-novembre 2003, et n° 48, mars-avril-mai 2004 (BL).

¹⁷⁸ . Sur le bilan de la RTT et des 35 heures, voir la synthèse de C. Bloch-Lordon et T. Coutrot, « La réduction du temps de travail a-t-elle encore un avenir ? », in Fondation Copernic, *Un social-libéralisme à la française ?*, Regards critiques sur la politique économique et sociale de Lionel Jospin, Paris, La Découverte, 2001, p. 85-98.

¹⁷⁹ . Voir J.M. Harribey, « Réduction du temps de travail : toujours à refaire », *Ecorev, Revue critique d'écologie politique*, n° 7, décembre 2001, p. 43-47.

¹⁸⁰ . Voir J.M. Harribey, « Le régime d'accumulation financière est insoutenable socialement et écologiquement », in J.M. Harribey, M. Löwy (coord.), *Capital contre nature*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2003, p. 109-121.

La pierre philosophale

Raffarin qui a diminué l'aide aux personnes âgées veut supprimer un jour férié pour la rétablir. Il a raison cet homme. Il a trouvé le truc, la pierre philosophale : la richesse augmente si l'on travaille plus. Seillière a trouvé l'idée formidable. Raffarin et Seillière, merci de redécouvrir la lune, vous avez le bonjour de Marx, ce vieux ringard théoricien de la loi de la valeur-travail.

Ne vous arrêtez pas en si bon chemin. Vous voulez de la croissance. Ce n'est pas difficile. Il y a douze jours fériés par an. C'est-à-dire quasiment un demi-mois de jours ouvrables : $1/24^{\circ}$ d'année ou environ 4%. On les tient nos 4% de croissance tant attendus. Supprimez tous les jours fériés !

Quand le pli est pris, ça roule. Il y a 52 samedis dans l'année quasiment inutilisés, soit deux mois de travail, $1/6^{\circ}$ d'année : plus de 16,6% de croissance !

Et n'oubliez pas les 52 dimanches : 16,6% de mieux de croissance ! Récapitulons : au bas mot 38% de croissance économique potentielle par an ! Qu'est-ce qu'on attend ?

Où avez-vous la tête ? 5 semaines de congé payés, parfois 6 : $1/10^{\circ}$ d'année. Quel manque à gagner ! 10% de croissance à espérer en plus ! On en est à 48% de croissance qu'il ne faut pas laisser en friche. Il suffit qu'on ajoute 2 petits pour cent qu'on fait habituellement en moyenne sans rien changer à la durée du travail et hop, le tour est joué, le PIB peut augmenter de moitié en un an : +50%.

Ah, ça mais, qu'à cela ne tienne ! On ne travaille que 7 à 8 heures par jour. On peut facilement doubler : nos arrières grands-parents travaillaient bien 16 heures par jour au XIX^e siècle en étant bien moins nourris. Deux fois 50%, ça fait 100%.

Seillière et Raffarin, on peut doubler la richesse en un an ! Allez-y ! Vous ne savez pas ce que vous dites, mais vous savez ce que vous faites : transformer la loi de la valeur-travail en son contraire, la loi du travail-valeur. C'est la nouvelle philosophie.

Errare humanum est, perseverare diabolicum

Si Alfred Jarry était encore parmi nous, peut-être intitulerait-il sa célèbre pièce : « Ubu Premier Ministre ».

La force de l'erreur est de s'appuyer sur une vérité. Si l'on veut disposer de plus de richesses matérielles, il faut les produire et donc, à conditions techniques constantes, travailler davantage. Ubu P.M. a raison : seul le travail crée de la valeur économique supplémentaire que l'on peut ensuite distribuer. A part ça, Ubu P.M. « parle faux ».

Pour que les vieux, malades et handicapés puissent bénéficier de plus de soins, il faut affecter des capacités de travail à la production des biens et services dont ils ont besoin : des producteurs d'équipements et de médicaments, des médecins supplémentaires, des infirmiers et infirmières, toutes sortes de soignants, aide-soignants et autres accompagnateurs. La seule contrainte est que ces personnels soient préparés et disponibles. Le chômage est tel qu'on ne devrait pas trop avoir de difficultés à en trouver si des *numerus clausus* ne faisaient pas obstacle à leur formation et leur embauche.

Or, Ubu P.M. a décidé de faire travailler en priorité les Français qui ont déjà un emploi. Les faire travailler pour produire quoi ? Du soin ? Nenni : des voitures supplémentaires, de l'Airbus, des services bancaires, du transport par camion, des journaux publicitaires, des emballages en plastique, des hamburgers McDo, des téléphones portables 3^e génération, et aussi un jour de classe et de distribution de courrier de plus pour les maîtres et pour les postiers, bref, toutes choses qui vont donner, on n'en doute pas, un peu plus à boire aux

mourants de soif lors de la prochaine canicule ou une soupe chaude aux SDF qui grelottent l'hiver.

Ubu P.M. est un sage : il a omis de dire à la télévision que tout ça ne servait à rien et il a martelé que ça permettait de dégager des ressources financières nouvelles pour, à la fin du compte, augmenter les personnels dont on a un besoin urgent et donc secourir les malheureux et faire preuve de solidarité à leur égard. Et il a raison. A une condition : que la production issue d'un jour de travail supplémentaire qui ne peut servir aux malheureux soit vendue aux heureux afin qu'on puisse en utiliser la recette ou au moins une partie de celle-ci. Pour que cette production soit vendue, il faut qu'il y ait des acheteurs. Or, la journée supplémentaire de travail ne sera pas payée aux travailleurs qui, on vient de le voir, font partie des heureux, trop heureux de travailler pour rien. Résultat : on estime qu'une journée de travail permet de produire théoriquement 0,45% de PIB en plus¹⁸¹ ; si l'on table sur la seule activité marchande, cet accroissement est ramené à 0,3%, soit environ 4,5 milliards d'euros par an ; mais tout cela reste à l'état de marchandises stockées et les ressources financières à l'état de virtualité si rien n'est vendu.¹⁸² Le comble du ridicule est atteint en voulant faire travailler un jour de plus les fonctionnaires dont la production, par définition, n'est pas vendue et dont on ne peut tirer évidemment aucune ressource financière supplémentaire, sauf à diminuer leur salaire mais au risque de renforcer une réaction en chaîne négative pour le reste de l'activité économique. En somme, Ubu P.M. ressuscite la corvée moyenâgeuse et invente donc, avec le salaire nul, le taux d'exploitation absolu, infini, de la force de travail.

La science d'Ubu P.M. s'arrête là : il ne comprend pas que la théorie libérale qui affirme que toute offre crée sa propre demande est fautive¹⁸³. Ubu P.M. persiste en instaurant une cotisation sociale nouvelle dont devront s'acquitter les entreprises. Cette cotisation représentera 0,3% de leur masse salariale, soit environ 0,15% du PIB, c'est-à-dire 2,25 milliards d'euros par an. Si les entreprises vendaient le surcroît de production obtenu sans verser un euro de salaire, la moitié du gain de productivité du travail serait une aubaine pour elles. Comme les entreprises risquent de n'avoir aucune recette supplémentaire à cause de la mévente, elles seront obligées soit d'amputer leurs profits, soit d'augmenter les prix et de rogner ainsi le pouvoir d'achat salarial, soit de baisser leurs coûts en licenciant. Le premier cas est peu probable car le Baron tapi dans l'ombre veille au grain. Le second aboutirait à un peu plus d'inflation qui dévaloriserait les recettes obtenues pour aider les malheureux, mais il est peu probable car les entreprises françaises craindraient une concurrence étrangère accrue dans une période où la récession menace ; s'il se produisait tout de même, la contraction de la demande dégènerait en récession certaine. Le troisième cas est le plus probable : à la suite de la réorganisation du travail visant à baisser les coûts, le chômage augmentera, et, au total, la journée de travail supplémentaire effectuée avec moins de travailleurs se soldera par une stagnation de la production. Ubu P.M. se retrouvera comme Perrette ayant cassé son pot de lait. Certes, la productivité du travail augmentera, mais avec un volume de travail réduit. C'est l'inverse de la RTT. L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) a calculé que travailler un jour de plus risquait d'occasionner une perte de 30 000 emplois¹⁸⁴. En effet, la décision d'Ubu P.M. équivaut à augmenter la durée du travail dans une période où le chômage connaît une recrudescence.

¹⁸¹ . Parce que 1 jour de plus sur 220 déjà ouverts dans l'année = 0,45%.

¹⁸² . Même l'économiste T. Piketty, réputé de gauche bien qu'il ait soutenu la réforme Fillon des retraites, se trompe en supposant que la production supplémentaire sera vendue [« Jour férié : la double peine », *Libération*, 10 novembre 2003].

¹⁸³ . C'est ce que les libéraux appellent la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say qui est à peu près à l'économie ce qu'est à l'astro-physique la croyance que le soleil tourne autour de la terre.

¹⁸⁴ . X. Timbeau, « Impact de la suppression d'un jour férié », *Lettre de l'OFCE, Observations et diagnostics économiques*, n° 244, 24 octobre 2003.

L'enfer du travail est pavé des bonnes intentions du capital

Ubu P.M. promet de réhabiliter le travail, vante les mérites de la « valeur travail » et fustige toute idée de travailler moins.¹⁸⁵ A-t-il l'intention de redonner aux travailleurs une dignité mise à mal par 25 ans de précarité, de chômage et de politiques d'austérité ? La spécialité d'Ubu P.M. est de nommer une chose par son contraire. L'antiphrase est : réhabiliter le travail par la paupérisation du travailleur.¹⁸⁶ Il s'est mis dans la tête d'obliger les chômeurs à accepter n'importe quel travail précaire et les salariés ayant un emploi à courber l'échine devant la précarisation de celui-ci.

La création d'un revenu minimum d'activité fait partie d'un plan mûri de longue date : réduire par tous les moyens le coût salarial. Pour cela, le père d'Ubu P.M. et Ubu P.M. lui-même ont accru progressivement les allègements de cotisations sociales (environ 19 milliards d'euros par an actuellement), ils ont inventé la prime pour l'emploi, sorte d'impôt négatif, maigre compensation des baisses d'impôts pour les riches, et ils mijotent un dispositif diabolique baptisé RMA qui mettra les chômeurs à disposition des employeurs pour environ 3 euros de l'heure, le reste du salaire de misère étant à la charge de la collectivité.

L'histoire se répète. Déjà au XIX^e siècle, les aïeux d'Ubu P.M. qui siégeaient au Comité des forges refusaient que les enfants et les femmes travaillent moins de 12 ou 14 heures par jour. En 1936, ils s'étranglaient à l'idée d'accorder deux semaines de congés payés aux salariés qui n'avaient encore jamais vu la mer. Aujourd'hui, Ubu P.M. siffle tout le monde pour aller au travail, sauf les 10% de chômeurs nécessaires pour faire tenir tranquilles les 90% autres. Pourquoi toute la lignée d'Ubu P.M. est-elle à ce point hostile à la RTT à mesure que progresse la productivité du travail ?

Réduire le temps de travail proportionnellement à la progression de la productivité, sans que parallèlement ne baissent les salaires, oblige les entreprises qui veulent voir la part de leurs profits maintenue à intensifier le travail ou bien à embaucher. La loi des 35 heures leur a donné la possibilité de tirer parti de la première solution par une plus grande flexibilité exigée du travail. Mais elle a aussi permis de créer environ 350 000 emplois entre 1999 et 2002.

Fort bien conseillé par les experts du MEDEF, Ubu P.M. a compris que les salariés gagnaient sur tous les tableaux quand on diminuait le temps de travail sans intensifier le temps restant travaillé et sans baisser les salaires : plus de temps libre, moins de chômage et meilleur partage des revenus. Il s'attache donc à éliminer les derniers restes de la loi des 35 heures : le recours possible aux heures supplémentaires est passé de 130 heures à 180 par an ; les petites et moyennes entreprises auxquelles la loi avait accordé un délai pour passer aux 35 heures n'y passeront pas, écartant environ 7 millions de salariés du champ d'application de la loi. Et, pour couronner le tout, Ubu P.M. enclenche le mouvement inverse : l'ATT (augmentation du temps de travail), c'est-à-dire – et ce n'est qu'un début – un jour de plus par an.

Observons combien Ubu P.M. a le sens des mots. La rhétorique ubuénne indique : « Les entreprises auront le choix entre supprimer un jour férié ou un jour de RTT ». Quel est le sens caché de l'expression « supprimer un jour de RTT » ? Tout simplement ceci : la loi des 35 heures est si mal acceptée par la bourgeoisie qu'Ubu P.M. fait comme si la norme n'avait pas changé, comme si la durée légale de travail était restée à 39 heures par semaine et que chaque fois que les salariés débauchent plus tôt ou ne viennent pas travailler le mercredi ou le

¹⁸⁵ . Alain Madelin a déclaré le 7 novembre 2003 sur France Inter : « D'accord pour travailler un jour de plus pour soi, mais pas pour l'Etat. » Il ne sait pas que personne ne travaille pour l'Etat puisque celui-ci redistribue toutes les cartes qu'il ramasse. Mais peut-être ne sait-il pas lire. Quand on dit que l'Etat ne redistribue pas assez, en voilà une preuve...

¹⁸⁶ . Ubu P.M. peut partir tranquille, il aura des successeurs. Un rapport présenté par le député UMP Gilles Carrez propose de « Réhabiliter la valeur travail plutôt que l'impôt » en... amnistiant les capitaux qui sont allés s'abriter dans les paradis fiscaux s'ils reviennent [*Le Monde*, 2 décembre 2003]. Il fallait le trouver !

vendredi après-midi, ils « prennent leur RTT », telle une prime occasionnelle. L'effet pervers de cette rhétorique est ainsi que même un grand nombre de salariés ont intégré ce langage, dénaturant ainsi la portée de l'abaissement de la durée légale du travail. Dire « supprimer un jour de RTT » est habile car la mesure semble n'être que la suppression d'une prime indue, le retour à une norme autant intouchable qu'implacable : où irions-nous si nous nous mettions à envisager la possibilité de travailler moins pour produire moins de saletés et pour prendre le temps de penser aux aberrations d'Ubu P.M. et de construire un monde sans Ubu ?¹⁸⁷

Un monde sans Ubu ne sera pas le paradis mais il deviendra respirable

Contre les arguties cyniques et grotesques d'Ubu P.M., la raison commande :

- de supprimer tous les jours fériés en semaine liés à la religion, en l'occurrence, en France, liés à la seule religion catholique : lundi de Pâques, Ascension, lundi de Pentecôte, 15 août, Toussaint, Noël ;
- de remplacer ces jours par une semaine supplémentaire de congés payés que chacun pourra utiliser comme il le souhaite ;
- d'inscrire dans la Constitution française et dans la future Constitution européenne le principe de la réduction du temps de travail parallèle à la hausse de la productivité du travail comme un droit fondamental de la personne humaine sans lequel le droit à l'emploi est impossible à satisfaire et sans lequel jamais aucun terme ne sera mis à la fuite en avant de la croissance économique perpétuelle.

¹⁸⁷ . La dynastie d'Ubu P.M. étend son règne aussi en Allemagne où l'on apprend que le patronat estime que la journée normale de travail est de 43 à 45 heures, voire 48 heures par semaine [*Le Monde*, 18 décembre 2003].

Les salariés ne demandent pas la lune¹⁸⁸

Les patrons n'ont pas d'argent pour payer les salariés mais ils ont des idées ! La Direction de l'hypermarché *Casino* de Poitiers en a administré la preuve : plutôt que d'accorder une augmentation de salaires à ses employés, elle leur a remis un bout de papier attestant que chacun devenait propriétaire d'un hectare de lune. Je n'ai pas de quoi payer mon loyer mais je suis propriétaire de la lune. Je rêve. Déjà, je murmure un hymne à l'astre, je lui dédis mes amours, je me prends pour Rimbaud (Mallarmé avait surnommé Rimbaud le... « passant considérable »). « Il faut être absolument moderne » écrivait le poète entre deux strophes. Etre moderne, être embarqué dans le cyberspace, assurer sa position dans la « nouvelle économie », pour un patron, c'est payer ses salariés non pas en salaires, c'est trop simple, ça fait vieux jeu, et surtout ça coûte, mais en bouts de papier censés représenter quelques arpents de lune. Jusqu'ici, les salariés des grandes surfaces étaient payés au lance-pierre. Dorénavant, ils n'auront que les cailloux lunaires, sans la fronde. A moins que...

Prolétaires de tous les pays...

Cela ne suffisait pas de condamner à mourir de faim et de soif un milliard et demi d'être humains – pourquoi s'en émouvoir puisque ces gens, étant analphabètes, ne savent même pas qu'ils pourraient vivre dignement –, cela ne suffisait pas d'exploiter plus de cent millions d'enfants au travail forcé – ainsi, comme il n'y a pas d'écoles, ils ne traînent pas dans les rues –, cela ne suffisait pas de dévaster la planète – aucune crainte à avoir puisqu'on entrepose les déchets près des populations pauvres¹⁸⁹ –, cela ne suffisait pas de piller les ressources – on peut dormir tranquille car Vivendi s'occupe de l'eau –, tout cela ne suffisait pas, le capitalisme invente les droits de polluer, c'est-à-dire les droits de propriété privée sur la nature, et les droits de propriété sur la lune.

¹⁸⁸ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n°29, juin-juillet 2000 (BL).

¹⁸⁹ . L'ancien chef des études économiques de la Banque mondiale, plus tard secrétaire d'Etat au Trésor américain, Lawrence Summers écrivait en 1991 : « Les pays sous-peuplés d'Afrique sont largement sous-pollués. La qualité de l'air y est d'un niveau inutilement élevé par rapport à Los Angeles ou Mexico [...] Il faut encourager une migration plus importante des industries polluantes vers les pays les moins avancés [...] et se préoccuper davantage d'un facteur aggravant les risques d'un cancer de la prostate dans un pays où les gens vivent assez vieux pour avoir cette maladie, que dans un autre pays où deux cents enfants sur mille meurent avant d'avoir l'âge de cinq ans. [...] Le calcul du coût d'une pollution dangereuse pour la santé dépend des profits absorbés par l'accroissement de la morbidité et de la mortalité. De ce point de vue, une certaine dose de pollution devrait exister dans les pays où ce coût est le plus faible, autrement dit où les salaires sont les plus bas. Je pense que la logique économique qui veut que des masses de déchets toxiques soient déversées là où les salaires sont les plus faibles est imparable. » Extraits cités par *The Economist*, 8 février 1992, et par *Financial Times*, 10 février 1992, reproduits dans *Courrier international*, n° 68, 20 février 1992, et repris par E. Fottorino, « L'écologie pour le développement », *Le Monde*, 19 mai 1992.

On peut compter sur le capitalisme pour expédier sur orbite les damnés de la terre quand ils seront devenus trop gênants. Déjà, aux XVIII^e et XIX^e siècles, il avait jeté sur les routes les pauvres des campagnes et lancé sur les mers les crève-la-faim irlandais pour aller coloniser l'Amérique. Quand la technique le permettra, pourquoi ne pas envoyer quelques pauvres préparer le terrain de nouveaux eldorados sur la lune ou sur Mars ?

En attendant, c'est tout bénéfique. En payant les salariés en bouts de papier qui ne coûtent que le papier et l'encre de la photocopieuse, il n'y a pas de cotisations sociales à verser : pour quoi faire puisque, si je rêve à la lune, je serai moins stressé et moins malade, donc plus besoin de Sécu. En promettant aux salariés des augmentations de rémunération sous forme d'actions ou de plans d'épargne salariale – encore des bouts de papier –, non seulement ce sont des promesses de vent, mais cela permet de faire miroiter aux pauvres un enrichissement boursier qui ne pourrait provenir que d'une exploitation d'encore plus pauvres qu'eux.¹⁹⁰

... exigez votre dû et plus encore

On le répète ici invariablement : seuls, les travailleurs créent la valeur des richesses produites. Le capital ne crée aucune valeur. En apparence, le soleil tourne autour de la terre et les riches créent des emplois. En réalité, la terre tourne autour du soleil, et c'est l'emploi qui crée les riches car le travail engendre de la valeur nouvelle dont les propriétaires du capital s'approprient la plus grosse part pour s'enrichir davantage. Oui, mais ils avancent le magot, avant, certes, d'en récupérer un plus gros : faut-il donc toujours des capitalistes pour avancer les fonds ? Non, l'abolition du capitalisme ne signifiera pas la fin de l'investissement ; celui-ci sera décidé démocratiquement : après avoir retrouvé la maîtrise collective de la création monétaire, il sera socialisé.

*Qui sème le vent des petits bouts de papier
Récolte la tempête, espoir des humiliés.*

Est-ce demander la lune que de la refuser par petits morceaux, comme lots de consolation, et d'exiger, en tant que salariés, notre dû, c'est-à-dire des conditions de travail et des salaires décents, de telle sorte que le produit de l'activité économique soit réparti équitablement ? La lune que nous souhaitons n'est pas celle des patrons : le chemin des étoiles est tracé dans nos têtes et ne sera pas écrit sur des titres de propriété foncière ou financière. Nous ne voulons pas tenir les cordons de la Bourse et préférons retrouver le fil de la vie.

¹⁹⁰ . Voir plus haut le chapitre « Le bon bougre et le pauvre bougre ».

Les travailleurs peuvent-ils gérer le capital ?¹⁹¹

Après des mois de propagande grossière martelant que, dans l'avenir, les actifs ne pourraient plus payer les retraites à leurs aînés, et qu'il fallait donc mettre en place des fonds de pension, les chantres de la capitalisation ont peaufiné leur discours. Les fonds d'épargne salariale, l'actionnariat salarié, voire les stocks-options pour tous, sont devenus des thèmes à la mode, pendant que le MEDEF réserve, dans le cadre de sa « refondation sociale », un mauvais sort aux salariés et en premier lieu aux chômeurs avec la bénédiction des syndicats béni-oui-oui ou faux-culs. Certains beaux esprits affirment maintenant que les salariés doivent, en accédant à la petite propriété capitaliste via leur épargne placée dans leur entreprise, participer à la gestion du capital, de leur capital.

L'économiste Michel Aglietta, ex-théoricien flirtant avec un marxisme mâtiné de keynésianisme, reconverti dans l'apologie de la finance régulée, prône un capitalisme patrimonial dans lequel les salariés seraient rémunérés de moins en moins en salaires et de plus en plus en actions porteuses de dividendes. Son collègue Alain Lipietz, ex-théoricien marxiste de premier plan, reconverti aux îlots d'économie solidaire dans un océan capitaliste et aux vertus du marché pour gérer les droits de polluer, soutient que les syndicats doivent gérer l'épargne des salariés.¹⁹²

Prendre le pouvoir ?

Quels sont leurs arguments ? La régulation du capitalisme par l'Etat a vécu. L'Etat-providence s'essouffle. Comme il ne faut plus espérer reconquérir la propriété des entreprises en expropriant les capitalistes, devenons tous des capitalistes. Mais comment n'y avait-on pas pensé avant ? Marx enfin surpassé ; merci Aglietta, merci Lipietz ! La propriété collective ? Terminée, rangée au musée de l'histoire sociale. Place à la propriété individuelle généralisée. Certes, chaque salarié a en moyenne une épargne modeste, mais, les petits ruisseaux faisant les grandes rivières, « jamais le capitalisme n'a autant dépendu de l'argent mis à sa disposition par le salariat » nous dit Lipietz. Puisque les actionnaires ont repris aux managers les rênes du pouvoir dans l'entreprise, il n'y a pas de raison que les salariés ne se glissent pas parmi eux. Ceux qui ne comprendraient pas que le moment est venu de s'immiscer dans la gestion du capitalisme, au besoin en l'obligeant à effectuer des investissements « éthiques », retarderaient d'un siècle. Voilà pour la théorie. La preuve pratique aurait été donnée par les 9% de salariés-actionnaires de la Société Générale ayant bloqué l'offre publique d'achat tentée par la BNP en 1999.

¹⁹¹ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 30, août-septembre 2000 (BL).

¹⁹² . M. Aglietta, « Le capitalisme de demain », *Note de la Fondation St Simon*, n° 101, novembre 1998 ; A. Lipietz, « Retraites mutuelles et épargne salariale », *Politix*, 2 décembre 1999, et « Propriété et régulation », *Politix*, 1^{er} juin 2000.

Ou perdre son identité ?

Etions-nous aveuglés par nos vieilles conceptions de gauche pour ne pas voir toutes ces évidences de droite ?

Si les syndicats se mettent à gérer de l'argent, qui remplira les tâches revendicatives ? Qui tranchera – et dans quel sens – le dilemme augmenter les dividendes et sacrifier l'emploi ou bien diminuer les dividendes et réduire le temps de travail pour embaucher ? A voir le peu de cas qu'elle fait des chômeurs, si c'est la CFDT qui décide, on peut craindre le pire.

Une poignée de salariés-actionnaires a empêché l'OPA d'une banque sur une autre qui elle-même en convoitait une troisième. Et alors, où est le bien ? Les salariés devraient-ils passer leur temps à arbitrer entre deux ogres ?

Les salariés pourraient-ils se faire les champions des placements éthiques ? C'est supposer *a priori* une nature humaine du bon salarié meilleure que celle de l'affreux capitaliste. Comme si l'exigence éthique était inscrite dans les gênes des uns et pas dans ceux des autres. Vous avez tout faux, valeureux Lipietz : l'absence de valeurs éthiques présidant aux choix capitalistes n'est pas inscrite dans des gênes mais dans la logique d'un système tourné vers l'accumulation du capital. Si certains salariés deviennent capitalistes, ils agiront en capitalistes. De plus, un « placement éthique » est un non-sens. Parce que, aussi minimes soient le taux d'intérêt ou le dividende perçus, ceux-ci représentent toujours un prélèvement sur la valeur produite par le travail que met en œuvre le capital, que celui-ci soit investi dans un secteur propre ou mafieux. Si le taux d'intérêt ou le dividende sont nuls, l'éthique est retrouvée mais ce n'est plus un placement.

Le rêve des économistes qui tombent en pâmoison devant les mirages de la capitalisation est de voir tout le monde devenir capitaliste. Messieurs qui vous pâmez, êtes-vous capables de comprendre que *si le monde entier est devenu capitaliste, tout le monde ne peut pas être un capitaliste* ? Et que si la production augmente de 3% par an, tous les revenus individuels ne peuvent pas s'accroître simultanément de plus de 3% ? Et qu'à l'époque de la mondialisation du capital, les revenus des capitalistes n'y parviennent que parce qu'il existe des salariés, surtout dans les pays pauvres, payés au rabais ? Et que si certains vivent de la rente financière, d'autres doivent la produire ? Et que si les actionnaires ont repris du pouvoir dans les conseils d'administration pour faire croître leurs dividendes et les cours boursiers, c'est parce que les salariés ont perdu leur capacité de négociation à cause du chômage ? Et que la victoire des uns est toujours la défaite des autres ?

Le trou noir des faux économistes

Les meilleurs esprits s'abusent et nous abusent parce qu'ils ignorent ou ont oublié le b-a-ba de l'économie politique et de la critique qu'en avait faite Marx. Ils croient que le capital est capable d'engendrer de la valeur et qu'il est donc légitime que les propriétaires de ce capital soient rémunérés. Or, seule la force de travail crée de la valeur nouvelle dont le capital s'arroge le droit de s'en approprier une part. Parce qu'ils n'ont pas ou plus de théorie de la valeur, ces économistes reprennent le lieu commun qui fait du capital une entité féconde alors qu'il n'est qu'une chose morte. Le capital, c'est Terminator en lui-même : il est stérile. Quand la productivité du travail augmente grâce à des machines de plus en plus perfectionnées, la richesse physique s'accroît mais la valeur unitaire de cette richesse diminue.

Les travailleurs ont maintes fois prouvé dans l'histoire qu'ils étaient capables de gérer la production et la société (Commune de Paris, autogestion pendant la République espagnole, Lip en 1973, mineurs gallois de Tower de Aberdare, etc.). Mais contrôler le capital physique accumulé en équipements n'a rien à voir avec une appropriation du capital-argent pour en faire une source supplémentaire d'enrichissement personnel. L'épargne des salariés doit être mutualisée mais non capitalisée. Qui trouve à redire que les 350 milliards d'euros de

cotisations sociales versées annuellement par les salariés pour la santé et les retraites ne rapportent pas d'intérêts ? Les compagnies d'assurances, qui revendiquent la privatisation de la Sécu. La victoire sociale du XX^e siècle fut d'obtenir la protection sociale par la mutualisation d'une partie du revenu. La bataille sociale du XXI^e siècle sera d'arracher la mutualisation de l'investissement¹⁹³ financé par l'épargne collective. Il ne s'agira pas alors de faire aimer la Bourse mais la vie, car on ne gère pas le capital en tant que rapport social quand on cherche à l'abolir.

¹⁹³ . Voir B. Friot, « Le salaire universel », *Ecorev, revue critique d'écologie politique*, n° 7, décembre 2001, p. 29-33.

Faut-il aider les pauvres ?¹⁹⁴

A force de nous inculquer l'idée que l'impôt était quelque chose de négatif, arriva ce qui devait arriver : Lionel Jospin a inventé en France l'impôt négatif. Les salariés payés en dessous du SMIC, au SMIC ou jusqu'à 1,4 fois le SMIC, reçoivent un crédit d'impôt ou impôt négatif ou encore une « prime à l'emploi ». Pourquoi ? Pour les inciter à travailler et les forcer à accepter des salaires de misère.

A la trappe

Pour l'économiste libéral et son alter ego social-libéral, il y a deux raisons au chômage. Les salariés ayant un emploi refusent de voir leurs salaires baisser. Et les chômeurs font le choix de ne pas travailler en jugeant les salaires offerts insuffisants : ainsi, ils « arbitrent entre travail et loisir » car le travail n'est vu par les libéraux que comme une « désutilité » comparée à l'utilité des biens et services obtenus grâce au salaire. Les chômeurs se trouvent alors enfermés dans une « trappe à pauvreté ou à inactivité » puisque le supplément de revenu qu'ils obtiendraient en acceptant un emploi mal payé serait trop faible pour les inciter à sortir du chômage. Bref, le RMI est faible mais trop élevé car il encourage la paresse du chômeur, et le SMIC est faible mais reste trop élevé pour la bourse des patrons.

En résumé :

*Il faut vraiment avoir la tête dure
Ou vide de toute culture
Pour croire que le chômage
Continue de faire des ravages
Parce que les gens prennent plaisir
A arbitrer entre travail et loisir.*

La trouvaille sociale-libérale préconisée par le récent rapport Pisani-Ferry¹⁹⁵ et mise en œuvre par Jospin consiste à faire payer une part de la rémunération des salariés par la collectivité à la place des employeurs. Si, à court terme, elle peut sembler apporter une aide salutaire aux salariés les plus démunis et figurer ainsi comme une mesure de « gauche », à long terme, elle risque d'être la plus mauvaise et la plus dévastatrice des solutions. Et le gouvernement Raffarin a renforcé le dispositif en inventant le RMA qui dispense presque entièrement les employeurs de payer leurs salariés.

¹⁹⁴ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 34, avril-mai 2001 (BL).

¹⁹⁵ . Conseil d'analyse économique, *Plein emploi*, Rapport de J. Pisani-Ferry, n° 30, Paris, La Documentation française, 2000. Pour une critique de ce rapport, voir la Note de la Fondation Copernic « Pour un plein emploi de qualité, Critique du social-libéralisme, à propos du rapport Pisani-Ferry », Note n° 6, mars 2001.

L'attrape-nigauds

Les vingt dernières années ont vu les inégalités s'accroître considérablement car le nombre de bas salaires a grandi à cause des petits boulots, des temps partiels imposés et des multiples contournements du droit du travail. Contrairement au discours entendu, ce n'est pas le RMI qui a créé la trappe à pauvreté, ce sont les innombrables encouragements et exonérations de charges sociales et fiscales dont ont bénéficié les employeurs pour peu à peu transformer la norme d'emploi : en quinze ans, la proportion de très bas salaires a doublé. Qu'arrivera-t-il si l'Etat donne un blanc-seing aux employeurs pour qu'ils libéralisent un peu plus le marché du travail ? Ils en profiteront pour généraliser l'emploi précaire et flexible et les salaires faibles ou ils prendront l'habitude de ne plus payer de salaires : le jour n'est pas très loin où les chômeurs devront payer les employeurs pour être embauchés¹⁹⁶, un peu comme les victimes de la pollution sont invitées à acheter les droits de polluer aux pollueurs.

Le rapport Pisani-Ferry se trompe quand il dit que le Rmiste qui trouve un emploi ne connaît pas d'amélioration sensible de sa situation. Grâce à la loi du 29 juillet 1998 qui permet de cumuler temporairement allocations et salaire, dans 85% des cas, le Rmiste qui trouve un emploi voit son revenu plus que doubler pendant un an lorsque cet emploi est un emploi à plein temps. Ce qui est en cause donc et que se garde bien d'aborder le gouvernement, c'est la question des normes d'emploi et de salaires. Chaque fois qu'on veut aider les pauvres en rendant plus facile la tâche des riches qui embauchent, on perpétue les causes de la pauvreté et l'on aggrave la situation future des pauvres puisqu'on lamine les règles du droit du travail et qu'on transforme la protection sociale en palliatif des dégâts du capitalisme libéral. Il n'y a qu'une manière d'aider véritablement les pauvres, c'est de travailler à l'éradication de la pauvreté. C'est-à-dire, ici, en rétablissant et en faisant respecter des normes de travail et de salaires décentes et en permettant à tous d'y accéder, notamment en utilisant les gains de productivité pour réduire le temps de travail de chacun. Les deux meilleures taxes sur le capital sont et seront toujours la hausse des salaires (surtout des bas) et la baisse du temps de travail.

Victor Hugo, reviens !

Dans son roman *Quatre-vingt-treize*, Victor Hugo écrit le dialogue suivant entre son héros Gauvain, qui va mourir à l'aube sur l'échafaud, et Cimourdain :

- « - L'idée aussi est nourriture. Penser, c'est manger.
 - Pas d'abstractions. La République c'est deux et deux font quatre. Quand j'ai donné à chacun ce qui lui revient...
 - Il vous reste à donner à chacun ce qui ne lui revient pas.
 - Qu'entends-tu par là ?
 - J'entends l'immense concession réciproque que chacun doit à tous et que tous doivent à chacun, et qui est toute la vie sociale.
 - Hors du droit strict, il n'y a rien.
 - Il y a tout.
 - Je ne vois que la justice.
 - Moi je regarde plus haut.
 - Qu'y a-t-il donc au-dessus de la justice ?
 - L'équité.
- Par moments ils s'arrêtaient comme si des lueurs passaient.
Cimourdain reprit :
- Précise, je t'en défie.

¹⁹⁶ . Rappelons que, de toute façon, les capitalistes avancent mais ne paient jamais rien, car tout ce qu'ils « paient » est prélevé sur ce que produisent les travailleurs.

- Soit. Vous voulez le service militaire obligatoire. Contre qui ? contre d'autres hommes. Moi, je ne veux pas de service militaire. Je veux la paix. Vous voulez les misérables secourus, moi je veux la misère supprimée... »¹⁹⁷

Quand la vraie droite fait du social, elle aide les riches ; quand la fausse gauche fait du social, elle aide aussi les riches et elle croit aider les pauvres : de ce fait, elle aide les riches deux fois. La vraie droite choisit toujours la bourse ; la fausse gauche laisse croire qu'on peut avoir la bourse et la vie. Et bien, non, il faut choisir entre les deux.¹⁹⁸

¹⁹⁷ . V. Hugo, *Quatre-vingt-treize*, Genève, Edito Georges Naef S.A., 1874, p. 441-442.

¹⁹⁸ . Pour un approfondissement, voir J.M. Harribey, « Théorie de la justice, revenu et citoyenneté », *La Revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, « Vers un revenu minimum inconditionnel ? », n° 7, 1er semestre 1996, p. 188-198 ; « Une allocation universelle garantirait-elle une meilleure justice sociale ? », in F. Charpentier (dir.), *Encyclopédie : Protection sociale, Quelle refondation ?*, Paris, Economica, Liaisons sociales, 2000, p. 1211-1221.

Les frontières de la solidarité¹⁹⁹

De 2000 à 2002, le gouvernement français a possédé un Secrétariat d'Etat à l'économie solidaire. Avait-il décidé d'engager le pays vers une profonde transformation sociale et de réduire la logique de la recherche du profit ?

Poursuivant une tradition aussi vieille que le mouvement ouvrier, de nombreuses associations et petites entreprises du secteur coopératif mènent des activités économiques sans but lucratif et proposent des services très utiles, créent des emplois tout en participant au renforcement du tissu social par l'insertion de personnes fragilisées ou exclues. En France, les associations à but non lucratif contribuent pour 3,3% au PIB et pour 4,2% à l'emploi total. Elles se glissent le plus souvent dans les interstices laissés ouverts par le secteur capitaliste qui ne juge pas rentables certaines activités et par les défaillances d'un secteur public qui ne réussit pas à prendre en charge toute la misère sociale.

Un début de reconnaissance de ces associations et entreprises semble se concrétiser par la création du Secrétariat d'Etat qui a pour mission de résoudre les problèmes de statuts des personnels, de fiscalité et d'accès au financement. Depuis quelques années, des sociologues et des économistes tentent de donner une légitimité théorique à l'expérience de tous les praticiens engagés dans cette voie.²⁰⁰ Venant d'horizons très divers, de la droite libérale à la gauche social-démocrate, de nombreux rapports ont été publiés : sous des appellations différentes, économie solidaire, économie sociale, tiers-secteur, voire secteur quaternaire, tous convergent pour affirmer que l'économie doit sortir de la confrontation marché/Etat ou marchand/non marchand pour entrer dans un triptyque marché/Etat/société. Une économie « plurielle » à trois piliers au lieu de deux.

Une théorisation fausse

Hélas, il faut déchanter. Les justifications théoriques avancées par les promoteurs d'un secteur d'économie solidaire sont inconsistantes ou contradictoires. Elles s'appuient sur une conception erronée de l'articulation entre le marchand et le non marchand dans une économie capitaliste, en distinguant trois piliers ou pôles²⁰¹ jugés indispensables à la bonne marche de la

¹⁹⁹ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 37, novembre-décembre 2001 (JMH). Pour un approfondissement, voir J.M. Harribey, « L'économie sociale et solidaire, un appendice ou un faux-fuyant ? », *Mouvements, Société, Politique, Culture*, n° 19, janvier-février 2002, p. 42-49.

²⁰⁰ . J.L. Laville, « Economie et solidarité : linéaments d'une problématique », in O.C.D.E., *Réconcilier l'économique et le social, L'économie plurielle*, Paris, OCDE poche, 1996, p. 45-56 ; R. Sue, *La richesse des hommes, Vers l'économie quaternaire*, O. Jacob, 1997 ; A. Lipietz, *Pour le tiers secteur, L'économie sociale et solidaire : pourquoi, comment ?*, Paris, La Découverte, La Documentation française, 2001 ; B. Eme, J.L. Laville, J.P. Maréchal, « L'économie solidaire : état des lieux et enjeux », *La Pensée*, n° 326, avril-juin 2001, p. 73-85.

²⁰¹ . Cette vision tripolaire est aussi celle de l'OCDE et du FMI.

société : le marchand, le non marchand et celui appelé « tiers » qui devrait être reconnu à part entière alors qu'il est aujourd'hui laissé pour compte.

Première confusion qui ne facilite pas la compréhension : l'économie solidaire est définie tantôt comme la partie de l'économie non monétaire (production domestique et bénévolat), tantôt comme l'économie monétaire sans but lucratif (Etat et associations), tantôt comme l'économie monétaire sans but lucratif non étatique (associations seules). Le critère de définition porte soit sur la finalité de l'activité (produire des services, créer du lien social), soit sur le type d'acteurs la conduisant (des individus ou groupes au plus près des bénéficiaires), soit sur le lieu de régulation (« par le bas »²⁰²).

Deuxième incohérence aux conséquences politiques très lourdes : en voulant « mesurer l'apport du travail non rémunéré à l'économie »²⁰³, le travail pour soi, pour ses amis, pour sa famille, ou tout autre travail bénévole, seraient intégrés au sein du PIB. Comme la production de richesse n'est pas réductible à celle de la valeur reconnue par la vente sur le marché, certains prétendent que la « production » de lien social crée une valeur économique²⁰⁴. En guise d'hommage, on donnerait au bénévolat une évaluation monétaire. La sphère humaine basée sur des relations de réciprocité que l'on monétariserait se rapprocherait alors de la sphère où règne la marchandise.

Troisième erreur d'ordre logique : une activité économique monétaire ne peut être qualifiée simultanément de ni marchande ni non marchande : elle est l'une ou l'autre, ou les deux à la fois lorsqu'elle est mixte si elle vend ses services tout en bénéficiant d'une subvention collective. Mais en aucun cas, elle ne peut appartenir à une catégorie autre, comme s'il pouvait exister un troisième sexe.

Quatrième manipulation intellectuelle abracadabrante : les théoriciens de l'économie solidaire se placent sous le patronage de l'anthropologue de l'entre-deux-guerres Karl Polanyi²⁰⁵ qui critiquait le « désencastrement » de l'économie du reste de la société. Mais, alors que Polanyi expliquait que l'économie avait tendance à soumettre l'ensemble de la société à ses critères marchands, les théoriciens qui s'en réclament aujourd'hui pour prôner une « économie plurielle » laissent croire à une possible cohabitation paisible entre la logique de la marchandisation et celle de la solidarité. Le rouleau compresseur épargnerait l'oiseau de la liberté !

Une politique de gribouille

Une théorie fausse ne peut déboucher sur une politique juste. Vouloir construire un îlot de solidarité au sein d'un océan de capitalisme avide de profit, et pour cela exploiteur du travail humain, accapareur du savoir et des ressources, destructeur des cultures, dévastateur de la planète, et qu'on laisserait libre de proliférer, est une mystification.

« Réconcilier l'économique et le social » est le vieux rêve social-libéral qui sert de paravent à la gestion du capitalisme et au renoncement à envisager son dépassement. La « réconciliation » de l'économique et du social est un thème aussi idéologique que la réconciliation entre le capital et le travail. Ces thèmes s'inscrivent dans la lignée de certains mythes ayant fait les succès de librairie ces dernières années comme la fin actuelle du travail, la fin du travail salarié, l'impossibilité du plein emploi, le revenu d'existence ou allocation universelle à la place de la réduction des inégalités, les retraites partiellement confiées à la Bourse, etc.

²⁰² . J.L. Laville, « Un projet d'intégration sociale et culturelle », *Le Monde diplomatique*, octobre 2001.

²⁰³ . J.L. Laville, « Pour une économie plurielle », *Alternatives économiques*, n° 159, mai 1998.

²⁰⁴ . Y. Moulier Boutang, « Refuser la pensée unique de la "valeur-travail" », *op. cit.*

²⁰⁵ . K. Polanyi, *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Paris, Gallimard, 1983.

Dans un contexte de libéralisation intégrale de l'économie capitaliste, ou bien les théoriciens de l'économie solidaire entretiennent l'illusion d'un troisième secteur qui échapperait à la nécessité d'un financement collectif puisqu'il apparaîtrait comme différent du non marchand habituel, ou bien ils jettent un peu plus la suspicion sur les services publics rendus par l'Etat et les collectivités locales en accréditant la thèse de la « crise de l'Etat-providence », idéologie médiatisée par feu la libérale Fondation Saint-Simon. Un faux « tiers »-secteur ne servirait-il pas de prétexte à la poursuite de la remise en cause de la protection sociale et à la compression drastique des programmes sociaux pris en charge par l'Etat qui se déchargerait de ses responsabilités sur les associations et se défausserait sur elles de l'extension d'un emploi plus fragile, précaire, et dont la rémunération serait l'addition de multiples petites aides ou financements, faisant perdre toute consistance à la notion de salaire et contribuant un peu plus à vider de son contenu le droit du travail ? La critique des imperfections et dysfonctionnements de l'Etat-providence est nécessaire pour supprimer les défauts des services publics mais non les services eux-mêmes.

De nombreux besoins sociaux en logements, éducation, santé, transports publics, services de proximité pour les personnes âgées, protection de l'environnement, ne sont pas satisfaits. Ils peuvent l'être, non pas en les abandonnant aux mains du marché ou à la charité publique, mais en élargissant peu à peu le champ de la gratuité, contrôlé démocratiquement par les collectivités publiques, de l'Etat jusqu'aux plus petits niveaux associatifs. Il n'y a donc pas besoin de la notion d'économie solidaire conçue comme un secteur particulier de l'économie. Il faut en revanche réaffirmer la légitimité de l'extension des services collectifs non marchands. L'école publique, en dépit de tous ses ratés, ne contient-elle pas en elle le principe de solidarité ?

La critique de la notion d'économie solidaire ne s'adresse pas à la solidarité ni à ceux qui, dans l'ombre et l'anonymat, travaillent concrètement sur le terrain à la susciter. Au contraire, la solidarité doit gagner l'ensemble des activités économiques et non rester confinée à un appendice qui donnerait bonne conscience aux sociaux-libéraux. La démocratie dans toutes les entreprises, des statuts garantis pour tous, des salaires et des conditions de travail décentes, des droits nouveaux en matière de formation et de contrôle de la gestion, sont des objectifs en faveur d'une véritable solidarité qui ne s'arrêterait pas aux frontières d'un secteur marginal. Or, la politique libérale se contente de faire un peu de social à un petit bout de l'économie pendant que le patronat prépare sa « refondation sociale » pour le reste. La balance n'est pas égale.

Clémenceau disait que pour enterrer un problème ou une discussion, il fallait créer une commission. Aujourd'hui, on a progressé : on crée un ministère de plus.

Du grain de sable au grain de sel²⁰⁶

Du global au local et du local au global, tel est le sens des mouvements sociaux apparus ces dernières années et qui se donnent pour objectif de construire un monde plus solidaire. Agir à tous les niveaux, depuis le lieu le plus proche, celui sur lequel nous vivons au quotidien, jusqu'au planétaire, celui où se joue le destin de l'humanité. Le grain de sable de la taxe Tobin qu'il faut jeter dans les rouages de la finance internationale pour remettre en cause la liberté de circuler du capital a son corollaire de proximité dans le grain de sel imaginé pour recréer des espaces d'échanges et d'entraide dans des petites communautés.

Les systèmes d'échange locaux (SEL) sont nés spontanément il y a une dizaine d'années afin de lutter contre la précarité, permettre à ceux qui ne disposaient pas de revenus monétaires suffisants pour avoir accès à la consommation marchande de ne pas être totalement exclus, et afin de tisser des liens sociaux que la crise et le chômage avaient distendus. En imaginant des échanges de biens et de services entre les adhérents sans qu'ils aient besoin de monnaie publique officielle, les SEL ont inventé une forme de rapports nouveaux par de nombreux aspects. Le plus fréquent est d'avoir mis sur pied une comptabilité collective de débits (chaque fois qu'un participant reçoit un bien ou un service d'un autre) et de crédits (chaque fois qu'il offre un bien ou un service). Parfois même, l'originalité du système va jusqu'à accorder un crédit initial à tout adhérent pour impulser la dynamique d'échanges.

La multiplication des SEL (ils sont actuellement plus de 300 en France), tant en milieu rural qu'urbain, leur diversité, leur durée, leur médiatisation par quelques procès intentés par des entrepreneurs courroucés par une « concurrence déloyale », rendent possible aujourd'hui un premier bilan.

Le SEL : un système monétaire sans accumulation privée

Premier point : les SEL ne pratiquent pas le troc. Celui-ci est une forme d'échange bilatéral en nature. Ce n'est pas le cas dans les SEL. J'offre à mon partenaire un bien ou une heure de mon travail. Celui-ci n'est pas tenu de me rendre un équivalent immédiatement. Son compte est débité, le mien est crédité. Ainsi, les échanges multilatéraux sont possibles et peuvent s'inscrire dans la durée.

Deuxième point : les SEL n'ont pas supprimé la monnaie. Ils en ont inventé une autre qui présente d'ailleurs plusieurs ressemblances avec l'officielle. Elle est commune à tous les membres du SEL et elle a un nom : grain de sel, bouchon, pigne de pin, selon les lieux et les cultures. Elle est considérée par ses membres comme ayant une correspondance avec la monnaie officielle (une sorte de taux de change, mais à sens unique puisque si un détenteur de

²⁰⁶ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 39, mars-avril 2002 (JMH). Pour un complément, voir J.M. Harribey, « SEL : la monnaie entre travail et lien social », *Contretemps*, n° 5, septembre 2002, p. 144-151.

monnaie officielle pourrait à la limite obtenir un service à l'intérieur d'un SEL, l'inverse ne serait pas vrai). Et, surtout, la monnaie des SEL est une monnaie scripturale. Mieux, c'est une monnaie de crédit. C'est-à-dire que les SEL ont redécouvert un vieux principe keynésien nié par vingt-cinq ans de politiques monétaires libérales : il est possible de favoriser l'activité économique, l'emploi, les échanges entre les individus, en injectant, par le crédit, de la monnaie qui permet d'amorcer la pompe du développement et de réinsérer dans la société ceux qui avaient été mis en marge.

Troisième point : la monnaie des SEL présente une différence majeure avec la monnaie utilisée dans l'économie capitaliste²⁰⁷. Elle n'est pas un instrument d'accumulation privée. En effet, dans un SEL, on peut se procurer le service procuré par le travail d'un autre. Mais, ce faisant, on achète le résultat de ce travail et non pas la force de travail d'un salarié dont on revendrait le produit sur le marché. Il s'agit donc dans un SEL d'un échange direct de travail sans qu'il y ait la possibilité de l'exploiter pour en tirer profit et donc accumuler du capital²⁰⁸.

Le SEL : un système qui n'ignore pas la valeur

Est-ce à dire que les échanges sont spontanément égaux dans un SEL ? Non. Ils n'ont tendance à le devenir qu'à la condition que des bases objectives soient définies et respectées par ses membres. Pendant les premières années de fonctionnement des SEL, une grande illusion a circulé parmi leurs adhérents, entretenue par des théorisations peu crédibles. Les rapports d'échange entre les biens et les services offerts n'auraient eu plus aucune base objective rappelant de près ou de loin l'économie capitaliste ; n'aurait régné que la libre discussion entre les participants autour d'appréciations purement subjectives, privilégiant la convivialité et le plaisir d'entrer en relation.

Mais, parallèlement ou, plutôt, par en-dessous, se redessinaient la recherche d'un fondement objectif réaliste et acceptable. On vit donc réapparaître cette bonne vieille loi de l'échange : le temps de travail nécessaire à la fabrication des biens échangés ou le temps de travail requis par le service rendu ou reçu fondent la valeur. C'est le seul moyen d'abstraire la valeur d'échange de l'usage du produit. Les SEL n'ont donc pas éliminé la valeur économique ; ils ne le peuvent pas et, sans doute, ne le doivent-ils pas.

Tout est-il résolu pour autant ? Non, car se pose un autre problème. Si je produis un bien que je vais offrir ensuite dans le SEL, je vais certainement avoir besoin d'outils et de matières premières. Comment intégrer ces éléments dans la valeur du produit fini sinon en tenant compte du coût en travail (donc de la valeur) de ces derniers ?

Contrairement à ce qu'avaient cru certains, les SEL sont rapidement obligés d'évoluer vers une comptabilité qui se rapproche d'une comptabilité en temps de travail : les grains de sel valent une certaine quantité de travail. C'est d'ailleurs la seule manière d'établir une forme de taux de change entre la monnaie du SEL et l'officielle²⁰⁹. Et c'est aussi la seule façon d'amortir convenablement les outils et matériaux utilisés représentant du travail indirect et qui proviennent le plus souvent de l'économie capitaliste.

Que dire maintenant des échanges de travaux de qualifications différentes ? Le problème ne diffère pas de celui rencontré dans l'économie capitaliste : d'où vient le savoir et peut-il être considéré comme propriété personnelle ?²¹⁰ « Une heure d'avocat vaut une heure de baby-

²⁰⁷ . Voir plus haut le chapitre « Une monnaie pour les cannibales ». La monnaie d'un SEL présente certains caractères de la monnaie fondante ou « franche » imaginée par Silvio Gesell au début du XX^e siècle dans *L'ordre économique naturel*, Paris, M. Issautier, 8^e éd., 1948.

²⁰⁸ . Sauf si une entreprise qui emploierait des salariés réussissait à naître à l'intérieur d'un SEL

²⁰⁹ . Voir F. Bowring, « Les systèmes d'échange locaux reproduisent-ils les inégalités sociales ? », *Revue du MAUSS*, également dans *Silence*, n° 271, juin 2001.

²¹⁰ . Voir plus haut le chapitre « Le plombier et le médecin : sur les inégalités de revenus ».

sitting » répond à juste titre un LETS américain²¹¹. Mais ce n'est équitable qu'à condition d'égaliser les temps de travail global (direct et indirect) et pas seulement les temps de travail direct.

Le SEL : un pas vers la réciprocité ?

Les SEL se situent quelque part entre l'économie marchande et l'économie du don. A la première, ils empruntent ses règles d'échanges économiques sur la base d'équivalents quand des rapports de forces ne s'imposent pas brutalement ; de la seconde, ils rappellent de façon plus ou moins lointaine certains traits : les échanges ne relèvent pas uniquement d'échanges économiques mais sont considérés aussi comme des « dettes réciproquement entretenues où chacun a le sentiment de "recevoir plus que de donner". [...] Ainsi le don oblige, fidélise, maintient la mémoire de la relation signifiant que "le lien est plus important que le bien" (en langue canaque, le même mot désigne la dette et la vie). C'est cette "asymétrie" et l'incertitude dans l'échange et l'écart dans le temps qui crée la notion de lien. N'est-ce pas l'"écart à l'équilibre" qui produit du sens nous dit le prix Nobel de physique I. Prigogine ? »²¹²

Par cette dimension, l'expérience des SEL est primordiale et atteste de la possibilité de construire des rapports sociaux hors de l'impératif de l'accumulation. Elle rappelle qu'il n'y a pas de logique de la monnaie qui soit naturelle : la monnaie, ses attributs, son champ de validité, sont construits socialement. Raison de plus de retrouver, au sein de toute la société et de l'économie officielle, la maîtrise collective de la monnaie qui n'est aujourd'hui conçue que comme un instrument d'accumulation privée sous la protection de banques centrales indépendantes.

Il reste cependant deux limites. Dans la mesure où les SEL ne peuvent exister que sur la base de communautés locales très réduites, aux capacités de production modestes, ils ne peuvent et ne doivent pas se couper de l'ensemble de la société. Que serait un SEL qui envisagerait l'échange de services et de savoirs si, à côté, n'existait pas une école publique où l'on apprend à lire et où l'on emmagasine les connaissances ? D'autre part, que signifierait le lien social recréé à l'intérieur d'un SEL si ses membres continuaient d'être exclus du reste de la vie sociale ? On ne peut tenir pour équitable une coupure entre ceux qui s'inséreraient dans tous les champs de la société et ceux qui devraient se contenter des SEL ou des îlots d'économie solidaire, simples cautères sur une jambe de bois. Tout autre serait la situation où diminuerait progressivement le temps de travail contraint de tous, de façon à éradiquer le chômage, et où augmenterait simultanément le temps libre de tous propice à toutes les activités autonomes.

La progression de la solidarité doit gagner tous les échelons de la société. Penser que solidarité d'un côté et capitalisme de l'autre pourraient cohabiter est probablement illusoire. Les SEL et les oasis d'économie solidaire n'offrent pas d'alternative au capitalisme. D'où la nécessité à la fois de grains de sable et de grains de sel.

²¹¹ . J.S. Stehli cité par S. Latouche, « La monnaie au secours du social ou le social au secours de la monnaie », *Silence*, Hors-Série supplément au n° 229, « Les SEL : Pour changer, échangeons », 1^{er} trimestre 1998, p. 22. Un *Local Exchange Trade System* est l'équivalent anglo-saxon d'un SEL.

²¹² . F. Plassard, « Entre économie de don et économie de marché », *Silence*, Hors-Série supplément au n° 229, *op. cit.*, p. 33.

Triste histoire sous les tropiques : la dette²¹³

Histoire vraie et sordide. Celle de la génération d'une dette qui n'existait pas il y a 40 ans et qui atteint aujourd'hui 2 500 milliards de dollars. Dette des pays les plus pauvres vis-à-vis des institutions financières internationales, des grandes banques ou des Etats développés. C'est l'histoire d'une formidable ponction opérée par le système financier capitaliste mondial sur les peuples les plus démunis, normalement programmée pour être sans fin à cause d'un mécanisme infernal de reproduction à une échelle de plus en plus vaste, que seule une annulation pure et simple pourra briser.

L'engrenage de la dette

Au début des années 1970 éclate une crise du capitalisme qui se traduit par une baisse de la rentabilité du capital, un effondrement du système monétaire international fondé à Bretton Woods en 1944, la chute du dollar et le quadruplement du prix de pétrole en 1973.

Les banques occidentales se trouvent à la tête de dollars accumulés depuis plusieurs années - à cause du déficit de la balance des paiements américaine - et soudainement accrus après le premier choc pétrolier. Elles vont donc, à un moment où la croissance des pays industrialisés s'essouffle, être prises d'une frénésie pour octroyer des prêts aux pays du tiers-monde. Les taux d'intérêt réels sont très bas car l'inflation est forte et, par chance pour les pays du tiers-monde, la hausse des prix des matières premières pendant la décennie 1970 promet à ceux-ci des recettes d'exportation capables de les aider à rembourser leurs emprunts.

Cette conjoncture financière ne dure pas. Immédiatement après le second choc pétrolier, pour mettre fin à l'inflation et enrayer la chute du dollar, les Etats-Unis amorcent une politique de taux d'intérêt très élevés qui se propage rapidement dans le monde entier et a des conséquences désastreuses pour les pays très endettés. 70% de la dette ayant été contractée à des taux d'intérêt variables, le coût du crédit se trouve brutalement renchéri au moment (début de la décennie 1980) où les prix des matières premières recommencent à baisser.

Résultat : ses recettes d'exportations diminuant, le tiers-monde doit recourir à de nouveaux emprunts pour rembourser les précédents. Dans le même temps, les pays développés sont en récession aggravée par des politiques monétaristes d'austérité, et leurs importations en provenance des pays du tiers-monde se contractent, précipitant ces derniers dans la crise.

En 1982, le Mexique annonce qu'il ne peut plus rembourser sa dette et payer ses intérêts. Le système bancaire mondial est ébranlé, d'autant plus que le montant total de l'endettement extérieur des pays du tiers-monde atteint, à la fin 1982, 635 milliards de dollars, et que cet endettement est très concentré puisque près de la moitié du total est répartie entre cinq pays seulement (Brésil, Mexique, Argentine, Corée du Sud et Venezuela).

²¹³ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 35, juillet-août 2001 (JMH).

A cause de leurs rapports de domination avec l'Amérique latine, les Etats-Unis ont leurs banques très impliquées avec les pays les plus endettés. Dès lors, le mot d'ordre financier international devient, non pas de sauver les pays endettés, mais de sauver de la faillite les banques créancières. Entrent en scène alors le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Les institutions financières internationales prédatrices

A partir de 1971 (fin de la convertibilité du dollar en or), l'abolition des changes fixes, le passage aux changes flottants, la libéralisation du mouvement des capitaux et la montée en puissance des banques privées donnent au FMI et à la BM un nouveau rôle : asservir définitivement les pays du tiers-monde au capitalisme de plus en plus libéral. Par deux moyens : le report des échéances et surtout les plans d'ajustement structurel.

Le rééchelonnement de la dette consiste à accorder un délai supplémentaire pour le remboursement des emprunts tout en continuant à payer les intérêts. La difficulté de paiement des pays endettés est jugée passagère et les banques peuvent donc continuer à leur prêter des sommes uniquement pour rembourser les précédentes.

Mais le FMI et la BM vont conditionner l'octroi de nouveaux crédits ou le rééchelonnement de la dette à l'adoption de plans d'ajustement structurel (PAS) qui dans un premier temps auront pour objectif de faciliter la gestion de la dette, c'est-à-dire d'éviter la faillite des grandes banques, mais rapidement deviendront des instruments d'intégration et de sujétion des pays endettés au capitalisme mondial.

Les PAS présentent deux volets. Premièrement, un volet de stabilisation économique à court terme comportant trois séries de décisions : la dévaluation de la monnaie (par exemple, 63% pour le dinar algérien et 50% pour le franc CFA en 1994) et la suppression du contrôle des changes ; l'austérité budgétaire publique avec la diminution du nombre de fonctionnaires, de leurs salaires, et la baisse des budgets sociaux et des dépenses d'éducation et de santé ; la libéralisation des prix et la suppression des subventions en faveur des produits de base (pain, riz, tortilla, eau, électricité, transport) et de l'indexation des salaires. Le deuxième volet est un ensemble de réformes structurelles qui visent à libéraliser l'économie : libre circulation des capitaux, ouverture aux produits étrangers, privatisations du système bancaire et des entreprises publiques, privatisation de la terre, priorité à la production destinée à l'exportation par rapport à la production vivrière, déréglementation du marché du travail, réforme fiscale anti-redistributive avec généralisation de la TVA et surtout pas d'impôt sur le capital.

L'enjeu des PAS est clair : éliminer définitivement toute trace des modes de vie traditionnels communautaires et empêcher que le développement se fasse en empruntant une voie qui donnerait trop de place aux rapports non marchands ou qui ferait appel à une régulation collective. Le FMI et la BM ont ainsi imposé au Mexique qu'il modifie l'article de sa constitution protégeant les biens communaux (les *ejidos*). Ils préparent activement la privatisation des terres communautaires ou étatiques en Afrique subsaharienne.

Que l'on aille sur n'importe quel continent, les résultats des PAS sont désastreux. Partout les inégalités s'aggravent car ce sont les plus petits revenus qui sont les plus sévèrement touchés par l'austérité, tandis que les détenteurs de fortunes et de hauts revenus peuvent facilement changer des sommes importantes avant et après la dévaluation et ainsi protéger leurs avoirs. En Afrique, huit pays ont vu l'état nutritionnel des enfants diminuer pendant l'application des PAS. Le taux d'inscription dans les écoles primaires avait progressé de 41% à 79% entre 1965 et 1980. En 1988, il était redescendu à 67%. Le taux de mortalité infantile a augmenté de 54% en Zambie au début de la décennie 90. De 1985 à 1995, les dépenses d'éducation par habitant y ont été divisées par 6. De 1990 à 1993, la Zambie a consacré

37 millions de dollars pour l'enseignement primaire et 1,3 milliard pour le service de sa dette (remboursement + intérêts).²¹⁴

Et pendant ce temps-là, la dette faisait son chemin. Entre 1968 et 1980, la dette extérieure des pays du tiers-monde a été multipliée par 12, puis par 4 jusqu'à aujourd'hui. En une trentaine d'années, elle est passée de 50 à 2 500 milliards de dollars : multipliée par 50. Le service de la dette a été multiplié par 6. Il s'est élevé en 1999 à 350 milliards de dollars. Alors que l'aide publique au développement sous forme de prêts ne dépasse pas 50 milliards de dollars par an et que le Programme des Nations-Unies pour le Développement a calculé qu'il suffirait de 80 milliards de dollars par an pour assurer l'alimentation, l'eau, l'éducation, les soins de gynécologie et d'obstétrique dans tous les pays pauvres.

En 1997, l'Etat fédéral brésilien a payé 45 milliards de reais d'intérêts, 72,5 en 1998, 95 en 1999, tandis que le budget de la santé publique n'était que de 19,5 milliards en 1999. L'Afrique subsaharienne rembourse chaque année 15 milliards de dollars, soit quatre fois plus que ce qu'elle dépense pour la santé et l'éducation.

La balance entre service de la dette et nouveaux prêts fait apparaître un transfert net du Sud vers le Nord : 45 milliards de dollars en 1998 et 114,6 en 1999. En 1998, les 41 pays les plus endettés ont transféré vers les pays du Nord 1,680 milliard de dollars de plus que ce qu'ils ont reçu.

La dette est un mécanisme de transfert occulte des richesses des classes sociales les plus pauvres situées surtout dans les pays pauvres vers les classes sociales les plus riches situées le plus souvent dans les pays riches. Ce mécanisme participe au processus de financiarisation du capitalisme à l'échelle mondiale, processus qui consiste lui-même à capter la plus grande part des richesses créées, par le biais de l'augmentation de l'exploitation de la force de travail dont la spéculation fait ses choux gras.

L'annulation de la dette

Devant l'ampleur des désastres sociaux provoqués par les PAS et l'impossibilité d'envisager un recouvrement de la dette des pays les plus pauvres, le FMI, la BM et les pays du G7 ont décidé en 1996 un plan de réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). La BM a retenu alors 41 PPTE. En 1999, le G7 réuni à Cologne a envisagé un allègement de la dette de 74 à 100 milliards de dollars pour 34 pays, mais qui ne porte que sur la moitié de la dette des 34 pays en question et ne représente qu'un tiers de la dette des 41 PPTE.

La presse a fait grand bruit de ces projets et les gouvernements se sont gargarisés de leur générosité. Or, on ne prend en compte le plus souvent que le montant de la dette publique bilatérale (d'Etat à Etat) qui représente la part la plus faible et on laisse de côté la dette publique multilatérale à l'égard du FMI ou de la BM ainsi que la dette à l'égard des banques privées. De plus, on ne retient que la dette publique bilatérale qui existait avant tout rééchelonnement éventuellement obtenu.

L'allègement de la dette est soumis à des conditions draconiennes qui ne sont ni plus ni moins que la perpétuation d'un PAS rebaptisé Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) élaboré « en concertation avec la société civile ». Pris au pied de la lettre, un CSLP est une absurdité puisqu'il préconise, d'un côté, la poursuite des politiques libérales, et de l'autre, la lutte contre la pauvreté qui supposerait la fin de ces mêmes politiques.

Par exemple, le Mozambique avait réussi à obtenir pour 2000 un allègement de sa dette. En octobre 1999, le FMI et la BM lui demandent de présenter un plan CSLP avant janvier 2000. Le gouvernement du Mozambique répond qu'il n'est pas possible de préparer un tel plan avec la population en si peu de temps. Le FMI et la BM décident de reporter *sine die* l'allègement

²¹⁴ . Chiffres tirés de E. Toussaint, *La Bourse ou la vie, op. cit.*

de la dette. La Guyane devait bénéficier d'un allègement en décembre 1999. Mais son gouvernement avait décidé d'accorder une hausse de salaire de 3,5% après une période où le pouvoir d'achat avait baissé de 40%. Le FMI et la BM demandent alors à la justice de trancher, qui accorde 20% d'augmentation de salaire. Le FMI et la BM ajournent l'allègement de la dette.

Au total, sur les 100 milliards de dollars d'allègement annoncés à Cologne en 1999 et rappelés à Okinawa en 2000, 2,5 milliards ont été effectivement accordés, soit un millième de la dette totale et 1,2% de la dette des 41 PPTE.

Enfin, ces décisions ne sont pas véritablement des annulations. Premièrement, parce que le FMI et la BM ne renoncent jamais à leurs créances. Ils n'acceptent qu'un transfert d'une partie de celles-ci sur le dos des Etats développés. C'est la raison pour laquelle ces derniers sont si chiches avec les pays pauvres : cela signifierait accroître leurs propres déficits ou lever des impôts supplémentaires. Deuxièmement, les Etats qui disent annuler la dette bilatérale qu'a contractée à leur égard tel ou tel pays pauvre mentent effrontément. Le Japon a annoncé à Okinawa une aide de 15 milliards de dollars pour favoriser le développement de l'Internet dans le tiers-monde. Mais il s'agit d'une aide liée qui fait obligation d'acheter au Japon le matériel informatique. Jacques Chirac conditionne les allègements de dette des pays pauvres à des privatisations qui permettent aux multinationales françaises comme Bouygues et Vivendi d'acheter en solde des pans entiers de l'économie africaine.

Les arguments des opposants à cette annulation n'ont aucune validité. Soit ils invoquent le risque de déstabilisation du système financier mondial. Or, la dette des pays du tiers-monde n'est qu'une goutte d'eau dans la dette totale qui court dans le monde²¹⁵. Le système financier mondial est beaucoup plus menacé par la spéculation et les crises financières périodiques qui en résultent que par l'annulation de la dette des pays pauvres. Soit ils invoquent « l'aléa moral ». L'annulation de la dette serait immorale, nous dit-on, parce qu'elle laisserait entrevoir aux emprunteurs la perspective de ne pas rembourser. Cela prêche à sourire quand on sait que les pays pauvres ont remboursé environ quatre fois leur dette depuis 1982. Et puis, les détenteurs de capitaux perdraient confiance – leur moral – pour investir dans les pays dont on aurait effacé la dette. Cet argument est aussi pertinent que celui qui consiste à faire passer le bourreau pour la victime.

L'annulation de la dette extérieure des pays pauvres peut contribuer à faire reculer l'emprise du capitalisme financier si elle s'insère dans un ensemble de mesures pour maîtriser l'avenir de la planète : le respect des modes de vie des populations et de leurs moyens de subsistance, celui des droits démocratiques et syndicaux, le contrôle du mouvement des capitaux notamment par une taxe de type Tobin, l'imposition des revenus du capital, la suppression des paradis fiscaux, le remplacement des institutions internationales inféodées à la finance par des institutions contrôlées démocratiquement, et la pratique de taux d'intérêt les plus bas possibles.

L'annulation de la dette représente une exigence de justice élémentaire et ne serait de toute façon qu'une mince contrepartie de l'énorme dette sociale et écologique laissée par le développement occidental à la planète entière et aux plus démunis en particulier.

La libéralisation du capitalisme qui a prévalu au cours des vingt dernières années a produit ses dégâts surtout dans les pays pauvres mais elle a aussi laissé des traces profondes dans les pays riches où la pauvreté et les inégalités n'ont jamais été aussi fortes. Le chômage au plus haut et l'inflation au plus bas, le franc fort, l'austérité budgétaire et monétaire, le freinage du pouvoir d'achat salarial alors que la productivité du travail progresse, c'étaient les ingrédients

²¹⁵ . La dette du tiers-monde est énorme mais ne représente que 6% des 40 000 milliards de dollars de dettes contractées dans le monde.

des traités de Maastricht et d'Amsterdam qui furent les PAS imposés en Europe. De ce fait, l'annulation de toutes les dettes publiques au monde devrait être un objectif prioritaire.

Sud-Nord-Sud, le climat se réchauffe
*Conte rigoureusement authentique*²¹⁶

Acte I

Un riche bien nanti dit à un ambitieux qui veut devenir riche à son tour : « Qui paie ses dettes s'enrichit. »

L'ambitieux répond : « Comment puis-je m'enrichir si, pour rembourser ma dette, je suis obligé de m'endetter de nouveau ? »

Le riche hausse les épaules : « On voit bien que tu es un novice. Tu n'as qu'à faire comme moi : tu prêtes. »

L'ambitieux : « Mais à qui ? »

Le riche : « Retourne-toi, il y a un pauvre derrière toi et il veut emprunter ; prête-lui. »

L'ambitieux : « Je lui prête ou il m'emprunte ? »

Le riche : « C'est pareil. Tu me fais perdre mon temps et tu vas me devoir davantage. »

L'ambitieux, ahuri : « Pourquoi ? »

Le riche : « Parce que le temps, c'est de l'argent. On ne te l'a jamais dit ? »

L'ambitieux : « Non. Le temps fait de l'argent ? »

Le riche : « Oui, à condition qu'un pauvre travaille pendant ce temps-là. »

L'ambitieux : « Je croyais qu'on ne prêtait qu'aux riches. »

Le riche, agacé : « On prête aux riches qui ont beaucoup de pauvres travaillant pour eux et à certains pauvres qui travaillent deux fois plus. »

L'ambitieux : « Mais ce que produisent les pauvres leur appartient. »

Le riche : « Non. Si tu as prêté à un pauvre pour qu'il travaille, ce qu'il produira nous reviendra. »

L'ambitieux : « J'ai compris à qui il faut prêter. Mais avec quoi ? »

Le riche : « Je te l'ai déjà dit : je te prête. »

L'ambitieux : « Mais toi, d'où tiens-tu ce que tu me prêtes ? »

Le riche, exaspéré : « Tu ne comprends donc rien ! J'ai connu des pauvres avant toi ! Mais il y en a encore. Dépêche-toi, sinon je vais les prendre. Et puis, tais-toi maintenant car ils pourraient nous entendre. »

Acte II

L'ambitieux rentre d'un voyage dans le Sud de la planète. Il retrouve le riche en discussion avec trois personnages importants : le Banquier Mondial, l'Organisateur Mondial du Commerce et le Directeur de la Folie Monétaire Internationale.

²¹⁶ . Texte publié dans *Le Passant Ordinaire*, n° 35, juin-juillet-août 2001 (BL), et mis en scène lors de la fête d'ATTAC Gironde, à Uzeste, les 9 et 10 juin 2001.

L'ambitieux : « J'ai rencontré beaucoup de pauvres, mais la plupart refusent de travailler pour moi et se satisfont dans les campagnes des maigres revenus tirés de leurs terres. »

Le riche, riant aux éclats et se tournant vers ses trois éminents interlocuteurs : « Messieurs, pouvez-vous faire quelque chose pour notre jeune collègue ? »

L'Organisateur Mondial du Commerce : « Les négociations internationales sont bien engagées et nous avons bon espoir d'abolir toutes les protections douanières dont bénéficient les paysans des pays en voie de développement. »

L'ambitieux : « Certes, mais cette abolition concernera le monde entier et elle ne me donnera pas davantage la possibilité d'utiliser l'immense main d'œuvre du Sud. »

L'Organisateur Mondial du Commerce : « Détrompez-vous. Le paysan péruvien qui voudra vendre son sac de blé sur le marché mondial ou le paysan thaïlandais qui voudra faire de même avec son manioc ne le pourront pas car ils seront concurrencés par les grands producteurs américains et européens qui produisent intensivement, à moindre coût, et qui bénéficient de grosses subventions. Ils seront donc ruinés et devront émigrer vers les grandes mégapoles où vous n'aurez plus qu'à les récupérer dans les bidonvilles. »

L'ambitieux : « Je crains que cela ne suffise car les pauvres des favelas se contentent de peu, les centres médicaux leur dispensent des soins gratuits et leurs enfants vont à l'école publique. »

Le Banquier Mondial : « Vous avez raison. C'est encore fréquent. Mais, avec Son Excellence M. le Directeur de la Folie Monétaire Internationale, nous exigeons de la part des pays pauvres la diminution de leurs dépenses publiques et sociales contre l'octroi de prêts internationaux. Tout nouvel emprunt est conditionné par la mise en place d'un Plan d'Ajustement Structurel qui, je ne vous le cache pas, est un Plan d'Anéantissement Social. »

L'ambitieux : « J'en ai entendu parler, mais avez-vous des résultats ? »

Le Directeur de la Folie Monétaire Internationale : « Nous réussissons au-delà de nos espérances. La dette du tiers-monde a ainsi pu progresser et atteindre 2 500 milliards de dollars, ce qui ne manque pas de procurer des revenus aux banques occidentales dont vous êtes sans doute actionnaire. »

L'ambitieux, plein de zèle : « Oui, j'ai revendu mes placements éthiques. »

Le Banquier Mondial, ricanant : « Avec un bénéfice, j'espère. C'est plus moral. »

Le Directeur de la Folie Monétaire Internationale : « C'est plus moral en effet : si l'on enrichit beaucoup les riches, cela relève davantage le niveau moyen mondial que si l'on accorde quelques aides aux pauvres qui n'ont que peu de besoins et qui sont de toute façon trop nombreux. Jugez plutôt nos résultats : le taux d'inscription dans les écoles primaires a diminué dans les pays africains ayant appliqué nos plans et le taux de mortalité infantile a augmenté de 54% en Zambie au début de la décennie 90. »

L'ambitieux, l'air surpris : « L'ajustement, c'est donc différent de la justice ? »

Le riche reprend la parole, goguenard : « Ajuster, en économie, signifie broyer. Et structurel signifie social. Ajuster le structurel, c'est donc broyer le social. »

Le Banquier Mondial : « Ces réformes sont nécessaires. Les salaires doivent rester faibles au Sud car les fonds de pension doivent pouvoir ramener des profits pour payer les retraites au Nord. »

L'ambitieux, de plus en plus soucieux : « Ne craignez-vous pas un mouvement de révolte ? »

Le Directeur de la Folie Monétaire Internationale : « Rassurez-vous, notre équipe de communication prépare un clip sur la mondialisation à visage humain. »

Le Banquier Mondial : « Et puis les propriétaires de latifundias ont suffisamment de pistoleros pour parer au plus pressé si les occupations de terre se multiplient. »

Le riche s'est approché de la fenêtre et annonce : « Messieurs, nous allons devoir interrompre notre réunion car j'entends une clameur monter de la rue. »

Acte III

Charivari, carnaval, manifestation, forum social, naissance d'une Internationale citoyenne, populaire, sociale, multicolore. Musique, musiques, culture, cultures, débats, élaborations de chartes, résolutions, propositions, imagination... De la vraie politique.

Un Sans Terre : « Les peuples ont le droit de se nourrir comme ils l'entendent. De manière autonome, sans dépendre des fournisseurs de semences et sans OGM. »

Un Africain : « Les pauvres doivent pouvoir se soigner quand les médicaments existent. La santé passe avant le profit des multinationales pharmaceutiques. »

Un enfant bengali : « Nous voulons apprendre à lire et écrire au lieu d'être réduits en esclavage. »

Un artiste chantant : « *Loft story* est à la culture ce qu'Elisabeth Tessier est à Copernic, Galilée et Kepler. »

Un instituteur VI^e République : « Le libéralisme, c'est la liberté pour le capital ; la liberté, c'est la liberté pour tous. »

Une ouvrière thaïlandaise : « Salaires de misère, Nike nous fait la guerre. Les pieds gauches des chaussures sont fabriqués au Vietnam et les droits en Chine. Il nous reste les lacets. »

Un licencié de Danone : « Quand l'emploi s'affaïsse, le capital s'engraisse car ceux qui travaillent encore travaillent plus vite. »

Une salariée de Moulinex : « Ils m'ont volé mon travail et ma vie, et ils ont prétendu faire mon bonheur avec des gadgets de merde. Le temps est venu de les exproprier. »

Un syndicaliste orienté vers le Sud : « Derrière la spéculation en temps réel, il y a l'exploitation à temps complet ou à temps partiel. »

Un porte-parole du Nord : « Un autre monde est possible. Taxons la spéculation et supprimons les paradis fiscaux. Ainsi, les enfers sociaux régresseront. »

Un délégué du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde : « Les pauvres ont déjà remboursé plusieurs fois leur dette. Qui annule sa dette relève la tête. »

Un écologiste plus rouge que vert : « Ça va chauffer sur la planète. Profitons-en : brûlons les stocks-options et toutes les actions ; c'est une obligation. »

Tandis qu'un ministre des finances bien de chez nous qui ne peut accéder à la salle de conférence s'indigne : « Mais que fait la police ? », un ex-ministre spécialiste des coups tordus aux immigrés tente de prendre la tête du cortège et murmure : « Je suis là, aujourd'hui j'infiltrerai, demain j'expulserai. »

Non loin, un expert cravaté fait la leçon : « Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain : il peut y avoir une bonne spéculation. »

Un perroquet chroniqueur économique matinal : « Je dirais même plus : toute spéculation n'est pas mauvaise en soi. »

Un clown au nez écarlate et aux yeux émeraude approuve : « C'est vrai : parions sur la fin des spéculateurs. »

Le cortège passe devant un moulin au pied duquel Don Quiattaque, le contestataire à la triste figure, déclame :

« De mon bras décharné, je répare les torts
Et mon masque souffrant trahit ce lourd effort.
Braver le capital est la quête de sens
D'une vie accomplie, aussi riche que dense.
Je préfère en ce jour bien plus être qu'avoir,
Posséder l'énergie du matin jusqu'au soir
De dissiper mirages et funestes illusions
Qui contractent les cœurs et brouillent les visions.

La Bourse anthropophage et le gouffre à pension
Ne peuvent procurer qu'une piètre émotion
A ceux qui s'imaginent entourés de trésors
Et qui ne savent pas qu'ils sont tous déjà morts
Pour avoir projeté de battre à l'unisson
Des yoyos financiers et des pièges sans nom.
De ma tremblante main de faux guérillero,
J'écris l'ultime page et cherche un dernier mot... »

Comme un écho lointain, un économiste aux pieds nus dont la voix usée se perd un peu dans la cavalcade répète : « Il faut choisir entre la bourse et la vie. »

Troisième partie

Questions de pratique

« La démocratie est à la fois fond et forme. »

Karl Marx,
Critique de la philosophie du droit de Hegel, 1843,
in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 3, 1982, p. 873.

De l'anti-libéralisme à l'anti-capitalisme²¹⁷

La révolte des Indiens du Chiapas à partir de 1994, la grève des salariés du secteur public français en 1995 et celle des ouvriers coréens en 1996 avaient été les premières tentatives pour endiguer la vague libérale qui semblait, au bout de deux décennies, pouvoir submerger toutes les régulations économiques collectives. Les échecs apportés au projet de l'Accord Multilatéral sur l'Investissement en 1998 et à l'ouverture des négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce en 1999 sont à mettre au crédit des mouvements associatifs et syndicaux qui, dans le monde entier, expriment l'idée qu'un autre monde est possible. De Seattle à Gênes, de Millau à Porto Alegre, les voix des paysans qui luttent pour le droit à la vie, des salariés dont l'emploi est sacrifié à la Bourse et des citoyens qui ne veulent pas d'OGM dans leur assiette ni de multinationales s'appropriant les gènes du vivant, sont unanimes pour refuser la marchandisation du monde. En France, l'association ATTAC fédère en partie ces aspirations ignorées de la plupart des partis politiques traditionnels, au point de renouveler complètement les termes du débat politique et la manière d'intervenir dans le champ politique. La radicalité des thèmes abordés (taxation de la spéculation, suppression des paradis fiscaux, annulation de la dette du tiers-monde, promotion des services publics, rejet de l'appropriation du vivant et affirmation d'un droit collectif, etc.) et des formes de militantisme (le nombre de manifestants grossit à chaque mobilisation internationale) pose la question de l'identification de l'adversaire et, par conséquent, du projet alternatif. S'agit-il de s'opposer au libéralisme ou au capitalisme ? Faut-il retrouver une régulation du capitalisme et abandonner tout projet à long terme de renversement de celui-ci tout en atténuant ses principaux dégâts, ou au contraire garder cet horizon ? Parce que ces questions sont difficiles, elles traversent les mouvements sociaux actuels. Mais elles sont surtout récurrentes dans l'histoire du mouvement ouvrier car elles recourent largement le débat réforme ou révolution qui a structuré durablement les organisations syndicales et politiques de gauche. Dès lors, pour avancer, les enseignements de l'histoire – surtout l'échec en Union soviétique du stalinisme, forme de capitalisme d'Etat baptisé socialisme ou communisme – doivent être rapprochés de la réflexion philosophique et politique et de l'analyse économique. Le « que penser ? » et le « que faire ? » sont les deux faces d'une même problématique de transformation sociale.

²¹⁷ . Texte inédit.

Que penser ?

Il convient d'abord de lever des ambiguïtés tenant au vocabulaire. Dans les années récentes qui ont vu la libéralisation de l'économie capitaliste se renforcer, les termes de libéralisme – voire de néo-libéralisme ou d'ultra-libéralisme – et de capitalisme ont été employés l'un pour l'autre, ou plus exactement libéralisme a eu tendance à se substituer à capitalisme. Ils sont en outre fréquemment tenus pour synonymes d'économie de marché, tandis que l'évolution contemporaine est désignée par le terme, aussi peu signifiant que passe-partout, de mondialisation. Or tous ces mots ont des sens extrêmement différents.

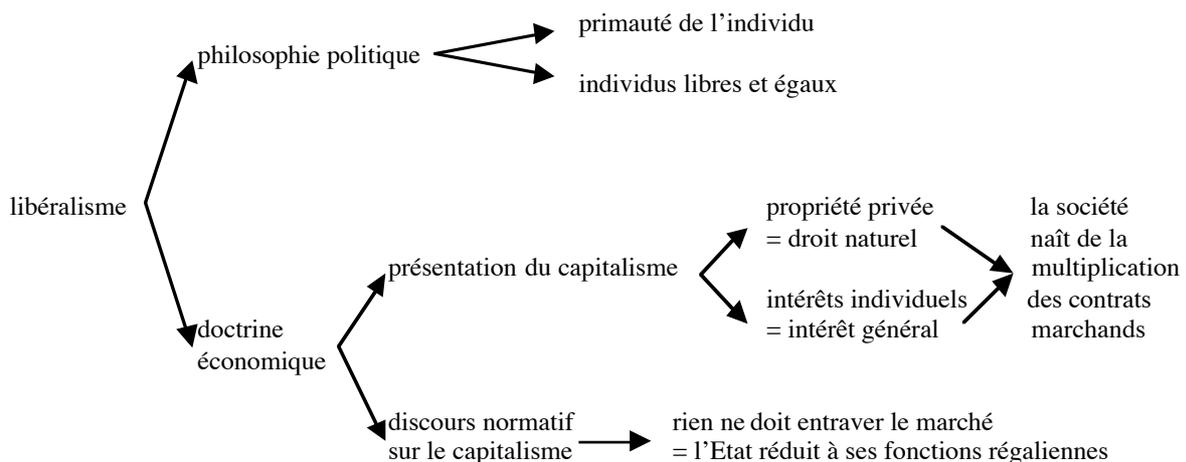
Capitalisme et libéralisme, deux concepts différents pour deux objets

Le capitalisme est un système social, c'est-à-dire une forme d'organisation de la société fondée sur la séparation entre ceux qui possèdent le capital financier et productif et ceux qui ne possèdent que leur force de travail qu'ils sont obligés de louer aux premiers pour vivre ou survivre. C'est donc un système daté dans l'histoire : trois siècles pour les pays les plus avancés dans cette voie. Pour s'imposer, il a dû éliminer tous les modes de production antérieurs afin de rendre la main d'œuvre disponible et généraliser le rapport social de type salarial. Ayant pour finalité la recherche du profit, il est mû par une dynamique d'accumulation du capital rendue possible par l'exploitation de la force de travail qui produit plus de valeur qu'elle ne coûte. Mais cette dynamique est périodiquement minée par des contradictions. D'abord celle qui oppose les capitalistes, cherchant à comprimer leurs coûts, aux prolétaires salariés, alors même que ces coûts constituent le revenu grâce auquel les salariés pourraient acheter les marchandises vendues par les capitalistes. Ensuite, une contradiction oppose les capitalistes entre eux car ils se livrent à une concurrence à coups d'investissements de plus en plus efficaces. Pour ces deux raisons, des crises de suraccumulation de capital et de surproduction de marchandises, que Marx a su le premier identifier, reviennent à intervalles réguliers

Jusqu'à présent, le capitalisme a surmonté toutes ses crises et en a même profité chaque fois pour repartir de plus belle en les utilisant pour concentrer davantage encore la propriété. Il y a deux causes principales à ces sursauts et à cette longévité. La première est que le capitalisme a trouvé en permanence de nouveaux terrains d'investissement, de nouveaux territoires à exploiter, de nouvelles forces de travail à prolétarianiser et de nouveaux débouchés à ses marchandises. La deuxième raison tient à la capacité du système à faire progressivement adhérer ceux dont il exploite le travail à ses valeurs et à ses normes, notamment à ses normes de comportement en matière de consommation : la satisfaction des besoins humains est censée passer exclusivement par l'acquisition de biens marchands. Plus encore, la barrière des besoins essentiels – dès lors qu'ils sont solvables – est indéfiniment repoussée. L'intériorisation de ces normes, au point d'en faire un *habitus* pour tous les habitants des pays riches et un mirage pour ceux des pays pauvres, constitue le ciment idéologique qui permet au capitalisme de ressourcer en permanence sa légitimité. La relative facilité avec laquelle il y parvient, malgré les conflits sociaux qui jalonnent son histoire, tient sans doute au fait qu'il a su canaliser toutes les angoisses humaines – dont celle de la mort n'est pas la moindre – dans la soif de richesse et d'accumulation : l'homme, être de désir, est transformé par le capitalisme en être de besoins. Ce coup de force philosophique – assimiler désirs, indéfiniment renouvelés, et besoins, tant physiologiques que sociaux et donc définissables objectivement – n'est possible qu'en transformant les besoins bornés en besoins illimités, c'est-à-dire en désirs insatiables. Henri Lefebvre l'exprimait ainsi : « des produits privilégiés, effectivement utiles et agréables, l'auto, le frigidaire, le poste de radio et celui de télévision, sont chargés de cette mission : exproprier le corps et compenser cette expropriation,

remplacer le désir par le besoin fixé, remplacer la jouissance par la satisfaction programmée »²¹⁸.

Le terme de libéralisme désigne quant à lui deux choses distinctes et qui pourtant entretiennent des rapports étroits. En premier lieu, le libéralisme est une philosophie politique qui vient du siècle des Lumières et qui est fondée sur la liberté et la primauté de l'individu. Elle s'est historiquement incarnée dans la Révolution française et dans la guerre d'indépendance américaine et fut symbolisée par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Au XVIII^e siècle, cette philosophie politique servit d'arme idéologique entre les mains de la bourgeoisie montante contre les tenants de l'ordre féodal de l'Ancien Régime. En second lieu, le libéralisme est une doctrine économique qui mélange une présentation du capitalisme et un discours normatif sur celui-ci. Sa présentation du capitalisme tient en deux idées clés : la propriété privée est un droit naturel – au contraire d'un droit historique ayant une traduction légale et pouvant être modifié – et la recherche par chaque individu de son propre intérêt amène spontanément le bien-être de tous. Ces deux idées sont articulées : la propriété individuelle permet à chaque propriétaire de nouer librement un contrat marchand avec ses semblables, et ainsi la société naît de l'établissement et de la multiplication de ces contrats. L'Etat de droit vient parachever le fait que les individus sont proclamés libres et égaux. Le discours normatif du libéralisme économique est la conséquence directe de l'interprétation précédente : puisque l'optimum social provient automatiquement des échanges sur le marché, rien ne doit entraver le fonctionnement de celui-ci, l'intervention de l'Etat devant se limiter à ses fonctions régaliennes.



Il faut toutefois préciser que des nuances assez prononcées demeurent entre les penseurs du libéralisme économique au sujet des mécanismes qui conduisent des intérêts particuliers à l'intérêt général. Pour Jeremy Bentham, un des pères de l'utilitarisme, les récompenses et les sanctions doivent inciter l'individu à se départir de son égoïsme naturel pour l'amener à coopérer. Smith oscille entre deux explications dont la postérité ne gardera que la première : les intérêts individuels convergent vers l'intérêt général grâce à la Main invisible du marché, seule réminiscence de la providence divine ; ou bien ils convergent parce que chaque individu éprouve de la sympathie pour l'autre en se mettant à sa place. Si Smith semble réduire les passions humaines à de simples intérêts, c'est parce qu'il pense que le jugement moral est moins fondé sur la raison que sur les émotions et passions dont la plus forte est le *self-love*, l'amour de soi que l'on retire de la reconnaissance des autres. Comme la séparation des êtres fait qu'ils ne peuvent se mettre à la place, dans la peau, les uns des autres que par l'imagination, l'individu smithien éprouve de la sympathie car il a besoin des autres pour se

²¹⁸ . H. Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne*, Paris, L'Arche, 1981, tome 3, p. 31-32.

forger une identité, au contraire de l'*homo œconomicus* complètement autonome. Bien que la sympathie soit difficilement dissociable de l'envie, la première *contenant* la seconde, c'est-à-dire l'englobant et la limitant à la fois, c'est d'elle que Smith escompte la stabilité du lien social car « la recherche privée du gain matériel, loin de casser les liens nuisibles à la stabilité sociale, crée entre les êtres des relations passionnelles »²¹⁹.

Des rapports entre ces concepts

Il y a incontestablement un lien entre le libéralisme au sens philosophico-politique et celui au sens économique puisque la liberté d'individus supposés égaux en est le point de départ commun. Mais le passage du premier au second se fait au prix d'une restriction et d'un aveuglement considérables. D'abord, le libéralisme économique réduit la liberté au champ de la propriété du capital, à la possibilité pour ce dernier de s'investir où il veut et d'employer qui il veut pour assurer sa rentabilité. En un mot, le libéralisme économique, c'est essentiellement la liberté de ceux qui ont du capital²²⁰, alors que la liberté, c'est la liberté de tous. Ensuite, le libéralisme économique méconnaît les conditions qui permettent l'expression de la liberté. Il fait comme si tous les individus étaient à égalité. Par exemple, l'employeur et le candidat à l'embauche : tandis que le premier a le choix entre mille comme le second, celui-ci, comme ses pareils, n'en a aucun ; ou encore l'actionnaire qui attend sa rente et le salarié qui redoute sa lettre de licenciement. En considérant comme égaux le pot de fer et le pot de terre, le libéralisme économique veut ignorer la nécessité d'un droit du travail protégeant le travailleur. On comprend ainsi que le patronat, de tout temps, ait cherché à éviter l'ingérence de la puissance publique qui, à travers la loi, le règlement et la justice, définit un cadre limitant les prérogatives des uns et instituant des droits pour les autres. Le projet actuel de « refondation sociale » du MEDEF est de remplacer la loi et la convention collective par le simple contrat individuel, le tout habillé d'un discours idéologique sur les « risquophobes » et les « risquophiles »²²¹.

Capitalisme et libéralisme économique sont donc des concepts ayant des objets différents. Le premier renvoie à une réalité matérielle (les rapports sociaux, l'organisation du travail, la production, la répartition), le second a trait aux représentations de cette réalité et au projet politique, social et culturel que tente d'imposer la classe dominante à l'ensemble de la société.²²² Cependant, réalité et représentations sont étroitement liées. La réalité de la domination bourgeoise sur la classe des travailleurs façonne les représentations majoritaires dans la société ; en ce sens, le libéralisme économique est une idéologie dans la mesure où il légitime – en les masquant – les intérêts de la classe dominante aux yeux mêmes des dominés. En retour, les représentations légitimantes adoptées par tous modèlent les pratiques qui contribuent à reproduire la division de la société en classes, en l'occurrence le capitalisme, et qui sont constitutives de la réalité matérielle. Ainsi, de même qu'il y a un rapport entre les

²¹⁹ . J.P. Dupuy, *Le sacrifice et l'envie, Le libéralisme aux prises avec la justice sociale*, Paris, Calman-Lévy, 1992, p. 102. Selon Dupuy, un seul principe traverse l'œuvre de Smith : les intérêts *contiennent* les passions, dans le double sens du verbe contenir. F. Vergara [« Les erreurs et les confusions de Louis Dumont », *L'économie politique*, n° 11, 3^e trimestre 2001, p. 76-98] va plus loin en soulignant combien Smith et tous les classiques refusaient de séparer les décisions économiques des principes moraux : la recherche de son propre intérêt ne devait jamais enfreindre les règles de justice.

²²⁰ . Cette formule peut paraître provocante, mais P. Rosanvallon ne dit pas autre chose dans *Le capitalisme utopique, Histoire de l'idée de marché*, Paris, Seuil, 3^e éd., 1999, p. 211.

²²¹ . F. Ewald, D. Kessler, « Les noces du risque et de la politique », *Le Débat*, n° 209, mars-avril 2000, p. 55-72. Pour une critique, voir R. Castel, « "Risquophiles", "risquophobes" : l'individu selon le Medef », *Le Monde*, 7 juin 2001.

²²² . Cette distinction servira ensuite à fonder un choix en faveur d'une stratégie anti-capitaliste, mais même en dehors de cette perspective, elle est utile sur le plan intellectuel. Ainsi, P. Rosanvallon, *Le capitalisme utopique, op. cit.*, p. 226, dénonce la « confusion entre le niveau des représentations et celui des pratiques ».

deux sens du libéralisme, il y en a un entre le capitalisme et le deuxième sens du libéralisme, le libéralisme économique. Outre le fait, comme on le verra plus loin, qu'il y a une part de calcul politique dans la confusion entretenue entre capitalisme et libéralisme, ce dernier rapport n'est pas étranger à la perpétuation de cette confusion.

Il restera à déterminer s'il existe un lien entre le capitalisme et le premier sens du libéralisme, celui qui a trait aux libertés politiques fondamentales. Mais auparavant, il est nécessaire d'examiner le dernier concept en lice pour représenter nos sociétés modernes : celui de marché ou d'économie de marché. La plupart des ouvrages d'économie utilisent indifféremment capitalisme et économie de marché pour désigner le même phénomène, et cela au mépris des principaux apports de l'anthropologie et de l'histoire, notamment ceux de Karl Polanyi et Fernand Braudel²²³. Un premier constat s'impose : le capitalisme a besoin du marché pour exister mais l'inverse n'est pas vrai : le marché est une institution sociale bien antérieure dans l'histoire humaine au capitalisme.

En disant cela, on situe d'emblée cette antériorité qui est déjà une raison logique suffisante pour ne pas confondre les deux notions. Et on comprend bien la volonté des partisans du capitalisme d'assimiler celui-ci au marché remontant à des temps immémoriaux. La confusion théorique naît à partir du moment où l'on ne définit plus le capitalisme par son rapport social dominant – l'exploitation de la force de travail salariée – mais par son seul mode de régulation qu'est le marché. Autrement dit, on a affaire au mieux à une tautologie : le marché égale le capitalisme qui est défini par le marché !

Mais on signifie également un deuxième aspect qui est au moins aussi important : contrairement à la représentation libérale, le marché n'est pas un espace qui naît spontanément par la rencontre de deux ou plusieurs individus ayant l'intention de procéder entre eux à des échanges, car ceux-ci ne pourront avoir lieu que si la rencontre entre échangistes potentiels est encadrée par un ensemble d'institutions, de règles écrites ou coutumières et de conventions explicites ou tacites, qui organisent et éventuellement sanctionnent le déroulement des échanges. Le marché est précisément cet ensemble, et non pas un espace clos où n'interviendraient que des individus isolés et autonomes, coupés de tout environnement social. Ce qui est vrai du marché en général l'est encore davantage du marché particulier, mais aujourd'hui dominant, qu'est le marché capitaliste. Pour le dire vite, le commerce n'existerait pas sans droit du commerce, et l'on comprend bien l'obstination, pour ne pas dire l'acharnement, de l'OMC à établir de nouvelles règles draconiennes s'imposant à tous ses membres. On devrait donc dorénavant tenir pour établi le fait que la société préexiste aux relations que nouent les individus entre eux.²²⁴ Cornelius Castoriadis disait : « La collectivité ne peut exister que comme instituée. Ses institutions sont, chaque fois, sa création propre, mais presque toujours, une fois créées, elles apparaissent à la collectivité comme données (par les ancêtres, les dieux, Dieu, la nature, la Raison, les lois de l'histoire, les mécanismes de la concurrence, etc.) Elles deviennent ainsi fixes, rigides, sacrées. »²²⁵ Auparavant, Polanyi avait écrit : « Mais aucune société ne pourrait supporter, ne fût-ce que pendant le temps le plus bref, les effets d'un pareil système fondé sur des fictions grossières, si sa substance humaine comme son organisation commerciale n'étaient pas protégées contre les ravages de cette fabrique du diable. »²²⁶ En définitive, c'est le non marché qui crée le

²²³ . K. Polanyi, *La grande transformation*, *op. cit.* ; F. Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud, 1985.

²²⁴ . Les philosophes Thomas Hobbes expliquant que chacun remet une part de sa liberté dans les mains du « Léviathan » pour quitter l'état de nature où l'homme est un loup pour l'homme, et Jean-Jacques Rousseau avec son « contrat social », étaient sans doute allés plus loin que Smith avec sa sympathie purement inter-individuelle. En réfléchissant à l'égalité, Rousseau fut sans doute bien près d'une définition de la démocratie en tentant de synthétiser la liberté de John Locke et la sécurité de Hobbes.

²²⁵ . C. Castoriadis, « Psychanalyse et politique », *op. cit.*, p. 182-183.

²²⁶ . K. Polanyi, *La grande transformation*, *op. cit.*, p. 108-109.

marché, tout comme c'est le « hors la loi » qui institue la première loi, ainsi que l'explique Jacques Derrida : « *Tous les Etats-nations naissent et se fondent dans la violence. [...] Il suffit de souligner une loi de structure : le moment de la fondation, le moment instituteur est antérieur à la loi ou à la légitimité qu'il instaure. Il est donc hors la loi et violent par là même.* »²²⁷

Le marché ainsi défini, ou plutôt redéfini, quelle fonction remplit-il au sein du capitalisme ? C'est ici qu'intervient de nouveau l'aspect normatif du libéralisme dans sa version économique. Le libéralisme économique stipule que le marché est censé assurer la régulation du système économique : l'équilibre général sur tous les marchés de tous les biens et services (y compris celui du travail) est réalisé par la flexibilité des prix qui égalise toutes les offres et les demandes. Il y a donc deux étages dans la fusée « harmonie de la société ». Un premier servant de fondation et qui est constitué par les institutions et règles décrites précédemment. Un second étage constitué par la flexibilité des prix. Pendant longtemps, les libéraux (au sens économique) ont laissé de côté – souvent par pure ignorance ou par croyance aveugle en l'existence d'une véritable Main invisible – le premier niveau. Aujourd'hui, plus aucun libéral conséquent ne doute que le marché sans institutions ni conventions est une fiction. En revanche, aucun n'est prêt à admettre que la puissance publique fasse plus que sanctionner les éventuelles transgressions des règles minimales nécessaires au fonctionnement du marché. L'Etat est, à la limite, toléré pour veiller à ce que tout employeur verse un salaire à ses employés mais rejeté s'il a la volonté de fixer un salaire minimum qui viendrait déstabiliser le bel édifice marchand.

Abordons la question laissée en suspens plus haut : y a-t-il un lien entre le capitalisme – qui a besoin du marché, on vient de le voir – et le premier sens du libéralisme en tant que philosophie politique, celui qui a trait aux libertés fondamentales ? Autrement dit, capitalisme et démocratie forment-ils un couple indissociable ? Le marché est partout et la démocratie n'est nulle part, ou, tout au moins, est bien rare – un bien rare –. Il y a donc un premier paradoxe à rapprocher les deux termes, les deux notions, les deux phénomènes.

Le marché capitaliste existe aux Etats-Unis de Reagan et Bush et dans la Grande Bretagne de Thatcher et Blair, présentés comme les modèles de démocratie politique mais qui décident unilatéralement d'entrer en guerre quand bon leur semble contre leurs têtes de Turc. Il existe aussi en Europe, berceau de la démocratie et où pourtant se produisent encore des génocides. Il a triomphé sous le Chili de Pinochet. Et il émerge dans une Chine encore cadenassée par un parti unique. En remontant plus loin dans l'histoire, n'oublions pas que le capitalisme est né par la violence et dans la douleur pour les victimes de l'accumulation primitive du capital, et que, aux premières heures du colonialisme, la conquête de débouchés et de matières premières se fit à coups de canons. Qu'est-ce donc que ce marché qui s'accommode de la démocratie aussi bien que de la dictature ? Qu'est-ce que cette démocratie dont certains théoriciens font la condition nécessaire de l'épanouissement du marché et qui pourtant fait défaut sans que le marché paraisse en souffrir, et dont les mêmes théoriciens font de son association avec le marché la fin de l'histoire humaine, l'horizon indépassable de l'humanité cher à Francis Fukuyama²²⁸ ?

Les rapports entre démocratie et marché étaient déjà sous-jacents aux réflexions de Smith à la fin du XVIII^e siècle. Pourquoi y a-t-il loin de cette théorie économique libérale à la réalité ? C'est à Marx que revint le mérite de proposer une hypothèse pour répondre à cette question. Il commença *Le Capital* en disant : au centre est la marchandise. Le pivot du capitalisme, son

²²⁷ . J. Derrida, « Le siècle et le pardon », *Le Monde des débats*, décembre 1999, p. 17.

²²⁸ . F. Fukuyama, « La fin de l'histoire ? », *Commentaire*, n° 47, automne 1989 ; « Nous sommes toujours à la fin de l'histoire », *Le Monde*, 18 octobre 2001. Un slogan analogue est repris par A. Minc, *La mondialisation heureuse*, Paris, Plon, 1997 ; « Mondialisation heureuse : je persiste et signe », *Le Monde*, 17 août 2001.

point de passage obligé, c'est la marchandise par l'intermédiaire de laquelle le capital va s'accumuler parce qu'il a mis en œuvre de la force de travail qui va engendrer une plus-value.

La marchandisation

Ce processus une fois enclenché ne connaît pas de fin : il exige que, par extensions successives, l'ensemble des activités humaines sur toute la planète soient soumises. La marchandisation du monde est un processus inhérent au capitalisme. Celui-ci s'est d'abord emparé des activités manufacturières et agricoles, et aujourd'hui il franchit une nouvelle étape en projetant de transformer en marchandises les services qui touchent aux aspects les plus qualitatifs de la vie en société : la distribution de l'eau, la santé, l'éducation, les retraites. Cette étape est à peine en cours que se profile la suivante, encore plus monstrueuse : marchandiser la vie par la possibilité de déposer des brevets sur les gènes du vivant²²⁹.

Le motif de la marchandisation est bien sûr la recherche du profit maximum pour rentabiliser le capital et l'accumuler sans fin. Les moyens utilisés actuellement sont le démantèlement des régulations sociales qui avaient été autrefois mises en place au niveau des Etats nationaux, l'abandon des politiques économiques théorisées par Keynes, la suppression de toutes les barrières à la circulation des capitaux et des marchandises, et l'exacerbation de la concurrence qui aboutit aux fusions et concentrations d'entreprises. L'espace visé par ce processus de marchandisation est le monde global, entendu comme espace géographique et comme ensemble des activités humaines, d'où le vocable de mondialisation ou de globalisation, dont il faut bien voir la nature : il s'agit de la mondialisation ou globalisation *capitaliste* dont la particularité contemporaine est qu'elle s'effectue sous la domination de la puissance financière qui capte la valeur produite au bénéfice quasi exclusif des actionnaires, propriétaires du capital ; telle est la nouvelle forme de l'impérialisme²³⁰. Parmi les conséquences de la liberté débridée accordée au capital, rappelons que l'essentiel des gains de productivité est accaparé par les détenteurs de capitaux : par exemple, en France, la masse salariale a ainsi régressé de dix points de pourcentage dans le PIB sur l'ensemble des vingt dernières années.

Le processus de marchandisation du monde que conduit le capitalisme est donc la cause principale de la distance énorme séparant le capitalisme d'une démocratie réelle, puisque les libertés politiques (fondement du libéralisme politique) laissent la prééminence à la liberté économique (fondement du libéralisme économique) dans la mesure où tous les individus ne possèdent pas de capital. La critique de cette prééminence est justifiée mais l'erreur des mouvements politiques qui l'ont menée pendant le XX^e siècle, et notamment le marxisme orthodoxe, est d'en avoir tiré la conclusion que les libertés politiques, n'étant que « formelles », pouvaient être sacrifiées.

Conceptuellement, le problème politique peut être ramené à un problème d'ordre logique. Les libertés politiques, dites à tort formelles, sont une condition nécessaire mais non suffisante de la démocratie ; la socialisation de la propriété des moyens de production et des connaissances en est le complément indispensable, puisque la propriété privée du capital et l'appropriation du savoir et du vivant qui se profile en sont un obstacle. Les libertés politiques sont-elles une condition nécessaire du capitalisme ? Ponctuellement, dans le temps et dans l'espace, non ; l'expérience des dictatures nombreuses dont le capitalisme s'accommode et profite l'atteste. Cependant, sur le long terme, le capitalisme a besoin de légitimer la liberté économique réservée aux détenteurs du capital par la liberté politique théoriquement

²²⁹ . Sur ce point, voir J.P. Berlan, M. Hansen, P. Lannoye, S. Pons, G.E. Séralini, *La guerre du vivant, Organismes génétiquement modifiés & autres mystifications scientifiques*, Marseille, Ed. Agone, Montréal, Ed. Comeau & Nadeau, 2001.

²³⁰ . Voir plus haut le chapitre « L'entreprise sans usines ou la captation de valeur » ; et J.M. Harribey, « La financiarisation du capitalisme et la captation de valeur », *op. cit.*

accessible à tous. Et sa stabilité et sa pérennité nécessitent l'existence d'institutions insérées dans un Etat de droit dont on a vu qu'elles étaient à la base du fonctionnement du marché.

Pour conclure cette revue de vocabulaire conceptuel, disons que, dans le langage économique-politique actuel, libéralisme économique et mondialisation sont deux euphémismes pour désigner le capitalisme. Le paradoxe est qu'ils sont utilisés à la fois par les apologistes du capitalisme ainsi paré de l'aura de la « liberté » et par beaucoup des présumés opposants au système parce qu'ils leur permettent d'éviter de stigmatiser le caractère fondamentalement exploiteur et aliénant de celui-ci. La presse s'est d'ailleurs empressée de qualifier les protagonistes des mouvements sociaux et les manifestants des contre-sommets d'« antimondialistes » ou d'opposants à la « mondialisation libérale ». La clarification conceptuelle proposée ici tend à montrer que, si l'on veut utiliser le terme de mondialisation, on a tout à gagner à parler de *mondialisation capitaliste* pour désigner le processus d'achèvement de la marchandisation de toutes les activités humaines dans le monde, processus conduit par le capital financier. Deux erreurs sont souvent commises au sujet de l'origine de la mondialisation. La première consiste à dire que la mondialisation est un phénomène nouveau apporté notamment par les techniques de l'information et de la communication. Or, le processus de marchandisation et de son extension à l'échelle planétaire est aussi ancien que le capitalisme, la particularité actuelle étant le renforcement de la financiarisation. La seconde erreur est d'amalgamer le processus contemporain aux courants d'échanges nés il y a plusieurs millénaires. Contrairement à ce qu'écrit Amartya Sen : « Pendant des milliers d'années, la mondialisation a progressé du fait des voyages, du commerce, des migrations, de l'expansion des cultures, de la propagation du savoir et des découvertes (y compris dans la science et la technologie). »²³¹, il n'y a rien de commun entre ces phénomènes très anciens et la soumission totale de la vie à la logique du profit. Il convient donc de distinguer la constitution des « économies-monde » successives au sens de Braudel et l'économie monde actuelle qui pour la première fois dans l'histoire se confond avec l'économie *du* monde. Autrement dit, la mondialisation capitaliste est, de façon inédite, une mondialisation globale, géographiquement et sectoriellement. Cette seconde erreur est beaucoup plus grave que la première car elle occulte complètement la nature du système économique qui est en cause.

La présence de l'adjectif *capitaliste* ne vise pas à laisser entendre qu'il pourrait y avoir une bonne mondialisation à la place de la mauvaise actuelle, car l'autre monde que nous voulons construire sera fait de solidarités et de complémentarités socio-culturelles et non d'uniformisation. Cet adjectif a pour but de signifier que ce n'est pas seulement la spéculation sur les marchés financiers et la « dictature » de ceux-ci qui sont en cause mais, derrière elles, l'exploitation capitaliste, avec ou sans spéculation en prime. A l'inverse, il est tout aussi erroné et dangereux de revendiquer le « mondialisme » et d'en faire l'éloge en voulant prendre à contre-pied le discours dominant, car cette défense fait l'impasse d'une discussion qui serait nécessaire sur le caractère ethnocentrique des valeurs occidentales trop rapidement considérées comme universelles, voire naturelles et non historiques, sans les rattacher aux rapports de production en vigueur et aux intérêts des classes qu'elles expriment.²³²

²³¹ . A. Sen, « Dix vérités sur la mondialisation », *Le Monde*, 19 juillet 2001. La réputation de Sen comme économiste s'écartant de l'opinion dominante est totalement usurpée : il se positionne en faveur de la justice sociale et du développement humain, mais sa référence essentielle reste la théorie néo-classique.

²³² . Le livre de R. Passet, *Eloge du mondialisme par un « anti » présumé*, Paris, Fayard, 2001, évite à notre avis l'écueil d'un mondialisme défini exclusivement par référence aux valeurs occidentales : par exemple, il réfute l'idéologie de la domestication de la nature héritée du siècle des Lumières. En ce sens, il échappe à l'une des critiques exprimées ci-dessus. En revanche, sa problématique anti-libérale n'est pas à la hauteur du constat sévère qu'il dresse : d'un côté, une critique sans ménagement : « la rapacité du capital » [p. 23], « la rapacité de la finance » [p. 27], « Les rapaces n'avaient pas de temps à perdre » [p. 57] ; de l'autre, des propos lénifiants : « L'entrepreneur – on ne le lui reprochera pas – a toujours recherché son intérêt. Mais il est arrivé que ce dernier

L'opposition entre adversaires de la mondialisation et partisans d'une certaine mondialisation qui n'aurait rien à voir avec celle en cours est simpliste car l'absolutisation du mondialisme repose dans les deux cas sur un raisonnement vicié. Dans le premier, la négation de l'universalisme de certaines valeurs se fait au nom d'une valeur considérée implicitement comme universelle : le respect de toutes les cultures²³³. Dans le second, l'éloge du mondialisme est bâti sur une hypothèse douteuse qui renoue avec le naturalisme libéral : il existerait des droits humains indépendamment de l'organisation sociale. Parce qu'Alain Minc écrit : « Le capitalisme ne peut s'effondrer, c'est l'état naturel de la société. La démocratie n'est pas l'état naturel de la société. Le marché oui. », René Passet lui rétorque : « C'est la démocratie qui reste conforme à la "nature des choses", et le réductionnisme marchand qui lui fait violence. »²³⁴ Bien qu'animée d'une meilleure intention, la seconde affirmation est aussi fautive que la première puisque marché et démocratie sont tous deux socialement construits.

Une précision s'impose concernant ce dernier point. Dire qu'il n'y a pas de droit humain inséparable de la société ne signifie pas du tout une négation de l'individu, de sa liberté et de la démocratie. Cela n'a rien à voir avec un quelconque totalitarisme dont le XX^e siècle a été le théâtre. C'est une conception philosophique qui pense qu'il n'y a pas d'individus isolés, comme des Robinsons, chacun sur leur île, mais que les individus, les êtres humains, sont des êtres sociaux, c'est-à-dire qu'ils sont nécessairement insérés dans un tissu de relations sociales, de rapports sociaux (dont les rapports de production sont parmi les plus déterminants), et donc de rapports de forces et de contradictions, de conflits d'intérêts, de compromis momentanés. Ici, point d'harmonie universelle procurée par une Main divine, providentielle et invisible. Les droits humains sont issus de la société qui les rend possibles, les encadre de lois, de règles et d'institutions pour en assurer le respect. En dehors du cadre social, aucun droit ne peut exister. Cette conception philosophique est méthodologiquement de type holiste²³⁵. Elle s'oppose à la conception individualiste dont la théorie libérale néo-classique nous offre un bel exemple en affirmant qu'il existe des lois économiques naturelles (la loi du marché) auxquelles nous ne pourrions que nous soumettre au même titre que nous nous soumettons à la loi de la pesanteur. Les droits humains, de la même façon que les lois économiques, sont des constructions sociales. Les uns et les autres sont le fruit des rapports noués dans la société. Cette conception est une légitimation théorique de l'aspiration démocratique entendue comme une élaboration humaine de tous les instants et non pas comme la cueillette d'une manne que la providence nous aurait destinée de toute éternité. Croire que les droits humains sont naturels est aussi faux que croire que le capitalisme est un système naturel auquel, après cinq ou six millions d'années d'existence, les hommes ont enfin accès, n'en sortiront jamais plus, une fois qu'il aura été imposé à tous.

Une bonne part de l'incompréhension et même du refus des valeurs occidentales par une fraction de l'humanité tient, selon l'expression de Jean-Claude Guillebaud, au fait que « L'Occident [...] a [...] rompu avec Kant. Il a fait de sa modernité non plus un questionnement, mais un privilège, non plus un précieuse subversion, mais une idéologie

coïncide avec celui de ses salariés. Rien de tel lorsque le pouvoir passe aux mains du financier. » [p. 56]. Autrement dit, on refuserait la spéculation financière, mais on aurait une certaine tolérance envers l'exploitation de la force de travail. Or, la première reposant sur la seconde, une problématique anti-libérale même « mondialiste » est contradictoire.

²³³ . S. Latouche, « Les mirages de l'occidentalisation du monde : En finir, une fois pour toutes, avec le développement », *Le Monde diplomatique*, mai 2001.

²³⁴ . R. Passet, *L'illusion néo-libérale*, op. cit., p. 191. La phrase de Minc est citée par Passet p. 183.

²³⁵ . Le holisme méthodologique postule que :

- le comportement des individus ne prend un sens que si ceux-ci sont replacés dans le groupe social auquel ils appartiennent ;
- le comportement des groupes sociaux ne prend un sens que si ces derniers sont replacés dans le processus de reproduction du système social auquel ils appartiennent.

comminatoire. » Ainsi, « le capitalisme, victorieux, en bonne conscience, s'est senti à nouveau dépositaire du destin planétaire, comptable et artisan de l'émancipation universelle, avant-garde assermentée du mondialisme en marche. »²³⁶ Jacques Toiser, quant à lui, suggère : « Plutôt que de parler de "Valeurs Universelles", ne pourrait-on parler de *valeurs partagées* par certaines cultures ou peuples à un moment donné, de façon contingente et historique ? »²³⁷ La différence entre valeurs universelles et valeurs partagées paraît bien mince, dès lors qu'elles ne sont pas imposées de force. Phénomène historique ? Evidemment, puisque la question se pose à l'époque de la modernité et non pas de toute éternité. Phénomène contingent ? Tout dépend de ce qu'on entend par contingence. Si cela signifiait un phénomène occasionnel ou accidentel ou dû au hasard, il ne correspondrait pas à celui qui semble largement imputable aux bouleversements contemporains du monde. Si cela renvoie à un phénomène soumis à des conditions, notamment le respect mutuel des valeurs non partagées, la proposition peut être retenue. Si cela signifie en plus la possibilité de rétractation, c'est-à-dire de cessation du partage de certaines valeurs, la proposition vacille car il est au moins une valeur qui est inaliénable : celle qui pose l'humain dans chaque humain. Sans l'affirmation de cette valeur-là, la communauté humaine n'est pas possible et le crime contre l'humanité le devient.

Que faire ?

Tous les essais de clarification conceptuelle précédents n'étaient que des préliminaires. L'objectif est bien de contribuer à l'élaboration d'une réponse politique pratique – et non plus seulement théorique – au problème politique du moment : que faut-il et que peut-on faire pour avancer d'un pas vers la construction d'un monde vivable par tous les humains d'aujourd'hui et de demain, un monde où la reproduction de la société en classes cesserait d'être une fatalité bien commode pour ceux qui en profitent ? Si l'objectif est ainsi grossièrement défini – un après-capitalisme correspondant parfaitement au principe du communisme avant que les partis du même nom en fassent un repoussoir –, deux questions importantes demeurent : avec qui et pour quoi ?

Avec qui ?

Cela pourrait s'intituler : le fabuleux destin du prolétariat. Mis sur la scène productive par le capital, puis institué par Marx comme sujet de l'histoire – sa propre histoire en même temps que celle de l'humanité vraiment humaine – à construire, sujet dont l'existence fut aussitôt niée et refoulée par les penseurs d'une bourgeoisie « hantée par le spectre », sa disparition a été annoncée à de multiples reprises et soi-disant constatée presque autant de fois.

La sociologie bien-pensante n'est pas à une contradiction logique près : après avoir affirmé pendant des décennies que les classes sociales, au sens où Marx les définissait, c'est-à-dire aux intérêts antagoniques, n'existaient pas et n'avaient jamais existé, elle a proclamé avec une jubilation gourmande leur extinction. Comprenne qui pourra. Le prolétariat – la classe tant honnie et redoutée à la fois – s'est éteint, paix à sa mémoire et grâces soient rendues au dynamisme du capitalisme qui élève le niveau matériel de tous et qui conjure le malheur de la lutte de... classes qui n'existaient pas ! Un indice troublant devrait mettre la puce à l'oreille du citoyen curieux des choses de la sociologie et de l'économie : la disparition de la bourgeoisie n'a pas été annoncée avec autant de tambours. Celle-ci serait-elle toujours vivante ? Si oui,

²³⁶ . J.C. Guillebaud, « Le vertige du vide », *Sud-Ouest Dimanche*, 21 octobre 2001.

²³⁷ . J. Toiser, « Pour une critique de l'idéologie des droits de l'homme », Actes du colloque régional « Mondialisation et émancipation humaine », Bordeaux, 16 au 21 octobre 2000, *Espaces Marx*, p. 48-51.

comment une seule classe – un seul des deux pôles du couple bourgeoisie-prolétariat – pourrait-elle subsister ? Voilà la sociologie bien-pensante prise au piège de la dialectique dont elle ignore les linéaments.

Une variante de la sociologie bien-pensante, que l'on pourrait appeler « sociale », a vu le jour au cours de la dernière décennie du XX^e siècle. Après le prolétariat, ce fut au tour du travail et du travail salarié dont la fin fut proclamée à grands renforts de livres très médiatisés²³⁸. Plus de prolétaires ni de travailleurs. Sans doute ne subsistait-il que des rentiers boursicoteurs. La manne – la valeur en économie – tombait du ciel. Place aux fonds de pension qui allaient faire des miracles pour les retraites ! Vive la « nouvelle économie » qui engendrait la richesse à partir de rien ! Que n'a-t-on pas entendu sur la disparition de la valeur-travail en tant que théorie de la valeur des marchandises et sur celle de la « valeur » travail en tant qu'élément anthropologique ?²³⁹

Si le prolétariat se définit comme l'ensemble des individus vendant leur force de travail manuelle et intellectuelle contre salaire aux détenteurs de capital, alors le prolétariat ne peut que s'étendre avec l'extension du capitalisme lui-même qui est fondé sur le rapport social salarial. Un gigantesque contresens a toujours été commis par les négationnistes du prolétariat. Ce concept avait été défini par Marx au temps où, objectivement, les choses étaient assez simples : prolétaire, salarié et ouvrier étaient synonymes. Tous les salariés vendaient leur force de travail et pratiquement tous participaient, de façon manuelle, à la production matérielle et concouraient directement à la production de plus-value. De ce fait, l'habitude fut prise dès l'origine d'identifier le prolétariat à la classe ouvrière, c'est-à-dire, à l'époque, aux ouvriers. Au XX^e siècle, l'approfondissement de la division du travail, la diversification des niveaux de qualification et des catégories de salariés, le développement d'activités donnant lieu à une production immatérielle de services, sont venus rompre l'identification entre prolétaires salariés et ouvriers. Le contresens consiste à définir le prolétariat non plus comme il se doit avec son critère de définition – la vente de la force de travail – mais par un exemple, ce qui constitue une nouvelle faute de logique, et, qui plus est, par un exemple ne correspondant qu'à une époque déterminée et dépassée.

Les différenciations au sein du prolétariat ont été amenées par la succession de révolutions industrielles et de transformations du capitalisme. La première révolution industrielle impulsée par la machine à vapeur, mise en œuvre dans le textile puis dans la sidérurgie et le chemin de fer, avait produit la « classe ouvrière » au premier sens strict, c'est-à-dire qui se confondait avec les ouvriers. La seconde révolution industrielle amenée par l'électricité et le moteur à explosion et développée dans les industries chimiques puis automobiles avait engendré à la fois le travail taylorien des OS (ouvriers spécialisés) et le travail des techniciens. La troisième révolution industrielle propulsée par l'automatisation et l'informatisation produit sous nos yeux la multiplication des employés, des techniciens productifs et commerciaux, en même temps que la tertiarisation de l'économie et la lente diminution absolue et relative des ouvriers²⁴⁰.

Il y a, lors de chaque grande transformation technique, un double mouvement de différenciation et d'unification ou de massification. Mais quelle différence de classe y a-t-il entre un ouvrier d'usine et une caissière de supermarché ? Quelle différence de classe y a-t-il entre un opérateur sur une machine à commande numérique et une employée de banque penchée sur une machine à lecture optique des chèques ? Quelle différence de classe entre le travailleur d'usine et celui qui sera chez lui, devant son poste de télé-travail, dont la

²³⁸ . D. Méda, *Le travail, Une valeur en voie de disparition*, Paris, Alto Aubier, 1995 ; J. Rifkin, *La fin du travail*, *op. cit.* ; V. Forrester, *L'horreur économique*, *op. cit.*

²³⁹ . Pour une critique de tous ces points, voir J.M. Harribey, *L'économie économe*, *op. cit.*

²⁴⁰ . Encore qu'il ne faille pas se tromper d'optique : ce reflux des ouvriers n'est vrai que dans les pays développés ; à l'échelle mondiale, le nombre d'ouvriers augmente.

productivité et le moindre geste seront contrôlés par l'employeur et qui sera harcelé jusque dans sa sphère la plus intime par le téléphone portable ?²⁴¹ Il semblerait que la sociologie bien-pensante ait confondu l'analyse historique, donc nécessairement datée, qu'a faite Marx au XIX^e siècle²⁴², et les concepts qu'il a forgés pour analyser le rapport social capitaliste dans son fondement, au premier rang desquels figure la plus-value produite par le prolétariat et accaparée par la bourgeoisie.

Les études portant sur l'évolution de la population active salariée en France montrent une très grande stabilité de la part des catégories populaires dans l'ensemble de la population active : près de 60% de celle-ci sont constitués d'ouvriers et d'employés dont les conditions de travail et de salaires présentent de nombreux points communs qui font dire à Louis Chauvel que « les employés sont d'un point de vue structurel des ouvriers des services, c'est-à-dire des travailleurs routiniers du tertiaire dont le travail est aussi peu valorisé économiquement que celui des ouvriers »²⁴³.

Le prolétariat existe, et, d'ailleurs, Monsieur Seillière l'a rencontré. L'appropriation de tous les gains de productivité par les profits et la mise au chômage pour produire une rentabilité supérieure, soit en augmentant les dividendes versés aux actionnaires, soit en assurant la montée du cours de leurs titres financiers, sont des actes de lutte de classes à l'initiative du capital. Un contresens supplémentaire peut être relevé : la lutte des classes aurait disparu parce que les travailleurs ne réagiraient pas ou plus. La période 1980-1995 en fournit un exemple en raison de la précarité de leur situation. Mais dirait-on qu'un match de rugby n'ait pas eu lieu parce qu'une équipe a perdu la partie ou que la bataille de 1939-40 n'a jamais existé parce que la France fut défaite ? Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot expliquent très bien que ce qui apparaît comme un effacement de la division en classes sociales est en réalité un affaiblissement des capacités de résistance et d'offensive du prolétariat, tandis que, symétriquement, la bourgeoisie est en pleine possession de ses forces, dont l'une des manifestations est de nier tout *discours* de classe pour mieux imposer sa *pratique* de classe dominante²⁴⁴.

En fait, les capitalistes ont besoin des prolétaires pour engendrer leur capital mais se passeraient bien d'un prolétariat, c'est-à-dire d'une classe consciente et organisée, tant il est vrai que cette classe n'affirme réellement son existence que lorsqu'elle agit contre la classe opposée. Et là réside, à l'inverse, le lancinant problème du camp radical : celui de l'unification de tous les laissés-pour-compte de la planète, de tous ces prolétaires actuels ou potentiels, autour d'un projet commun.

Pour quoi faire ?

Un projet commun alternatif au libéralisme ou bien au capitalisme ? Telle était la question de départ. Si l'objectif était de s'opposer seulement au libéralisme économique, notamment dans sa forme extrême actuelle, cela signifierait une acceptation du capitalisme en tant que système fondé sur l'emploi de la force de travail salariée et sur son corollaire, la légitimité du profit privé tiré de son exploitation pour accumuler du capital. La forme que prendrait la régulation du capitalisme serait uniquement en question. Il s'agirait alors de doser l'ampleur

²⁴¹ . Pour une synthèse, voir M. Cahen, « Le nouveau prolétariat vous salue bien ! », *Le Monde*, 7 décembre 1995.

²⁴² . Dans la France de 1848, Marx distinguait six classes : la bourgeoisie comprenant la bourgeoisie financière et la bourgeoisie industrielle et commerciale, les grands propriétaires fonciers, la petite bourgeoisie, la classe ouvrière, le *lumpen prolétariat*, les paysans parcellaires.

²⁴³ . L. Chauvel, « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE, Observations et diagnostics économiques*, n° 79, octobre 2001, p. 323.

²⁴⁴ . M. Pinçon, M. Pinçon-Charlot, « La grande bourgeoisie : une classe mobilisée », *Alternatives économiques*, « Les classes sociales font de la résistance », Hors Série, n° 29, 3^e trimestre 1996, p. 30-33 ; *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte, 2000.

de l'intervention des pouvoirs publics pour tempérer la brutalité des adaptations commandées par la dynamique des restructurations permanentes des entreprises en concurrence, pour atténuer les variations de la conjoncture selon les préceptes keynésiens, pour développer des systèmes de protection sociale et juridique de qualité des salariés et enfin pour maintenir en dehors du marché les services nécessaires à la cohésion et au progrès de la société, tels que la santé ou l'éducation. Ce serait donc déjà quelque chose d'appréciable après une période de laminage de toutes les conquêtes sociales. Ce ne serait pas rien mais ce ne serait pas tout.

Si l'objectif était d'aller au-delà de la remise en cause du libéralisme économique pour viser celle du capitalisme parce que celui-ci est nécessairement un système d'exploitation et d'aliénation qui se nourrit de la perpétuation des inégalités de toutes sortes, alors la critique du libéralisme économique est une condition nécessaire mais non suffisante de celle du capitalisme. En d'autres termes, la seconde implique la première comme *point de passage obligé*, sans que l'on s'y arrête.²⁴⁵

Trois types d'arguments sont avancés pour justifier le choix de la première option : lorsque le capitalisme fut régulé et encadré par les Etats nationaux après la seconde guerre mondiale, le monde occidental connut un âge d'or de la croissance économique ; l'échec retentissant de l'expérience de l'économie soviétique planifiée élimine définitivement tout espoir de dépasser le capitalisme ; les mécanismes de marché sont irremplaçables. Chacun d'eux mérite un examen attentif car de leur validité dépend la décision concernant l'objectif final.

Retour à un passé idéalisé ?

Les rapports de forces sociaux issus de la victoire sur le nazisme permirent après 1945 d'instaurer un modèle social-démocrate de gestion de la société dans les pays d'Europe occidentale. Qualifié de fordien et keynésien, ce modèle reposait sur un régime d'accumulation intensive donnant des gains de productivité du travail élevés dont salaires et profits bénéficiaient de manière égale, nourrissant la consommation et l'investissement, sur un interventionnisme étatique accompagnant la croissance économique et régulant ses variations par des politiques monétaire et budgétaire, sur des mécanismes de transferts sociaux contribuant à la vigueur de la consommation dans les catégories modestes de la population, et sur l'intégration progressive des organisations représentatives des salariés aux procédures de négociations dans le secteur privé et la fonction publique. A l'échelon international, cette période fut marquée par une relative stabilité monétaire et financière, du moins tant que le système monétaire instauré à Bretton Woods en 1944 fonctionna à peu près correctement, c'est-à-dire jusqu'au milieu des années 1960 : le contrôle du mouvement des capitaux, la stabilité des changes et la convertibilité du dollar en or étaient assurés. Beaucoup d'esprits critiques du libéralisme économique actuel se réfèrent à cette période pour réclamer un retour au type de régulation qui prévalait alors, en déplaçant le centre de gravité : l'ouverture économique exige que cette régulation ne s'opère pas uniquement à partir des Etats nationaux mais à partir d'entités plus vastes comme l'Europe, voire à partir d'instances reconnues mondialement.

Au moins trois éléments obligent à prendre des distances vis-à-vis de ce premier argument.

Premièrement, il ne faut pas se tromper sur l'interprétation à donner de la fameuse répartition égale des gains élevés de productivité. Quand la productivité du travail croît de 5% par an, cela permet effectivement d'accorder une augmentation de 5% à la masse salariale et de 5% aux profits, tant réinvestis que distribués. Est-ce pour autant équitable et pérennisable ? Cela signifie simplement le maintien des situations relatives acquises en donnant 5% de plus aux riches et 5% de plus aux pauvres. Pour le dire autrement, le taux d'exploitation de la force

²⁴⁵ . M. Husson, *Le grand bluff capitaliste*, Paris, La Dispute, 2001, exprime une idée voisine en intégrant la problématique keynésienne à l'intérieur de la problématique marxienne.

de travail resta à peu près constant pendant les « Trente glorieuses » alors qu'il augmente aujourd'hui. Par ailleurs, cette période vit la division du travail s'approfondir, l'organisation taylorienne du travail s'imposer, la main d'œuvre immigrée occupée à des tâches d'OS et la main d'œuvre féminine être victime de multiples discriminations.

Deuxièmement, ce fameux âge d'or de la croissance fut celui où furent jetées les bases d'un développement productiviste dont on mesure aujourd'hui les conséquences désastreuses pour l'environnement. C'est à cette époque que furent adoptés les programmes de construction d'infrastructures destinées à imposer rapidement le « tout automobile » et le « tout camion », ainsi que la politique agricole commune européenne pour accélérer l'exode rural, favoriser les firmes agro-industrielles, intensifier les cultures et l'élevage, au point de conduire à la concentration des terres, à la surproduction, à l'effondrement de la qualité des produits et à la pollution généralisée de l'eau et des sols.

Troisièmement, cette période, présentée comme modèle de référence, est celle où la croissance occidentale n'aurait pas été aussi forte si elle n'avait tiré parti d'un pillage éhonté du tiers-monde, tant en matières premières qu'en main d'œuvre (é)puisées à bon marché²⁴⁶.

Echec définitif de tout projet alternatif ?

Le deuxième argument en faveur d'une remise en cause du libéralisme économique sans toucher au capitalisme s'appuie sur l'échec de tous les modèles s'étant prétendus, au cours du XX^e siècle, alternatifs. L'argument ne manque pas de logique et conduit beaucoup, même parmi d'anciens adversaires du capitalisme, à penser que « le capitalisme incarne notre destin »²⁴⁷ ou qu'il « faut faire avec le capitalisme »²⁴⁸. Pour juger l'argument décisif, il resterait à prouver que les modèles prétendument alternatifs n'étaient pas des formes de capitalisme, non privées certes, mais où prévalait le prélèvement du surplus social sur le dos de travailleurs non consentants, à des fins d'accumulation des richesses et surtout du pouvoir entre les mains d'une classe occupant l'appareil d'Etat. Il resterait également à prouver que des formes d'autogestion, c'est-à-dire de contrôle démocratique à tous les échelons par les travailleurs et les populations des structures productives et des organismes de la vie sociale, sont définitivement impossibles. Or ces deux preuves n'ont jamais été apportées, et, surtout, la preuve inverse existe : toute l'histoire ouvrière est jalonnée de telles expérimentations et la démocratie participative naît à Porto Alegre. Finalement, on peut se demander si ce deuxième argument n'équivaut pas un renoncement définitif à la démocratie, ce qui est pour le moins paradoxal chez des adeptes de la corrélation indéfectible entre démocratie et marché.

Le marché capitaliste irremplaçable ?

Cela nous conduit au troisième argument selon lequel les mécanismes régulateurs du marché seraient irremplaçables car supérieurs à tous les autres. Il peut être réfuté à son tour de plusieurs manières.

Premièrement, cette supériorité se manifesterait par la capacité de la recherche du profit à enclencher le dynamisme économique selon un processus de « destruction créatrice » décrit par Schumpeter²⁴⁹. Ce point est indéniable, mais suffit-il à donner leur légitimité sociale et culturelle à des activités produisant des biens sans lesquels l'humanité ne s'en porterait pas moins bien ? L'industrie automobile a été et est encore à l'origine de la sacro-sainte croissance économique faite d'embouteillages, d'accidents, de pollutions et de réchauffement

²⁴⁶ . A la fin de cette époque-là, un petit livre devenu grand classique analysait ce pillage : P. Jalée, *Le pillage du tiers-monde*, Paris, F. Maspero, 1973.

²⁴⁷ . A. Caillé, « Marché et capitalisme, même combat », *Alternatives économiques*, Hors-Série, « 500 ans de capitalisme », n° 33, 3^e trimestre 1997, p. 40-42.

²⁴⁸ . D. Clerc, « Point de vue : Malaise », *Alternatives économiques*, n° 194, juillet-août 2001.

²⁴⁹ . J.A. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1942, Paris, Payot, 1979, p. 113-120.

climatique. Le dynamisme capitaliste est celui qui vise à satisfaire des besoins uniquement solvables, et, sur ce plan-là, il a fait preuve d'une grande supériorité. En revanche, il s'est révélé moins performant pour répondre aux besoins non solvables d'une grande partie de l'humanité. Et son incapacité à résoudre les problèmes posés par la production des biens publics et par les effets externes que les décisions individuelles engendrent sur le bien-être collectif a été depuis longtemps démontrée. La qualité sociale et écologique du dynamisme que favorise le marché capitaliste est si faible qu'elle oblige à explorer d'autres voies pour garantir un développement soutenable qui semble bien incompatible avec l'accumulation illimitée du capital²⁵⁰.

Deuxièmement, la liberté de circulation des capitaux est le prolongement normal du libéralisme économique, et on a vu dans le dernier quart du XX^e siècle combien elle fut utilisée pour accélérer la restructuration mondiale du système productif sous la houlette des groupes financiers. Au régime d'accumulation fordiste d'après-guerre a succédé un régime d'accumulation financière fondé sur des mécanismes de captation de la valeur ajoutée au profit des actionnaires. Les marchés financiers sont devenus prépondérants dans l'élaboration de la norme mondiale de rentabilité exigée du système productif, au mépris de l'emploi, des conditions de travail et de salaires et des protections sociales. Au pouvoir des marchés financiers assurant la liquidité du capital est attaché un renforcement de la spéculation et de l'instabilité financière. Certains anti-libéraux non anti-capitalistes pensent que toute spéculation n'est pas mauvaise en soi car elle traduit, comme le disait Keynes, l'incertitude qui entoure toute décision qui oblige les hommes à faire des paris sur l'avenir. La suppression des marchés financiers où se font et se défont ces paris serait néfaste, disent-ils, car elle briserait le progrès économique qu'ils impulsent. Mais il n'y a aucune corrélation positive entre progrès économique et toute-puissance financière ; au contraire, l'augmentation considérable du niveau de vie dans l'après-guerre s'est faite alors que la finance était verrouillée, et le marasme ultérieur est concomitant du débridement monétaire et financier. D'autre part, le progrès quantitatif dont il s'agit ne nous renseigne en rien sur sa qualité et l'on est renvoyé à la question précédente. Enfin, la spéculation financière n'existe que parce que, en amont, la force de travail est exploitée ; pis, le renforcement de l'une et celui de l'autre vont de pair puisque la première se nourrit de la seconde en reportant sur les salariés les risques que n'assument plus les actionnaires.

Troisièmement, l'existence de marchés financiers très liquides garantirait l'approvisionnement des entreprises en capitaux nécessaires aux investissements et leur puissance ne ferait que traduire l'optimalité de l'affectation des ressources dans un monde en voie d'unification. Or, le critère d'affectation des ressources est celui de la rentabilité maximale, le plus souvent à court terme, et non pas la réponse aux besoins sociaux. Que les investissements privés évitent le continent africain, ou que la recherche contre le paludisme en soit au point zéro, ou encore que les firmes multinationales pharmaceutiques aient été tentées un temps de traîner en procès les pays qui mettaient à disposition de leurs habitants des médicaments génériques contre le sida, sont-ils des signes d'efficacité économique ? L'optimalité dont il est question n'est pas absolue mais relative au critère du profit. Par ailleurs, croire que seuls les capitaux d'origine privée sont capables de financer les investissements est une erreur. La collectivité a prouvé sa capacité à financer la prise en charge de l'éducation, de la santé et des retraites par la mutualisation des fonds – en France, environ 350 milliards d'euros par an –. Pourquoi ne serait-elle pas capable de mutualiser l'investissement productif dans des secteurs plus larges que ceux actuellement couverts ? Les dogmes libéraux ont-ils à ce point pénétrés les esprits qu'il ne serait pas possible de repenser la planification pour lui donner une dimension démocratique, c'est-à-dire le choix collectif

²⁵⁰ . Voir J.M. Harribey, *L'économie économe, op. cit.* ; *Le développement soutenable, op. cit.*

donnant la priorité par exemple au transport par le rail plutôt que par la route ou bien aux énergies renouvelables plutôt qu'au nucléaire ? Enfin, depuis que les banques centrales sont devenues indépendantes des pouvoirs politiques et soumises aux exigences des marchés financiers, l'essentiel de la création monétaire est allé nourrir les placements spéculatifs. La reprise en main des banques centrales permettrait de retrouver l'usage de la politique monétaire aux fins de création monétaire en correspondance avec les besoins de la production.

Quatrièmement, en revenant pour terminer à des considérations théoriques, il faut dire que l'on doit à certains théoriciens néo-classiques parmi les plus rigoureux une quadruple démonstration.²⁵¹

Kenneth Arrow a prouvé que le paradoxe de Condorcet était incontournable : à partir de choix individuels rationnels parce que transitifs (je préfère une école à une route et une route à un stade, donc je préfère une école à un stade), il est impossible d'aboutir à un choix collectif rationnel car la transitivité des choix n'est plus assurée globalement.

Arrow et Gérard Debreu ont ensuite établi que l'équilibre général simultanément sur tous les marchés reposait sur des hypothèses infondées. Notamment celle selon laquelle il n'y aurait jamais de rendements croissants ni de coûts fixes. Si c'était vrai, pourquoi tous les individus ne s'installent-ils pas comme entrepreneurs ? D'autre part, le modèle d'équilibre général suppose que les individus disposent d'une dotation initiale leur permettant de survivre sans avoir besoin de travailler ni d'échanger ; d'où leur viendrait alors cette dotation sinon d'une institution publique pourtant postulée absente ? Si au contraire la dotation de survie n'était pas assurée, il est établi que l'équilibre du marché s'accommoderait de la disparition pure et simple d'une partie de la population. Mesurons l'impact de cette démonstration qui provient de l'intérieur du camp néo-classique lui-même. Les auteurs ont encore montré que la recherche de l'équilibre entraînait en contradiction avec les préceptes libéraux : il fallait absolument un décideur central omnipotent, exact opposé de la Main invisible du marché auto-régulé.

Hugo Sonnenschein, Rolf Mantel et Debreu ont démontré un théorème portant leur nom selon lequel on ne pouvait être certain que la demande de *chaque* bien diminuait quand son prix augmentait et qu'elle augmentait lorsque le prix des autres biens augmentait. La fameuse « loi » de l'offre et de la demande n'est pas une loi ! Car, dans la mesure où les différents marchés réagissent les uns sur les autres, rien n'assure que la baisse du revenu réel (le pouvoir d'achat) consécutive à la hausse du prix d'un bien n'aura pas pour effet d'en accroître la demande au détriment des autres biens qui ne se substitueront pas ainsi au premier. Supposons que les prix des biens de première nécessité augmentent ; les catégories pauvres de la population restreindront leur demande de biens superflus pour consacrer leur revenu aux denrées essentielles, compensant même leur impossibilité d'accéder aux biens superflus par une augmentation absolue de leur consommation de biens de première nécessité. Lorsque l'effet de substitution l'emporte sur l'effet de revenu, l'équilibre général est stable ; dans le cas contraire, la flexibilité des prix ne fait pas converger le système vers l'équilibre.

Kevin Lancaster et Richard Lipsey ont démontré quant à eux le théorème de « l'optimum de second rang ». Si les conditions de la concurrence parfaite ne sont pas remplies, par exemple s'il existe des biens collectifs ou des externalités, ou s'il y a des rendements d'échelle croissants, alors une situation optimale au sens de Pareto ne peut être atteinte, ni même une situation approchante dite de second rang, comme une sorte de moindre mal. En effet, dès l'instant où la solution optimale n'existe pas dans un secteur de l'économie et nécessite l'intervention d'un organisme public pour affecter les ressources, par une succession de réactions en chaîne, tous les autres secteurs se retrouvent dans la même situation et

²⁵¹ . Sur ces points, voir B. Guerrien, *La théorie néo-classique, Bilan et perspectives du modèle d'équilibre général*, Paris, Economica, 1989.

appellent la coordination collective. Bref, ou bien il faut un marché parfait et général, ou bien il ne faut pas de marché du tout. Or, le marché ne peut exister à lui seul. D'où les deux terribles conclusions : le marché n'est pas efficace et le marché total est impossible. On peut trouver une illustration de cette inefficacité et de cette impossibilité dans le cas d'une gestion écologique confiée à un marché qui a auparavant laissé se développer les pollutions : on tente de corriger une défaillance de marché en créant un nouveau marché dont la défaillance à son tour nécessitera encore un marché supplémentaire, et ainsi de suite dans une régression à l'infini. Mais alors, cela signifierait la marchandisation absolue du monde, ce qui est logiquement impossible puisque le marché ne peut se passer de cadre social.

Que reste-t-il de la supériorité des mécanismes de marché ? Certainement, une adéquation de l'offre produite aux préférences des consommateurs disposant d'un pouvoir d'achat. Mais le marché capitaliste ne peut, par définition, répondre aux besoins des populations démunies. Il ne peut non plus donner spontanément d'indications sur le caractère soutenable à long terme d'une activité économique florissante et pourtant dévastatrice pour les écosystèmes ou les équilibres sociaux et culturels. Pis encore, si le rapport de forces en faveur des détenteurs de capitaux n'est pas brisé, les gains de productivité s'accumuleront dans leurs mains : dès lors qu'on accepte que les revenus des capitalistes croissent plus vite que la richesse globale, celle-ci finira par leur échoir en totalité. Les économistes férus de mathématiques devraient réfléchir à cela. Alors, adieu à la soutenabilité sociale et écologique.

Une problématique de transformation sociale

Le choix entre une stratégie anti-libérale et une stratégie anti-capitaliste se résume ainsi. Son premier terme s'exprime très clairement sous la plume de René Passet : « il s'agit, à partir de l'extension des technologies humaines à l'espace planétaire (mondialisation), de s'interroger sur la conduite à tenir : suppression de toute tentative de régulation politique du phénomène, afin d'en favoriser le déploiement, avec toutes ses conséquences, ou bien, à l'opposé, maintien ou renforcement de la régulation en raison de certaines de ses conséquences pour la "communauté humaine" ? »²⁵². Cette problématique nous paraît insuffisante, et de portée bien moindre que la suivante : à partir d'une analyse du capitalisme comme système ne pouvant qu'exploiter l'homme et la nature, se fixer comme objectif horizon la fin du capitalisme, avec immédiatement une régulation, non pas pour assurer la pérennité du système, mais pour préparer les conditions de sa disparition. Dans le premier cas, le capitalisme est considéré comme un ordre désormais immuable dont il faut juste corriger les excès. Dans le second, les êtres humains gardent l'avenir ouvert à d'autres possibles. D'un côté, la fatalité de l'histoire, de l'autre, le sens qu'on lui donne et seulement celui-là. Seul un renouveau de la critique radicale du capitalisme est susceptible de s'opposer efficacement à la marchandisation générale de la société. Faut-il un argument supplémentaire ? Si nous nous contentions d'une contestation de la forme libérale de régulation du capitalisme, par exemple par la limitation de la grande spéculation financière, l'impératif capitaliste de l'exploitation de la force de travail susciterait aussitôt de nouvelles anticipations de profit et donc un regain de spéculation. Le refus des « licenciements de convenance boursière »²⁵³ est une expression trop ambiguë pour être acceptable car ils ne sont que l'expression contemporaine des habituels licenciements pour cause de profit qui est l'essence même du capitalisme. D'ailleurs la

²⁵² . R. Passet, *Eloge du mondialisme par un « anti » présumé*, op. cit., p. 26. Sa position est paradoxale : il pense faire une critique du capitalisme et pourtant certaines de ses propositions rejoignent celles des sociaux-libéraux (allocation universelle, économie solidaire dans le tiers-secteur, limitation mais non suppression de la spéculation financière).

²⁵³ . ATTAC, « Face aux licenciements de convenance boursière, Les analyses et les propositions d'ATTAC », 2001, <http://attac.org/fra/asso/doc/doc58.htm>.

« valeur pour l'actionnaire » égale à la différence entre, d'un côté, les recettes et, de l'autre, les coûts incluant une rémunération moyenne du capital correspond exactement à la « plus-value extra » analysée par Marx.

Si l'on prend chacune de ces deux problématiques comme des épures, il y a en leur sein une profonde unité de vue, et la tâche de la critique sociale est de les expliciter. La difficulté vient du fait que l'on ne retrouve pas en chaque auteur se référant implicitement ou explicitement à l'une ou l'autre problématique l'adhésion à tous les thèmes qui, mis bout à bout, construisent la cohérence d'ensemble. Au sein de la première problématique, certains auteurs contribuent au discrédit jeté sur le travail à travers le pronostic erroné sur sa fin prochaine, d'autres proposent une allocation universelle. Beaucoup abandonnent toute théorie de la valeur fondée sur le travail rendu abstrait par le capitalisme, et nient la plus-value comme source du profit et comme concept central rendant compte des rapports sociaux qui permettent l'accumulation du capital. A la place de ces catégories théoriques, on trouve l'atomisation des individus, l'affirmation d'une certaine rationalité des marchés financiers qui peut aller jusqu'à la croyance en une génération spontanée du capital sur des marchés tellement auto-référentiels qu'ils se détachent définitivement de la production et des rapports sociaux. La monnaie figure certes dans cette problématique comme une institution sociale traduisant la violence qui s'exerce sur les individus rattachés à une même communauté²⁵⁴, mais sans que cette violence soit rattachée aux rapports sociaux dans lesquels le travail est l'acte par lequel les hommes vont les nouer. La proposition qui en découle est celle d'un capitalisme patrimonial ou d'un actionnariat salarial qui pourrait constituer la nouvelle régulation du capitalisme du XXI^e siècle²⁵⁵.

Au sein de la seconde problématique, tout s'oppose point par point à la précédente. La place théorique accordée au travail n'a rien à voir avec une sacralisation, encore moins avec une réduction de la vie humaine à cette partie de son activité. Elle situe simplement le cœur de la contradiction centrale du capitalisme pour en faire une critique radicale. Il ne faut pas confondre le primat de l'économie se situant « dans l'ordre des causes », énoncé par Marx, et « sa primauté dans l'ordre des fins »²⁵⁶, critiqué par lui. Cependant, cette analyse théorique n'emporterait pas à elle seule la décision en faveur d'une stratégie anti-capitaliste s'il ne subsistait un ultime argument qui est sans doute le plus important. Le régime d'accumulation financière qui est devenu dominant dans le monde a aboli toutes les barrières à la circulation des capitaux et à l'implantation des investissements. Quand bien même on réussirait à leur imposer une réglementation plus contraignante nous éloignant de la gestion libérale actuelle, il n'en resterait pas moins qu'une part des profits proviendrait de l'exploitation de la main d'œuvre des pays pauvres et irait grossir les dividendes des grands et des petits actionnaires des pays riches. A l'époque du capitalisme financier mondialisé, la seule manière d'exprimer une réelle solidarité avec les plus pauvres des pauvres est de contester le système dans son fondement et pas seulement dans sa régulation. Sinon, le petit actionnariat salarié des pays riches participera, via les fonds de pension ou les fonds d'épargne, à la ponction capitaliste sur la valeur ajoutée mondiale.²⁵⁷ En bref, vouloir instaurer des rapports de distribution équitables en laissant intacts les rapports de production d'exploitation est un leurre. « La structure de la distribution est complètement déterminée par la structure de la production », écrivait Marx²⁵⁸.

²⁵⁴ . M. Aglietta, A. Orléan, *La violence de la monnaie, op. cit. ; La monnaie souveraine, op. cit.*

²⁵⁵ . M. Aglietta, « Le capitalisme de demain », *op. cit.*

²⁵⁶ . Y. Quiniou, « Main gauche, main droite », *Le Monde*, 30 mai 2001.

²⁵⁷ . Voir la citation de M. Aglietta et *al.*, donnée plus haut dans le chapitre « Sur la mondialisation : les faux débats ».

²⁵⁸ . K. Marx, *Introduction générale à la critique de l'économie politique, in Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1, 1965, p. 249.

Certains rétorqueront « placements éthiques » ou « commerce équitable ». Certes, il vaut mieux aider à financer le creusement de puits en Afrique qu'acheter des actions Matra-Lagardère. Il vaut mieux également favoriser le commerce de café avec des petits producteurs dont le travail est rémunéré décemment et qui peuvent ainsi desserrer l'étau des multinationales. Mais la notion de placement éthique est une contradiction dans les termes et une goutte de commerce équitable n'est rien dans l'océan d'iniquité. Ils ne peuvent prendre sens que si, globalement, la logique du profit est mise au pas.

L'opposition entre les deux stratégies anti-libérale et anti-capitaliste traverse évidemment le champ politique. Les gouvernements de gauche qui assurent une gestion social-libérale du capitalisme en Europe²⁵⁹ théorisent leur action en se déclarant hostiles à une « société de marché » et favorables à une « société avec marché ». Ils reçoivent le renfort de certains théoriciens de « l'économie plurielle » ou de « l'économie sociale et solidaire »²⁶⁰. Leur principale erreur est de gommer la distinction entre marché en général et marché capitaliste²⁶¹ et de dissimuler le second derrière le premier. Le marché capitaliste ne peut, par nature, être équitable puisque les prix qui s'y fixent incluent une rémunération du capital calquée sur la norme moyenne internationale et qu'ils expriment directement les rapports de forces dans le monde. La loi de la valeur appliquée sur le marché capitaliste implique donc toujours une distorsion par rapport au travail nécessaire à la production des marchandises.

Abolir le marché capitaliste, c'est abolir cette loi distordante. Cela ne signifie pas obligatoirement abolir tout marché sur lequel s'appliquerait une loi de la valeur de laquelle serait extirpé le profit approprié par le capital. Tel est le sens que l'on peut donner à l'idée que le marché est une institution sociale qui préexistait au capitalisme et qui peut lui survivre parce qu'elle présente de nombreux avantages lorsque les échanges qui s'y déroulent tendent à être équitables en termes de travail et reflètent des rapports équilibrés entre les échangistes. Mais abolir le marché capitaliste n'équivaut pas non plus à un retour en arrière, à un rétablissement généralisé de formes anciennes du marché correspondant à un régime de la petite propriété. Le dépassement du marché capitaliste signifie que les rapports humains prennent d'autres formes que les seuls rapports marchands parce que la propriété sociale a progressé. On pourrait objecter que, même si marché et capitalisme ne sont pas identiques – le premier ayant existé avant le second –, l'un conduirait inexorablement à l'autre à travers la recherche de l'accumulation et la distinction s'estomperait en dynamique. Faisons l'hypothèse que l'objet de la démocratie est justement de faire en sorte qu'une institution sociale comme le marché soit mise au service de l'élaboration de nouveaux rapports sociaux et non pas laissée à vau l'eau. Le marché ne conduit pas plus automatiquement au capitalisme en dehors des rapports sociaux qui prévalent que la détention par l'État de la propriété des entreprises n'a conduit au socialisme et au communisme.

La condition pour que la critique du libéralisme soit pertinente et puisse déboucher sur celle du capitalisme est qu'elle le mette en cause pour ce qu'il est réellement : une politique et une idéologie cyniques au service exclusif des intérêts d'une classe qui a compris à la fin des années 1970 que la restauration de ses profits, privilèges et pouvoirs passait par la liberté totale de circuler pour ses capitaux et par l'austérité monétaire, budgétaire et salariale.

Aussi convient-il de se défaire de cette illusion selon laquelle les États auraient été dépossédés contre leur gré de leurs prérogatives de régulation par les marchés financiers. Ce sont les États qui ont organisé la dérégulation dont ils se prétendent victimes. Il ne suffit donc pas de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils appliquent une « bonne politique » ou

²⁵⁹ . Pour une critique, voir Fondation Copernic, *Un social-libéralisme à la française ?*, *op. cit.*

²⁶⁰ . J.L. Laville, « Economie et solidarité : linéaments d'une problématique », *op. cit.* ; A. Caillé, « Marché et capitalisme, même combat », *op. cit.* Voir plus haut le chapitre « Les frontières de la solidarité ».

²⁶¹ . Cette distinction renvoie à celle que faisant Marx entre procès de travail en général produisant des valeurs d'usage et procès de travail capitaliste produisant des marchandises pour grossir le capital.

qu'ils retrouvent le sens de l'intérêt général. Les Etats sont avant tout des garants de l'ordre social dominant, et, en dépit des concessions nécessaires aux classes dominées, servent globalement les intérêts des classes dominantes.²⁶² Les Etats ne se sont pas « trompés » en libéralisant à tout va. Ils ont largement trompé leur monde. De ce fait, l'idée selon laquelle il suffirait d'ériger des contre-pouvoirs est sans doute fautive. La démocratie, ce n'est pas le (vrai) pouvoir (concentré) aux dominants et les contre-pouvoirs (dispersés) au peuple ; c'est l'essentiel du pouvoir à celui-ci mais il s'agit alors d'un pouvoir d'un tout autre type.

Un mot doit être dit au sujet des analyses prétendant que le mouvement social de ces dernières années ne peut être que réformiste et ne peut qu'en rester à une lutte anti-libérale sans remettre en cause le capitalisme, contribuant ainsi à conforter ce dernier à long terme. Tel serait le destin des mesures du type taxe Tobin ou des revendications d'une agriculture propre et d'une alimentation saine. Premièrement, c'est préjuger du devenir du mouvement social que personne ne peut prévoir. Deuxièmement, aucune revendication n'est en soi réformiste ou révolutionnaire. Il n'en est pas une qui ne soit récupérable par le système si elle n'est pas insérée dans une démarche d'ensemble qui lui donne une portée transformatrice.²⁶³ Troisièmement, l'évolution du capitalisme est telle que sont réunies les bases objectives d'un rapprochement des luttes sur le terrain de la production – terrain traditionnel de la lutte des classes – avec celles qui sont menées hors de la production comme l'alimentation, l'écologie, le cadre de vie, le logement et les services publics. Ces bases sont aujourd'hui réunies car le capitalisme a vocation de s'emparer de tout et de tout broyer sous sa logique glacée. Le prolétariat est exploité parce qu'il est dépossédé d'une grande partie de ce qu'il produit mais il est aussi aliéné par le fait que le capitalisme lui happe non seulement son temps de travail mais, de surcroît, et de plus en plus, tout son temps de vie ainsi que les conditions de sa vie. Le mouvement qui anime la lutte contre la mondialisation imposée par le capitalisme n'est donc pas un mouvement de « citoyens » coupés de tout enracinement social de classe. Au contraire, il ne peut avoir une portée transformatrice qu'à la condition d'être un mouvement de travailleurs-citoyens.

Une association comme ATTAC n'est en soi, au départ, ni exclusivement anti-libérale ni foncièrement anti-capitaliste. Elle se trouve être à la jonction des luttes se situant sur des terrains différents mais de plus en plus voisins : les luttes de classes au sens traditionnel et les luttes contre les multiples injustices ou aberrations. De ce fait, elle est évidemment traversée par les contradictions de la société et des aspirations diverses s'y expriment. Ce n'est pas un handicap si le débat démocratique y demeure, et, au contraire, cela peut se révéler être un atout pour accélérer la prise de conscience de certaines couches sociales et notamment des jeunes. En tout cas, elle est en France l'un des rares lieux où se forge de nouveau aujourd'hui une culture de la radicalité. On eût aimé que les débats qu'elle a impulsés et imposés sur la place publique fussent pris en charge par les organisations syndicales et politiques engluées dans un social-libéralisme encore plus dangereux qu'un simple anti-libéralisme.²⁶⁴

²⁶² . Que ne relit-on pas plus souvent A. Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, *op. cit.*, qui écrivait : « Le gouvernement civil, en tant qu'il a pour objet la sûreté des propriétés, est, dans la réalité, institué pour défendre les riches contre les pauvres, ou bien, ceux qui ont quelque propriété contre ceux qui n'en ont point. » [tome 2, p. 337]. Ainsi, les premiers peuvent « dormir avec tranquillité » [tome 2, p. 332].

²⁶³ . Voir L. Boltanski, E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

²⁶⁴ . Autant on peut souscrire à l'analyse des transformations du capitalisme qu'exprime M. Barillon, *Attac, encore un effort pour réguler la mondialisation !?*, Castelnau-le-Lez, Climats, 2001, autant celle qu'il fait du mouvement social anti-mondialisation et d'ATTAC, est fruste. En particulier, son jugement sur la composition sociologique d'ATTAC ne repose sur aucune enquête sérieuse et sa caractérisation des couches moyennes salariées du privé et de la fonction publique assimilées en bloc à « la classe de l'encadrement capitaliste » est pour le moins sommaire : « étudiants, enseignants, travailleurs du secteur public, cadres du secteur privé syndicalistes, animateurs sociaux, infirmiers, retraités... » [p. 129]. Rien n'y manque, c'est le « tous ensemble » vendus au capital ! C'est grotesque. Les mêmes remarques peuvent être faites au sujet d'A. Bihr,

Des propositions ouvrant la voie à la transformation sociale

Ce ne peut être un inventaire exhaustif. Tout au plus peut-on donner quelques indications pour que les propositions constituent une véritable avancée vers un après-capitalisme.

- Redéfinition de la propriété sociale. En priorité, doivent être déclarés propriété inaliénable de l'humanité les biens essentiels à la vie tels que l'air et l'eau. Immédiatement après vient la propriété du savoir, des connaissances, des découvertes et des applications qui en résultent, notamment en matière de santé et d'alimentation, sur lesquels ne doivent peser aucun brevet ni droit d'usage strictement privé. Ensuite, la discussion doit s'ouvrir à l'échelle mondiale pour définir les formes que peut prendre le contrôle partiel ou total sur la propriété du capital des grandes firmes, en commençant par celles dont l'activité est liée à la qualité de la vie (industrie agro-alimentaire, industrie pharmaceutique). De façon plus générale, l'affaiblissement du droit de propriété doit aller de pair avec la montée du droit sur l'usage des choses. La prééminence de la valeur d'usage sur la valeur sera la résultante de l'élargissement progressif du champ de la gratuité²⁶⁵.

- Maîtrise par les travailleurs de la totalité des gains de productivité dont une partie de plus en plus grande doit être utilisée pour réduire le temps de travail au fur et à mesure que les besoins essentiels sont satisfaits. Cela signifie rompre avec le mythe social-libéral de la « répartition équitable » des gains de productivité entre capital et travail, c'est-à-dire entre exploités et exploités. La répartition équitable qui doit être mise en œuvre est celle qui concerne l'ensemble des travailleurs dans le monde entier, à l'exclusion du capital²⁶⁶.

- Interdiction des licenciements dans les entreprises qui versent des dividendes.

- Suppression des quatre grands organismes internationaux – nouvelle « bande des quatre » – qui ont été les fers de lance du capitalisme libéral : le FMI, la Banque mondiale, l'OMC et l'OCDE. Leur remplacement sera assuré par de nouvelles institutions sous le contrôle d'une ONU démocratisée.

- Suppression des instances informelles du type G7 ou G8 qui ne sont que le gouvernement des pays les plus impérialistes.

- Annulation de toutes les dettes publiques, en commençant par celles des pays pauvres.

- Contrôle du mouvement des capitaux par la mise en place d'une taxe sur les transactions de change (taxe de type Tobin) complétée par une taxe sur toutes les autres transactions financières, par une refonte de la fiscalité sur le capital et sur les bénéficiaires, et par la suppression des paradis fiscaux.

- Mise sous tutelle politique des banques centrales et abrogation des dispositions statutaires concernant leur indépendance. Ensuite, mise sous tutelle des grandes banques.

- Définition de nouveaux droits pour les salariés en tant que tels (et non en tant que petits actionnaires) dans tous les pays. Elaboration de chartes sociales sous l'égide de l'OIT (Organisation internationale du travail). Aide aux pays pauvres pour faciliter l'amélioration des conditions de travail et de salaires.

- Développement des systèmes de protection sociale collectifs dans le monde entier et promotion des services publics. Exclusion du commerce des services d'éducation, de santé et de retraites.

- Définition des règles commerciales internationales qui respectent l'autonomie de chaque peuple, notamment en matière agricole et alimentaire. Le libre-échange ne doit progresser

« Antilibéralisme ou anticapitalisme ? ou : comment ne pas prendre des vessies roses pour des lanternes rouges », *A contre-courant syndical et politique*, n° 119, janvier 2001.

²⁶⁵ . Sur la gratuité, voir J.L. Sagot-Duvauroux, *Pour la gratuité*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995.

²⁶⁶ . On ne répètera jamais assez que le capital ne produit pas de valeur et qu'il n'y a donc aucune justification, ni théorique ni morale, de sa rémunération.

qu'en proportion des avancées démocratiques et des rapprochements des niveaux de développement. Dans un premier temps, les accords régionaux doivent être favorisés.

- Ouverture immédiate de négociations véritables pour freiner le réchauffement climatique, pour définir les responsabilités de chaque pays en matière de lutte contre les pollutions et répartir les efforts équitablement. Mise en place d'une instance chargée d'élaborer des normes et de veiller à leur respect. L'utilisation éventuelle et temporaire d'outils économiques (notamment écotaxes ou ventes de permis) doit être subordonnée à l'existence de ces normes.

- Orientation de la production vers la qualité des produits et la réponse aux besoins des plus démunis, dans le souci de préserver les écosystèmes. Priorité aux transports économes en énergie et peu polluants. Réorientation des programmes énergétiques vers les énergies renouvelables et abandon des filières nucléaires.

Tous les éléments précédents, notamment la fiscalité sur le capital, la maîtrise des gains de productivité par la collectivité, les obstacles aux licenciements et les droits des salariés, sont susceptibles d'affaiblir la propriété capitaliste. Au lieu de subir périodiquement les conséquences des crises financières, il convient d'organiser l'affaiblissement des marchés financiers par le biais de toutes les mesures de nature à assurer une baisse systématique des cours boursiers. L'euthanasie des rentiers chère à Keynes ne peut être laissée au soin d'une inflation aveugle mais constitue un objectif stratégique. Sans attendre la disparition du capitalisme, il faut assécher les Bourses, en rendant de plus en plus difficile les transactions sur titres, pour viser à terme leur fermeture. Les actionnaires gagnent sur deux tableaux en bénéficiant de la plus-value sur dividendes et des plus-values boursières. Comment ne pas s'étonner que personne ne s'étonne qu'on tolère un dispositif qui permet aux actionnaires de se défaire de leur capital quand ils achètent des titres qui leur rapportent des dividendes, et en même temps qui leur permet de le garder à leur quasi disposition, la seule restriction étant qu'ils ne peuvent tous faire valoir cette dernière exigence simultanément ?²⁶⁷

La transformation des rapports sociaux est inséparable de la transformation de nos rapports avec le monde du vivant : nous réapproprier notre temps de vie grâce aux gains de productivité répartis avec justice, c'est le même combat que celui que nous menons pour ne pas nous faire déposséder du bien commun de l'humanité et pour que nous en fassions un usage raisonnable, c'est-à-dire économe. Nous faisons partie du vivant. En revanche, le capital appartient à la catégorie des choses mortes. Ce n'est pas un hasard si cette dernière idée fut exprimée en premier par Marx, dont la théorie critique a servi ici, tout au long de ce livre, de fil conducteur.

²⁶⁷ . Voir I. Johsua, « L'adieu aux Bourses », *Le Monde*, 12 octobre 2001.

La transformation des rapports sociaux-écologiques²⁶⁸

La simultanéité de la crise sociale et de la crise écologique n'est pas fortuite. Toutes deux sont le produit d'un développement économique mené dans le cadre des rapports sociaux capitalistes avec pour seul critère de calcul et de décision le profit maximum. Crise sociale et crise écologique se renforcent mutuellement pour deux séries de raisons. Premièrement, les plus pauvres sont ceux qui pâtissent le plus de la dégradation du cadre de vie, tandis que l'épuisement des ressources naturelles aggrave les contraintes pesant sur l'accumulation du capital. Deuxièmement, le capitalisme opère conjointement une double réduction-instrumentalisation : il réduit l'être humain à l'état de rouage anonyme du travail abstrait, lui ôtant toute son individualité et sa créativité ; et il réduit la nature à l'état de stock qu'il n'a de cesse d'évaluer à l'aune des catégories marchandes.

La conclusion politique que l'on peut tirer de ce constat est que la modification des relations de l'homme avec le reste du monde vivant ne pourra se faire vraiment qu'au sein de rapports sociaux radicalement transformés. En retour, il serait illusoire de croire à la possibilité de transformer ceux-ci en récupérant tel quel le modèle de développement hérité du capitalisme.

Un matérialisme cohérent

L'œuvre de Marx contient le matériau théorique matérialiste permettant d'insérer l'activité sociale des êtres humains dans l'environnement naturel car ce penseur a su distinguer le processus de production que l'on peut qualifier d'anthropologique (Marx parlait de procès de travail en général) qui a pour but de produire des valeurs d'usage destinées à satisfaire les besoins, et le processus de production capitaliste (Marx parlait de procès de travail capitaliste) qui n'a pour but que de produire des marchandises en vue de réaliser leur valeur d'échange²⁶⁹. On voit à quel point la préservation et l'extension du champ de la propriété collective, au moment où tout est menacé de basculer dans le champ de la propriété privée, restent des objectifs essentiels. Cependant, la gestion collective des conditions matérielles de vie ne supprime pas une difficulté inhérente à toute activité humaine, quels que soient les rapports sociaux dominant, celle de l'incommensurabilité entre le présent et l'avenir qui empêche de définir un critère objectif d'allocation des ressources rares entre les différentes générations. Tout redevient donc politique. Ce n'est pas la moindre revanche de l'économie du même nom et de sa critique.

²⁶⁸ . Texte inédit, mis à part les trois derniers alinéas empruntés à un autre texte : J.M. Harribey, « Une économie soutenable », in Fondation Copernic, *Un social-libéralisme à la française ?*, *op. cit.*, p. 191-202.

²⁶⁹ . Pour un approfondissement, voir J.M. Harribey, « Marxisme écologique ou écologie politique marxienne », *op. cit.*

Tout redevient politique, et notamment les finalités qui sont assignées à la recherche scientifique alors que celles-ci sont aujourd'hui de plus en plus dictées par les intérêts des grandes firmes. La collectivité doit en retrouver la maîtrise pour que les interrogations sur le sens du progrès et la notion même de progrès soient de véritables objets de débat démocratique. La mise en cause d'une conception linéaire du progrès, plus positiviste que matérialiste, commune au marxisme traditionnel et au libéralisme, est à ce prix. Le développement illimité des forces productives serait aussi dangereux dans un après-capitalisme que dans le capitalisme. Il s'agit donc pour le marxisme de renouer avec l'hétérodoxie à la façon d'Herbert Marcuse pour qui le socialisme était un mode de vie « qualitativement différent, loin du fétichisme du développement des forces productives. Dans les pays capitalistes avancés, les forces productives sont suffisamment développées ou même trop développées. »²⁷⁰

L'écologie politique, quant à elle, ne peut constituer le ferment d'un nouveau paradigme tant qu'elle ne s'intègre pas dans une vision plus large de transformation sociale. Lorsque les écologistes en restent à une critique du productivisme sans autre caractérisation sociale, ils se condamnent à l'impuissance d'une mouche du coche. Trop souvent, ils définissent le productivisme comme la production sans autre finalité qu'elle-même, ce qui constitue déjà une première erreur car, si c'était vrai, on ne comprendrait pas pourquoi, périodiquement, la production capitaliste est consciemment ralentie. Le productivisme est donc une production pour le profit (produire beaucoup quand cela rapporte beaucoup, produire moins ou pas du tout quand cela rapporte peu). Cette première erreur renvoie à une seconde plus fondamentale qui consiste à mettre les contradictions sociales sur le compte d'une relation transcendante avec la nature. La tentative du capitalisme d'achever la révolution bourgeoise des rapports de propriété en élargissant ceux-ci à toute la sphère restée jusqu'à présent non marchande et à toute la sphère du vivant constitue l'impensé de la grande majorité des écologistes.

Il n'y a donc pas d'espace politique autonome pour un mouvement écologiste qui ne s'inscrirait pas dans une perspective anti-capitaliste. Le ralliement des écologistes de droite à la droite paraît assez naturel, pourrait-on dire. Celui des écologistes de gauche à la gauche social-démocrate atteste de l'impossibilité d'exister sur une base social-démocrate, voire social-libérale, quand la place est déjà occupée. Sauf à supposer une disparition aussi soudaine qu'improbable du pôle social-démocrate-libéral, une telle stratégie est vouée à la dissolution ou à la satellisation. Le renoncement au dogme « ni droite, ni gauche » a malheureusement été compris par les écologistes français simplement comme la fin du refus des alliances alors qu'il aurait dû signifier une articulation nouvelle entre la transformation des rapports sociaux – le social ne se réduisant pas à l'humanitaire – et l'écologie.

Un partage planétaire social et intergénérationnel

Qui n'a pas, aujourd'hui, juré ses grands dieux qu'il adhérerait au concept de développement durable ou soutenable ? On est bien en peine de trouver quelques récalcitrants chez les économistes de tous bords, les politiciens de toutes les couleurs, les instances internationales de tous niveaux et les ONG de tous les continents. Rarissimes sont les réfractaires qui osent dénoncer le concept de développement jusque sous l'habillage de durable²⁷¹. Leur critique et

²⁷⁰ . H. Marcuse, *Gespräche mit Herbert Marcuse*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1978, p. 59, cité par I.

Loureiro, « Le marxisme écologique de Herbert Marcuse : Il faut changer le sens du progrès », in J.M. Harribey, M. Löwy (dir.), *Capital contre nature*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2003, p. 160.

²⁷¹ . S. Latouche, « Développement durable : un concept alibi, Main invisible et mainmise sur la nature », *Revue Tiers-Monde*, tome XXXV, n° 137, janvier-mars 1994, p. 77-94 ; *La déraison de la raison économique, Du délire d'efficacité au principe de précaution*, Paris, Albin Michel, 2001 ; « Les mirages de l'occidentalisation du

leurs avertissements sont précieux mais, malheureusement, ils affaiblissent eux-mêmes leur position en contestant la nécessité pour les pays les plus pauvres d'un temps de développement économique et en prônant la fin immédiate du développement. *Primo*, cette attitude est intenable pour les pays pauvres et indécente à leur égard. *Secundo*, la notion d'après-développement n'a aucune portée si celui-ci n'est pas simultanément un après-capitalisme.²⁷² La proposition de décroissance, indistinctement pour tous les peuples ou pour tout type de production, est donc injuste, inefficace et absurde. A la croissance économique élevée au rang d'objectif en soi par le capitalisme parce qu'il en a absolument besoin pour poursuivre son accumulation, les anti-développementistes opposent la décroissance, elle-même érigée en objectif en soi²⁷³. Mais il s'agit de deux sophismes miroirs l'un de l'autre : la croissance veut faire tendre la production vers l'infini et la décroissance ne peut que la faire tendre vers zéro.

Pour notre part, nous écrivions voici plusieurs années : « L'ambiguïté du concept de développement soutenable ou durable est telle que de multiples interprétations en sont possibles [...] Le critère décisif permettant de tracer une frontière nette entre le développement durable, simple prolongement ou simple palliatif du développement existant depuis deux siècles, et un développement de type qualitatif, est celui de la pérennité ou non de la croissance économique impulsée par le capitalisme. Dans la mesure où la très grande majorité des intervenants sur cette question acceptent, ou tentent de faire admettre, que tous les pays de la planète promeuvent encore en leur sein une croissance économique forte et quasiment éternelle, le concept de développement durable n'ouvre pas un nouveau paradigme car il reste fondamentalement à l'intérieur de celui du développement. »²⁷⁴ Nous confirmons le propos. Mais le renoncement à la croissance productiviste n'est pas un renoncement au progrès humain ni à un développement qualifié autour de la satisfaction des besoins essentiels de tous. La croissance des services qualitatifs dont les besoins sont immenses comme l'éducation ou la santé, et celle des biens et équipements nécessaires à leur réalisation, est souhaitable, en premier lieu dans les pays pauvres. En revanche, la croissance dont il serait raisonnable de commencer immédiatement la décélération et sans trop tarder la diminution est celle qui porte le plus atteinte à l'environnement (transports individuels, agriculture intensive) ou qui ne profite qu'à une minorité de privilégiés dans le monde. Il faut donc lier la question du rythme de la croissance à celles de son contenu qualitatif et de sa répartition.

Le développement du secteur non marchand, l'imposition de normes de qualité dans l'agriculture et l'industrie, la répartition équitable des gains de productivité et leur affectation prioritaire en réduction du temps de travail au fur et à mesure que les besoins fondamentaux sont satisfaits pour tous, sont autant de moyens de desserrer les contraintes de la croissance économique sur l'environnement. Si le découplage du progrès humain et de la croissance – qui ne peut être éternelle – est amorcé dans les pays riches, alors l'accès des populations les plus pauvres dans le monde aux ressources naturelles sera moins difficile et la croissance nécessaire à la satisfaction de leurs besoins essentiels sera davantage possible. L'affirmation de nouvelles solidarités internationales entre les peuples en dépend.

Cependant, la déconnexion progressive entre progrès humain et croissance économique est impensable au sein d'un système dont la raison d'être est l'accumulation infinie du capital. Il s'agit donc bien de préparer une économie soutenable qui serait un après-capitalisme. Pour

monde : En finir, une fois pour toutes, avec le développement », *op. cit.* ; W. Sachs, G. Esteva, *Des ruines du développement*, Montréal, Ed. Ecosociété, 1996.

²⁷² . Pour un approfondissement, voir J.M. Harribey, *L'économie économe*, *op. cit.*, p. 77-86 ; « Les impasses de la croissance et de la décroissance infinies », à paraître dans *Mouvements*, 2004 ; *Le développement en question(s) : vers une société solidaire et économe*, à paraître sous l'égide d'ATTAC, 2004.

²⁷³ . Silence, *Objectif décroissance, Vers une société harmonieuse*, Paris, Ed. Parangon, 2003.

²⁷⁴ . J.M. Harribey, *L'économie économe*, *op. cit.*, p. 157-158.

cela, la réflexion économique ne peut plus être séparée des choix d'organisation sociale. Ou bien la libéralisation du travail, l'appropriation et la marchandisation du vivant s'accroissent encore, ou bien on agit pour la libération du travail et l'insertion de l'activité humaine dans la biosphère. Voilà les deux termes d'une alternative cruciale pour l'avenir de l'humanité. Une économie soutenable est-elle une utopie irréaliste ? Beaucoup moins que de croire qu'il est possible de perpétuer un monde d'inégalités, d'aberrations sociales et écologiques, de violences et de mépris de la vie. S'orienter vers une société plus respectueuse des êtres humains, plus économe des ressources naturelles, plus frugale peut-être et donc moins grosse – ou obèse – de PIB, mais plus riche en temps libéré, est le seul pari réaliste.

Il est raisonnable de penser qu'une économie soutenable implique une transformation des rapports sociaux, vieille utopie de l'avant-dernier siècle toujours aussi actuelle, et la reconstruction d'un imaginaire autour d'autres valeurs que celle de l'accumulation. Au contraire, s'imaginer en vainqueur du temps par l'intermédiaire de titres financiers dont le cours caracolait éternellement, se projeter dans un capital en croissance – en érection – perpétuelle, seraient des façons de se désincarner, c'est-à-dire de renoncer à la vie réelle. Nous l'avons dit en commençant : le choix se résume entre la bourse et la vie. Il sera tranché par la régression, puis l'abolition du capital en tant que mode d'organisation des rapports sociaux.

Conclusion

Des fragments de notes

« La véritable raison de la propriété privée, la *possession*, est un fait, un fait inexplicable, ce n'est pas un droit. »

Karl Marx,
Critique de la philosophie du droit de Hegel, op. cit., p. 996.

Ce petit livre se termine. Mais il ressemble à une partition inachevée et, de surcroît, il est composé de notes minuscules, une multitude de doubles croches qui s'enchaînent à un *tempo* rapide. Avec un refrain, des bis et des *da capo* glissés à chaque page. Le disque était-il rayé ou bien un grand nombre de répétitions était-il nécessaire avant la représentation ?

En ouverture était donnée la théorie de la valeur de Marx. Avec, à la clé, l'analyse des rapports sociaux au sein desquels l'économie se meut, la critique de ces rapports et, par voie de conséquence, la démystification du discours économique libéral, véritable apologie des privilèges des uns et de la misère des autres.

Se succédaient ensuite *allegros* et *andantes*. Personne ne peut vraiment souhaiter aux rentiers de la finance – en tant que personnes – le sort, pris au pied de la lettre, que leur promettait Keynes : l'euthanasie. En revanche, il faut tuer la Bourse, le lieu où s'affiche cyniquement la domination de l'argent sur le monde et où se joue l'avenir de celui-ci. Il faut organiser sciemment et méthodiquement la ruine de la Bourse, non pas simplement pour lutter contre la spéculation, mais parce que, derrière elle, se tapit la puissance du capital qui décide qui il emploie, ce qu'il faut produire et où, et à qui il attribue la richesse créée. Plus le droit du travail sera renforcé sur tous les continents, plus les pouvoirs des salariés seront étendus, plus les gains de productivité seront utilisés pour réduire le temps de travail, plus les licenciements seront interdits, alors moins la valeur tombera dans l'escarcelle de ceux qui font monter les enchères en Bourse. Un pas sera alors accompli vers la transformation des rapports de propriété, prélude à celle des rapports sociaux, c'est-à-dire au recul de l'exploitation, tant des êtres humains que de la nature.

Un *adagio* long et dense suivait enfin, essayant de donner du *legato* à l'ensemble, pour montrer que le réalisme n'est pas d'envisager une transformation minimale de la société mais de garder à l'esprit le maximum du souhaitable, à charge pour chaque génération d'apporter sa contribution à l'œuvre de longue haleine. La force de Don Quichotte est de maintenir au cœur de la vie une part de rêve. La faille du capital est d'avoir pour l'humanité un projet qui est un cauchemar.

Le point d'orgue était : le capitalisme, atteint de démence sénile, a fait son temps. Mais, la sénilité pouvant être durable, il ne passera pas spontanément la main. Aidons-le... *presto*...

Bibliographie

- Aglietta M., « Le capitalisme de demain », *Note de la Fondation St Simon*, n° 101, novembre 1998.
- Aglietta M., Orléan A., *La violence de la monnaie*, Paris, PUF, 1982.
- La monnaie souveraine*, Paris, O. Jacob, 1998.
- Aglietta M., Château J., Fayolle J., Le Cacheux J., Touze V., Julliard M., « L'avenir de nos retraites face à la globalisation financière : une exploration du modèle INGENUE », *La Lettre du CPII*, n° 200, avril 2001, in *Problèmes économiques*, n° 2722, 18 juillet 2001.
- Artus P., « Karl Marx is back », *Flash*, n° 2002-04, Caisse des Dépôts et Consignations-IXIS, 4 janvier 2002.
- ATTAC (S. George), *Remettre l'OMC à sa place*, Paris, Ed. Mille et une nuits, 2001.
- « Face aux licenciements de convenance boursière, Les analyses et les propositions d'ATTAC », 2001, <http://attac.org/fra/asso/doc/doc58.htm>.
- (J.M. Harribey, dir.) *Le développement en question(s) : vers une société solidaire et économe*, à paraître, 2004.
- Barillon M., *Attac, encore un effort pour réguler la mondialisation !?*, Castelnau-le-Lez, Climats, 2001.
- Berlan J.P., Hansen M., Lannoy P., Pons S., Séralini G.E., *La guerre du vivant, Organismes génétiquement modifiés & autres mystifications scientifiques*, Marseille, Ed. Agone, Montréal, Ed. Comeau & Nadeau, 2001.
- Bihl A., « Antilibéralisme ou anticapitalisme ? ou : comment ne pas prendre des vessies roses pour des lanternes rouges », *A contre-courant syndical et politique*, n° 119, janvier 2001.
- Bissuel B., « En France, plus de 4 millions de personnes demeurent sous le seuil de pauvreté », *Le Monde*, 8 février 2002.
- Bloch-Lordon C., Coutrot T., « La réduction du temps de travail a-t-elle encore un avenir ? », in *Fondation Copernic, Un social-libéralisme à la française ?, Regards critiques sur la politique économique et sociale de Lionel Jospin*, Paris, La Découverte, 2001, p. 85-98.
- Boltanski L., Chiapello E., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
- Bourdieu P., *La distinction, Critique sociale du jugement*, Paris, Ed. de Minuit, 1979.
- Bourguinat H., *Finance internationale*, Paris, PUF, 1999.
- Bowring F., « Les systèmes d'échange locaux reproduisent-ils les inégalités sociales ? », *Silence*, n° 271, juin 2001.
- Brunhoff S. (de), Jetin B., « Taxe Tobin : une mesure indispensable contre l'instabilité financière », in *Appel des économistes contre la pensée unique, Les pièges de la finance mondiale*, Paris, Syros, 2000, p. 183-206.
- Braudel F., *La dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud, 1985.
- Caillé A., « Marché et capitalisme, même combat », *Alternatives économiques*, Hors-Série, « 500 ans de capitalisme », n° 33, 3^e trimestre 1997, p. 40-42.
- Cassandre J., « Retraites : le mirage de la capitalisation », *Droit social*, n° 6, juin 1991, p. 518-521.
- Castel R., « "Risquophiles", "risquophobes" : l'individu selon le Medef », *Le Monde*, 7 juin 2001.
- Castoriadis C., « Psychanalyse et politique », *Le monde morcelé, Les carrefours du labyrinthe-3*, Paris, Seuil, 1990.
- Cervantès M. (de), *Don Quichotte*, Paris, Gallimard, Folio, 1988, 2 tomes.
- Chauvel L., « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE, Observations et diagnostics économiques*, n° 79, octobre 2001, p. 315-359.
- Chesnais F., *Tobin or not Tobin ? Une taxe internationale sur le capital*, Paris, L'esprit frappeur, 3^e éd., 2000.
- Clerc D., « Point de vue : Valeur », *Alternatives économiques*, n° 196, octobre 2001.
- « Point de vue : Malaise », *Alternatives économiques*, n° 194, juillet-août 2001.
- Commissariat général au Plan, *L'avenir des retraites*, Rapport de J.M. Charpin, Paris, La Documentation française, 1999.
- Conseil d'analyse économique, *Retraites et épargne*, Rapports d'O. Davanne, J.H. Lorenzi, F. Morin, Paris, La Documentation française, n° 7, 1998.
- Instabilité du système financier international*, Rapport d'O. Davanne, n° 14, Paris, La Documentation française, 1998.
- Plein emploi*, Rapport de J. Pisani-Ferry, n° 30, Paris, La Documentation française, 2000.
- Conseil d'orientation des retraites, *Retraites : renouveler le contrat social entre les générations, Orientations et débats*, Paris, La Documentation française, 2002.
- Cordonnier L., *Pas de pitié pour les gueux*, Paris, Raisons d'agir, 2000.
- Derrida J., « Le siècle et le pardon », *Le Monde des débats*, décembre 1999
- Dufumier M., « Les agricultures paysannes dans le monde », Actes du Colloque « L'agriculture paysanne en marche » de la FADEAR-Confédération paysanne, 7 et 8 décembre 1998, p. 21-29.
- Duménil G., *De la valeur aux prix de production, Une réinterprétation de la transformation*, Paris, Economica, 1980.

Duménil G., Lévy D., *Crise et sortie de crise, Ordre et désordres néolibéraux* Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2000.

« Coûts et avantages du néolibéralisme. Une analyse de classe », *Documents pour l'enseignement économique et social*, n° 126, décembre 2001, p. 15-30.

Economie marxiste du capitalisme, Paris, La Découverte, 2003.

Dupuy J.P., *Le sacrifice et l'envie, Le libéralisme aux prises avec la justice sociale*, Paris, Calman-Lévy, 1992.

Emmanuel A., *L'échange inégal, Essai sur l'antagonisme dans les rapports internationaux*, Paris, F. Maspero, 1969.

Eme B., Laville J.L., Maréchal J.P., « L'économie solidaire : état des lieux et enjeux », *La Pensée*, n° 326, avril-juin 2001, p. 73-85.

Ewald F., Kessler D., « Les noces du risque et de la politique », *Le Débat*, n° 209, mars-avril 2000, p. 55-72.

Fanon F., *Les damnés de la terre*, Paris, F. Maspero, 1961.

Fondation Copernic « Pour un plein emploi de qualité, Critique du social-libéralisme, à propos du rapport Pisani-Ferry », Note n° 6, mars 2001.

Forrester V., *L'horreur économique*, Paris, Fayard, 1996.

Fottorino E., « L'écologie pour le développement », *Le Monde*, 19 mai 1992.

Friot B., « Le salaire universel », *Ecocritique, revue critique d'écologie politique*, n° 7, décembre 2001, p. 29-33.

Fukuyama F., « La fin de l'histoire ? », *Commentaire*, n° 47, automne 1989.

« Nous sommes toujours à la fin de l'histoire », *Le Monde*, 18 octobre 2001.

Gadrey J., « A bas la dictature du PIB ! », *Le Monde*, 23 janvier 2002.

Gadrey J., Jany-Catrice F., *Les indicateurs de richesse et de développement, Un bilan international en vue d'une initiative française*, Rapport de recherche pour la DARES, mars 2003, <http://www.travail.gouv.fr/etudes/pdf/indicateurs.pdf>.

George S., Gould E., « Libéraliser, sans avoir l'air d'y toucher », *Le Monde diplomatique*, juillet 2000.

Gesell S., *L'ordre économique naturel*, Paris, M. Issautier, 8^e éd., 1948.

Gorz A., *Métamorphoses du travail, Quête du sens, Critique de la raison économique*, Paris, Galilée, 1988.

L'immatériel, Connaissance, valeur et capital, Paris, Galilée, 2003.

Guerrien B., *La théorie néo-classique, Bilan et perspectives du modèle d'équilibre général*, Paris, Economica, 1989.

Hardt M., Negri A., *Empire*, Paris, Exils Ed., 2000.

Harribey J.M., « Vive Jean de la Fontaine », *Le Monde*, 21 mars 1989, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/ledire/vive-lafontaine.pdf>.

« Théorie de la justice, revenu et citoyenneté », *La Revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, « Vers un revenu minimum inconditionnel ? », n° 7, 1^{er} semestre 1996, p. 188-198.

« Une allocation universelle garantirait-elle une meilleure justice sociale ? », in F. Charpentier (dir.), *Encyclopédie : Protection sociale, Quelle refondation ?*, Paris, Economica, Liaisons sociales, 2000, p. 1211-1221.

« Ne tirez pas sur les "suppléments obligatoires" », *Le Monde*, 25 mars 1997.

« Eléments pour une théorie marxienne de l'égalité économique : théorie de la valeur-travail et répartition des revenus », Colloque de l'Université Paris-X, CAESAR-FORUM, URA-CNRS 1700, « Marx aujourd'hui : fondements et critique de l'économie politique », Actuel Marx, ERS-CNRS 196, 27 et 28 novembre 1997, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/egalite.pdf>.

L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail, Paris, L'Harmattan, 1997.

Le développement soutenable, Paris, Economica, 1998.

« Travail, emploi, activité : éléments de clarification de quelques concepts », *Economies et Sociétés*, Série « Economie du travail », A.B. n° 20, 3, 1998, p. 5-59.

« Marx : des prix de production au circuit monétaire », in C. Bidard, A. Hendaoui, F. Poulon (dir.), *Keynes et Sraffa, recherche de passerelles*, Paris, Cujas, 1998, p. 157-176.

« Répartition ou capitalisation : on ne finance jamais sa propre retraite », *Le Monde*, 3 novembre 1998.

« La soutenabilité : une question de valeur(s) », Habilitation à diriger des recherches en sciences économiques, Centre d'Economie du Développement de l'Université Bordeaux IV, *Documents de travail*, n° 34, 1999, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/soutenabilite.pdf>.

« La taxe Tobin contre le capitalisme financier ? », *Economie et politique*, n° 267-268 (540-541), juillet-août 1999, p. 39-42.

« Temps de travail et travail du temps : comment passer d'une mesure de la valeur économique à la prise en compte des valeurs non économiques ? », in Barrué-Pastor M., Bertrand G. (éd.), *Les temps de l'environnement*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2000, p. 237-255.

« De la fin du travail à l'économie plurielle : quelques fausses pistes », in Appel des économistes contre la pensée unique, *Le bel avenir du contrat de travail, Alternatives au social-libéralisme*, Paris, Syros, 2000, p. 19-40.

« La valeur-travail et l'avenir du travail en débat » in L. Abdelmalki, A. Peeters (coord.), Groupe d'Analyse et de Théorie Economique, CNRS, *Alternatives économiques et sociales, Pour entrer dans le XXI^e siècle*, Limonest, L'Interdisciplinaire, 2000, p. 87-98.

« Retour sur la "source" du profit », *Documents pour l'Enseignement Economique et Social*, n° 119, mars 2000, p. 39-54.

« Les retraites face à la capitalisation ouverte ou rampante », *Economie et politique*, n° 550-551, mai-juin 2000, p. 43-48.

« L'ivresse du capital : le virtuel brouille le réel », *Barca ! Poésie, politique et psychanalyse*, « L'utopie du virtuel », n° 15, novembre 2000, p. 7-21.

« Marxisme écologique ou écologie politique marxienne », in J. Bidet, E. Kouvelakis (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, 2001, p. 183-200.

« Le développement implique l'anticipation des services collectifs : les prélèvements obligatoires sont des suppléments obligatoires », *Revue Africaine des Sciences Economiques et de Gestion*, janvier-juin 2001, vol. III, n° 1, p. 3-38, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/developpement-po=so.pdf>.

« Valeur, prix de (re)production et développement économique », Centre d'Economie du Développement de l'Université Bordeaux IV, *Document de travail*, n° 58, 2001, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/valeur-developpement.pdf>.

« La légitimité économique de la dépense publique », *Le Monde*, 20 mars 2001.

« Economie et écologie », in ATTAC, *Une économie au service de l'homme*, Paris, Ed. Mille et une nuits, 2001, p. 221-248.

« L'entreprise sans usines ou la captation de la valeur », *Le Monde*, 3 juillet 2001, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/sans-usines.html>.

« La monnaie », Université d'ATTAC, Arles, 24 au 28 août 2001, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/attac-monnaie.pdf>.

« La financiarisation du capitalisme et la captation de valeur », in J.C. Delaunay (coord.), *Le capitalisme contemporain : questions de fond*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 67-111.

« Réduction du temps de travail : toujours à refaire », *Ecovev, Revue critique d'écologie politique*, n° 7, décembre 2001, p. 43-47.

« L'économie sociale et solidaire, un appendice ou un faux-fuyant ? », *Mouvements, Société, Politique, Culture*, n° 19, janvier-février 2002, p. 42-49.

« SEL : la monnaie entre travail et lien social », *Contretemps*, n° 5, septembre 2002, p. 144-151.

« Le régime d'accumulation financière est insoutenable socialement et écologiquement », in J.M. Harribey, M. Löwy (coord.), *Capital contre nature*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2003, p. 109-121.

« Les dessous de la politique économique européenne », *Le Passant Ordinaire*, n° 43, février-mars 2003.

« De la guerre sociale à la guerre totale », 2003, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/ledire/guerre.pdf>.

« Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », Séminaire MATISSE-Hétérodoxies de l'Université Paris I-Sorbonne, 24 octobre 2003, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/matisse.pdf>.

« Les impasses de la croissance et de la décroissance infinies », *Mouvements*, à paraître, 2004.

« Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », Colloque « Les transformations du capitalisme contemporain : faits et théories, état des lieux et perspectives », 31 mars au 2 avril 2004, Université de Reims, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/cognitivisme.pdf>.

Hugo V., *Quatre-vingt-treize*, Genève, Editio Georges Naef S.A., 1874.

Husson M., *Le grand bluff capitaliste*, Paris, La Dispute, 2001.

« 2001, ou le grand retournement conjoncturel », *Imprecor*, n° 463-464, octobre-novembre 2001.

INSEE, *Tableaux de l'économie française*, Paris, INSEE, 1990 à 2001.

Jalée P., *Le pillage du tiers-monde*, Paris, F. Maspero, 1973.

Jetin B., *La taxe Tobin et la solidarité entre les nations*, Paris, Descartes & Cie, 2002.

Keynes J.M., *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot, 1969.

Khalfa P., Chanu P.Y. (coord.) (Fondation Copernic), *Les retraites au péril du libéralisme*, Paris, Ed. Syllepse, 3^e éd. 2002.

Labarde P., Maris B., *La Bourse ou la vie, La grande manipulation des petits actionnaires*, Paris, Albin Michel, 1999.

La Fontaine J. (de), *Fables*, présentées par R. Radouant, Paris, Hachette, 1929.

Latouche S., « Développement durable : un concept alibi, Main invisible et mainmise sur la nature », *Revue Tiers-Monde*, tome XXXV, n° 137, janvier-mars 1994, p. 77-94.

« La monnaie au secours du social ou le social au secours de la monnaie », *Silence*, Hors-Série supplément au n° 229, « Les SEL : Pour changer, échangeons », 1^{er} trimestre 1998.

La déraison de la raison économique, Du délire d'efficacité au principe de précaution, Paris, Albin Michel, 2001.

« Les mirages de l'occidentalisation du monde : En finir, une fois pour toutes, avec le développement », *Le Monde diplomatique*, mai 2001.

Laville J.L., « Economie et solidarité : linéaments d'une problématique », in O.C.D.E., *Réconcilier l'économie et le social, L'économie plurielle*, Paris, OCDE poche, 1996, p. 45-56.

« Pour une économie plurielle », *Alternatives économiques*, n° 159, mai 1998.

« Un projet d'intégration sociale et culturelle », *Le Monde diplomatique*, octobre 2001.

Lefebvre H., *Critique de la vie quotidienne*, Paris, L'Arche, 1981.

Lipietz A., *Le monde enchanté, De la valeur à l'envol inflationniste*, Paris, La Découverte/Maspéro, 1983.

« Retraites mutuelles et épargne salariale », *Politis*, n° 577, 2 décembre 1999.

« Propriété et régulation », *Politis*, n° 603, 1^{er} juin 2000.

Pour le tiers secteur, L'économie sociale et solidaire : pourquoi, comment ?, Paris, La Découverte, La Documentation française, 2001.

Lordon F., *Et la vertu sauvera le monde... Après la débâcle financière, le salut par l'« éthique » ?*, Paris, Raisons d'agir, 2003.

Loureiro I., « Le marxisme écologique de Herbert Marcuse : Il faut changer le sens du progrès », in J.M. Harribey, M. Löwy (dir.), *Capital contre nature*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2003, p. 155-164.

Magnien F., Tavernier J.L., Thesmar D., « Les statistiques internationales de PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat : une analyse des résultats », INSEE, Série des documents de travail de la Direction des études et synthèses économiques, G 2002/01, février 2002.

Marx K., *Introduction générale à la critique de l'économie politique*, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1, 1965.

Le Capital, Livre I, 1867, *Livre II*, 1885, *Livre III*, 1894, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1, 1965, et tome 2, 1968.

Le Capital, Livre IV (Théories sur la plus-value), 1905-1910, Paris, Ed. Sociales, tome 1, 1974, tome 2, 1975, et tome 3, 1976.

Critique de la philosophie du droit de Hegel, 1843, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 3, 1982,

Marx K., Engels F., *Le Manifeste communiste*, 1848, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1, 1965.

Méda D., *Le travail, Une valeur en voie de disparition*, Paris, Alto Aubier, 1995.

Qu'est-ce que la richesse ?, Paris, Alto Aubier, 1999.

« Quelques notes pour en finir (vraiment) avec la "fin du travail" », *Revue du MAUSS semestrielle*, « Travailler est-il (bien) naturel ? Le travail après la "fin du travail" », n° 18, 2^e semestre 2001, p. 71-78.

Minc A., *La mondialisation heureuse*, Paris, Plon, 1997.

Ministère de l'économie et des finances, *Rapport sur la taxation des transactions de change, la régulation des mouvements de capitaux et sur les conséquences de la concurrence fiscale entre Etats*, Rapport au Parlement, <http://www.finances.gouv.fr>.

Moulier Boutang Y., « Refuser la pensée unique de la "valeur-travail" », *Vert Europe*, n° 1, février 1999.

« Marx en Californie : le troisième capitalisme et la vieille économie politique », Congrès Marx International III, « Le capital et l'humanité », Université Paris X, Nanterre, 26 au 29 septembre 2001.

« Capitalisme cognitif et nouvelles formes de codification du rapport salarial », in Vercellone C. (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, 2003, p. 305-320.

« L'inconditionnalité du revenu comme mutation décisive du salariat dans le troisième capitalisme émergent », *Ecovev'*, *Revue critique d'écologie politique*, n° 7, décembre 2001, p. 23-27.

Orléan A., *Le pouvoir de la finance*, Paris, O. Jacob, 1999.

Passet R., *L'illusion néo-libérale*, Paris, Fayard, 2000.

Eloge du mondialisme par un « anti » présumé, Paris, Fayard, 2001.

Pinçon M., Pinçon-Charlot M., « La grande bourgeoisie : une classe mobilisée », *Alternatives économiques*, « Les classes sociales font de la résistance », Hors Série, n° 29, 3^e trimestre 1996, p. 30-33.

Sociologie de la bourgeoisie, Paris, La Découverte, 2000.

Piriou J.P., *La comptabilité nationale*, Paris, La Découverte, 2001.

Plassard F., « Entre économie de don et économie de marché », *Silence*, Hors-Série supplément au n° 229, « Les SEL : Pour changer, échangeons », 1^{er} trimestre 1998.

PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1998*, Paris, Economica, 1998.

Rapport 2001, Bruxelles, De Boeck & Larcier, 2001.

Rapport 2003, Paris, Economica, 2003.

- Polanyi K., *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Paris, Gallimard, 1983.
- Raffarin J.P., « Un nouveau souffle pour le spectacle vivant », *Le Monde*, 6 août 2003.
- Ramonet I., « Désarmer les marchés », *Le Monde diplomatique*, décembre 1997.
- Renault E., *Mépris social*, Bègles, Editions du Passant, 2000, 2^{ème} éd. 2004.
- Ricardo D., *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817, Paris, GF-Flammarion, 1992.
- Rifkin J., *La fin du travail*, Paris, La Découverte, 1996.
- L'âge de l'accès, La révolution de la nouvelle économie*, Paris, La Découverte, 2000.
- « Quand les marchés s'effacent devant les réseaux », *Le Monde diplomatique*, juillet 2001.
- Robin J., *Quand le travail quitte la société post-industrielle*, GRIT éditeur, 2 vol., 1993 et 1994.
- Rosanvallon P., *Le capitalisme utopique, Histoire de l'idée de marché*, Paris, Seuil, 3^e éd., 1999.
- Sachs W., Esteva G., *Des ruines du développement*, Montréal, Ed. Ecosociété, 1996.
- Sagot-Duvauroux J.L., *Pour la gratuité*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995.
- Schumpeter J.A., *Théorie de l'évolution économique*, 1912, Paris, Dalloz, 1934.
- Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1942, Paris, Payot, 1979.
- Sen A., « Dix vérités sur la mondialisation », *Le Monde*, 19 juillet 2001.
- Silence, Objectif décroissance, Vers une société harmonieuse*, Paris, Ed. Parangon, 2003.
- Sinaï A., « Le climat, otage des lobbies industriels » et « Engagements non tenus », *Le Monde diplomatique*, février 2001.
- Smith A., *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, GF-Flammarion, 1991.
- Spahn P.B., « The Tobin tax and exchange rate stability », *Finance and development*, n° 33, juin 1996, p. 24-27.
- Stiglitz J.E., *Quand le capitalisme perd la tête*, Paris, Fayard, 2003.
- Sue R., *La richesse des hommes, Vers l'économie quaternaire*, O. Jacob, 1997.
- Supiot A., « Il faut se défaire des illusions du "tout contractuel" », Université de tous les savoirs 2000, *Le Monde*, 7 mars 2000.
- Timbeau X., « Impact de la suppression d'un jour férié », *Lettre de l'OFCE, Observations et diagnostics économiques*, n° 244, 24 octobre 2003.
- Toiser J., « Pour une critique de l'idéologie des droits de l'homme », Actes du colloque régional « Mondialisation et émancipation humaine », Bordeaux, 16 au 21 octobre 2000, Espaces Marx, p. 48-51.
- Toussaint Eric, *La Bourse ou la vie, La finance contre les peuples*, Bruxelles, CADTM, CETIN, Ed. Luc Pire, Ed. Sylepse, 1998.
- Ventelou B., *Au-delà de la rareté, La croissance économique comme construction sociale*, Paris, A. Michel, 2001.
- Vergara F., « Les erreurs et les confusions de Louis Dumont », *L'économie politique*, n° 11, 3^e trimestre 2001, p. 76-98.
- Viveret P., *Reconsidérer la richesse : Rapport final de la mission « nouveaux facteurs de richesse »*, Paris, La Documentation française, 2002.
- Weber M., *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 1905, Paris, Plon-Agora, 1964.

Table des matières

Avant-propos

Avant-propos à la deuxième édition

Introduction : « La bourse ou la vie »

Première partie : Questions de méthode

1. Le plaisir, la souffrance et l'économiste : *Petite introduction à l'épistémologie de l'économie*
2. Le chaos et les cahots du PIB
3. Tout ce qui vaut n'est pas argent
4. La valeur(-)travail
5. Qui veut noyer l'impôt l'accuse du naufrage
6. Il y a un déficit ? Cherchez l'excédent !
7. Hold-up sur la valeur : celui qui ne risque rien a tout
8. L'entreprise sans usines ou la captation de la valeur
9. Peut-on mettre fin à une controverse scientifique quand elle est un enjeu social ?
10. Le bon bougre et le pauvre bougre : le report du risque
11. Sans foi ni loi : le MEDEF
12. Le plombier et le médecin : sur l'inégalité des revenus

Deuxième partie : Les cordons de la bourse et le fil de la vie

13. Don Quiattaque : *Don Quiattaque de la Gauche, le contestataire à la triste figure*
14. Dans la corbeille des nantis
15. Le miroir aux alouettes
16. La boursouflure annonce la crise
17. Une monnaie pour les cannibales
18. Robin des Bourses
19. Les sept péchés capitaux des opposants à la taxe Tobin
20. Répartition ou capitalisation : on ne finance jamais sa propre retraite
21. Quelle (anti-)mondialisation ?
22. Sur la mondialisation : les faux débats
23. Nouvelle économie ou nouvelle idéologie ?
24. Le malade imaginaire ?
25. L'économie atypique
26. Le vice et la vertu appliqués au marché
27. La guerre du climat aura lieu
28. Chômage et inflation : une alternative ?
29. Les 35 heures confisquées
30. Les salariés ne demandent pas la lune
31. Les travailleurs peuvent-ils gérer le capital ?
32. Faut-il aider les pauvres ?
33. Les frontières de la solidarité
34. Du grain de sable au grain de sel
35. Triste histoire sous les tropiques : la dette
36. Sud-Nord-Sud, le climat se réchauffe : *Conte rigoureusement authentique*

Troisième partie : Questions de pratique

37. De l'anti-libéralisme à l'anti-capitalisme

38. La transformation des rapports sociaux-écologiques

Conclusion : Des fragments de notes

Bibliographie

4^{ème} de couverture

Jean-Marie Harribey

La démence sénile du capital Fragments d'économie critique

Le capitalisme est en passe de réaliser son rêve le plus dément : transformer totalement les rapports de propriété sur la planète, de telle sorte que la moindre activité humaine, la moindre ressource matérielle ou intellectuelle, deviennent des marchandises, c'est-à-dire des occasions de profit. Avec évidemment la volonté de rendre la chose irréversible. Au nom de l'« ouverture à la concurrence » et de la « liberté des échanges », se prépare un mode de vie insoutenable socialement et écologiquement parce que les richesses seront accaparées par une minorité tandis que la majorité subira une exploitation accrue, parce que les services publics auront disparu, parce que tout le savoir aura fait l'objet de brevets et parce que la gestion des écosystèmes, de l'air et de l'eau aura été privatisée. Le capitalisme n'a donc plus de projet humain pour l'humanité. Il était dément, il est devenu sénile.

Ce livre rassemble des textes courts et incisifs, destinés à fournir aux citoyens et aux travailleurs engagés dans une lutte pour un monde solidaire des éléments de compréhension du capitalisme dont les transformations récentes sont la cause directe des dérèglements planétaires de tous ordres : économiques, sociaux, politiques et écologiques. Il veut être un outil de formation et d'éducation accessible à tous. Pour cela il entend renouer avec la critique de l'économie politique et ainsi démystifier la vision libérale de la société selon laquelle des « lois » économiques incontournables s'imposeraient aux hommes. L'avenir reste ouvert, pour peu qu'on ne craigne pas de penser un après-capitalisme.

Jean-Marie Harribey est professeur agrégé de sciences sociales et maître de conférences en économie à l'Université Bordeaux IV, membre du Conseil scientifique d'ATTAC, de la Fondation Copernic, de la rédaction de la revue *Le Passant Ordinaire* et chroniqueur à *Politis*.